102e ANNÉE
VOL. 102

N° 47
6643

Gazette officielle du Québec

QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 21 Novembre 1970

Règlements

1° Adresser toute correspondance à l'Éditeur officiel du Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Éditeur officiel du Québec, qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle du Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le ***mercredi,*** à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec, a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Éditeur officiel du Québec, avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Québec, Saturday, November 21, 1970

Rules

1. Address all communications to The Québec Official Publisher, Parliament Buildings, Québec.

2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Advertisements are payable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to The Québec Official Publisher, and any overpayment refunded.

5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7. The *Québec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach The Québec Official Publisher, not later than ***Wednesday,*** noon; if Wednesday is a holiday, the deadline is Tuesday noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, The Québec Official Publisher, reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify The Québec Official Publisher, before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

L'Éditeur officiel du Québec, ROCH LEFEBVRE, *Québec Official Publisher*

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 35 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 15 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $4 des 100 mots.

Exemplaire séparé: $1 chacun.

Feuilles volantes: $3 la douzaine.

Périodes d'abonnement: du 1er janvier au 31 décembre, $20; du 1er avril au 31 décembre, $15 et du 1er juillet au 31 décembre, $10.

N.B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Éditeur officiel du Québec,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 30 avril 1969 33015—1-52-o

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 35 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 15 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $4 per 100 words.

Single copies: $1 each.

Slips: $3 per dozen.

Subscription periods: From January 1st to December 31st, $20; April 1st to December 31st $15 and July 1st to December 31st, $10.

N.B.— Key to figures below notices:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertions. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by The Québec Official Publisher personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

ROCH LEFEBVRE,
Québec Official Publisher.

Parliament Buildings,
Québec, April 30, 1969 33015 — 1-52-o

Affranchissement en numéraire au tarif de la troisième classe (permis No 107)
Postage paid-in-cash — Third class matter (permit No. 107).

Lettres patentes

Accessoires pour fenêtres Crotone ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 7e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Bruno Pateras, 11818, Frigon, Montréal, Yvan Macerola, 12205, Le Mesurier, Saraguay, et James Galileo, 1607, Massenet, Laval, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Manufacture et faire le commerce de toiles, stores pour fenêtre, tringles à rideaux et autres accessoires connexes et relatifs pour fenêtre et porte, sous le nom de « Accessoires pour fenêtres Crotone ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 4402-1970

Administration & Technique Brandon inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de juillet 1970, constituant en corporation: J.-Raoul Thibault, contrôleur, 26, boulevard Crépeau, Saint-Laurent, François Giroux, étudiant, 3355, Queen Mary Road, et Francine Di Maurizio, secrétaire, fille majeure, 1500, Stanley, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Letters Patent

Accessoires pour fenêtres Crotone ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Bruno Pateras, 11818 Frigon, Montreal, Yvan Macerola, 12205 Le Mesurier, Saraguay, et James Galileo, 1607 Massenet, Laval, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in linens, window-blinds, curtain-rads and other connected or related window and door accessories, under the name of "Accessoires pour fenêtres Crotone ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 4402-1970

Administration & Technique Brandon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of July, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: J.-Raoul Thibault, comptroller, 26 Crépeau Boulevard, Saint-Laurent, François Giroux, student, 3355 Queen Mary Road, and Francine Di Maurizio, secretary, spinster of the full age of majority, 1500 Stanley, the latter two of Montreal, for the following purposes:

Agir comme conseillers en administration d'entreprises commerciales, sous le nom de « Administration & Technique Brandon inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 26, boulevard Crépeau, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 3221-1970

Adultree Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de septembre 1970, constituant en corporation: Oscar Respitz, 4945, Glencairn, Philip Shugar, 6267, Macdonald, et E. Stephen Segal, 5625, Clanranald, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de jeux, cadeaux, nouveautés, bibelots et autres marchandises, articles et objets de toutes sortes, sous le nom de « Adultree Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279 3799-1970

Agence de Sécurité C.C. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 25e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Clément Champagne, marchand, Rita Montambeault, ménagère, épouse dudit Clément Champagne, tous deux de 6453, rue Le Breton, et Jean Malo, avocat, 5325, des Sapins, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter une agence de sécurité, sous le nom de « Agence de Sécurité C.C. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2228, Sherbrooke est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et copératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 1303-1970

Les agences Gilles Talbot inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 18e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Gilles Talbot, imprésario, 16170, Bellerive, Pointe-aux-Trembles, Danielle Bachand, artiste, fille majeure, 5090, Bourbonnière, app. 4, Montréal, et Robert Watier, gérant, 2094, Bedford, Saint-Bruno-de-Montarville, pour les objets suivants:

Présenter, produire, gérer, conduire et représenter dans tout théâtre, music-hall, radio, télévision ou toute place d'amusements ou de divertissements, des pièces théâtrales, comédies,

To act as administration consultants for commercial enterprises, under the name of "Administration & Technique Brandon inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 26 Crépeau Boulevard, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 3221-1970

Adultree Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Oscar Respitz, 4945 Glencairn, Philip Shugar, 6267 Macdonald, and E. Stephen Segal, 5625 Clanranald, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To deal in games, gifts, novelties, notions and other goods, wares and merchandise of every kind, under the name of "Adultree Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279-o 3799-1970

Agence de Sécurité C.C. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Clément Champagne, merchant, Rita Montambeault, housewife, wife of said Clément Champagne, both of 6453 Le Breton Street, and Jean Malo, advocate, 5325 des Sapins, all three of Montreal, for the following purposes:

To run a security agency, under the nameof "Agence de Sécurité C.C. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 2228 Sherbrooke East, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 1303-1970

Les agences Gilles Talbot inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Talbot, impresario, 16170 Bellerive, Pointe-aux-Trembles, Danielle Bachand, artist, spinster of the full age of majority, 5090 Bourbonnière, Apt. 4, Montreal, and Robert Watier, manager, 2094 Bedford, Saint-Bruno-de-Montarville, for the following purposes:

To present, produce, manage and direct in theatres, music-halls, radio and television stations and in any place offering entertainment or amusement, plays, comedies, pantomines, revues,

pantomimes, revues ou tout concert musical, représentations musicales, exhibitions et représentations de variétés, sous le nom de « Les agences Gilles Talbot inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1500, boulevard de Maisonneuve, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 3605-1970

Albert Sales Inc.
Les ventes Albert inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Gerald Plewa, vendeur, Anne Shlein, institutrice, épouse dudit Gerald Plewa, tous deux du 2375, Ward, app. 101, Saint-Laurent, et Mollie Geyer, ménagère, épouse de Albert Plewa, 928, Dunlop, Outremont, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de fournitures et d'équipement de bureau, sous le nom de « Albert Sales Inc. — Les ventes Albert inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Outremont, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279 3924-1970

Alliance sportive du Québec inc.
Québec Sports Alliance Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour d'avril 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Claude Girodo, technicien en électricité, 1411, rue Sicard, Jean Lapierre, professeur, 10191, 5e Avenue, tous deux de Montréal, et Gilbert Forgues, vendeur, 11164, rue Alfred, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Promouvoir le sport en général, et, en particulier les sports cyclistes et cyclistes de compétition, sous le nom de « Alliance sportive du Québec inc.— Québec Sports Alliance Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $25,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37279-o 1530-1970

Association des Électeurs du quartier Quatre

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour d'avril 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Alphonse Migneault, préposé aux instruments, 172, rue Guay, Jean-Claude

concerts, musical productions, exhibitions and variety shows, under the name of "Les agences Gilles Talbot inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1500 de Maisonneuve Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 3605-1970

Albert Sales Inc.
Les ventes Albert inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gerald Plewa, salesman, Anne Shlein, school-teacher, wife of the said Gerald Plewa, both of 2375 Ward, Apt. 101, Saint-Laurent, and Mollie Geyer, housewife, wife of Albert Plewa, 928 Dunlop, Outremont, for the following purposes:

To deal in all kinds of office equipment and supplies, under the name of "Albert Sales Inc. — Les ventes Albert inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Outremont, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279-o 3924-1970

Alliance sportive du Québec inc.
Québec Sports Alliance Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jean-Claude Girodo, electricity technician, 1411 Sicard Street, Jean Lapierre, professor, 10191, 5th Avenue, both of Montreal, and Gilbert Forgues, salesman, 11164 Alfred Street, Montreal North, for the following purposes:

To promote sports in general and in particular cycling and competition cycling, under the name of "Alliance sportive du Québec inc.— Québec Sports Alliance Inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is $25,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 1530-1970

Association des Électeurs du quartier Quatre

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Alphonse Migneault, instrument-keeper, 172 Guay Street, Jean-Claude

Meloche, 328, rue Ryan, J. Claude Cousineau, 344, rue Ryan, Marcel Tessier, 320, rue Ryan, Raymond Malette, 317, rue David, Robert Lépine, 349, rue Ryan, Jean Lévesque, 329, rue Ryan, tous six artisans, Isidor Cyr, 316, rue Ryan, Raymond Wistaff, 304, rue Ryan, Jacques Boyer, 301, rue Ryan, tous trois employés civils, Benoit St-Jacques, surintendant, 313, rue David, Valmore Dontigny, vendeur, 289, rue Ryan, Claude Maisonneuve, contremaître, 243, Broadway, et Claude Bélec, entrepreneur, 283, rue Brébeuf, tous de Gatineau, pour les objets suivants:

Promouvoir les intérêts culturels et sociaux des membres, sous le nom de « Association des Électeurs du quartier Quatre ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $5,000.

Le siège social de la corporation est 283, rue Brébeuf, Gatineau, district judiciaire de Hull.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 1203-1970

Association (Hellénique) des parents Grecs-Orthodoxes de l'école Algonquin
Greek Orthodox (Hellenic) Association of Parents of Algonquin School

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de septembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: George Leontsinis, 6945, rue Hutchison, Theodoros Kessaris, 6977, avenue de l'Épée, app. 3, tous deux machinistes, et Dimitrios Lyssikatos, finisseur de meubles, 7030, rue Querbes, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Encourager la coopération entre les parents, les élèves et les professeurs de l'école Algonquin, sous le nom de « Association (Hellénique) des parents Grecs-Orthodoxes de l'école Algonquin — Greek Orthodox (Hellenix) Association of Parents of Algonquin School ».

Le montant auquel doit se limiter la valeur des biens immobiliers que peut posséder ou détenir la corporation est de $40,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279 4194-1970

Association (Hellénique) des parents Grecs-Orthodoxes de l'école Bancroft
Greek Orthodox (Hellenic) Association of Parents of Bancroft School

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de septembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Peter Ferentinos, cuisinier, 4821, rue Hutchison, Anastasios Nicolopoulos, presseur, 8450, avenue Stuart, app. 3, et Alex Daniel, électricien, 4656A, avenue du Parc, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir la coopération entre les parents, les élèves et les professeurs de l'école Bancroft, sous le nom de "Association (Hellénique) des

Meloche, 328 Ryan Street, J. Claude Cousineau, 344 Ryan Street, Marcel Tessier, 320 Ryan Street, Raymond Malette, 317 David Street, Robert Lépine, 349 Ryan Street, Jean Lévesque, 329 Ryan Street, all six craftsmen, Isidor Cyr, 316 Ryan Street, Raymond Wistaff, 304 Ryan Street, Jacques Boyer, 301 Ryan Street, all three civil servants, Benoit St-Jacques, superintendent, 313 David Street, Valmore Dontigny, salesman, 289 Ryan Street, Claude Maisonneuve, foreman, 243 Broadway, and Claude Bélec, contractor, 283 Brébeuf Street, all from Gatineau, for the following purposes:

To promote the cultural and social interests of the members, under the name of "Association des Électeurs du quartier Quatre".

The amount to which is limited the annual revenue of the immovables which the corporation may acquire and possess is $5,000.

The head office of the corporation is at 283 Brébeuf Street, Gatineau, judicial district of Hull.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 1203-1970

Association (Hellénique) des parents Grecs-Orthodoxes de l'école Algonquin
Greek Orthodox (Hellenic) Association of Parents of Algonquin School

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: George Leontsinis, 6945 Hutchison Street, Theodoros Kessaris, 6977 de l'Épée Avenue, Apt. 3, both machinists, and Dimitrios Lyssikatos, furniture finisher, 7030 Querbes Street, all three of Montreal, for the following purposes:

To promote cooperation between the parents, the pupils and the teachers, under the name of "Association (Hellénique) des parents Grecs-Orthodoxes de l'école Algonquin — Greek Orthodox (Hellenic) Association of Parents of Algonquin School".

The amount to which the value of the immoveable property which may be owned or held by the corporation is to be limited, is $40,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279-o 4194-1970

Association (Hellénique) des parents Grecs-Orthodoxes de l'école Bancroft
Greek Orthodox (Hellenic) Association of Parents of Bancroft School

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Peter Ferentinos, cook, 4821 Hutchison Street, Anastasios Nicolopoulos, presser, 8450 Stuart Avenue, Apt. 3, and Alex Daniel, electrician, 4656A Park Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To promote cooperation between the parents, the pupils and the teachers, under the name of "Association (Hellénique) des parents Grecs-

parents Grecs-Orthodoxes de l'école Bancroft — Greek Orthodox (Hellenic) Association of Parents of Bancroft School".

Le montant auquel doit se limiter la valeur des biens immobiliers que peut posséder ou détenir la corporation est de $40,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279 4197-1970

Association des parents des élèves du primaire du Mont Notre-Dame inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de septembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Pierre Boily, 150, Vimy, Gilles Fontaine, 55, Lomas, tous deux avocats, et Pierrette Bernier, secrétaire, épouse de Julien Talbot, 395, St-Michel, app. 6, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Promouvoir et aider l'instruction et l'éducation des élèves du primaire, sous le nom de « Association des parents des élèves du primaire du Mont Notre-Dame inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $10,000.

Le siège social de la corporation est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 4261-1970

Association des propriétaires du Lac Montjoie (APLM) inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de septembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Léopold Rousseau, biologiste, 1911, Vermont, René Frenette, médecin, 1633, Dominion, Trefflé Michaud, ingénieur, 525, Jacques-Cartier, Jacques Coulombe, biochimiste, 1583, O'Reilly, Laurent Dubé, avocat, 192, Heneker, tous cinq de Sherbrooke, Rodolphe Lacasse, professeur, Lac Montjoie, et Pierre-P. Lambert, technicien dentaire, 553, Champagneur, Outremont, pour les objets suivants:

Conserver dans toute la mesure du possible la beauté naturelle du Lac Montjoie et de ses environs, sous le nom de « Association des propriétaires du Lac Montjoie (APLM) inc. »

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder et acquérir est de $500,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Denis-de-Brompton, Lac Montjoie, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 3615-1970

Association des sports et loisirs de St-Malo et Notre-Dame-de-Pitié inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu

Orthodoxes de l'école Bancroft — Greek Orthodox (Hellenic) Association of Parents of Bancroft School".

The amount to which the value of the immoveable property which may be owned or held by the corporation is to be limited, is $40,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279-o 4197-1970

Association des parents des élèves du primaire du Mont Notre-Dame inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Pierre Boily, 150 Vimy, Gilles Fontaine, 55 Lomas, both advocates, and Pierrette Bernier, secretary, wife of Julien Talbot, 395 St-Michel, Apt. 6, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To promote and further the instruction and education of elementary school students, under the name of "Association des parents des élèves du primaire du Mont Notre-Dame inc.".

The amount to which is limited the value of the immovables which the corporation may acquire and possess is $10,000.

The head office of the corporation is at Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 4261-1970

Association des propriétaires du Lac Montjoie (APLM) inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Léopold Rousseau, biologist, 1911 Vermont, René Frenette, physician, 1633 Dominion, Trefflé Michaud, engineer, 525 Jacques-Cartier, Jacques Coulombe, biochemist, 1583 O'Reilly, Laurent Dubé, advocate, 192 Heneker, all five from Sherbrooke, Rodolphe Lacasse, professor, Lac Montjoie, and Pierre-P. Lambert, dental technician, 553 Champagneur, Outremont, for the following purposes:

To preserve inasmuch as is possible the natural beauty of Lac Montjoie and its surroundings, under the name of "Association des propriétaires du Lac Montjoie (APLM) inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess is $500,000.

The head office of the corporation is at Saint-Denis-de-Brompton, Lac Montjoie, judicial district of Saint-François.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial

37279 3615-1970

Association des sports et loisirs de St-Malo et Notre-Dame-de-Pitié inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the

de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de septembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Narcisse Laperrière, sacristain, 178, St-Sauveur, Roger Côté, manutentionnaire, 38½, Marie de l'Incarnation, Maurice Hébert, agent principal, 709, Ste-Thérèse, Jean-Guy Wagner, opérateur, 24C, Verdun, et Albert Gingras, fondeur, 325, Dieppe, tous de Québec, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Association des sports et loisirs de St-Malo et Notre-Dame-de-Pitié inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $1,000,000.

Le siège social de la corporation est 907, rue Ste-Thérèse, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 4138-1970

Association de Vendeurs de Pièces d'Autos usagées (AVPAU) inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mai 1970, constituant en corporation: Arthur Cassivi, 2484, rue Derome, Brossard, André Franc, 276, Côte St-Jean, Sainte-Monique, Roger Fugère, 4866, Edmond, Pierrefonds, Jacques Larivée, 11381, Place Salk, Montréal-Nord, tous quatre garagistes, et Pierre LaRue, avocat, 2197, Sherbrooke est, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme quincailliers et faire le commerce en particulier d'articles relatifs à l'industrie et au commerce des automobiles, sous le nom de « Association de Vendeurs de Pièces d'Autos usagées (AVPAU) inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 10024, rue Cherrier, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37279-o 1969-1970

Astoria Realties Co. Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour d'août 1970, constituant en corporation: Max S. Kaufman, 574, Claremont, Westmount, Sydney B. Sederoff, 80, Crestwood, Montréal-Ouest, et Philip Shugar, 6267, Macdonald, Hampstead, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Astoria Realties Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

16th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Narcisse Laperrière, sacristan, 178 St-Sauveur, Roger Côté, storekeeper, 38½ Marie de l'Incarnation, Maurice Hébert, principal agent, 709 Ste-Thérèse, Jean-Guy Wagner, operator, 24C Verdun, and Albert Gingras, smelter, 325 Dieppe, all from Québec, for the following purposes:

The organization of recreational activities, under the name of "Association des sports et loisirs de St-Malo et Notre-Dame-de-Pitié inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess is $1,000,000.

The head office of the corporation is at 907 Ste-Thérèse Street, Québec, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 4138-1970

Association de Vendeurs de Pièces d'Autos usagées (AVPAU) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Arthur Cassivi, 2484 Derome Street, Brossard, André Franc, 276 St-Jean Hill, Sainte-Monique, Roger Fugère, 4866 Edmond, Pierrefonds, Jacques Larivée, 11381 Salk Place, Montreal North, all four garage keepers, and Pierre LaRue, advocate, 2197 Sherbrooke East, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as hardware merchants and more particularly to deal in articles realted to the automobile industry and trade, under the name of "Association de Vendeurs de Pièces d'Autos usagées (AVPAU) inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 10024 Cherrier Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 1969-1970

Astoria Realties Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Max S. Kaufman, 574 Claremont, Westmount, Sydney B. Sederoff, 80 Crestwood, Montreal West, and Philip Shugar, 6267 Macdonald, Hampstead, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Astoria Realties Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $10 each and 200 preferred shares of a par value of $100 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279 3902-1970

Astrologie Pierre Pepin inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Mitchell Klein, avocat, 188, Wexford Crescent, Hampstead, Maureen Montgomery, 30, place Côte Vertu, Saint-Laurent, et Barbara Komornicki, 4353, St-Urbain, Montréal, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Renseigner le public et l'encourager à mieux connaître l'art et la science de l'astrologie, sous le nom de « Astrologie Pierre Pepin inc. », avec un capital total divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou valeur au pair et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279 3897-1970

Automobiles Réal Croteau limitée
Réal Croteau Automobile Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 17e jour de juillet 1970, constituant en corporation: Damase Brissette, 243, Marie-Rose, Pierre Dureault, 1172, Franchère, et Jacques Larivière, 352, Quinn, tous trois avocats, de Longueuil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Automobiles Réal Croteau limitée — Réal Croteau Automobile Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 635, boulevard Curé Poirier est, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 3158-1970

Barrette Petroleum Inc.
Les pétroles Barrette inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 21e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Jude Barrette, homme d'affaires, 32, Dorion, Réginald Gauthier, et Donald Sigouin, ces deux derniers comptables, de 782, 3e Avenue, tous trois de Val d'Or, pour les objets suivants:

Industries et commerce des huiles, graisses, pétroles, et tous leurs produits, et du gaz naturel,

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279-o 3902-1970

Astrologie Pierre Pepin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Mitchell Klein, advocate, 188 Wesford Crescent, Hampstead, Maureen Montgomery, 30 Place Côte Vertu, Saint-Laurent, and Barbara Komornicki, 4353 St. Urbain, Montreal, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To inform the public and foster the public's knowledge of the art and science of astrology, under the name of "Astrologie Pierre Pepin inc.", with a capital stock divided into 10,000 common shares having no nominal or par value and 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279-o 3897-1970

Automobiles Réal Croteau limitée
Réal Croteau Automobile Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of July, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Damase Brissette, 243 Marie-Rose, Pierre Durcault, 1172 Franchère, and Jacques Larivière, 352 Quinn, all three advocates, of Longueuil, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers and to deal in automobiles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "Automobiles Réal Croteau limitée — Réal Croteau Automobile Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of a nominal value of $1 each and into 20,000 preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at 635 Curé Poirier Boulevard East, Longueuil, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 3158-1970

Barrette Petroleum Inc.
Les pétroles Barrette inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jude Barrette, businessman, 32 Dorion, Réginald Gauthier, and Donald Sigouin, the latter two accountants, of 782, 3rd Avenue, all three of Val d'Or, for the following purposes:

To deal in and process oil, grease, petroleum and all their by-products, and natural gas, under

sous le nom de « Barrette Petroleum Inc. — Les pétroles Barrette inc. », avec un capital total de $200,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 4108-1970

André Beauregard & fils inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 15e jour de septembre 1970, constituant en corporation: André Beauregard, entrepreneur, 3220, Sherbrooke est, Montréal, Mariette Dalphond, épouse de Michel Hébert, 1777, Lorraine Drive, Laval, et Susan Jeanneau, épouse de Robert Dubé, 344, Gordon, Verdun, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « André Beauregard & fils inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 2915-1970

Berger Transport Co. Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Jules Berger, camionneur, 5790, Darlington, Saul Lehrer, vendeur, 5195, Mariette, tous deux de Montréal, et Gerald Green, avocat, 9, Linwood Crescent, Mont-Royal, pour les objets suivants:

Établir et diriger une companie de transport, sous le nom de « Berger Transport Co. Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5790, rue Darlington, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279 3732-1970

Bolduc et Bélanger ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 14e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Jean-Raymond Bolduc, maître-électricien, 24, rue Demers, Saint-Henri, Roland Bélanger, et Robert Rousseau, ces deux derniers électriciens, de Saint-Charles, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens; fabriquer et faire le commerce de toutes sortes d'appareils et accessoires électriques, sous le nom de « Bolduc et Bélanger ltée », avec un capital total de

the name of "Barrette Petroleum Inc. — Les pétroles Barrette inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 20,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Val d'Or, judicial district of Abitibi.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 4108-1970

André Beauregard & fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Beauregard, contractor, 3220 Sherbrooke East, Montreal, Mariette Dalphond, wife of Michel Hébert, 1777 Lorraine Drive, Laval, and Susan Jeanneau, wife of Robert Dubé, 344 Gordon, Verdun, the latter two secretaries, for the following purposes:

To do business as a transport company, under the name of "André Beauregard & fils inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of a nominal value of $1 each and 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 2915-1970

Berger Transport Co. Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jules Berger, carter, 5790 Darlington, Saul Lehrer, salesman, 5195 Mariette, both of Montreal, and Gerald Green, advocate, 9 Linwood Crescent, Mount Royal, for the following purposes:

To carry on the business of a transport company, under the name of "Berger Transport Co. Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 5790 Darlington Street, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279-o 3732-1970

Bolduc et Bélanger ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of September, 1970, have been issued by the Ministre of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Raymond Bolduc, master electrician, 24 Demers Street, Saint-Henri, Roland Bélanger, and Robert Rousseau, the latter two electricians, of St. Charles, for the following purposes:

To carry on business as electricians; to manufacture and deal in all kinds of electric appliances and accessories, under the name of "Bolduc et Bélanger ltée", with a total capital stock of

$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 24, rue Demers, Saint-Henri, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 3867-1970

Boutique Mixi Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Martin Gross, 190, Netherwood Crescent, Hampstead, Gordon Zelman, 447 nord, Wolseley, Montréal-Ouest, et Harold Dizgun, 1000, avenue Pratt, Outremont, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter des boutiques, des magasins de robes ou tout autre sorte de magasins de détail, sous le nom de « Boutique Mixi Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7850, boulevard Champlain, LaSalle, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279 4102-1970

Bureau de recouvrement Crémazie inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de mars 1970, constituant en corporation: Gilles Dostaler, administrateur, Clotilde Jean, ménagère, épouse dudit Gilles Dostaler, tous deux de 34, Courcelette, et Urgel Hugh Mitchell, administrateur, 575, Wiseman, tous trois d'Outremont, pour les objets suivants:

Exploiter une agence de perception, sous le nom de « Bureau de recouvrement Crémazie inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 110, boulevard Crémazie ouest, suite 418, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37279-o 1031-1970

Cadri, Royaume de la pizza inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 21e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Guy Verreault, technicien diplômé, 704, 4e Avenue, Charles Rhéaume, opticien, 702, 4e Avenue, et Patrick Németh, cuisinier, 191, Lavigueur, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Cadri, Royaume de la pizza inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 8,000 actions ordinaires de $5 chacune.

$40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 24 Demers Street, Saint-Henri, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 3867-1970

Boutique Mixi Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Martin Gross, 190 Netherwood Crescent, Hampstead, Gordon Zelman, 447 Wolseley North, Montreal West, and Harold Dizgun, 1000 Pratt Avenue, Outremont, all three advocates, for the following purposes:

To operate boutiques, dress shops or other retail stores of every kind, under the name of "Boutique Mixi Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 7850 Champlain Boulevard, LaSalle, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279-o 4102-1970

Bureau de recouvrement Crémazie inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Dostaler, administrator, Clotilde Jean, housewife, wife of said Gilles Dostaler, both of 34 Courcelette, and Urgel Hugh Mitchell, administrator, 575 Wiseman, all three of Outremont, for the following purposes:

To operate a collection agency, under the name of "Bureau de recouvrement Crémazie inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 110 Crémazie Boulevard West, Suite 418, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 1031-1970

Cadri, Royaume de la pizza inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of September, 1970 have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Verreault, licensed technician, 704, 4th Avenue, Charles Rhéaume, optician, 702, 4th Avenue, and Patrick Németh, cook, 191 Lavigueur, all three of Québec, for the following purposes:

To carry on business as restaurant-owners, under the name of "Cadri, Royaume de la pizza inc.", with a total capital stock of $40,000 divided into 8,000 common shares of $5 each.

Le siège social de la compagnie est 704, 4e Avenue, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 4111-1970

The head office of the company is at 704, 4th Avenue, Québec, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 4111-1970

Centre de récréation Lac Notre-Dame inc.
Recreation Centre Lac Notre-Dame Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de février 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Yves Lapierre, optométriste, 12335, Grenet, George Clark, administrateur, 745, Marlatt, tous deux de Saint-Laurent, Claude Saint-Arnaud, avocat, 5785, Darlignton, app. 2, Montréal, Georges Lauzon, directeur, 233, Fortin, Laval, Louis Diez D'Aux, Harris Hardie, tous deux administrateurs, de Wentworth-Nord, et Ian de Jean, directeur industriel, 76, 9e Avenue, Roxboro, pour les objets suivants:

Établir et maintenir un centre de facilités récréatives, sous le nom de « Centre de récréation Lac Notre-Dame inc. — Recreation Centre Lac Notre-Dame Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Wentworth-Nord, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37279-o 87-1970

Centre de récréation Lac Notre-Dame inc.
Recreation Centre Lac Notre-Dame Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of February, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Yves Lapierre, optometrist, 12335 Grenet, George Clark, administrator, 745 Marlatt, both of Saint-Laurent, Claude Saint-Arnaud, advocate, 5785 Darlington, Apt. 2, Montreal, Georges Lauzon, director, 233 Fortin, Laval, Louis Diez D'Aux, Harris Hardie, both administrators, of Wentworth North, and Ian de Jean, industrial director, 76, 9th Avenue, Roxboro, for the following purposes:

To establish and maintain a recreational centre, under the name of "Centre de récréation Lac Notre-Dame inc. — Recreation Centre Lac Notre-Dame Inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is $50,000.

The head office of the corporation is at Wentworth North, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 87-1970

Chez Jeannette inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de février 1970, constituant en corporation: Jeannette Caron, coiffeuse, épouse de Réginald Fortier, 420, 9e Avenue sud, Sherbrooke, Serge Poulin, secrétaire, 343, Stanley, et Léonard Bergeron, avocat, 260, Bullard, ces deux derniers de Magog, pour les objets suivants:

Exploiter des ateliers et magasins de vêtements et accessoires pour dames, sous le nom de « Chez Jeannette inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD,

37279-o 83-1970

Chez Jeannette inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of February, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jeannette Caron, hairdresser, wife of Réginald Fortier, 420, 9th Avenue South, Sherbrooke, Serge Poulin, secretary, 343 Stanley, and Léonard Bergeron, advocate, 260 Bullard, the latter two of Magog, for the following purposes:

To operate ladies' clothing and accessories stores and shops, under the name of "Chez Jeannette inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 83-1970

Chez Vincenzo inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 27e jour d'août 1970, constituant en corporation: Denis Charette, avocat, 303, Place des Tilleuils, Vincenzo Marzano, 441, Martine, tous deux de Saint-Jérôme, et Mario de Vito, 1654, Villeray, app. 1, Montréal, ces deux derniers restaurateurs, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Chez Vincenzo inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de

Chez Vincenzo inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Denis Charette, advocate, 303 Place des Tilleuils, Vincenzo Marzano, 441 Martine, both of Saint-Jérôme, and Mario de Vito, 1654 Villeray, Apt. 1, Montreal, the latter two restaurant-owners, for the following purposes:

To do business as restaurant-owners, under the name of "Chez Vincenzo inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000

$10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 505, boulevard des Laurentides, Saint-Antoine-des-Laurentides, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 3704-1970

La Cie d'Aménagements Touristiques de l'Estrie inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour d'août 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Pierre-Paul Landreville, restaurateur, 146, Victoria, Jacques Boisvert, courtier, route rurale 2, tous deux de Magog, et Georges-P. Côté, ingénieur, 1530, Garant, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Promouvoir la région des Cantons de l'Est, à tout point de vue et particulièrement sur le plan touristique, sous le nom de « La Cie d'Aménagements Touristiques de l'Estrie inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Magog, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 3493-1970

La Cie de transport de Berthierville inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 15e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Georges-Arthur Lacoursière, 521, avenue du Collège, Laurier Lacoursière, tous deux camionneurs, Jeanne d'Arc Carpentier, ménagère, épouse dudit Laurier Lacoursière, tous deux de 150, Montcalm, tous trois de Berthierville, et Blaise Lincourt, comptable, 75, Georges, Sorel, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « La Cie de transport de Berthierville inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 950 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 150, Montcalm, Berthierville, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 4005-1970

Citadel Aluminium Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 25e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Normand Meury, 1120, Landry, Sainte-Foy, Gérard Boubel, 4, 2e Avenue, Saint-Joachim, tous deux sous-entrepreneurs, et Victorin Bergeron, comptable agréé, 2590, Sillery Plaza, Sillery, pour les objets suivants:

common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 505 Laurentian Boulevard, Saint-Antoine-des-Laurentides, judicial district of Terrebonne.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 3704-1970

La Cie d'Aménagements Touristiques de l'Estrie inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Pierre-Paul Landreville, restaurant-owner, 146 Victoria, Jacques Boisvert, broker, rural route 2, both of Magog, and Georges-P. Côté, engineer, 1530 Garant, Sherbrooke, for the following purposes:

To promote the Eastern Townships Region, from every point of view and particularly from the tourist point of view, under the name of "La Cie d'Aménagements Touristiques de l'Estrie inc.".

The amount to which the value of the immovable property which may be owned or held by the corporation is to be limited is $100,000.

The head office of the corporation is at Magog, judicial district of Saint-François.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 3493-1970

La Cie de transport de Berthierville inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Georges-Arthur Lacoursière, 521 du Collège Avenue, Laurier Lacoursière, both truckers, Jeanne d'Arc Carpentier, housewife, wife of said Laurier Lacoursière, both of 150 Montcalm, all three of Berthierville and Blaise Lincourt, accountant, 75 Georges, Sorel, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "La Cie de transport de Berthierville inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 500 common shares of a nominal value of $10 each and 950 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 150 Montcalm, Berthierville, judicial district of Joliette.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 4005-1970

Citadel Aluminium Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Normand Meury, 1120 Landry, St-Foy, Gérard Boubel, 4, 2nd Avenue, Saint-Joachim, both subcontractors, and Victorin Bergeron, chartered accountant, 2590 Sillery Plaza, Sillery, for the following purposes:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Citadel Aluminium Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1120, rue Landry, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 4187-1970

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Citadel Aluminium Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1120 Landry Street, St. Foy, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 4187-1970

Club Copains-Copains Métropolitain

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'octobre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Georges Galarneau, imprimeur, 4300, rue St-Hubert, Fernand Sasseville, gérant de magasin, 4125, Drolet, André Schmidt, policier, 1999A, St-Zotique, et Yvon Ropers, travailleur en loisirs, 5055, Bellechasse, #8, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Établir et maintenir un club sportif et social de prévention de la délinquance auprès de la jeunesse, sous le nom de « Club Copains-Copains Métropolitain ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $75,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 154-1970

Club Copains-Copains Métropolitain

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Georges Galarneau, printer, 4300 St. Hubert Street, Fernand Sasseville, store manager, 4125 Drolet, André Schmidt, policeman, 1999A St. Zotique, and Yvon Ropers, worker in leisure activities, 5055 Bellechasse, #8, all from Montreal, for the following purposes:

To found and operate a social and sports club for the prevention of juvenile delinquency, under the name of "Club Copains-Copains Métropolitain".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess is $75,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 154-1970

Club Étoiles Bleues inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de septembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: J.-René Faucher, vendeur, 15, avenue Jacques-Cartier, J.-Pierre Levesque, garagiste, 2050, 25e Rue, app. 2, et Roger Giguère, opérateur, 365, 17e Rue, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Établir et exploiter un club social, sous le nom de « Club Étoiles Bleues inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est 60, 6e Avenue, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 4248-1970

Club Étoiles Bleues inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: J.-René Faucher, salesman, 15 Jacques-Cartier Avenue, J.-Pierre Levesque, garage-keeper, 2050, 25th Street, Apt. 2, and Roger Giguère, operator, 365, 17th Street, all three from Québec, for the following purposes:

To establish and operate a social club, under the name of "Club Étoiles Bleues inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess is $100,000.

The head office of the corporation is at 60, 6th Avenue, Québec, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 4248-1970

Club Mer Tranquille inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 21e jour de septembre, 1970, constituant en corporation: Maurice Le May, contremaître, Marie-Rose Marceau, ménagère, épouse dudit Maurice Le May, Michel Le May, plombier, André Le May, commis, Denis Le May, concierge, Richard Le May, opérateur, tous six de Rock Forest, et

Club Mer Tranquille inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Maurice Le May, foreman, Marie-Rose Marceau, housewife, wife of the said Maurice Le May, Michel Le May, plumber, André Le May, clerk, Denis Le May, caretaker, Richard Le May, operator, all six of Rock Forest, and Jacques Le May, life

Jacques Le May, assureur-vie, 57, Hall, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, clubs, tavernes, auberges, restaurants, discothèques et disco-bars, sous le nom de « Club Mer Tranquille inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,600 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rock Forest, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 4082-1970

Le Club populaire des consommateurs de la Pointe St-Charles

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour d'octobre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: René Floriot, assistant-gérant, 409, de la Congrégation, Rita Levesque, épouse de Léonard Bujold, 531, de la Congrégation, et Jacqueline Cholette, épouse de Maurice Hrycak, 2440, Knox, ces deux dernières ménagères, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Travailler à l'éducation des consommateurs de la Pointe St-Charles, sous le nom de « Le Club populaire des consommateurs de la Pointe St-Charles ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 4284-1970

Comité des loisirs de Frontenac (St-Jean Vianney)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de septembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Régis Bilodeau, électricien, Roger Bilodeau, technicien en travaux publics, et Robert Rancourt, menuisier, tous trois de route rurale #1, Lac-Mégantic, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Comité des loisirs de Frontenac (St-Jean Vianney) ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $40,000.

Le siège social de la corporation est à Frontenac, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 3901-1970

Comptoir Paroissial St-Enfant Jésus de Montréal

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de septembre 1970, constituant en corporation

insurance agent, 57 Hall, Sherbrooke, for the following purposes:

To operate hotels, clubs, taverns, inns, restaurants, discothèques and disco-bars, under the name of "Club Mer Tranquille inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $10 each and 3,600 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Rock Forest, judicial district of Saint-François.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 4082-1970

Le Club populaire des consommateurs de la Pointe St-Charles

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: René Floriot, assistant-manager, 409 de la Congrégation, Rita Levesque, wife of Léonard Bujold, 531 de la Congrégation, and Jacqueline Cholette, wife of Maurice Hrycak, 2440 Knox, the latter two housewives, all three of Montreal, for the following purposes:

To work towards educating the consumers of Pointe St. Charles, under the name of "Le Club populaire des consommateurs de la Pointe St-Charles ".

The amount to which the value of the immovable property which may be owned or held by the corporation is to be limited is $100,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 4284-1970

Comité des loisirs de Frontenac (St-Jean Vianney)

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Régis Bilodeau, electrician, Roger Bilodeau, public works technician, and Robert Rancourt, carpenter, all three of Rural Route #1, Lake Mégantic, for the following purposes:

The organization of spare-time activities, under the name of "Comité des loisirs de Frontenac (St-Jean Vianney)".

The amount to which the value of the immovable property which may be owned or held by the corporation is to be limited is $40,000.

The head office of the corporation is at Frontenac, judicial district of Saint-François.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 3901-1970

Comptoir Paroissial St-Enfant Jésus de Montréal

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corpo-

tion sans capital-actions: Gérard MacDermott, comptable, Jeanne Pednault, épouse de Gérard MacDermott, tous deux de 180, St-Joseph est, et Maudy King, épouse de René Bigue, 4853, St-Laurent, ces deux dernières ménagères, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire la collecte de tous vêtements neufs ou usagés ou autres articles de consommation courante dans le but de les revendre à un prix réduit nettement inférieur à la valeur marchande, sous le nom de « Comptoir Paroissial St-Enfant Jésus de Montréal ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $1,000.

Le siège social de la corporation est 5037A, rue St-Dominique, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 3760-1970

ration without share capital: Gérard MacDermott, accountant, Jeanne Pednault, wife of Gérard MacDermott, both of 180 St. Joseph East, and Maudy King, wife of René Bigue, 4853 St. Lawrence, the latter two housewives, all three of Montreal, for the following purposes:

To collect new and used clothes or other consumer products of current usage with a view to re-selling them at a reduced price much lower than their market value, under the name of "Comptoir Paroissial St-Enfant Jésus de Montréal".

The amount to which the value of the immovable property which may be owned or held by the corporation is to be limited is $1,000.

The head office of the corporation is at 5037A St. Dominique Street, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 3760-1970

Marcel Conard ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Marcel Conard, entrepreneur, Hélène Gorgol, ménagère, épouse dudit Marcel Conard, tous deux de 109, avenue Westcliffe, Pointe-Claire, et Sidney Rosensweig, notaire, 612, rue St-Jacques, Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer des appareils de chauffage, fournaises, brûleurs à l'huile, humidificateurs et conditionneurs d'air et en faire le commerce, sous le nom de « Marcel Conard ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 109, avenue Westcliffe, Pointe-Claire, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279 4001-1970

Marcel Conard ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Conard, contractor, Hélène Gorgol, housewife, wife of the said Marcel Conard, both of 109 Westcliffe Avenue, Pointe-Claire, and Sidney Rosensweig, notary, 612 St. James Street, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in heating system, furnace, oil burner, humidifier and air conditioner, under the name of "Marcel Conard ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 109 Westcliffe Avenue, Pointe-Claire, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279-o 4001-1970

Copeaux canadiens inc.
Canadian Chips Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 25e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Andréa Thibaudeau, marchand, Édith V. Thibaudeau, ménagère, épouse dudit Andréa Thibaudeau, tous deux de 169, 2e Avenue, et André Bélanger, commis, 295, 20e Rue, tous trois de Saint-Georges-Est, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Copeaux canadiens inc. — Canadian Chips Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Georges, district judiciaire de Beauce.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 3238-1970

Copeaux canadiens inc.
Canadian Chips Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Andréa Thibaudeau, merchant, Édith V. Thibaudeau, housewife, wife of the said Andréa Thibaudeau, both of 169, 2nd Avenue, and André Bélanger, clerk, 295, 20th Street, all three of Saint-Georges-East, for the following purposes:

To carry on business in the lumber trade, under the name of "Copeaux canadiens inc. — Canadian Chips Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Georges, judicial district of Beauce.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 3238-1970

La Corporation de Développement industriel de St-Calixte inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 31e jour d'août 1970, constituant en corporation: Pierre Massé, 201, Corot Rive, Ile-aux-Soeurs, Guy Ferland, 6992, d'Abancourt, Saint-Léonard, tous deux avocats, Pierre Laberge, stagiaire, 65, Sherbrooke est, Huguette, Pérusse 5619, St-Hubert, et Jeannine Lamothe, 2781, Cadillac, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, ces trois derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de bateaux-neige (snow-boats), et tous autres dispositifs ou appareils mécaniques devant servir sur terre ou sur eau, sous le nom de « La Corporation de Développement industriel de St-Calixte inc. », avec un capital total de $500,000, divisé en 50,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 450,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Calixte, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 3772-1970

La Corporation de Développement industriel de St-Calixte inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Massé, 201 Corot Rive, Nuns' Island, Guy Ferland, 6992 d'Abancourt, Saint-Léonard, both advocates, Pierre Laberge, articled student, 65 Sherbrooke East, Huguette Pérusse, 5619 St-Hubert, and Jeannine Lamothe, 2781 Cadillac, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, the latter three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in snow-boats, and all other mechanical devices or appliances which can be used on land or water, under the name of "La Corporation de Développement industriel de St-Calixte inc.", with a total capital stock of $500,000, divided into 50,000 common shares of a nominal value of $1 each and 450,000 preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at Saint-Calixte, judicial district of Joliette.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 3772-1970

Domax Mills Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Samuel H. Shriar, 2445, Valade, Saint-Laurent, Maximilien Polak, 7897, chemin Wavell, Côte Saint-Luc, Harvey M. Cooperstone, 1448, Beverley Crescent, Laval, tous trois avocats, et Diane Malboeuf, secrétaire, fille majeure, 8495, boulevard LaSalle, LaSalle, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises, sous le nom de « Domax Mills Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279 3926-1970

Domax Mills Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Samuel H. Shriar, 2445 Valade, Saint-Laurent, Maximilien Polak, 7897 Wavell Road, Côte Saint-Luc, Harvey M. Cooperstone, 1448 Beverley Crescent, Laval, all three advocates, and Diane Malboeuf, secretary, spinster, 8495 LaSalle Boulevard, LaSalle, for the following purposes:

To manufacture and deal in products, articles and merchandise of all kinds, under the name of "Domax Mills Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279-o 3926-1970

Donaquin inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 9e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Pierre Paquin, 10274, Marquette, Montréal, Donald Bilodeau, tous deux comptables, et Gisèle Leprohon, secrétaire, épouse dudit Donald Bilodeau, ces deux derniers de 6446, Place Val d'Anjou, Anjou, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement et de portefeuille, sous le nom de « Donaquin inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Donaquin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Paquin, 10274 Marquette, Montreal, Donald Bilodeau, both accountants, and Gisèle Leprohon, secretary, wife of the said Donald Bilodeau, the latter two of 6446 Place Val d'Anjou, Anjou, for the following purposes:

To carry on business as an investment and holding company, under the name of "Donaquin inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 3660-1970

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 3660-1970

Eastern Public Cold Storage Inc.
Entrepôt public frigorifique de l'Est, inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 16e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Roland Thibault, marchand, 4, 49e Rue, Bois-des-Filion, Claude Thibault, vendeur, 2260, Papineau, et Orient Poitras, comptable, 6919, 16e Avenue, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un entrepôt frigorifique, sous le nom de « Eastern Public Cold Storage Inc. — Entrepôt public frigorifique de l'Est, inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2840, rue Ontario est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, combagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 2627-1970

Eastern Public Cold Storage Inc.
Entrepôt public frigorifique de l'Est, inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roland Thibault, trader, 4, 49th Street, Bois-des-Filion, Claude Thibault, salesman, 2260 Papineau, and Orient Poitras, accountant, 6919, 16th Avenue, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To operate a cold storage warehouse, under the name of "Eastern Public Cold Storage Inc. — Entrepôt public frigorifique de l'Est, inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 2840 Ontario Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 2627-1970

Elko Holdings Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour d'août 1970, constituant en corporation: David Katznelson, 5526, avenue Ashdale, Côte Saint-Luc, Ralph Lipper, 1550, avenue McGregor, Montréal, Jonathan Chait, 4, Surrey Gardens, Westmount, et Nathaniel Salomon, 176, Eton Crescent, Hampstead, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie d'immeuble, de construction, de placement et de portefeuille, sous le nom de « Elko Holdings Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 36,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1, Place Ville-Marie, bureau 3635, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279 3370-1970

Elko Holdings Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: David Katznelson, 5526 Ashdale Avenue, Côte Saint-Luc, Ralph Lipper, 1550 McGregor Avenue, Montreal, Jonathan Chait, 4 Surrey Gardens, Westmount and Nathaniel Salomon, 176 Eton Crescent, Hampstead, all four advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction, investment and holding company, under the name of "Elko Holdings Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of $1 each and 36,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 1 Place Ville Marie, Suite 3635, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279-o 3370-1970

Myer Engel Incorporated
Myer Engel incorporée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Myer Engel, marchand, Shirley Schacter, ménagère, épouse dudit Myer Engel, et Ralph Engel, étudiant, tous trois du 2132, Nantel, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements, accessoires vestimentaires et autres marchandises et accessoires, sous le nom de « Myer Engel Incorporated

Myer Engel Incorporated
Myer Engel incorporée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Myer Engel, merchant, Shirley Schacter, housewife, wife of the said Myer Engel, and Ralph Engel, student, all three of 2132 Nantel, Saint-Laurent, for the following purposes:

To deal in clothing, wearing apparel, and other merchandise and accessories, under the name of "Myer Engel Incorporated — Myer Engel

— Myer Engel incorporée », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6856, boulevard Saint-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37279 176-1970

La Ferronnerie d'Art inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 17e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Jean-Claude Bouchard, forgeron, Jeannine Boily, ménagère, épouse dudit Jean-Claude Bouchard, tous deux de 4468, Orléans, Montréal, et René Bureau, comptable, 8844, Chaumont, Anjou, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de marchandises et articles fabriqués totalement ou en partie de métaux ou bois, sous le nom de « La Ferronnerie d'Art inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 221, route rurale numéro 2, Berthier, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 4036-1970

Les Fibres de verre Acton inc.
Acton Fiberglass Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 14e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Jacques Laflamme, 1280, St-André, Raynald Blanchard, 1170, Bernard, tous deux modeleurs, d'Acton Vale, et Jean-Paul Dutilly, comptable, Roxton Falls, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de marchandises, articles et objets de fibre de verre et de plastique, sous le nom de « Les Fibres de verre Acton inc.— Acton Fiberglass Inc. », avec un capital total de $200,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune et en 1,600 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Acton Vale, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 1611-1970

Claire France Shoe Salon Inc.
Salon de chaussures Claire France inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour d'août 1970, constituant en corporation: Bertrand Bérubé, gérant, Sandra M. Bérubé, ménagère, épouse dudit Bertrand Bérubé, tous deux du 1001, de Kingston, app. 34, Boucherville, et Allan G. Dickson, retraité, 38, St. Ge's Road, Eslington, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de bottes, chaussures, articles et accessoires de cuir de toutes sortes, sous le nom de « Claire France Shoe Salon

incorporée", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 6856 St. Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279-o 176-1970

La Ferronnerie d'Art inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Claude Bouchard, blacksmith, Jeannine Boily, housewife, wife of said Jean-Claude Bouchard, both of 4468 Orléans, Montreal, and René Bureau, accountant, 8844 Chaumont, Anjou, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods and articles manufactured in whole or in part in wood or metal, under the name of "La Ferronnerie d'Art inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 221 Rural Route Number 2, Berthier, judicial district of Joliette.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 4036-1970

Les Fibres de verre Acton inc.
Acton Fiberglass Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Laflamme, 1280 St-André, Raynald Blanchard, 1170 Bernard, both pattern-makers from Acton Vale, and Jean-Paul Dutilly, accountant, Roxton Falls, for the following purposes:

To manufacture and deal in fiberglass and plastic goods, articles and objects, under the name of "Les Fibres de verre Acton inc.—Acton Fiberglass Inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 400 common shares of $100 each and into 1,600 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Acton Vale, judicial district of St. Hyacinthe.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 1611-1970

Claire France Shoe Salon Inc.
Salon de chaussures Claire France inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Bertrand Bérubé, manager, Sandra M. Bérubé, housewife, wife of the said Bertrand Bérubé, both of 1001 de Kingston, Apt. 34, Boucherville, and Allan G. Dickson, retired, 38 St. Ge's Road, Eslington, for the following purposes:

To manufacture and deal in boots, shoes, shoes, leather goods and acessories of all kinds, under the name of "Claire France Shoe Salon

Inc.— Salon de chaussures Claire France inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Boucherville, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279 3775-1970

Frank-N-Stein Franchises Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour d'août 1970, constituant en corporation: Charles E. Flam, 5782, Trinity, Côte Saint-Luc, Donald Devine, 3300, de Falaise, tous deux avocats, et Carol Partridge, secrétaire, fille majeure, 2240, Madison, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

S'établir distributeurs et commerçants de franchises commerciales, sous le nom de « Frank-N-Stein Franchises Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 800, Carré Victoria, bureau 612, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279 3721-1970

Fugère construction inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour d'avril 1970, constituant en corporation: L.-W.-Freddy Fugère, industriel, 386, Seigneuriale, Beauport, Paul Mercure, 1351, avenue Maguire, app. 3, et Victor Cayer, 615, de Norvège, app. 204, ces deux derniers avocats, de Sillery, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Fugère construction inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Beauport, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37279-o 1879-1970

Garage M. Pagé inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 16e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Guy Godard, Guy Roy, tous deux avocats, et Micheline G. Fontaine, secrétaire, fille majeure, tous trois de Sainte-Agathe-des-Monts, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Garage M. Pagé inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une

Inc.— Salon de chaussures Claire France inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 250 common shares of $100 each and 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Boucherville, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279-o 3775-1970

Frank-N-Stein Franchises Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Charles E. Flam, 5782 Trinity, Côte Saint-Luc, Donald Devine, 3300 de Falaise, both advocates, and Carol Partridge, secretary, spinster, 2240 Madison, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To act as dealers in and distributors of commercial franchises, under the name of "Frank-N-Stein Franchises Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 800 Victoria Square, suite 612, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279-o 3721-1970

Fugère construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: L.-W.-Freddy Fugère, industrialist, 386 Seigneuriale, Beauport, Paul Mercure, 1351 Maguire Avenue, Apt. 3, and Victor Cayer, 615 de Norvège, Apt. 204, the latter two advocates, of Sillery, for the following purposes:

To carry on business as a construction company and to deal in all kinds of materials, under the name of "Fugère construction inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,500 common shares of $10 each and into 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Beauport, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 1879-1970

Garage M. Pagé inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Godard, Guy Roy, both advocates, and Micheline G. Fontaine, secretary, spinster of the full age of majority, all three of Sainte-Agathe-des-Monts, for the following purposes:

To carry on business as garage-owners and to deal in automobiles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "Garage M. Pagé inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common

valeur nominale de $100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Adolphe-d'Howard, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 4034-1970

General Mold-Fab Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Régent St-Vincent, contremaître, Lucette Lentendre, ménagère, épouse dudit Régent St-Vincent, tous deux du 276, René-Philippe, LeMoyne, et Charles St-Vincent, vendeur, 2363, Provençale, Montréal, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de moulures, pièces de machines, pièces de précision, moteurs de toutes sortes, sous le nom de « General Mold-Fab Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1240, de Condé, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279 3816-1970

Gestion J.L.T. ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies il a accordé des lettres patentes en date du 17e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Jean-Louis Tassé, courtier en valeurs, Hélène Cuierrier, ménagère, épouse dudit Jean-Louis Tassé, tous deux de 600, Rabastalière est, Saint-Bruno-de-Montarville, et Maurice Martel, avocat, 1301, St-Viateur ouest, Outremont, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, de placement et de gestion, sous le nom de « Gestion J.L.T. ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10 actions ordinaires de $10 chacune, 3,987 actions privilégiées classe « A» de $10 chacune et en 30 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 600, Rabastalière est, Saint-Bruno-de-Montarville, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 4027-1970

Gestion Rimouski inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 25e jour d'août 1970, constituant en corporation: Michel Tessier, avocat, Paulette Gagnon, ménagère, épouse dudit Michel Tessier, tous deux de 167, Hudson, et Christiane Turcotte, secrétaire, fille majeure, tous trois de Rimouski, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, sous le nom de « Gestion Rimouski inc. », avec

shares of a nominal value of $100 each and 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Adolphe-d'Howard, judicial district of Terrebonne.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions compagnies and Cooperatives.

37279 4034-1970

General Mold-Fab Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Régent St-Vincent, foreman, Lucette Lentendre, housewife, wife of the said Régent St-Vincent, both of 276 René-Philippe, LeMoyne, and Charles St-Vincent, salesman, 2363 Provençale, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in molds, machine parts, precision parts, motor engines of all kinds, under the name of "General Mold-Fab Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 1240 de Condé, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279-o 3816-1970

Gestion J.L.T. ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Louis Tassé, stock broker, Hélène Cuierrier, housewife, wife of said Jean-Louis Tassé, both of 600 Rabastalière East, Saint-Bruno-de-Montarville, and Maurice Martel, advocate, 1301 St-Viateur West, Outremont, for the following purposes:

To carry on business as a holding, investment and management company, under the name of "Gestion J.L.T. ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 10 common shares of $10 each, 3,987 class "A" preferred shares of $10 each and into 30 class "B" preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 600 Rabastalière East, Saint-Bruno-de-Montarville, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 4027-1970

Gestion Rimouski inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel Tessier, advocate, Paulette Gagnon, housewife, wife of said Michel Tessier, both of 167 Hudon, and Christiane Turcotte, secretary, spinster of full age of majority, all three of Rimouski, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Gestion Rimouski inc.",

un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 3672-1970

Gibaska inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Henri-Paul Lemay, 426, rue Champagneur, Outremont, Maurice Paquin, 467, rue Radisson, Mont-Saint-Hilaire, Michel Gilbert, 200, rue Elgar, app. 204, Verdun, Pierre Messier, 2992, rue Sherbrooke est, et Claude Camirand, 5225, 1re Avenue, ces deux derniers de Montréal, tous cinq avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement et de portefeuille (holding), sous le nom de « Gibaska inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 600 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune, 9,840 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37279-o 89-70

Le Giletier D.B. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Fernand Deschamps, fonctionnaire, Pauline Blanchette, ménagère, épouse dudit Fernand Deschamps, tous deux de 2636, Montbray, Sainte-Foy, et Raymond Blanchette, voyageur, de Manseau, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements de toutes sortes, sous le nom de « Le Giletier D.B. inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Place Fleur de Lys, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 3562-70

Glenora Realties Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Robert Litvack, 590, avenue Stanstead, Mont-Royal, Ralph Lipper, 1550, avenue McGregor, Montréal, David Katznelson, 5526, avenue Ashdale, Côte Saint-Luc, et Jonathan Chait, 4, Surrey Gardens, Westmount, tous les quatre avocats, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie de construction, d'immeuble et de placement, sous le nom de

with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Rimouski, judicial district of Rimouski.

J.-ALBERT GAGNON,
Assistant Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 3672-1970

Gibaska inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Henri-Paul Lemay, 426 Champagneur Street, Outremont, Maurice Paquin, 467 Radisson Street, Mont-Saint-Hilaire, Michel Gilbert, 200 Elgar Street, Apt. 204, Verdun, Pierre Messier, 2992 Sherbrooke Street East, and Claude Camirand, 5225, 1st Avenue, the latter two of Montreal, all five advocates, for the following purposes:

To carry on business as an investment and holding company, under the name of "Gibaska inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 600 common shares of a nominal value of $1 each, 9,840 class "A" preferred shares of a nominal value of $10 each and into 1,000 class "B" preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 89-70

Le Giletier D.B. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Fernand Deschamps, civil servant, Pauline Blanchette, housewife, wife of said Fernand Deschamps, both of 2636 Montbray, St. Foy, and Raymond Blanchette, commercial traveller, of Manseau, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of garments, under the name of "Le Giletier D.B. inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Place Fleur de Lys, Québec, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 3562-1970

Glenora Realties Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Litvack, 590 Stanstead Avenue, Mount Royal, Ralph Lipper, 1550 McGregor Avenue, Montreal, David Katznelson, 5526 Ashdale Avenue, Côte Saint-Luc, and Jonathan Chait, 4 Surrey Gardens, Westmount, all four advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the

« Glenora Realties Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 36,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1, place Ville-Marie, bureau 3635, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279 4145-1970

Michel A. Grisé inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 18e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Michel Grisé, représentant des ventes, Raymonde Cournoyer, ménagère, épouse dudit Michel Grisé, tous deux de 650, Coulonges, Douville, et Claude Grisé, professeur, 475, Montcourt, Belœil, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de tissus de toutes sortes, naturels ou synthétiques, de même que de tous leurs produits, sous le nom de « Michel A. Grisé inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1075, rue des Cascades, Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 2368-1970

Harts Department Stores (Jacques Cartier) Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Boris J. Berbrier, 4851, Fulton, Montréal, Horace Friedman, 7497, chemin Briar, et Barry A. Cappel, 5891, Centennial, ces deux derniers de Côte Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Tenir un grand magasin, sous le nom de « Harts Department Stores (Jacques Cartier) Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37279 1522-70

Hôtel La Tournée du Moulin inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de juillet 1970, constituant en corporation: Juliette Gagnon, ménagère, épouse de Jean Réel, 8180, avenue du Zoo, Orsainville, Maurice Morin, camionneur, 2680, Gaspard, Giffard, et Claude Lacroix, avocat, 590, de Norvège, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

name of "Glenora Realties Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of $1 each and 36,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 1 Place Ville Marie, Suite 3635, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279-o 4145-1970

Michel A. Grisé inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel Grisé, sales representative, Raymonde Cournoyer, housewife, wife of the said Michel Grisé, both of 650 Coulonges, Douville, and Claude Grisé, professor, 475 Montcourt, Belœil, for the following purposes:

To manufacture and deal in natural and synthetic materials of all kinds, under the name of "Michel A. Grisé inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1075 des Cascades Street, St. Hyacinthe, judicial district of St. Hyacinthe.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 2368-1970

Harts Department Stores (Jacques Cartier) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Boris J. Berbrier, 4851 Fulton, Montreal, Horace Friedman, 7497 Briar Road, and Barry A. Cappel, 5891 Centennial, the latter two of Côte-Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To operate a department store, under the name of "Harts Department Stores (Jacques Cartier) Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD.
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279-o 1522-70

Hôtel La Tournée du Moulin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of July, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Juliette Gagnon, housewife, wife of Jean Réel, 8180 avenue du Zoo, Orsainville, Maurice Morin, trucker, 2680 Gaspard, Giffard, and Claude Lacroix, advocate, 590 De Norvège, St. Foy, for the following purposes:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et motels, sous le nom de « Hôtel La Tournée du Moulin inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8180, avenue du Zoo, Orsainville, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37279-o 3128-1970

Hublex inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 11e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Gérard Corbeil, avocat, 394, Maricourt, Longueuil, Claire LaPlante, secrétaire, épouse de Claude Mallette, 2785 Beaujolais, Brossard, et Camil Hubert, gérant, 648, Verschelden, Sainte-Thérèse, pour les objets suivants:

Faire la location de véhicules automobiles, sous le nom de « Hublex inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 3952-1970

Les immeubles S.E.B. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Émilio Brisson, agent de main-d'oeuvre, Monique Ross, ménagère, épouse dudit Émilio Brisson, tous deux de 358, St-Robert, Rimouski, Simon Brisson, agent-vendeur, et Florence St-Pierre, ménagère, épouse dudit Simon Brisson, ces deux derniers de 145, 26e Rue, app. 6, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les immeubles S.E.B. inc. », avec un capital total de $500,000, divisé en 25,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 25,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 4329-1970

Les immeubles St-Benoît inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Gilles Latour, courtier d'assurances, 37, St-Eustache, Yvon Desormeaux, notaire, 134, 2e Avenue, et Nicole Nicolas, secrétaire, fille majeure, 294, Renaud, app. 4, tous trois de Saint-Eustache, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le

To operate hotels, taverns, inns and motels, under the name of "Hôtel La Tournée du Moulin inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 8180 avenue du Zoo, Orsainville, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 3128-1970

Hublex inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérard Corbeil, advocate, 394 Maricourt, Longueuil, Claire LaPlante, secretary, wife of Claude Mallette, 2785 Beaujolais, Brossard, and Camil Hubert, manager, 648 Verschelden, Sainte-Thérèse, for the following purposes:

To rent automobiles, under the name of "Hublex inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Sainte-Thérèse, judicial district of Terrebonne.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 3952-1970

Les immeubles S.E.B. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Émilio Brisson, labour exchange agent, Monique Ross, housewife, wife of the said Émilio Brisson, both of 358 St-Robert, Rimouski, Simon Brisson, sales agent, and Florence St-Pierre, housewife, wife of the said Simon Brisson, the latter two of 145, 26th Street, Apt. 6, Québec, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les immeubles S.E.B. inc.", with a total capital stock of $500,000, divided into 25,000 common shares of $10 each and 25,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Rimouski, judicial district of Rimouski.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 4329-1970

Les immeubles St-Benoît inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Latour, insurance broker, 37 St-Eustache, Yvon Desormeaux, notary, 134, 2nd Avenue, and Nicole Nicolas, secretary, spinster of the full age of majority, 294 Renaud, Apt. 4, all three of Saint-Eustache, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors and to deal in all sorts of building materials, under the name of "Les

nom de « Les immeubles St-Benoît inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Benoît, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 4225-1970

immeubles St-Benoît inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Benoît, judicial district of Terrebonne.

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279 4225-1970

Immital Investment Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Ernest Ramagha, agent immobilier, 11873, James Morrice, Jean-Guy Bernier, comptable, 145A, rue Saint-Philippe, tous deux de Montréal, et Madeleine Home, secrétaire, fille majeure, 206A, boulevard Marie-Victorin, Longueuil, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Immital Investment Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 150 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279 1532-1970

Immital Investment Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ernest Ramaglia, realtor, 11873 James Morrice, Jean-Guy Bernier, bookkeeper, 145A St. Philippe Street, both of Montreal, and Madeleine Home, secretary, spinster, 206A Marie-Victorin Boulevard, Longueuil, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Immital Investment Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 150 common shares of the par value of $100 each and 250 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 1532-1970

Isolation Roy incorporée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 25e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Hector Simoneau, 460, Boischatel, André Charpentier, 781, Armitage Crescent, tous deux comptables, et Gérard Chapdelaine, avocat, 2250, Portland, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce des isolants et de tous produits connexes, sous le nom de « Isolation Roy incorporée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 4028-1970

Isolation Roy incorporée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Hector Simoneau, 460 Boischatel, André Charpentier, 781 Armitage Crescent, both accountants, and Gérard Chapdelaine, advocate, 2250 Portland, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To manufacture and deal in insulating materials and their related products, under the name of "Isolation Roy incorporée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279 4028-1970

J.T.G. Auto Center Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 13e jour d'août 1970, constituant en corporation: Yvan Sabourin, avocat, 39, rue St-Jacques, Horace Boutin, comptable, 54, de Salaberry, et Diane Brien, secrétaire, fille majeure, 454, Laurier, tous trois de Saint-Jean, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de pneus de toutes sortes, sous le nom de « J.T.G. Auto

J.T.G. Auto Center Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yvan Sabourin, advocate, 39 St. James Street, Horace Boutin, accountant, 54 de Salaberry, and Diane Brien, secretary, spinster of the full age of majority, 454 Laurier, all three of St. John's, for the following purposes:

To manufacture and to deal in tires of all sorts, under the name of "J.T.G. Auto Center

Center Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Iberville, district judiciaire d'Iberville.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 3534-1970

Jontec inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 21e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Léon Brassard, dessinateur, 3899, la Peltrie, Montréal, André Harvey, 96, Frontenac, Kénogami, et André Tremblay, 173, de la Fabrique, Jonquière, ces deux derniers instituteurs, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens; fabriquer et faire le commerce de toutes sortes d'appareils et accessoires électriques, sous le nom de « Jontec inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 600 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3899, rue de la Peltrie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 2276-1970

Laframboise Transport inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 8e jour d'août 1970, constituant en corporation: Normand Laframboise, administrateur, 1200, 8e Rue, Saint-Antoine, Jacques Laframboise, route rurale #2, Saint-Canut, et Jean-Paul Laframboise, 105, des Érables, Saint-Jérôme, ces deux derniers chauffeurs, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Laframboise Transport inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 370 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Antoine, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 3459-1970

Lagacé, Roy, Veilleux & Associés inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Daniel Roy, maître-d'hôtel, 73, rue d'Auteuil, Québec, Arnold Lagacé, gérant, 3043, Hochelaga et Jean-Paul Veilleux, commerçant, 3049, Laforest, ces deux derniers de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels, auberges et restaurants, sous le nom de « Lagacé, Roy, Veilleux & Associés inc. », avec un capital total

Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Iberville, judicial district of Iberville.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 3534-1970

Jontec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Léon Brassard, designer, 3899 La Peltrie, Montreal, André Harvey, 96 Frontenac, Kénogami, and André Tremblay, 173 de la Fabrique, Jonquière, the latter two teachers, for the following purposes:

To do business as electricians; to manufacture and deal in all sorts of electric appliances and accessories, under the name of "Jontec inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of $10 each and 600 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 3899 de la Peltrie Street, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 2276-1970

Laframboise Transport inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Normand Laframboise, administrator, 1200, 8th Street, Saint-Antoine, Jacques Laframboise, Rural Route #2, Saint-Canut, and Jean-Paul Laframboise, 105 des Érables, Saint-Jérôme, the latter two chauffeurs, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Laframboise Transport inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of a nominal value of $10 each and into 370 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Antoine, judicial district of Terrebonne.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 3459-1970

Lagacé, Roy, Veilleux & Associés inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Daniel Roy, head-waiter, 73 d'Auteuil Street, Québec, Arnold Lagacé, manager, 3043 Hochelaga, and Jean-Paul Veilleux, trader, 3049 Laforest, the latter two of St. Foy, for the following purposes:

To operate hotels, motels, inns, and restaurants, under the name of "Lagacé, Roy, Veilleux & Associés inc.", with a total capital stock of

de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 4524-70

Lallouz Lumber Company Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Victor Lallouz, homme d'affaires, Vivianne Bocman, ménagère, épouse dudit Victor Lallouz, tous deux de 5500, avenue Macdonald, app. 1406, Montréal, et Monroe Charlap, avocat, 250, avenue Kensington, app. 111, Westmount, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de bois dur, fournitures et matériaux de toutes sortes pour la construction, sous le nom de « Lallouz Lumber Company Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2100, rue Drummond, bureau 850, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279 4021-1970

Lanvic inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 29e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Victor Germain, restaurateur, 899, Chanoine Martin, Claude Rioux, 3072, de la Promenade, tous deux de Sainte-Foy, et Pierre Choquette, 336, de la Corniche, Saint-Nicolas, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, auberges, motels, restaurants, salles à manger, cafés, bars, tavernes et cabarets, sous le nom de « Lanvic inc. », avec un capital total de $300,000, divisé en 30,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 27,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 4249-1970

Laval Sales Agency Ltd.
Agence de ventes Laval ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Louis Orenstein, 5654, avenue Macdonald, Hampstead, Jason Ruby, 47, place du Bois, Dollard-des-Ormeaux, tous deux avocats, et Glacia Miller, secrétaire, fille majeure, 3201, avenue Forest Hill, Montréal, pour les objets suivants:

S'établir agents manufacturiers, sous le nom de « Laval Sales Agency Ltd. — Agence de

$40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 4524-1970

Lallouz Lumber Company Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Victor Lallouz, businessman, Vivianne Bocman, housewife, wife of the said Victor Lallouz, both of 5500 Macdonald Avenue, Apt. 1406, Montreal, and Monroe Charlap, attorney, 250 Kensington Avenue, Apt. 111, Westmount, for the following purposes:

To manufacture and deal in hardwood, building supplies and materials of all kinds, under the name of "Lallouz Lumber Company Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and 30,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company is at 2100 Drummond Street, suite 850, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279-o 4021-1970

Lanvic inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Victor Germain, restaurant-owner, 899 Chanoine Martin, Claude Rioux, 3072 de la Promenade, both of St. Foy, and Pierre Choquette, 336 de la Corniche, Saint-Nicolas, the latter two advocates, for the following purposes:

To operate hotels, inns, motels, restaurants, dining-rooms, cafés, bars, taverns and night-clubs, under the name of "Lanvic inc.", with a total capital stock of $300,000, divided into 30,000 common shares of $1 each and 27,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at St. Foy, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 4249-1970

Laval Sales Agency Ltd.
Agence de ventes Laval ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Louis Orenstein, 5654 Macdonald Avenue, Hampstead, Jason Ruby, 47 Place du Bois, Dollard-des-Ormeaux, both advocates, and Glacia Miller, secretary, spinster of the full age of majority, 3201 Forest Hill Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers' agents, under the name of "Laval Sales Agency Ltd. —

ventes Laval ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 600 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 4, avenue Roselawn, Dollard-des-Ormeaux, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37279 1434-1970

David Lépine inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 10e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Lise Racine, ménagère, épouse de Luc Sansregret, 742, Bordeleau, Joliette, Claude Racine, professeur, 3043, Hochelaga, Sainte-Foy, et Pierre Racine, médecin, 809, Duluth, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « David Lépine inc. », avec un capital total de $200,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune, 500 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $100 chacune et en 1,400 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 617, rue de Lanaudière, Joliette, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 3070-1970

Lopre inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour d'août 1970, constituant en corporation: J.-Armand Turmel, 1429, route de l'Aéroport, l'Ancienne-Lorette, Lucien Pelletier, 1043, de Sologne, Jean-Jacques Lafontaine, 4105, 5e Avenue est, tous deux de Charlesbourg, Charles-Émile Blouin, 1211, de Samos, Sillery, et Arthur-N. Thériault, 2960, de Boulogne, Sainte-Foy, tous courtiers en immeubles, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction et agir comme prêteur d'argent dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Lopre inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $50 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 50, rue de l'Espinay, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 3770-1970

M & E Empire Building Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du

Agence de ventes Laval ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 600 preferred shares of $50 each.

The head office of the company is at 4 Roselawn Avenue, Dollard-des-Ormeaux, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279-o 1434-1970

David Lépine inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lise Racine, housewife, wife of Luc Sansregret, 742 Bordeleau, Joliette, Claude Racine, professor, 3043 Hochelaga, St. Foy, and Pierre Racine, physician, 809 Duluth, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as garage-owners and to deal in automobiles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "David Lépine inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each, 500 class "A" preferred shares of a nominal value of $100 each and 1,400 class "B" preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 617 de Lanaudière Street, Joliette, judicial district of Joliette.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 3070-1970

Lopre inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: J.-Armand Turmel, 1429 route de l'Aéroport, l'Ancienne-Lorette, Lucien Pelletier, 1043 de Sologne, Jean-Jacques Lafontaine, 4105, 5th Avenue East, both of Charlesbourg, Charles-Émile Blouin, 1211 de Samos, Sillery, and Arthur-N. Thériault, 2960 de Boulogne, St. Foy, all real estate brokers, for the following purposes:

To do business as a real estate and construction company and to act as money-lenders in all its branches, under the name of "Lopre inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $50 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 50 de l'Espinay Street, Québec, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 3770-1970

M & E Empire Building Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Com-

11e jour de septembre 1970, constituant en corporation: André Brunet, 3565, Lagarde, Laval, Jacques Guérin, 193, boulevard Beaconsfield, Beaconsfield, Bernard Taillefer, 6040, boulevard Gouin est, Montréal-Nord, tous trois avocats, et Carole Picard, réceptionniste, fille majeure, 2095, Lincoln, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « M & E Empire Building Inc. », avec un capital total de $200,000, divisé en 30,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 17,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7260, boulevard l'Assomption, Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 3955-1970

panies and Cooperatives, incorporating: André Brunet, 3565 Lagarde, Laval, Jacques Guérin, 193 Beaconsfield Boulevard, Beaconsfield, Bernard Taillefer, 6040 Gouin Boulevard East, Montreal North, all three advocates, and Carole Picard, receptionist, spinster of the full age of majority, 2095 Lincoln, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "M & E Empire Building Inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 30,000 common shares of $1 each and into 17,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 7260 l'Assomption Boulevard, Saint-Léonard, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 3955-1970

Maintech inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de juin 1970, constituant en corporation: Marc Bourgeois, 4050, Jauron, Jean Guy, 5400, Louisbourg, tous deux de Montréal, et Gilles Bertrand, 147, Dunrae, Mont-Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de service d'entretien de bâtisses, édifices publics, maisons privées et autres bâtiments du même genre, sous le nom de « Maintech inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 2645-1970

Maintech inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marc Bourgeois, 4050 Jauron, Jean Guy, 5400 Louisbourg, both of Montreal, and Gilles Bertrand, 147 Dunrae, Mount Royal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as a maintenance service to buildings, public buildings, private houses and other such buildings, under the name of "Maintech inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 ordinary shares of a nominal value of $1 each and 3,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 2645-1970

Les manufacturiers de bijoux L.S.M. ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Guy Martin, bijoutier, 4504, boulevard Pie IX, Roger Sabourin, manufacturier, 4500, boulevard Pie IX, tous deux de Montréal, et Yvon Larin, mouleur, 328, rue de Jumonville, Boucherville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme bijoutiers, orfèvres, marchands de diamants, fabricants de montres et autres commerces semblables, sous le nom de « Les manufacturiers de bijoux L.S.M. ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 3980-1970

Les manufacturiers de bijoux L.S.M. ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Martin, jeweller, 4504 Pie IX Boulevard, Roger Sabourin, manufacturer, 4500 Pie IX Boulevard, both of Montreal, and Yvon Larin, moulder, 328 de Jumonville Street, Boucherville, for the following purposes:

To carry on business as jewellers, goldsmiths, diamond merchants, watch manufacturers and in other similar businesses, under the name of "Les manufacturiers de bijoux L.S.M. ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 3980-1970

Maple Grove R.L. Construction Ltd.
Les constructions Maple Grove R.L. ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 14e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Guy Ferland, 6992, d'Abancourt, Saint-Léonard, Pierre Massé, 201, Corot Rive, Ile-aux-Soeurs, tous deux avocats, et Huguette Pérusse, secrétaire, fille majeure, 3509, Hutchison, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Maple Grove R.L. Construction Ltd.— Les constructeurs Maple Grove R.L. ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Maple Grove, district judiciaire de Beauharnois.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 3989-1970

Maple Grove R.L. Construction Ltd.
Les constructions Maple Grove R.L. ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Ferland, 6992 d'Abancourt, Saint-Léonard, Pierre Massé, 201 Corot Rive, Nuns' Island, both advocates, and Huguette Pérusse, secretary, spinster of the full age of majority, 3509 Hutchison, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "Maple Grove R.L. Construction Ltd.— Les constructions Maple Grove R.L. ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of a nominal value of $1 each and into 20,000 preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at Maple Grove, judicial district of Beauharnois.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 3989-1970

Mardelco ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 14e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Delsemme Romain, 58, Place Fabre, Dollard-des-Ormeaux, Pierre St-Marseille, 11780, de St-Réal, Montréal, tous deux constructeurs, et Bernard-E. Blanchard, avocat, 105, 3e Avenue sud, Roxboro, pour les objets suivants:

Faire affaire comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Mardelco ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 3650-1970

Mardelco ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Delsemme Romain, 58 Place Fabre, Dollard-des-Ormeaux, Pierre St-Marseille, 11780 de St-Réal, Montreal, both builders, and Bernard-E. Blanchard, advocate, 105, 3rd Avenue South, Roxboro, for the following purposes:

To do business as builders and general building contractors and to deal in all kinds of building materials, under the name of "Mardelco ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 3650-1970

Georges Marquis & Associates Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de Septembre 1970, constituant en corporation: Stanley Taraba, dessinateur, 6380, 38e Avenue, Georges-H. Marquis, décorateur, 10509, Sacré-Coeur, tous deux de Montréal, et Gerald Y. Green, avocat, 9, Linwood Crescent, Mont-Royal, pour les objets suivants:

Manufacturer des meubles, paillassons, tapis et moquettes, articles ménagers, accessoires, fournitures, draperies et équipement de maison et commerce, sous le nom de « Georges Marquis & Associates Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Georges Marquis & Associates Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Stanley Taraba, designer, 6380, 38th Avenue, Georges-H. Marquis, decorator, 10509 Sacré-Coeur, both of Montreal, and Gerald Y. Green, advocate, 9 Linwood Crescent, Mount Royal, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture, mats, rugs, carpets, household articles, household appliances, furnishings, draperies, and equipment, under the name of "Georges Marquis & Associates Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est 7248, rue St-Urbain, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279 4086-1970

Master Restaurant Equipment Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de septembre 1970, constituant en corporation: John Evangelidis, 8535, avenue Stuart, George Spanos, 5901, Hutchison, et Nikolaos Photiades, 7045, Champagneur, app. 6, tous trois administrateurs, de Montréal, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de produits, articles et marchandises de toutes sortes, sous le nom de « Master Restaurant Equipment Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279 4077-1970

Matane Equipment Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Fernand Gagné, route rurale numéro 2, Daniel LeBoutillier, 395, Desrosiers, tous deux industriels, et Jacques Langlais, contremaître, 322, St-Jean, tous trois de Matane, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Matane Equipment Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Matane, district judiciaire de Rimouski.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 4156-1970

Maxi service Laviolette inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Maurice Guillemette, homme d'affaires, Georgette Gauthier, ménagère, épouse dudit Maurice Guillemette, tous deux de Bécancour, et Jean-Marc Béliveau, avocat, 3835, Ste-Marguerite, Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Maxi service Laviolette inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune, 30 actions privilégiées classe « A » de $10 cnacune et en 3,870 actions privilégiées classe « B » de $10 chacune.

The head office of the company is at 7248 St. Urbain Street, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279-o 4086-1970

Master Restaurant Equipment Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: John Evangelidis, 8535 Stuart Avenue, George Spanos, 5901 Hutchison, and Nilolaos Photiades, 7045 Champagneur, Apt. 6, all three executives, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in products, goods, wares and merchandise of every kind, under the name of "Master Restaurant Equipment Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279-o 4077-1970

Matane Equipment Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Fernand Gagné, rural route number 2, Daniel LeBoutillier, 395 Desrosiers, both industrialists, and Jacques Langlais, foreman, 322 St-Jean, all three of Matane, for the following purposes:

To do business as builders and general building contractors, under the name of "Matane Equipment Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Matane, judicial district of Rimouski.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 4156-1970

Maxi service Laviolette inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Maurice Guillemette, businessman, Georgette Gauthier, housewife, wife of the said Maurice Guillemette, both of Bécancour, and Jean-Marc Béliveau, advocate, 3835 Ste-Marguerite, Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on business as garage-owners and to deal in automobiles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "Maxi service Laviolette inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $10 each, 30 class "A" preferred shares of $10 each and 3,870 class "B" preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Bécancour, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 4181-1970

The head office of the company is at Bécancour, judicial district of Three Rivers.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 4181-1970

Mergen Discount Stores Inc.
Les magasins d'escompte Mergen Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Andon Mergen, Janet Anna Mergen, fille majeure, et Petro Mergen, tous trois marchands, du 8495, boulevard de L'Acadie, Montréal, pour les objets suivants:

Tenir un magasin à rabais, sous le nom de « Mergen Discount Stores Inc.— Les magasins d'escompte Mergen Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1473 ouest, rue Sainte-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279 4087-1970

Mergen Discount Stores Inc.
Les magasins d'escompte Mergen Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Andon Mergen, Janet Anna Mergen, spinster, and Petro Mergen, all three merchants, of 8495 L'Acadie Boulevard, Montreal, for the following purposes:

To operate a discount store, under the name of "Mergen Discount Stores Inc.— Les magasins d'escompte Mergen Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at 1473 St. Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279-o 4087-1970

Messageries Trans-Québec inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 17e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Léonard Morin, 1001, Bar le Duc, Sainte-Foy, Denis Jalbert, 1655, Parc Chesnaye, Sillery, tous deux distributeurs, et Jean-Marie Morissette, avocat, 65e Rue ouest, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Faire affaires comme éditeurs, distributeurs, annonceurs et commerçants de toutes sortes d'espèces de publicité, sous le nom de « Messageries Trans-Québec inc. », avec un capital total de $150,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 140,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2480, chemin Ste-Foy, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 4061-1970

Messageries Trans-Québec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Léonard Morin, 1001 Bar le Duc, St. Foy, Denis Jalbert, 1655 Parc Chesnaye, Sillery, both distributors, and Jean-Marie Morrissette, advocate, 65th Street West, Charlesbourg, for the following purposes:

To carry on business as publishers, distributors advertisers and dealers in all kinds of advertising, under the name of "Messageries Trans-Québec inc.", with a total capital stock of $150,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and into 140,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 2480 St. Foy Road, St. Foy, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 4061-1970

Meteor Labels and Litho Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 16e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Yvan Rock, imprimeur, Ginette Laliberté, ménagère, épouse dudit Yvan Rock, tous deux de 10377, des Laurentides, Montréal-Nord, et Andrée Demers, secrétaire, fille majeure, 4848, boulevard Ste-Rose, Laval, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de la papeterie sous toutes ses formes, sous le nom de « Meteor Labels and Litho Inc. », avec un

Meteor Labels and Litho Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yvan Rock, printer, Ginette Laliberté, housewife, wife of the said Yvan Rock, both of 10377 des Laurentides, Montreal North, and Andrée Demers, secretary, spinster of the full age of majority, 4848 St. Rose Boulevard Laval, for the following purposes:

To carry on business in the paper-trade and in all its branches, under the name of "Meteor Labels and Litho Inc.", with a total capital stock

capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 900 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3613, rue Fleury est, suite 105, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 4233-1970

Monaco Brick & Stone Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Arthur J. Marcovitch, 5887, Centennial, Lawrence Glazer, 5753, Westminster, tous deux avocats, et Jean-M. Guy, secrétaire, 1117, St-Matthew, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de briques, terre cuite, tuiles, tuyaux de drainage et d'égout et de tous autres produits de même nature, sous le nom de « Monaco Brick & Stone Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7160, rue Bonpart, Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives
J.-ALBERT GAGNON.

37279 3854-1970

Adélard Morier ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 7e jour d'août 1970, constituant en corporation: Adélard Morier, commerçant, Gervaise C. Morier, institutrice, épouse dudit Adélard Morier, tous deux de 20, Luneau, Victoriaville, et Robert Morier, comptable, 2715, Portland, app. 4, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de tissus de toutes sortes, naturels ou synthétiques, de même que de tous leurs produits, sous le nom de « Adélard Morier ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 600 actions ordinaires de $50 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 20, rue Luneau, Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 3354-1970

Motel-Hôtel Aux Écores inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 9e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Jean-Marie Gauthier, homme d'affaires, Gisèle Gauthier, femme d'affaires, épouse dudit Jean-Marie Gauthier, tous deux de 14, Michaud, et Micheline Rioux, secrétaire, fille majeure, 230, Gallant, app. 7, tous trois de Sept-Iles, pour les objets suivants:

of $100,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 900 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 3613 Fleury Street East, Suite 105, Montreal North, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 4233-1970

Monaco Brick & Stone Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Arthur J. Marcovitch, 5887 Centennial, Lawrence Glazer, 5753 Westminster, both advocates, and Jean-M. Guy, secretary, 1117 St. Matthew, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in brick, terra cotta, tiles, drains and sewer pipes and all products of a like nature, under the name of "Monaco Brick & Stone Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 7160 Bonpart Street, Saint-Léonard, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279-o 3854-1970

Adélard Morier ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Adélard Morier, trader, Gervaise C. Morier, school teacher, wife of said Adélard Morier, both of 20 Luneau, Victoriaville, and Robert Morier, accountant, 2715 Portland, Apt. 4, Sherbrooke, for the following purposes:

To manufacture and deal in woven materials of all kinds, natural or synthetic, as well as in all their products, under the name of "Adélard Morier ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 600 common shares of $50 each and into 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 20 Luneau Street, Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 3354-1970

Motel-Hôtel Aux Écores inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Marie Gauthier, businessman, Gisèle Gauthier, businesswoman, wife of said Jean-Marie Gauthier, both of 14 Michaud, and Micheline Rioux, secretary, spinster of the full age of majority, 230 Gallant, Apt. 7, all three of Sept-Iles, for the following purposes:

Exploiter des hôtels, motels, auberges, tavernes et restaurants, sous le nom de « Motel-Hôtel Aux Écores inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rivière-Brochu, district judiciaire de Hauterive.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 3929-1970

Nashton Investments Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Bernard Reis, 213, chemin Finchley, Hampstead, David Katznelson, 5526, avenue Ashdale, Côte Saint-Luc, et Robert Litvack, 590, avenue Stanstead, Mont-Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Nashton Investments Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 36,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1, place Ville-Marie, bureau 3635, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279 4148-1970

Park Georges Realty Corp.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de juillet 1970, constituant en corporation: Mortimer Abracen, 5615, Palmer, James Libenstein, 5629, Westluke, Leslie Zukor, 5801, Wolseley, tous trois de Côte Saint-Luc, Leon Benoliel, 4217, Saint-Hélène, David Bensmihen, 1140, Emerson Crescent, tous deux de Laval, Howard Abracen, 3051, Brighton, Montréal, et Sam Abracen, 353, Tait, Saint-Laurent, tous marchands, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnies d'immeuble, sous le nom de « Park Georges Realty Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives.
J.-ALBERT GAGNON.

37279 3188-1970

Photographic Vision Equipment Ltd.
Équipement vision photographique ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Hyman Cohen, directeur de bureau, 4800, Clanranald, Leonard Rachelson, vendeur, 1000,

To operate hotels, motels, inns, taverns and restaurants, under the name of "Motel-Hôtel Aux Écores inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and into 2,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Rivière-Brochu, judicial district of Hauterive.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 3929-1970

Nashton Investments Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Bernard Reis, 213 Finchley Road, Hampstead, David Katznelson, 5526 Ashdale Avenue, Côte Saint-Luc, and Robert Litvack, 590 Stanstead Avenue, Mount Royal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Nashton Investments Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of $1 each and 36,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 1 Place Ville Marie, Suite 3635, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279-o 4148-1970

Park Georges Realty Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of July, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Mortimer Abracen, 5615 Palmer, James Libenstein, 5629 Westluke, Leslie Zukor, 5801 Wolseley, all three of Côte Saint-Luc, Leon Benoliel, 4217 St. Hélène, David Bensmihen, 1140 Emerson Crescent, both of Laval, Howard Abracen, 3051 Brighton, Montreal, and Sam Abracen, 353 Tait, Saint-Laurent, all merchants, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Park Georges Realty Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279-o 3188-1970

Photographic Vision Equipment Ltd.
Équipement vision photographique ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Hyman Cohen, office manager, 4800 Clanranald, Leonard Rachelson, salesman, 1000 Pratt Avenue, and

avenue Pratt, et Renée Viala, administrateur, fille majeure, 1280, boulevard de Maisonneuve, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'équipement photographique, et fournitures et autres produits utilisés en photographie, sous le nom de « Photographic Vision Equipment Ltd. — Équipement vision photographique ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279 3712-1970

Les placements Oregano ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Murray B. Spiegel, 44, Roxborough, Westmount, David H. Solmer, 5501, Adalbert, Côte Saint-Luc, tous deux avocats, et Francine Végiard, secrétaire, fille majeure, 135 est, Sherbrooke, Montréal, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie de placement, sous le nom de « Les placements Oregano ltée », avec un capital total de $125,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 124,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279 3766-1970

Plante ventilation inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 12e jour de février 1970, constituant en corporation: Marcel Cusson, menuisier, Jacques Sabourin, huissier, tous deux de 23, avenue du Ruisseau, Montréal, et Clément Plante, ferblantier, 558, Notre-Dame-de-Fatima, Laval, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes d'appareils ou systèmes de chauffage, sous le nom de « Plante ventilation inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 39,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 558, Notre-Dame-de-Fatima, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 881-1970

Roger Pominville ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de juillet 1970, constituant en corporation: Claude Fontaine, 616, rue Victoria, Saint-Lambert, Jean-A. Savard, 218, Parc Berlioz, Verdun,

Renée Viala, executive, spinster, 1280 de Maisonneuve Boulevard, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in photographic equipment, supplies and other products related thereto, under the name of "Photographic Vision Equipment Ltd. — Équipment vision photographique ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279-o 3712-1970

Les placements Oregano ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Murray B. Spiegel, 44 Roxborough, Westmount, David H. Solmer, 5501 Adalbert, Côte Saint-Luc, both advocates, and Francine Végiard, secretary, spinster, 135 Sherbrooke East, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Les placements Oregano ltée", with a total capital stock of $125,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 124,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279-o 3766-1970

Plante ventilation inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of February, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Cusson, carpenter, Jacques Sabourin, bailiff, both of 23 du Ruisseau, Avenue, Montreal, and Clément Plante, tinsmith, 558 Notre-Dame-de-Fatima, Laval, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of heating appliances and systems, under the name of "Plante ventilation inc.", with a total capital of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 39,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 558 Notre-Dame-de-Fatima, Laval, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 881-1970

Roger Pominville ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of July, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Fontaine, 616 Victoria Street, Saint-Lambert, Jean-A. Savard, 218 Berlioz Park, Verdun, and Donald-A.

et Donald-A. Riendeau, 3423, rue Hingston, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Fournir les services de consultation générale en matière de gestion, d'administration et d'organisation, sous le nom de « Roger Pominville ltée », avec un capital divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 153, rue André Chénier, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37279-o 3009-1970

La prévention, agence de sécurité spécialisée inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 3e jour de juin 1970, constituant en corporation: Yvan Plante, professeur, 6535, St-Denis, Montréal, Serge Goyette, 136, Decelles, Granby, et Réal Provencher, Sainte-Sophie, ces deux derniers étudiants, pour les objets suivants:

Exploiter une agence de sécurité spécialisée, sous le nom de « La prévention, agence de sécurité spécialisée inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 2436-1970

Productions Chantal Renaud inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 11e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Mario-R. Girard, Pierre Laforest, tous deux avocats, de 4858, Côte des Neiges, Montréal, et Chantal Renaud, comédienne, épouse de Jean-Marie Côté, 1115, Sherbrooke ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme producteur, réalisateur, impresario, agent et conseiller de récitals, spectacles de variétés et de music-hall, sous le nom de « Productions Chantal Renaud inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1115, Sherbrooke ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 3736-1970

Produits Forestiers Carrière inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 8e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Maurice Laramée, avocat, 550, 25e Avenue, Pointe-aux-Trembles, Jean-L. Guilbeault, avocat,

Riendeau, 3423 Hingston Street, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To provide general consultation services in management, administration and organization, under the name of "Roger Pominville ltée", with a capital stock divided into 10,000 common shares without nominal value and 3,000 preferred shares of nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 153 André-Chénier Street, Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 3009-1970

La prévention, agence de sécurité spécialisée inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yvan Plante, professor, 6535 St. Denis, Montreal, Serge Goyette, 136 Decelles, Granby, and Réal Provencher Sainte-Sophie, the latter two students, for the following purposes:

To operate a specialized security agency, under the name of "La prévention, agence de sécurité spécialisée inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 2436-1970

Productions Chantal Renaud inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Mario-R. Girard, Pierre Laforest, both advocates, of 4858 Côte des Neiges, Montreal, and Chantal Renaud, actress, wife of Jean-Marie Côté, 1115 Sherbrooke West, Montreal, for the following purposes:

To act as producer, impresario, agent and counsellor in recitals, variety shows and music-hall, under the name of "Productions Chantal Renaud inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $1 each and into 3,900 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 1115 Sherbrooke West, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 3736-1970

Produits Forestiers Carrière inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Maurice Laramée, advocate, 550, 25th Avenue, Pointe-aux-Trembles, Jean-L. Guilbeault, advocate, 4180

4180, rue Melrose, Michèle Sanchez, secrétaire, épouse de Jean-Claude Opasinski, 3895, Plamondon, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Produits Forestiers Carrière inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Amos, district judiciaire d'Abitibi.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 3904-1970

Quick Typesetters Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Manuel Sheiner, administrateur, 6, Belsize, Hampstead, Seymour Machlovitch, 3495, Mountain, Montreal, Marvin Rosenhek, 335, Grenfell, Mont-Royal, tous deux avocats, et Madeleine Jackson, secrétaire, épouse de Neilson Jackson, 155, De Guire, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

S'établir compositeurs d'imprimerie, sous le nom de « Quick Typesetters Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279 4017-1970

Jean Renaud inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 14e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Jean Renaud, éditeur, 3737, Coronet, Georges Landry, comptable, 2945, Édouard-Montpetit, app. 9, et Yoland Coutu, avocat, 4650, Lacombe, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs, sous le nom de « Jean Renaud inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 30,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 4003-1970

Restaurant la Grenouille et le Boeuf (Québec) inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 9e jour de juin 1970, constituant en corporation: Roger Lavoie, industriel, Lena Dufresne, ménagère, épouse dudit Roger Lavoie, et André Lavoie, étudiant, tous trois de Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport, pour les objets suivants:

Melrose Street, Michèle Sanchez, secretary, wife of Jean-Claude Opasinski, 3895 Plamondon, the latter two of Montreal, for the following purposes:

The lumber trade, under the name of "Produits Forestiers Carrière inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Amos, judicial district of Abitibi.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 3904-1970

Quick Typesetters Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Manuel Sheiner, executive, 6 Belsize, Hampstead, Seymour Machlovitch, 3495 Mountain, Montreal, Marvin Rosenhek, 335 Grenfell, Mount Royal, both advocates, and Madeleine Jackson, secretary, wife of Neilson Jackson, 155 De Guire, Saint-Laurent, for the following purposes:

To carry on business as typesetters, under the name of "Quick Typesetters Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279-o 4017-1970

Jean Renaud inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Renaud, publisher, 3737 Coronet, Georges Landry, accountant, 2945 Édouard-Montpetit, Apt. 9, and Yoland Coutu, advocate, 4650 Lacombe, all three of Montreal, for the following purposes:

To do business as printers, under the name of "Jean Renaud inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 30,000 common shares of $1 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 4003-1970

Restaurant la Grenouille et le Boeuf (Québec) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roger Lavoie, industrialist, Lena Dufresne, housewife, wife of said Roger Lavoie, and André Lavoie, student, all three of Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport, for the following purposes

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Restaurant la Grenouille et le Boeuf (Québec) inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 2541-1970

St. Pie Sewing Centre Ltd.
Centre de couture de St-Pie ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Charles Leslie Smiley, 4555, Michel Bibaud, Montréal, John Arthur Alexander Swift, 103, Marlin Crescent, Pointe-Claire, et Henry Robert Keyserlingk, 200 avenue Chapleau, Dollard-des-Ormeaux, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Manufacturer toutes sortes de tissus et produits d'iceux, en faire le commerce, sous le nom de « St. Pie Sewing Centre Ltd. — Centre de couture de St-Pie ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Pie, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279 4023-1970

Société multidisciplinaire d'études et de recherche de Hull inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 25e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Michel Beaudry, Touraine, Marcel Beaudry, Lucerne, tous deux avocats, et Lise Cousineau, secrétaire, fille majeure, Gatineau, pour les objets suivants:

Faire des études et des recherches pour le compte d'individus, sociétés, gouvernements ou autres, préparer et publier des rapports, plans d'aménagements et d'exécutions, sous le nom de « Société multidisciplinaire d'études et de recherches de Hull inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 380 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 3892-1970

Stanco Investments Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Stanley Steinberg, administrateur, 11, chemin Heath, Hampstead, Henry Steinberg, 656,

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Restaurant la Grenouille et le Boeuf (Québec) inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 2541-1970

St. Pie Sewing Centre Ltd.
Centre de couture de St-Pie ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Charles Leslie Smiley, 4555 Michel Bibaud, Montreal, John Arthur Alexander Swift, 103 Marlin Crescent, Pointe-Claire, and Henry Robert Keyserlingk, 200 Chapleau Avenue, Dollard-des-Ormeaux, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of fabrics and fabric products, under the name of "St. Pie Sewing Centre Ltd. — Centre de couture de St-Pie ltée », with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of the par value of $1 each and 20,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at Saint-Pie, judicial district of Saint-Hyacinthe.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279-o 4023-1970

Société multidisciplinaire d'études et de recherche de Hull inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent bearing date the 25th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel Beaudry, Touraine, Marcel Beaudry, Lucerne, both advocates, and Lise Cousineau, secretary, spinster of the full age of majority, Gatineau, for the following purposes:

To make studies and do research on behalf of individuals, companies, governments or others, to prepare and publish reports, plans for projects and for carrying them out, under the name of "Société multidisciplinaire d'études et de recherches de Hull inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $1 each and 380 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 3892-1970

Stanco Investments Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Stanley Steinberg, executive, 11 Heath Road, Hampstead, Henry Steinberg, 656 Murray Hill

avenue Murray Hill, Westmount, et Howard Dermer, 5370, avenue Macdonald, Montréal, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie d'immeuble et de placement, sous le nom de « Stanco Investments Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 360 ouest, rue Saint-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279 3932-1970

Starlon inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 2e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Serge Desrochers, 4635, Clanranald, John K. Archambault, 5724, Déom, tous deux de Montréal, et Denis Durocher, 389, Seigneunal, Saint-Bruno-de-Montarville, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Starlon inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 195, 1re Avenue, Ile-Perrot, district judiciaire de Beauharnois.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 3822-1970

Star Technical Personnel Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Fred J. Avon, administrateur, Mercedes Amore, secrétaire, épouse dudit Fred J. Avon, tous deux du 5411, avenue Coolbrooke, et John J. Gotlieb, avocat, 5013, avenue Grosvenor, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

S'établir conseillers et agents auprès de toute entreprise commerciale ou tout établissement industriel, pour la recherche, la sélection et le placement de personnel, sous le nom de « Star Technical Personnel Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,600 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2015, rue Drummond, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279 4163-1970

Studio de culture physique Montréal inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 28e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Réal Jussaume, 160, St-Étienne, L'Assomp-

Avenue, Westmount, and Howard Dermer, 5370 Macdonald Avenue, Montreal, the latter two advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and investment company, under the name of "Stanco Investments Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 360 St. James Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON.
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279-o 3932-1970

Starlon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Serge Desrochers, 4635 Clanranald, John K. Archambault, 5724 Déom, both of Montreal, and Denis Durocher, 389 Seigneurial, Saint-Bruno-de-Montarville, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Starlon inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and into 2,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 195, 1st Avenue, Ile-Perrot, judicial district of Beauharnois.

J.-ALBERT GAGNON.
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 3822-1970

Star Technical Personnel Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Fred J. Avon, executive, Mercedes Amore, secretary, wife of the said Fred J. Avon, both of 5411 Coolbrooke Avenue, and John J. Gotlieb, advocate, 5013 Grosvernor Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To act as consultants and agents for any commercial enterprise or for any industrial organization in the search, selection and placement of personnel, under the name of "Star Technical Personnel Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of the par value of $10 each and 3,600 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 2015 Drummond Street, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON.
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279-o 4163-1970

Studio de culture physique Montréal inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Réal Jussaume, 160 St-Étienne, L'Assomption, Serge

tion, Serge Bonsaint, tous deux commerçants, et Lise Bourdon, ménagère, épouse dudit Serge Bonsaint, ces deux derniers de 8501, Place Verdelles, Anjou, pour les objets suivants:

Exploiter un studio de culture physique et un salon de beauté, sous le nom de « Studio de culture physique Montréal inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1821, rue Mont-Royal est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 3990-1970

Super Chrome (Trois-Rivières) inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de juillet 1970, constituant en corporation: Raymond Leblond, industriel, Germaine Therrien, ménagère, épouse dudit Raymond Leblond, tous deux de 221, Matton, et André Denoncourt, commis-comptable, 2750, Gagnon, tous trois de Trois-Rivières-Ouest, pour les objets suivants:

Manufacturer, transformer et faire le commerce de métaux de toutes sortes, de leurs produits et sous-produits, sous le nom de « Super Chrome (Trois-Rivières) inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 3022-70

Suprette inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 7e jour de juillet 1970, constituant en corporation: Pasquale Biocca, 4325, Dickson, Léo Gascon, 10385, de Martigny, tous deux administrateurs, de Montréal, et Paul-A. Boursier, courtier d'assurances, 8980, Deschambault, Saint-Léonard, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits alimentaires, sous le nom de « Suprette inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 2225-1970

TL-SL (Rimouski) ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 4e jour de septembre 1970, constituant en corporation: André-P. Casgrain, 1521, de la Sapinière, Marcel Crevier, 255, St-Jean Baptiste est, tous deux avocats, et Gisèle Labbé, secrétaire, fille

Bonsaint, both merchants, and Lise Bourdon, housewife, wife of the said Serge Bonsaint, the latter two of 8501 Place Verdelles, Anjou, for the following purposes:

To operate a physical culture studio and a beauty, salon, under the name of "Studio de culture physique Montréal inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1821 Mount-Royal Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 3990-1970

Super Chrome (Trois-Rivières) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of July, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Raymond Leblond, industrialist, Germaine Therrien, housewife, wife of said Raymond Leblond, both of 221 Matton, and André Denoncourt, accountant-clerk, 2750 Gagnon, all three of Trois-Rivières-West, for the following purposes:

To manufacture, process and deal in all kinds of metals, products and by-products, under the name of "Super Chrome (Trois-Rivières) inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Trois-Rivières, judicial district of Three Rivers.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 3022-1970

Suprette inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of July, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pasquale Biocca, 4325 Dickson, Léo Gascon, 10385 de Martigny, both administrators of Montreal, and Paul-A. Boursier, insurance broker, 8980 Deschambault, Saint-Léonard, for the following purposes:

To deal in food products, under the name of "Suprette inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 5,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 2225-1970

TL-SL (Rimouski) ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André-P. Casgrain, 1521 de la Sapinière, Marcel Crevier, 255 St-Jean Baptiste East, both advocates, and Gisèle Labbé, secretary, spinster of the full age

majeure, 161, St-André, tous trois de Rimouski, pour les objets suivants:

Faire affaire comme compagnie de transport, sous le nom de « TL-SL (Rimouski) ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 3834-1970

Taverne Chez Ti-Père inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 29e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Laurent Lauzon, plâtrier, Gisèle Labrosse, ménagère, épouse dudit Laurent Lauzon, tous deux de 9893, Saint-Hubert, Montréal, Pierre Daigneault, comédien, et Rita Lamontagne, ménagère, épouse dudit Pierre Daigneault, ces deux derniers de 9, De Galais, Laval, pour les objets suivants:

Exploiter une ou des tavernes, sous le nom de « Taverne Chez Ti-Père inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2101, rue Sainte-Catherine est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 3733-1970

Tours Associates Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de septembre 1970, constituant en corporation: Henri W. Laurier, 110, Brixton, Saint-Lambert, William S. Aaron, 555, Cardinal, Saint-Laurent, tous deux avocats, et Gabrielle Legault, secrétaire, fille majeure, 5930, Victoria, app. 3, Montréal, pour les objets suivants:

Établir et diriger une agence générale de location et une agence de voyage, et en donner tous les services spécialisés, sous le nom de « Tours Associates Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279 3801-1970

J. E. Armand Trudeau inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 4e jour de septembre 1970, constituant en corporation: J.-E.-Armand Trudeau, homme d'affaires, Mariette Labrosse, ménagère, épouse dudit J.-E.-Armand Trudeau, et Jean Trudeau, commerçant, tous trois de 241, 20e Avenue, Ile-Perrot, pour les objets suivants:

of majority, 161 St-André, all three of Rimouski, for the following purposes:

To do business as a transport company, under the name of "TL-SL (Rimouski) ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 500 common shares of $100 each and 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Rimouski, judicial district of Rimouski.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 3834-1970

Taverne Chez Ti-Père inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Laurent Lauzon, plasterer, Gisèle Labrosse, housewife, wife of said Laurent Lauzon, both of 9893 Saint-Hubert, Montreal, Pierre Daigneault, actor, and Rita Lamontagne, housewife, wife of said Pierre Daigneault, the latter two of 9 De Galais, Laval, for the following purposes:

To operate one or several taverns, under the name of "Taverne Chez Ti-Père inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 2101 Sainte-Catherine Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 3733-1970

Tours Associates Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Henri W. Laurier, 110 Brixton, Saint-Lambert, William S. Aaron, 555 Cardinal, Saint-Laurent, both advocates, and Gabrielle Legault, secretary, spinster, 5930 Victoria, Apt. 3, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as as a general ticket agency and travel bureau in all its branches, under the name of "Tours Associates Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooepratives.

37279-o 3801-1970

J. E. Armand Trudeau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: J.-E.-Armand Trudeau, businessman, Mariette Labrosse, housewife, wife of said J.-E.-Armand Trudeau, and Jean Trudeau, trader, all three of 241, 20th Avenue, Ile-Perrot, for the following purposes:

Exploiter des motels, hôtels, tavernes, auberges, magasins, ateliers, épiceries et boucheries, sous le nom de « J. E. Armand Trudeau inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 241, 20e Avenue, Ile-Perrot, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 3874-1970

To operate motels, hotels, taverns, inns, stores, shops, grocery stores and butcher shops, under the name of "J. E. Armand Trudeau inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 241, 20th Avenue, Ile-Perrot, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Coopératives.

37279 3874-1970

Vêtements et marchandises internationaux inc.
International Clothing & Merchandise Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Edward Srebrnik, manufacturier, Esther Srebrnik, ménagère, épouse dudit Edward Srebrnik, tous deux du 5712, rue Kincourt, Côte Saint-Luc, et Harold S. Freeman, avocat, 5034, avenue Grosvenor, Montréal, pour les objets suivants:

La confection et le commerce de toutes sortes de vêtements, sous le nom de « Vêtements et marchandises internationaux inc. —International Clothing & Merchandise Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279 3698-1970

Vêtements et marchandises internationaux inc.
International Clothing & Merchandise Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Edward Srebrnik, manufacturer, Esther Srebrnik, housewife, wife of the said Edward Srebrnik, both of 5712 Kincourt Street, Côte Saint-Luc, and Harold S. Freeman, advocate, 5034 Grosvenor Avenue, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing of all kinds, under the name of "Vêtements et marchandises internationaux inc. — International Clothing & Merchandise Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279-o 3698-1970

Vida Welding Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 28e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Olivier Demers, gérant, 1455, 5e Avenue, Charny, Marc Boily, 1460, Charles-Huot, Sillery, et Rolland Laporte, 2963, Dumas, Québec, ces deux derniers comptables, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous produits de soudure et de quincaillerie, sous le nom de « Vida Welding Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 4229-1970

Vida Welding Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Olivier Demers, manager, 1455, 5th Avenue, Charny, Marc Boily, 1460 Charles-Huot, Sillery, and Rolland Laporte, 2963, Dumas, Québec, the latter two accountants, for the following purposes:

To deal in all welding and hardware products, under the name of "Vida Welding Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 4229-1970

Viva Knitting Mills Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour d'août 1970, constituant en corporation: Billy Mauer, avocat, 28, avenue Franklin, Mont-Royal, Stephanie Taub, 4855, avenue Roslyn, et Susan Brickland 5311 ouest, rue Sherbrooke, app. 815, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Viva Knitting Mills Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Billy Mauer, advocate, 28 Franklin Avenue, Mount Royal, Stephanie Taub, 4855 Roslyn Avenue, and Susan Brickland, 5311 Sherbrooke Street West, Apt. 815, the latter two secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

Confectionner des vêtements de tricot, manufacturer des tricots, produits et sous-produits du textile de toutes sortes et en faire le commerce, sous le nom de « Viva Knitting Mills Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 600 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6600 chemin de la Côte des Neiges, bureau 208, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279 3353-1970

Zodiac Disco-Club Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de septembre 1970, constituant en corporation: André Pilon, administrateur, 475, Carré Effingham, Paul Roy, dessinateur, 399, Carré Terrebonne, tous deux de Sainte-Thérèse, et Jules Dagenais, restaurateur, 365, avenue Saint-Hippolyte, pour les objets suivants:

Tenir restaurants, cafés, petits restaurants et salles à manger, sous le nom de « Zodiac Disco-Club Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279 4135-1970

Zoric, Nettoyeur de Luxe inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de juillet 1970, constituant en corporation: Léon Fréchette, commerçant, Roberta Woolfrey, ménagère, épouse dudit Léon Fréchette, tous deux de 1270, Notre-Dame, Cap-de-la-Madeleine, R. John Fréchette, commerçant, 175, rue Mauriac, Trois-Rivières-Ouest, et Lawrence Michael, rentier, 1182a, rue Ste-Marie, Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire affaires comme nettoyeurs, presseurs, teinturiers, buandiers, et faire la réparation de vêtements, tissus, marchandises et ameublements de maison, sous le nom de « Zoric, Nettoyeur de Luxe inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1169, rue Ste-Marie, Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37279-o 2599-1970

To manufacture and deal in knitwear, knitted goods, textile products and by-products of all kinds, under the name of "Viva Knitting Mills Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 600 preferred shares of $50 each.

The head office of the company is at 6600 Côte des Neiges Road, Suite 208, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279-o 3353-1970

Zodiac Disco-Club Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Pilon, executive, 475 Effingham Square, Paul Roy, designer, 399 Terrebonne Square, both of Sainte-Thérèse, and Jules Dagenais, restaurateur, 365 Avenue Saint-Hippolyte, for the following purposes:

To operate restaurants, cafés, lunch rooms and dining-rooms, under the name of "Zodiac Disco-Club Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279-o 4135-1970

Zoric, Nettoyeur de Luxe inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of July, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Léon Fréchette, trader, Roberta Woolfrey, housewife, wife of said Léon Fréchette, both of 1270 Notre-Dame, Cap-de-la-Madeleine, R. John Fréchette, trader, 175 Mauriac Street, Trois-Rivières-West, and Lawrence Michael, annuitant, 1182a Ste-Marie, Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on business as cleaners, pressers, dyers, launderers and to repair garments, fabrics, and household furnishings and goods, under the name of "Zoric, Nettoyeur de Luxe inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,500 common shares of $10 each and 1,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1169 Ste-Marie Street, Trois-Rivières, judicial district of Three Rivers.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 2599-1970

Letters patentes supplémentaires

Ampro Oxygen & Welding Supplies Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

Ampro Oxygen & Welding Supplies Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of September 1970, have been issued by the Minister of Financial Institu-

en date du 3e jour de septembre 1970, à la compagnie « Ampro Oxygen & Welding Supplies Ltd. », diminuant son capital de $40,000 à $39,800 par l'annulation de 2 actions ordinaires émises d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279 10393-60

tions, Companies and Cooperatives to "Ampro Oxygen & Welding Supplies Ltd.", reducing its capital from $40,000 to $39,800 by the cancellation of 2 issued common shares of the par value of $100 each.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279-o 10393-60

Beloit Sorel Walmsley, Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 14e jour de septembre 1970 à la compagnie « Beloit Sorel Walmsley, Ltd. », augmentant son capital de $1,500,000 à $2,100,000 par la création de 600,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279 14723-62

Beloit Sorel Walmsley, Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of September 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Beloit Sorel Walmsley, Ltd.", increasing its capital from $1,500,000 to $2,100,000 by the creation of 600,000 common shares of the par value of $1 each.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279-o 14723-62

Berbery Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 5e jour d'octobre 1970, à la compagnie « Bermor Inc. », constituée par lettres patentes en date du 25e jour de mai 1965, 1° changeant son nom en celui de « Berbery Inc. », 2° étendant ses pouvoirs.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37279-o 2362-65

Berbery Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, Bearing date the 5th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Bermor Inc.", incorporated by letters patent dated the 25th day of May, 1965, 1. changing its name to that of "Berbery Inc.", 2. increasing its powers.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 2362-65

Blue Bird Restaurant Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29e jour de septembre 1970, à la compagnie « Blue Bird Restaurant Limited », convertissant 333 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune en 2,000 actions classe « A » d'une valeur au pair de $1 chacune et en 313 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 15821-52

Blue Bird Restaurant Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Blue Bird Restaurant Limited", converting 333 common shares of a par value of $100 each into 2,000 class "A" shares of a par value of $1 each and 313 preferred shares of a par value of $100 each.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 15821-52

J. C. Boulet, limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 30e jour de septembre 1970 à la compagnie « J. C. Boulet, limitée », 1° diminuant son capital de $60,000 à $40,000 par l'annulation de 4,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $5 chacune; 2° portant son capital de $40,000 à $66,975 par la création de 5,395 actions privilégiées d'une valeur au pair de $5 chacune.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279 2336-31

J. C. Boulet, limitée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "J. C. Boulet, limitée", 1. reducing its capital from $60,000 to $40,000 by the cancellation of 4,000 preferred shares of the par value of $5 each; 2. increasing its capital from $40,000 to $66,975 by the creation of 5,395 preferred shares of the par value of $5 each.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279-o 2336-31

Irénée Champagne inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 30e jour de septembre 1970, à la compagnie « Gilles Bergeron inc. », constituée par lettres patentes en date du 23e jour de mars 1959, changeant son nom en celui de « Irénée Champagne inc. ».

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 10727-59

Irénée Champagne inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Gilles Bergeron inc.", incorporated by letters patent dated the 23rd day of March 1959, changing its name to that of "Irénée Champagne inc.".

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 10727-59

Codere, Lévesque & Trudeau inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 30e jour de septembre 1970, à la compagnie « Codere, Lévesque & Trudeau inc. », étendant ses pouvoirs.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 12661-55

Codere, Lévesque & Trudeau inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Codere, Lévesque & Trudeau inc.", extending its powers.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 12661-55

Cogena inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28e jour de septembre 1970, à la compagnie « Cogena inc. », 1° réduisant son capital par l'annulation de 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de $50 chacune; 2° convertissant et subdivisant 150 actions privilégiées de $50 chacune en 187,500 actions ordinaires sans valeur au pair; 3° subdivisant 1,250 actions classe « A » en 31,250 actions ordinaires sans valeur au pair et 1,250 actions classe « B » en 31,250 actions ordinaires sans valeur au pair; 4° la considération globale pour laquelle les actions sans valeur au pair peuvent être émises est augmentée de $20,000 à $40,000.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37279-o 4444-67

Cogena inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Cogena inc.", 1. reducing its capital by the cancellation of 400 preferred shares of a par value of $50 each; 2. converting and subdividing 150 preferred shares of $50 each into 187,500 common shares without par value; 3. subdividing 1,250 class "A" shares into 31,250 common shares without par value and into 1,250 class "B" shares into 31,250 common shares without par value; 4. the total aggregate amount for which the shares without par value can be issued is increased from $20,000 to $40,000.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 4444-67

La Compagnie de Construction Omega ltée
Omega Construction Company Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 24e jour de septembre 1970, à « La Compagnie de Construction Omega ltée — Omega Construction Company Limited », augmentant son capital par la création de 3,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 12541-55

La Compagnie de Construction Omega ltée
Omega Construction Company Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "La Compagnie de Construction Omega ltée — Omega Construction Company Limited", increasing its capital by the creation of 3,000 preferred shares of $100 each.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 12541-55

Le Conseil des Loisirs de la Mauricie inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 21e jour de septembre 1970, à la

Le Conseil des Loisirs de la Mauricie inc.

Notice is given that, under Part III of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to

« Fédération des Loisirs, Région de Trois-Rivières », constituée par lettres patentes en date du 30e jour de juillet 1957, changeant son nom en celui de « Le Conseil des Loisirs de la Mauricie inc. ».

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 12346-57

"Fédération des Loisirs, Région de Trois-Rivières", incorporated by letters patent dated 30th day of July, 1957, changing its name to that of "Le Conseil des Loisirs de la Mauricie inc.".

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 12346-57

Corporation de Gestion La Vérendrye La Vérendrye Management Corporation

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 18e jour de septembre 1970, à la compagnie « Crédit La Vérendrye ltée — La Vérendrye Credit Corporation Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 4e jour de juillet 1962, 1° changeant son nom en celui de « Corporation de Gestion La Vérendrye — La Vérendrye Management Corporation », 2° confirmant le compromis en changeant 250,000 actions classe « A » et 100,000 actions classe « B » d'une valeur au pair de $5 chacune en 350,000 actions ordinaires sans valeur au pair et augmentant son capital par la création de $150,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 12837-62

Corporation de Gestion La Vérendrye La Vérendrye Management Corporation

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of September 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Crédit La Vérendrye ltée — La Vérendrye Credit Corporation Ltd.", incorporated by letters patent dated the 4th day of July, 1962, 1. changing its name to that of "Corporation de Gestion La Vérendrye — La Vérendrye Management Corporation", 2. ratifying the agreement by changing 250,000 class "A" shares and 100,000 class "B" shares of a par value of $5 each into 350,000 common shares without par value and increasing its capital by the creation of 150,000 common shares without par value.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 12837-62

Armand Des Rosiers inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 25e jour de septembre 1970, à la compagnie « Armand Des Rosiers inc. », 1° convertissant 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de $50 chacune en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $50 chacune; 2° subdivisant 800 actions ordinaires d'une valeur au pair de $50 chacune en 20,000 actions ordinaires sans valeur au pair; 3° augmentant son capital par la création de 50,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 13599-51

Armand Des Rosiers inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Armand Des Rosiers inc.", 1. converting 400 preferred shares of a par value of $50 each into 400 common shares of a par value of $50 each; 2. subdividing 800 common shares of a par value of $50 each into 20,000 common shares without par value; 3. increasing its capital by the creation of 50,000 preferred shares of a par value of $10 each.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 13599-51

Forage et sondage National, inc. National Boring and Sounding, Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 24e jour de septembre 1970, à la compagnie « Forage et sondage National, inc.— National Boring and Souding, Inc. », 1° réduisant son capital par l'annulation de 250,278 actions privilégiées d'une valeur aupair de $1 chacune; 2° subdivisant 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $0.50 chacune en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $0.05 chacune.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 827-37

Forage et sondage National, inc. National Boring and Sounding, Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Forage et sondage National, inc. — National Boring and Sounding, Inc.", 1. reducing its capital by the cancellation of 250,278 preferred shares of a par value of $1 each; 2. subdividing 100 common shares of a par value of $0.50 each into 1,000 common shares of a par value of $0.05 each.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 827-37

Julien Giasson inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 25e jour de septembre 1970, à la compagnie « Julien Giasson inc. », augmentant son capital de $40,000 à $120,000 par la création de 8,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 3693-69

Julien Giasson inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Julien Giasson inc.", increasing its capital from $40,000 to $120,000 by the creation of 8,000 common shares of $10 each.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 3693-69

Hôpital d'Asbestos inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23e jour de septembre 1970, à la corporation « Hôpital d'Asbestos inc. », changeant ses pouvoirs.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 72-64

Hôpital d'Asbestos inc.

Notice is given that, under Part III of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Hôpital d'Asbestos inc.", changing its powers.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 72-64

Iron and Metal Incorporated

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 2e jour de septembre 1970 à la compagnie « Iron and Metal Incorporated », diminuant son capital de $350,000 à $125,200 par l'annulation de 22,480 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279 16496-52

Iron and Metal Incorporated

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 2nd day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Iron and Metal Incorporated", reducing its capital from $350,000 to $125,200 by the cancellation of 22,480 preferred shares of the par value of $10 each.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279-o 16496-52

Kensington Industries Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 6e jour d'octobre 1970 à la compagnie « Kensington Industries Inc. », diminuant son capital par l'annulation de 9,300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279 4556-51

Kensington Industries Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Kensington Industries Inc.", reducing its capital by the cancellation of 9,300 preferred shares of the par value of $100 each.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279-o 4556-51

Larivière Incorporée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 30e jour de septembre 1970, à la compagnie « Larivière Incorporée », 1° diminuant son capital de $310,000 à $10,000, par l'annulation de 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune; 2° augmentant son capital de $10,000 à $50,000 par la création de 40,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279 1893-33

Larivière Incorporée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Larivière Incorporée", 1. reducing its capital from $310,000 to $10,000 by the cancellation of 3,000 preferred shares of the par value of $100 each; 2. increasing its capital from $10,000 to $50,000 by the creation of 40,000 preferred shares of the par value of $1 each.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279-o 1893-33

J.-P. Marquis inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28e jour de juillet 1970, à la compagnie « J.-P. Marquis inc. », refondant et convertissant 9,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, en 900 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 799-70

Matane Gaspésie Transport inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 24e jour de septembre 1970, à la compagnie « Matane Gaspésie Transport inc. », augmentant son capital de $40,000 à $140,000 par la création de 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 11641-57

T. J. Moore & Company, Limited
La Compagnie T. J. Moore, limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 9e jour de septembre 1970, à la compagnie "T. J. Moore & Company Limited — La Compagnie T. J. Moore limitée », 1° diminuant son capital de $124,000 à $56,250 par l'annulation de 6,775 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune; 2° augmentant son capital de $56,250 à $124,000 par la création de 6,775 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279 3010-12

Mossos Importing Co. Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 14e jour de septembre 1970, à la compagnie « Mossos Importing Co. Ltd. », augmentant son capital de $40,000 à $100,000 par la création de 60,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279 2536-69

Paradis, Systèmes Hydrauliques limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28e jour de septembre 1970, à la compagnie « Piscine de Duvernay inc. — Duvernay Swimming Pool Inc. », constituée par lettres patentes en date du 29e jour de juin 1961, 1°

J.-P. Marquis inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of July, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "J.-P. Marquis inc.", changing and converting 9,000 common shares of a par value of $1 each into 900 preferred shares of a par value of $10 each.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 799-70

Matane Gaspésie Transport inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Matane Gaspésie Transport inc.", increasing its capital from $40,000 to $140,000 by the creation of 1,000 preferred shares of a par value of $100 each.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 11641-57

T. J. Moore & Company, Limited
La Compagnie T. J. Moore, limitée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of September 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "T. J. Moore & Company, Limited — La Compagnie T. J. Moore, limitée", 1. reducing its capital from $124,000 to $56,250 by the cancellation of 6,775 preferred shares of the par value of $10 each; 2. increasing its capital from $56,250 to $124,000 by the creation of 6,775 preferred shares of the par value of $10 each.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279-o 3010-12

Mossos Importing Co. Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of September 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Mossos Importing Co. Ltd.", increasing its capital from $40,000 to $100,000 by the creation of 60,000 common shares of the par value of $1 each.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279-o 2536-69

Paradis, Systèmes Hydrauliques limitée

Notice is given that, under Part III of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Piscines de Duvernay inc. — Duvernay Swimming Pool Inc.", incorporated by letters patent dated the 29th day of June, 1961, 1. changing its

changeant son nom en celui de « Paradis, Systèmes Hydrauliques limitée », 2° modifiant ses pouvoirs.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 13385-61

Les Pieds Légers (1963) inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 1er jour d'octobre 1970, à la compagnie « Les Pieds Légers (1963) inc. », augmentant son capital de $20,000 à $40,000 par la création de 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 4941-44

Placements Allard inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 30e jour de septembre 1970, à la compagnie « Placements Allard inc. », augmentant son capital de $4,875 à $1,004,875 par la création de 1,000,000 d'actions privilégiées classe "C" d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37279-o 3899-63

Plomberie, Chauffage et Quincaillerie Moderne inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 2e jour d'octobre 1970, à la compagnie « Plomberie et Chauffage Moderne inc.— Modern Plumbing & Heating Inc. », constituée par lettres patentes en date du 22e jour d'avril 1964, 1° changeant son nom en celui de « Plomberie, Chauffage et Quincaillerie Moderne inc. », 2° étendant ses pouvoirs.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37279-o 1784-64

Produits d'acier Phoenix ltée
Phoenix Steel Products Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 24e jour de septembre 1970, à la compagnie « Produits d'acier Phoenix ltée — Phoenix Steel Products Ltd. », 1° convertissant 1,500 actions ordinaires en 1,500 actions privilégiées; 2° subdivisant et changeant 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune en 25,000 actions classe « A » sans valeur au pair; 3° augmentant son capital par la création de 5,000 actions classe « B » sans valeur au pair.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 339-65

name to that of "Paradis, Systèmes Hydrauliques limitée", 2. amending its powers.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 13385-61

Les Pieds Légers (1963) inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Les Pieds Légers (1963) inc.", increasing its capital from $20,000 to $40,000 by the creation of 100 common shares of a par value of $100 each and into 100 preferred shares of $100 each.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 4941-44

Placements Allard inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Placements Allard inc.", increasing its capital from $4,875 to $1,004,875 by the creation of 1,000,000 class "C" preferred shares of a par value of $1 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 3899-63

Plomberie, Chauffage et Quincaillerie Moderne inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 2nd day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Plomberie et Chauffage Moderne inc.— Modern Plumbing & Heating Inc.", incorporated by letters patent on 22nd day of April, 1964, 1. changing its name to that of "Plomberie, Chauffage et Quincaillerie Moderne inc.", 2. extending its powers.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 1784-64

Produits d'acier Phoenix ltée
Phoenix Steel Products Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Produits d'acier Phoenix ltée — Phoenix Steel Products Ltd.", 1. converting 1,500 common shares into 1,500 preferred shares; 2. subdividing and changing 500 common shares of a par value of $10 each into 25,000 class "A" shares without par value; 3. increasing its capital by the creation of 5,000 class "B" shares without par value.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 339-65

Les Produits de Ciment Sherbrooke limitée
The Sherbrooke Cement Products Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 18e jour de septembre 1970, à la compagnie « Les Produits de Ciment Sherbrooke limitée — The Sherbrooke Cement Products Limited », augmentant son capital de $49,000 à $149,000, par la création de 1,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 2414-44

Produits Plastiques & Chimiques Zodiac ltée
Zodiac Plastics & Chemicals Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 21e jour de septembre 1970, à la compagnie « Crédit Banco Corporation », constituée par lettres patentes en date du 26e jour d'avril 1965, 1° changeant son nom en celui de « Produits Plastiques & Chimiques Zodiac ltée — Zodiac Plastics & Chemicals Ltd. », 2° étendant ses pouvoirs.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 1806-65

R.C.S. Enterprises Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 22e jour de septembre 1970, à la compagnie « R.C.S. Enterprises Inc. », augmentant son capital de $20,000 à $100,000, par la création de 1,200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $50 chacune et en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $50 chacune.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 14993-60

Raycon Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 8e jour de septembre 1970, à la compagnie « Raycon Inc. », 1° augmentant son capital de $40,000 à $80,000 par la création de 400 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $100 chacune; 2° redésignant les actions privilégiées existantes en actions catégorie « B ».

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279 1189-63

Rosenbloom Paper Supply Co.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28e jour de septembre 1970 à la compagnie « Rosenbloom Paper Supply Co. », dimi-

Les Produits de Ciment Sherbrooke limitée
The Sherbrooke Cement Products Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Les Produits de Ciment Sherbrooke limitée — The Sherbrooke Cement Products Limited", increasing its capital from $49,000 to $149,000, by the creation of 1,000 preferred shares of $100 each.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 2414-44

Produits Plastiques & Chimiques Zodiac ltée
Zodiac Plastics & Chemicals Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Crédit Banco Corporation", incorporated by letters patent dated the 26th day of April, 1965, 1. changing its name to that of "Produits Plastiques & Chimiques Zodiac ltée — Zodiac Plastics & Chemicals Ltd.", 2. increasing its powers.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 1806-65

R.C.S. Enterprises Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "R.C.S. Enterprises Inc.", increasing its capital from $20,000 to $100,000, by the creation of 1,200 preferred shares of a par value of $50 each and 400 common shares of a par value of $50 each.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 14993-60

Raycon Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of September 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Raycon Inc.", 1. increasing its capital from $40,000 to $80,000 by the creation of 400 class "A" preferred shares of the par value of $100 each; 2. redesignating the existing preferred shares as class "B" shares.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279-o 1189-63

Rosenbloom Paper Supply Co.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of September 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Rosenbloom Paper Supply Co.", reducing its

nuant son capital de $640,000 à $80,000 par l'annulation de 5,600 actions, classe « B », d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279 2826-38

St. Lawrence Diversified Company
La Compagnie Diversifiée St-Laurent

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 14e jour d'octobre 1970, à la compagnie « St. Lawrence Diversified Company — La Compagnie Diversifiée St-Laurent », 1° changeant 3,000,000 actions d'une valeur au pair de $1 chacune en 3,000,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou valeur au pair; 2° augmentant son capital par la création de 150,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $25 chacune et 5,000,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou valeur au pair.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37279 14909-61

Somovex inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 15e jour de septembre 1970, à la compagnie « Somovex inc. », 1° modifiant ses lettres patentes concernant les restrictions sur les actions classe « A » et classe « B »; 2° redésignant les actions classe « A » en actions ordinaires; 3° augmentant son capital de $40,000 à $70,000 par la création de 3,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune; 4° subdivisant 5,000 actions ordinaires de $10 chacune en 50,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune; 5° augmentant son capital de $70,000 à $470,000 par la création de 2,500 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair de $100 chacune et en 1,500 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de $100 chacune; 6° convertissant 2,000 actions privilégiées classe « B » de $10 chacune en 2,000 actions privilégiées classe « C » d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37279-o 4715-69

Terrac inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 6e jour d'octobre 1970, à la compagnie « Terrac inc. », augmentant son capital de $75,000 à $500,000 par la création de 14,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,850 actions privilégiées de $100 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37279-o 11655-62

capital from $640,000 to $80,000 by the cancellation of 5,600 class "B" shares of the par value of $100 each.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279-o 2826-38

St. Lawrence Diversified Company
La Compagnie Diversifiée St-Laurent

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "St. Lawrence Diversified Company — La Compagnie Diversifiée St-Laurent", 1. changing 3,000,000 shares of the par value of $1 each into 3,000,000 common shares without nominal or par value; 2. increasing its capital by the creation of 150,000 preferred shares of the par value of $25 each and 5,000,000 common shares without nominal or par value.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279-o 14909-61

Somovex inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Somovex inc.", 1. amending its letters patent concerning the restrictions on class "A" and class "B" shares; 2. redesignating the class "A" shares into common shares; 3. increasing its capital from $40,000 to $70,000 by the creation of 3,000 common shares of a par value of $10 each; 4. subdividing 5,000 common shares of $10 each into 50,000 common shares of a par value of $1 each; 5. increasing its capital from $70,000 to $470,000 by the creation of 2,500 class "A" preferred shares of a par value of $100 each and into 1,500 class "B" preferred shares of a par value of $100 each; 6. converting 2,000 class "B" preferred shares of $10 each into 2,000 class "C" preferred shares of a par value of $10 each.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 4715-69

Terrac inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Terrac inc.", increasing its capital from $75,000 to $500,000 by the creation of 14,000 common shares of $10 each and 2,850 preferred shares of $100 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 11655-62

Compagnies dissoutes

A. H. Investment Corp.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « A. H. Investment Corp. », constituée en corporation le 9 décembre 1965, à compter du 13 novembre 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37279-o 5597-65

Abitibi Lumber Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Abitibi Lumber Limited », constituée en corporation le 23 août 1926, à compter du 13 novembre 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37279-o 1682-26

Alouette Stables Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Alouette Stables Inc. », constituée en corporation le 5 mai 1965, à compter du 13 novembre 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37279-o 2209-55

Aréna Régional l'Assomption ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Aréna Régional l'Assomption ltée », constituée en corporation le 18 mars 1965, à compter du 13 novembre 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37279-o 1254-65

The B. & B. Banana Importers Inc.

Le ministre des instituions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « The B. & B. Banana Importers Inc. », constituée en corporation le 20 décembre 1935, à compter du 13 novembre 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37279-o 2624-35

Bargael Holdings Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Bargael Holdings Limited", constituée en corporation le 24 mai 1962, à compter du 13 novembre 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37279-o 12232-62

Barmac Realty & Investment Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu

Companies Dissolved

A. H. Investment Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "A. H. Investment Corp.", incorporated on December 9, 1965, on and from November 13, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37279 5597-65

Abitibi Lumber Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Abitibi Lumber Limited", incorporated on August 23, 1926, on and from November 13, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37279 1682-26

Alouette Stables Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Alouette Stables Inc.", incorporated on May 5, 1965, on and from November 13, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37279 2209-55

Aréna Régional l'Assomption ltée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Aréna Régional l'Assomption ltée", incorporated on March 18, 1965, on and from November 13, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37279 1254-65

The B. & B. Banana Importers Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "The B. & B. Banana Importers Inc.", incorporated on December 20, 1935, on and from November 13, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37279 2624-35

Bargael Holdings Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Bargael Holdings Limited", incorporated on May 24, 1962, on and from November 13, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37279 12232-62

Barmac Realty & Investment Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Com-

de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de «Barmac Realty & Investment inc. », constituée en corporation le 17 décembre 1951, à compter du 13 novembre 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37279-o 15434-51

Barnad Investment Co. Ltd.

Le ministre des ins'itutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Barnad Investment Co. Ltd. », constituée en corporation le 6 juillet 1959, à compter du 13 novembr 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37279-o 14029-59

Beauce Knitting Co. Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Beauce Knitting Co. Ltd. », constituée en corporation le 23 août 1946, à compter du 13 novembre 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37279-o 6069-46

Bekmer Corp.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Bekmer Corp. », constituée en corporation le 4 février 1958, à compter du 13 novembre 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37279-o 10415-58

Bosem Corporation

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Bosem Corporation », constituée en corporation le 20 décembre 1952, à compter du 13 novembre 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37279-o 17676-52

Canadian Stockholders Investment Corp.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Canadian Stockholders Investment Corporation », constituée en corporation le 21 juille: 1930, à compter du 13 novembre 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37279-o 1391-30

Émile Cloutier inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Émile Cloutier inc. », constituée en corporation le 4 août 1966, à compter du 13 novembre 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37279-o 1652-66

panies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Barmac Realty & Investment Inc.", incorporated on December 17, 1951, on and from November 13, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37279 15434-51

Barnad Investment Co. Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Barnad Investment Co. Ltd.", incorporated on July 6, 1959, on and from November 13, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37279 14029-59

Beauce Knitting Co. Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Beauce Knitting Co. Ltd.", incorporated on August 23, 1946, on and from November 13, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37279 6069-46

Bekmer Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Bekmer Corp.", incorporated on February 4, 1958, on and from November 13, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37279 10415-58

Bosem Corporation

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Bosem Corporation", incorporated on December 20, 1952, on and from November 13, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37279 17676-52

Canadian Stockholders Investment Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Canadian Stockholders Investment Corporation", incorporated on July 21, 1930, on and from November 13, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37279 1391-30

Émile Cloutier inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Émile Cloutier inc.", incorporated on August 4, 1966, on and from November 13, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37279 1652-66

Les Copains des Routes Bleues

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Les Copains de Routes Bleues », constituée en corporation le 24 janvier 1963, à compter du 13 novembre 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37279-o 215-63

Les Copains des Routes Bleues

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of" Les Copains des Routes Bleues", incorporated on January 24, 1963, on and from November 13, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37279 215-63

Dorly Investment Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Dorly Investment Ltd. », constituée en corporation le 12 mai 1959, à compter du 30 octobre 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37279-o 12887-59

Dorly Investment Ltd.

Notice is given that, untler the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Dorly Investment Ltd.", incorporated on May 12, 1959, on and from October 30, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37279 12887-59

Eastern Canada Exhibitions Incorporated

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Eastern Canada Exhibitions Incorporated », constituée en corporation le 29 août 1951, à compter du 30 octobre 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37279-o 11493-51

Eastern Canada Exhibitions Incorporated

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Eastern Canada Exhibitions Incorporated", incorporated on August 29, 1951, on and from October 30, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37279 11493-51

Empress Amusements Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Empress Amusements Limited » constituée en corporation le 17 octobre 1924, à compter du 30 octobre 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37279-o 1696-24

Empress Amusements Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Empress Amusements Limited", incorporated on October 17, 1924, on and from October 30, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37279 1696-24

The Fresh Air Fund, Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « The Fresh Air Fund, Inc. », constituée en corporation le 2 juin 1927, à compter du 13 novembre 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37279-o 1022-27

The Fresh Air Fund, Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "The Fresh Air Fund, Inc.", incorporated on June 2, 1927, on and from November 13, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37279 1022-27

G. D. H. Stevens inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « G. D. H. Stevens inc. », constituée en corporation le 25 avril 1967, à compter du 30 octobre 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37279-o 1485-67

G. D. H. Stevens inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "G. D. H. Stevens inc.", incorporated on April 25, 1967, on and from October 30, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37279 1485-67

Garland Investment Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Garland Investment Ltd. », cons-

Garland Investment Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Garland

tituée en corporation le 12 mai 1959, à compter du 30 octobre 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37279-o 12819-59

Le Journal Le Carabin inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Le Journal Le Carabin inc. », constituée en corporation le 11 septembre 1969, à compter du 13 novembre 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37279-o 4430-69

La Jouvencelle Spécialité inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « La Jouvencelle Spécialité inc. », constituée en corporation le 13 mai 1958, à compter du 13 novembre 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37279-o 11700-58

Lacroix Terrazzo & Mosaïque ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Lacroix Terrazzo & Mosaïque ltée », constituée en corporation le 19 novembre 1965, à compter du 13 novembre 1970

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37279-o 5178-65

La Ronde Investments Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « La Ronde Investments Ltd. », constituée en corporation le 13 avril 1967, à compter du 13 novembre 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37279-o 1626-67

Lawrence Transport & Cartage Corp.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Lawrence Transport & Cartage Corp. », constituée en corporation le 12 juin 1963, à compter du 13 novembre 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37279-o 2593-63

Modern Tobacco Company

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Modern Tobacco Company », constituée en corporation le 23 avril 1930, à compter du 13 novembre 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37279-o 979-36

Investment Ltd.", incorporated on May 12, 1959, on and from October 30, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37279 12819-59

Le Journal Le Carabin inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Le Journal Le Carabin inc.", incorporated on September 11, 1969, on and from November 13, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37279 4430-69

La Jouvencelle Spécialité inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "La Jouvencelle Spécialité inc.", incorporated on May 13, 1958, on and from November 13, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37279 11700-58

Lacroix Terrazzo & Mosaïque ltée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Lacroix Terrazzo & Mosaïque ltée", incorporated on November 19, 1965, on and from November 13, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Compagnies Branch.

37279 5178-65

La Ronde Investments Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "La Ronde Investments Ltd.", incorporated on April 13, 1967, on and from November 13, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37279 1626-67

Lawrence Transport & Cartage Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Lawrence Transport & Cartage Corp.", incorporated on June 12, 1963, on and from November 13, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37279 2593-63

Modern Tobacco Company

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Modern Tobacco Company", incorporated on April 23, 1936, on and from November 13, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37279 979-36

Nottinghan Place Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Nottingham Place Ltd. », constituée en corporation le 6 mai 1965, à compter du 13 novembre 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37279-o 2115-65

Pensionnat du Sacré-Coeur de Sherbrooke

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Pensionnat du Sacré-Coeur de Sherbrooke », constituée en corporation le 22 septembre 1961, à compter du 30 octobre 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37279-o 14542-61

Pomona inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Pomona inc. », constituée en corporation le 20 août 1965, à compter du 13 novembre 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37279-o 1794-65

Rodi Construction ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Rodi Construction ltée », constituée en corporation le 9 février 1959, à compter du 13 novembre 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37279-o 10705-59

S. & Z. Construction inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « S. & Z. Construction inc. », constituée en corporation le 7 septembre 1966, à compter du 13 novembre 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37279-o 3657-66

La Source de Bienfaisance inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « La Source de Bienfaisance inc. », constituée en corporation le 8 janvier 1963, à compter du 13 octobre 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37279-o 14639-62

Thirty-Seventh Avenue Corporation

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Thirty-Seventh Avenue Corpora-

Nottinghan Place Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Nottingham Place Ltd.", incorporated on May 6, 1965, on and from November 13, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37279 2115-65

Pensionnat du Sacré-Coeur de Sherbrooke

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Pensionnat du Sacré-Coeur de Sherbrooke", incorporated on September 22, 1961, on and from October 30, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37279 14542-61

Pomona inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Pomona inc.", incorporated on August 20, 1965, on and from November 13, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37279 1794-65

Rodi Construction ltée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Rodi Construction ltée", incorporated on February 9, 1959, on and from November 13, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37279 10705-59

S. & Z. Construction inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "S. & Z. Construction inc.", incorporated on September 7, 1966, on and from November 13, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37279 3657-66

La Source de Bienfaisance inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "La Source de Bienfaisance inc.", incorporated on January 8, 1963, on and from October 13, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37279 14639-62

Thirty-Seventh Avenue Corporation

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Thirty-

tion », constituée en corporation le 27 mai 1960, à compter du 13 novembre 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37279-o 12372-60

Var-Luc Holdings Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Var-Luc Holdings Ltd. », constituée en corporation le 30 avril 1959, à compter du 13 novembre 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37279-o 12644-59

Velva Craft Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Velva Craft Ltd. », constituée en corporation le 7 juin 1949, à compter du 13 novembre 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37279-o 5217-49

Walton's Lunch Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Walton's Lunch Ltd. », constituée en corporation le 14 février 1921, à compter du 13 novembre 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37279-o 200-1921

D. Wolfe Investments Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « D. Wolfe Investments Ltd. », constituée en corporation le 3 janvier 1947, à compter du 13 novembre 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37279-o 1359-47

Wright Enterprises Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Wright Enterprises Limited », constituée en corporation le 17 juillet 1953, à compter du 30 octobre 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37279-o 16099-35

Seventh Avenue Corporation », incorporated on May 27, 1960, on and from November 13, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37279 12372-60

Var-Luc Holdings Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Var-Luc Holdings Ltd.", incorporated on April 30, 1959, on and from November 13, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37279 12644-59

Velva Craft Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Velva Craft Ltd.", incorporated on June 7, 1949, on and from November 13, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37279 5217-49

Walton's Lunch Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Walton's Lunch Ltd.", incorporated on February 14, 1921, on and from November 13, 1970.

ROCH RIOUX.
Directors of the Companies Branch.

37279 200-1921

D. Wolfe Investments Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "D. Wolfe Investments Ltd.", incorporated on January 3, 1947, on and from November 13, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37279 1359-47

Wright Enterprises Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Wright Enterprises Limited", incorporated on July 17, 1953, on and from October 30, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37279 16099-53

Ministère des Terres et Forêts
Cadastre

Paroisse de Beauport

Cadastre officiel de la paroisse de Beauport, municipalité de Ste-Thérèse de Lisieux*, division d'enregistrement de Québec.

Department of Lands and Forests
Cadastre

Parish of Beauport

Official cadastre of the parish of Beauport, municipality of Ste-Thérèse de Lisieux*, registration division of Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 804-6 à 804-18, 804-20 à 804-35 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 4 novembre 1970.

Le sous-ministre,
37323-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de Beauport

Cadastre officiel de la paroisse de Beauport, municipalité de la ville de Courville, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que le lot 14-3 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 4 novembre 1970.

Le sous-ministre,
37323-o FERNAND BOUTIN.

Canton de Brompton

Cadastre officiel du canton de Brompton, municipalité de St-Denis de Brompton, division d'enregistrement de Richmond.

Avis est par la présente donné que les lots 25A-133 à 25A-136 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 28 octobre 1970.

Le sous-ministre,
37323-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de L'Ancienne Lorette

Cadastre officiel de la paroisse de l'Ancienne Lorette, municipalité de la ville de Québec, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 30-A-6 et 30-A-7 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 20 octobre 1970.

Le sous-ministre,
37323-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de Laprairie de la Magdeleine

Cadastre officiel de la paroisse de Laprairie de la Magdeleine, municipalité de la ville de Laprairie, division d'enregistrement de Laprairie.

Avis est par la présente donné que les lots 323-2 à 323-6 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 30 octobre 1970.

Le sous-ministre,
37323-o FERNAND BOUTIN.

Village de Mégantic

Cadastre officiel du village de Mégantic, municipalité de la ville du Lac Mégantic, division d'enregistrement de Frontenac.

Avis est par la présente donné que le lot 620-6 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 2 novembre 1970.

Le sous-ministre,
37323-o FERNAND BOUTIN.

Canton Orford

Cadastre officiel du canton Orford, municipalité de la Cité de Sherbrooke, division d'enregistrement de Sherbrooke.

Avis est par la présente donné que lot 5-86 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 26 octobre 1970.

Le sous-ministre,
37323-o FERNAND BOUTIN.

Notice is hereby given that lots 804-6 to 804-18, 804-20 to 804-35 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, November 4, 1970.

FERNAND BOUTIN,
37323-o *Deputy Minister.*

Parish of Beauport

Official cadastre of the parish of Beauport, municipality of the town of Courville, registration division of Québec.

Notice is hereby given that a lot 14-3 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, November 4, 1970.

FERNAND BOUTIN,
37323-o *Deputy Minister.*

Township of Brompton

Official cadastre of township of Brompton, municipality of St-Denis de Brompton, registration division of Richmond.

Notice is hereby given that lots 25A-133 to 25A-136 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, October 28, 1970.

FERNAND BOUTIN,
37323-o *Deputy Minister.*

Parish of L'Ancienne Lorette

Official cadastre of the parish of l'Ancienne Lorette, municipality of the town of Québec, registration division of Québec.

Notice is hereby given that lots 30-A-6 and 30-A-7 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, October 20, 1970.

FERNAND BOUTIN,
37323-o *Deputy Minister.*

Parish of Laprairie de la Magdeleine

Official cadastre of the parish of Laprairie de la Magdeleine, municipality of the town of Laprairie registration division of Laprairie.

Notice is hereby given that lots 323-2 to 323-6 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, October 30, 1970.

FERNAND BOUTIN,
37323-o *Deputy Minister.*

Village of Mégantic

Official cadastre of village of Mégantic, municipality of the town of Lac Mégantic, registration division of Frontenac.

Notice is hereby given that lot 620-6 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, November 2, 1970.

FERNAND BOUTIN,
37323-o *Deputy Minister.*

Township Orford

Official cadastre of township Orford, municipality of the City of Sherbrooke, registration division of Sherbrooke.

Notice is hereby given that lots 5-86 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, October 26, 1970.

FERNAND BOUTIN,
37323-o *Deputy Minister.*

Paroisse de la Pointe aux Trembles

Cadastre officiel de la paroisse de la Pointe aux Trembles, municipalité de la cité de la Pointe aux Trembles, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que les lots 229-34 et 229-35 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Codee civil.

Québec, le 4 novembre 1970.

Le sous-ministre,
37323-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de Ste-Adèle d'Abercrombie

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Adèle d'Abercrombie, municipalité de Mont-Rolland*, division d'enregistrement de Terrebonne.

Avis est par la présente donné que les lots 1C-4 à 1C-6 du rang IX sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 28 octobre 1970.

Le sous-ministre,
37323-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de Ste-Geneviève

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Geneviève, municipalité de la ville de Dollard des Ormeaux, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que la partie restante des lots 300-10, 301-1 et 300-38 est annulée en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 28 octobre 1970.

Le sous-minstre,
37323-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de St-Jean

Cadastre officiel de la paroisse de St-Jean, municipalité de la ville de St-Jean, division d'enregistrement de St-Jean.

Avis est par la présente donné que les lots 45-8, 45-9, 45-16 à 45-18 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 30 octobre 1970.

Le sous-ministre,
37323-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de St-Philippe

Cadastre officiel de la paroisse de St-Philippe, municipalité de la paroisse de St-Philippe, division d'enregistrement de Laprairie.

Avis est par la présente donné que le lot 74-9 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 23 octobre 1970.

Le sous-ministre,
37323-o FERNAND BOUTIN.

Parish of la Pointe aux Trembles

Official cadastre of the parish of la Pointe aux Trembles, municipality of the city of La Pointe aux Trembles, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 229-34 and 229-35 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, November 4, 1970.

FERNAND BOUTIN,
37323-o *Deputy Minister.*

Parish of Ste-Adèle d'Abercrombie

Official cadastre of the parish of Ste-Adèle d'Abercrombie, municipality of Mont Rolland*, registration division of Terrebonne.

Notice is hereby given that lots 1C-4 to 1C-6 of range IX are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, October 28, 1970.

FERNAND BOUTIN,
37323-o *Deputy Minister.*

Parish of Ste-Geneviève

Official cadastre of the parish of Ste-Geneviève, municipality of the town of Dollard des Ormeaux, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that a remaining part of lots 300-10, 301-1, and 300-38 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, October 28, 1970.

FERNAND BOUTIN,
37323-o *Deputy Minister.*

Parish of St-Jean

Official cadastre of the parish of St-Jean, municipality of the town of St-Jean, registration division of St-Jean.

Notice is hereby given that lots 45-8, 45-9, 45-16 to 45-18 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, October 30, 1970.

FERNAND BOUTIN,
37323-o *Deputy Minister.*

Parish of St-Philippe

Official cadastre of the parish of St-Philippe, municipality of the parish of St-Philippe, registration division of Laprairie.

Notice is hereby given that lots 74-9 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, October, 23, 1970.

FERNAND BOUTIN,
37323-o *Deputy Minister.*

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 4063

Québec, le 4 novembre 1970.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les institutions d'enseignement donnant droit aux bénéfices prévus aux articles 10, 10*a* et 11 du Régime de retraite des enseignants (1965, 1re session, chapitre 68 et modifications).

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 4063

Québec, November 4, 1970.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING teaching institutions which entitle a teacher to profit of the advantages provided for in sections 10, 10*a* and 11 of the Teachers Pension Plan (1965, 1st Session, chapter 68 and amendments).

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre des Finances:

QUE, pour les fins des articles 10, 10*a* et 11 du Régime de retraite des enseignants (1965, 1re session, chapitre 68 et modifications), l'expression «institution d'enseignement» signifie:

a) une institution visée par le paragraphe *a*) de l'article 1 dudit chapitre;

b) une institution déclarée d'intérêt public ou reconnue pour fins de subvention par le ministre de l'éducation, en vertu de la Loi de l'enseignement privé (chapitre 67 des lois de 1968), ainsi qu'une institution détenant un permis en vertu de ladite loi et autorisée aux fins des articles 10, 10*a* et 11 dudit chapitre 68;

c) l'Université du Québec, ses universités constituantes ainsi que les établissements d'enseignement supérieur et de recherches, institués en vertu de la Loi de l'Université du Québec (chapitre 66 des lois de 1968);

d) toute Université au sens du paragraphe 1° de l'article 1 de la Loi de l'aide aux Universités (Statuts refondus, 1964, chapitre 239);

QUE publication soit faite à cet effet dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,

37283-o JULIEN CHOUINARD.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Finance:

THAT, for the purposes of sections 10, 10*a* and 11 of the Teachers Pension Plan (1965, 1st Session, Chapter 68 and amendments), the expression "teaching institution" shall mean:

(*a*) an institution referred to in paragraph (*a*) of Section 1 of the said chapter;

(*d*) an institution declared by the Minister of Education to be of public interest or also recognized to be eligible to receive grants, in accordance with the Private Education Act (Chapter 67 of the Statutes of 1968), as well as an institution holding a permit in accordance with the said act and authorized for the purposes of sections 10, 10*a* and 11 of said chapter 68;

(*c*) the University of Québec, its constituent universities as well as institutes of higher education and of research, founded under the University of Québec Act (Chapter 66 of the Statutes of 1968);

(*d*) a university which falls within the definition set out in paragraph 1. of Section 1 of the University Assistance Act (Revised Statutes, 1964, chapter 239);

THAT publication be made to this effect in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,

37283 *Clerk of the Executive Council*.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 4132

Québec, le 4 novembre 1970.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'adoption du Règlement numéro 39 (1970) relatif à la constitution du Comité consultatif des accidents du travail de Québec.

ATTENDU QUE la Commission des accidents du travail de Québec est chargée d'appliquer les politiques établies par la Loi des accidents du travail (Statuts du Québec 1964, chapitre 159 et amendements);

ATTENDU QUE la Loi accorde à la Commission non seulement le pouvoir d'indemniser les travailleurs victimes d'un accident du travail à même le fonds constitué par des cotisations des employeurs assujettis, mais lui permet également d'adapter et d'appliquer des mesures de prévention et de sécurité et de veiller à la réadaptation médicale et sociale des accidentés du travail;

ATTENDU QU'en vertu du plan quinquennal d'assujettissement des entreprises d'ici au 1er octobre 1972, la majorité des employeurs et des travailleurs sont déjà admis aux avantages de la Loi et qu'il y a lieu d'en repenser l'orientation et les objectifs afin de répondre aux nouvelles exigences économico-sociales;

ATTENDU QUE les Associations patronales et syndicales les plus représentatives ont offert leur collaboration à cette fin;

ATTENDU QUE la Commission des accidents du travail, en vertu des pouvoirs qui lui sont dévolus par l'article 66 de sa Loi organique a constitué un Comité consultatif formé en nombre égal de représentants patronaux et syndicaux;

ATTENDU QU'il y a lieu de définir le mandat général du Comité consultatif des accidents du travail;

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 4132

Québec, November 4, 1970.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the adoption of By-Law Number 39 (1970) respecting the institution of the Québec Advisory Committee on Industrial Accidents.

WHEREAS the Québec Workmen's Compensation Commission is entrusted with the enforcement of the policies established by the Workmen's Compensation Act (Statutes of Québec, 1964, Chapter 159 and amendments);

WHEREAS the Act not only endows the Commission with the power to indemnize workers injured by reason of an accident arising out of or in the course of their work out of funds established by the assessments of employers subject to the Act, but also allows it to adapt and apply prevention and security measures and sees to the medical and social readaptation of industrial injured workers.

WHEREAS pursuant to the five-year-plan concerning the inclusion of businesses before October 1, 1972, most employers and workers are already favoured by the Act and that it is necessary to reconsider the points and objectives in order to fulfill the new economico-social requirements.

WHEREAS the most representative Employers' and Labour Associations have offered their cooperation for this purpose.

WHEREAS the Workmen's Compensation Commission, pursuant to the powers devolved upon it by Section 66 of its Organic Law, instituted an Advisory Committee made up of an even number of employers' and labour representatives.

WHEREAS it is expedient to define the general mandate of the Advisory Committee on Industrial Accidents.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre;

QUE le règlement numéro 39 (1970) concernant la constitution du Comité consultatif des accidents du travail, adopté par la Commission à sa séance du 30 septembre 1970, et dont copie est annexée, soit approuvé.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

COMMISSION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL DE QUÉBEC

Règlement No 39 (1970)

Concernant la constitution du Comité consultatif des accidents du travail

La Commission des accidents du travail de Québec, en exécution de la Loi des accidents du travail (lois du Québec 1964, c. 159 et amendements),

1. Constitue un organisme d'étude et de consultation ci-après appelé le « Comité consultatif des accidents du travail ».

2. Le Comité consultatif doit donner son avis à la Commission des accidents du travail sur toute question que celle-ci lui soumet.

Il peut, sous réserve de l'article 16, entreprendre l'étude de toute question qui relève de la compétence de la Commission des accidents du travail et particulièrement en ce qui a trait aux domaines de la prévention, de l'inspection de sécurité, de l'indemnisation des accidents du travail et des maladies professionnelles, de la réadaptation médicale et sociale des accidentés du travail.

3. Le Comité consultatif peut solliciter des opinions et suggestions des employeurs, des associations de salariés et des salariés sur toute question dont il entreprend ou poursuit l'étude et soumettre à la Commission des accidents du travail des recommandations sur toute telle question.

4. Le Comité consultatif se compose des personnes et groupes suivants:

A. *Membres réguliers:*

a) un président nommé par la Commission des accidents du travail sur la recommandation du Conseil Consultatif du travail et de la main-d'oeuvre;

b) partie patronale: quatre personnes choisies parmi celles qui sont recommandées par le Conseil du Patronat du Québec;

c) partie syndicale: quatre personnes dont deux choisies parmi celles qui sont recommandées par la Confédération des Syndicats nationaux et deux choisies parmi celles qui sont recommandées par la Fédération des Travailleurs du Québec;

d) Membres substituts:

les membres réguliers ont droit de se faire remplacer aux réunions du Comité consultatif par des substituts aux conditions suivantes:

i. le Conseil du Patronat du Québec peut désigner deux membres substituts;

ii. la Confédération des Syndicats nationaux et la Fédération des Travailleurs du Québec peuvent respectivement désigner un membre substitut;

iii. ces personnes ainsi désignées sont nommées membres substituts par la Commission des accidents du travail de Québec;

THEREFORE, IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower;

THAT By-Law Number 39 (1970) concerning the institution of the Advisory Committee on Industrial Accidents, adopted by the Commission at its meeting of September 30, 1970, and of which a copy is annexed, be approved.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

QUÉBEC WORKMEN'S COMPENSATION COMMISSION

By-Law No. 39 (1970)

Concerning the institution of the Advisory Committee on Industrial Accidents.

The Québec Workmen's Compensation Commission in the enforcement of the Workmen's Compensation Act (Q.R.S. 1964, c. 159 and amendments).

1. Institutes a body for study and consultation, hereinafter called "the Advisory Committee on Industrial Accidents".

2. The Advisory Committee shall advise the Workmen's Compensation Commission on any question that the latter submits to it.

It may, subject to section 16, undertake the study of any question appertaining to the competency of the Workmen's Compensation Commission and particularly to that refers to the domains of prevention, safety inspection, workmen's compensation and industrial diseases, the medical and social readaptation of industrial injured workers.

3. The Advisory Committee may invite opinions and suggestions from the employers, employees' associations, and employees on any question of which it is about to make or is making a study and submit to the Workmen's Compensation Commission its recommendations on any such question.

4. The Advisory Committee shall be composed of the following groups and persons.

A. *Regular members:*

(*a*) *a president*, appointed by the Workmen's Compensation Commission on the recommendation of the Advisory Council on Labour and Manpower;

(*b*) *employers' representation:* four persons chosen from among those who are recommended by the "Conseil du Patronat du Québec";

(*c*) *labour representation:* four persons, two of whom chosen from among those who are recommended by the Confederation of National Trade Unions and two chosen from among those who are recommended by the Québec Federation of Labour;

(*d*) *Deputy-members:*

the regular members are authorized to be represented at the meetings of the Advisory Committee by deputies under the following conditions:

i. The « Conseil du Patronat du Québec » may designate two deputy-members;

ii. The Confederation of National Trade Unions and the Québec Federation of Labour may respectively designate one deputy-member;

iii. these persons thus designated shall be appointed deputy-members by the Québec Workmen's Compensation Commission.

iv. les membres substituts peuvent assister à toutes les réunions du Comité consultatif, mais n'ont droit de vote et de parole que lorsqu'ils remplacent des membres réguliers;

v. lorsqu'ils remplacent des membres réguliers, les membres substituts ont droit aux allocations des membres réguliers et au remboursement de leur frais de déplacement et de séjour prévus à l'article 9.

B. *Membres d'office:*

Les membres de la Commission des accidents du travail de Québec font partie d'office du Comité consultatif, mais ne votent pas.

5. Le président du Comité consultatif est nommé pour cinq ans et les membres réguliers et substituts sont nommés pour trois ans.

Les membres substituts peuvent être relevés de leur fonction par la Commission des accidents du travail à la demande des organismes qui les ont recommandés, sur préavis de trente jours.

Les nominations et révocations sont faites par la Commission des accidents du travail de Québec.

6. Les membres du Comité consultatif demeurent en fonction nonobstant l'expiration de leur mandat, jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

7. Toute vacance survenant au cours de la durée du mandat d'un membre est comblée en suivant le mode de nomination prescrit pour la nomination du membre à remplacer.

8. Le président du Comité consultatif en dirige les activités; il prépare l'ordre du jour des séances qu'il convoque et préside, coordonne les travaux du Comité consultatif et en assure la continuité, veille à la préparation des dossiers, fournit aux membres du Comité consultatif les renseignements relatifs aux questions à étudier et assure la liaison entre le Comité consultatif et la Commission des accidents du travail.

9. Le président et les membres réguliers du Comité consultatif sont indemnisés de ce qu'il leur coûte pour assister aux séances et reçoivent une allocation de présence fixés par un règlement de la Commission des accidents du travail.

10. Le secrétaire du Comité consultatif est nommé par la Commission des accidents du travail.

11. Le quorum du Comité consultatif est de cinq membres réguliers incluant au moins deux représentants de la partie patronale et deux représentants de la partie syndicale.

12. Au cas d'absence ou d'incapacité d'agir du président à une séance du Comité consultatif, il est remplacé alternativement par l'un des membres réguliers de la partie patronale et la partie syndicale.

13. Le Comité consultatif peut, sous réserve de l'article 16, former, des sous-comités pour l'étude de questions particulières et les charger de recueillir les renseignements pertinents et de lui faire rapport de leurs constatations et recommandations.

Ces sous-comités sont composés en nombre égal de membres réguliers ou de membres substituts de la partie patronale et de la partie syndicale du Comité consultatif.

iv. the deputy members may attend all the meetings of the Advisory Committee, but they may vote and participate to the debates only when they replace regular members;

v. when replacing regular members, the deputy-members shall be entitled to the indemnities paid the regular members and the reimbursement of their travelling and lodging expenses as provided by section 9.

B. *Members ex-officio:*

The Members of the Québec Workmen's Compensation Commission shall be members *ex-officio* of the Advisory Committee but they shall not be entitled to vote.

5. The President of the Advisory Committee shall be appointed for a term of five years and the Regular Members and deputy-members shall be appointed for a term of three years.

The deputy-members may be relieved from their functions by the Workmen's Compensation Commission at the request of those organizations having recommended them, but a 30-day notice shall be revired.

Appointments and dismissals shall be made by the Québec Workmen's Compensation Commission.

6. The members of the Advisory Committee remain in office notwithstanding the expiration of their mandate, until they are re-appointed or replaced.

7. Any vacancy occurring during the term of office of a member shall be filled by following the method prescribed for the appointment of the member to be replaced.

8. The President of the Advisory Committee shall direct the activities thereof; he shall prepare the agenda of the sittings which he shall call and preside over, coordinate the work of the Advisory Committee and ensure the continuity thereof, see that the records of all activities and documentation are prepared, give the members of the Advisory Committee information relating to the questions to be studied and ensure cooperation between the Advisory Committee and the Workmen's Compensation Commission.

9. The President and the Regular members of the Advisory Committee shall be indemnized for their expenses in attending sittings and shall receive an attendance allowance fixed by a by-law of the Workmen's Compensation Commission.

10. The secretary of the Advisory Committee shall be appointed by the Workmen's Compensation Commission.

11. Five Regular members, including a minimum of two representatives of management and two representatives of labour shall constitute a quorum of the Advisory Committee.

12. If the President is absent or unable to chair a sitting of the Advisory Committee, he shall be replaced alternatively by one of the Regular members representing management and representing labour.

13. The Advisory Committee, subject to section 16, may constitute sub-committees for the study of special questions and direct them to collect pertinent information and to report their findings and recommendations to the Advisory Committee.

These sub-committees shall be composed of an equal number of regular members or deputy-members representing management and labour on the Advisory Committee.

La Commission des accidents du travail peut à la demande du Comité consultatif, adjoindre à tout sous-comité ainsi formé des personnes qui ne font pas partie du Comité consultatif. Ces personnes ne reçoivent aucun traitement à ce titre; elles peuvent être indemnisées de ce qu'il leur coûte pour assister aux séances et reçoivent une allocation de présence fixés par un règlement de la Commission des accidents du travail.

14. Le Comité consultatif peut adopter des règlements pour sa régie interne. Ces règlements doivent être soumis à l'approbation de la Commission des accidents du travail.

15. Le Comité consultatif doit, au plus tard le dernier jour de mars de chaque année, transmettre à la Commission des accidents du travail, un rapport de ses activités pour l'année précédente et des études qu'il a effectuées ou a fait effectuer conformément au deuxième alinéa de l'article 2.

16. Les dépenses encourues pour l'application du présent règlement sont payées à même le fonds d'accident; elles doivent être approuvées préalablement par la Commission des accidents du travail.

17. Le présent règlement entre en vigueur conformément à l'article 66 de la Loi.

Fait et passé en la ville de Québec, ce trentième jour du mois de septembre mil neuf cent soixante-dix.

Copie conforme.

Commission des accidents du travail de Québec
Le président,
MAURICE BELLEMARE.
Le commissaire,
BERTRAND BELLEMARE, M.D.
Le commissaire,
H.-C. LEBRUN.
Le commissaire,
ST-GEO. WHITE, C.A.
Le secrétaire,
37382-o CHARLES BÉLANGER.

The Workmen's Compensation Commission, at the request of the Advisory Committee, may add to any sub-committee so constituted persons who are not members of the Advisory Committee. These persons shall receive no salary as such; they may be indemnized for their expenses to attend the sittings and shall receive an attendance allowance fixed by a by-law of the Workmen's Compensation Commission.

14. The Advisory Committee may make by-laws for its internal management. Such by-laws must be submitted for the approval of the Workmen's Compensation Commission.

15. The Advisory Committee, not later than the last day of the month of March of each year, shall forward to the Workmen's Compensation Commission, a report of its activities for its preceding financial year and the studies it has carried out or caused to be carried out in accordance with the second paragraph of section 2.

16. The expenses incurred for the carrying out of the present by-law shall be paid out of the Accident Fund; such expenses must have been given previous approval by the Workmen's Compensation Commission.

17. This by-law shall come into force according to section 66 of the Act.

Signed and dated in the city of Québec, this thirtieth day of the month of September, one thousand nine hundred and seventy.

Certified copy.

Québec Workmen's Compensation Commission.
MAURICE BELLEMARE,
President.
BERTRAND BELLEMARE, M.D.,
Commissioner.
H.-C. LEBRUN,
Commissioner.
ST-GEO. WHITE, C.A.,
Commissioner.
CHARLES BÉLANGER,
37282-o *Secretary*.

Chartes — demandes d'abandon de

Les Écuries Rosemont inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Écuries Rosemont inc. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 4 novembre 1970.

Le procureur de la compagnie,
37285-o ME FERNAND BEAUREGARD.

Elegant Products Limited

Avis, est par les présentes, donné que « Elegant Products Limited », compagnie incorporée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la ville de Montréal, présentera une application au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 9e jour de novembre 1970.

Les procureurs de la compagnie,
McMASTER, MEIGHEN, MINNION,
37286-o PATCH & CORDEAU.

Charters — Applications for Surrender of

Les Écuries Rosemont inc.

Notice is given that "Les Écuries Rosemont inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, November 4, 1970.

FERNAND BEAUREGARD,
37285 *Attorney for the Company*.

Elegant Products Limited

Notice is hereby given that "Elegant Products Limited", a company incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 9th day of November, 1970.

McMASTER, MEIGHEN, MINNION,
PATCH & CORDEAU,
37286-o *Attorneys for the Company*.

Formec inc.

Avis est par le présentes donné que « Formec inc. », une compagnie constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la section 26 de la Loi des Compagnies.

Daté à Montréal, ce 30e jour d'octobre 1970.

Le secrétaire,
37287-o PAUL-E. NORMANDEAU.

Formec inc.

Notice is hereby given that "Formec inc.", a company incorporated under the provisions of Part I of the Companies Act, wil apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of section 26 of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 30th day of October 1970.

PAUL-E. NORMANDEAU,
37287-o *Secretary.*

F. Léger et associés inc.

Avis est donné que la compagnie « F. Léger et Associés Inc. » ayant son siège social en la ville et district de Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Le procureur de la compagnie,
37288-o LOUIS DUVAL.

F. Léger et associés inc.

Notice is given that "F. Léger et Associés Inc." having its head office at Montreal, district of Montreal, wil ask the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for permission to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

LOUIS DUVAL,
37288-o *Attorney for the Company.*

Les Produits de Beauté G.L.B. inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Produits de Beauté G.L.B. inc. » ayant son siège social en la ville et district de Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Le procureur de la compagnie,
37289-o LOUIS DUVAL, avocat.

Les Produits de Beauté G.L.B. inc.

Notice is given that "Les Produits de Beauté G.L.B. inc." having its head office at Montreal, district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

LOUIS DUVAL, advocate,
37289-o *Attorney for the company.*

Transeuro Steel Corp.

La compagnie « Transeuro Steel Corp. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la ville de Montréal, donne avis qu'elle s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 3e jour de novembre 1970.

Le secrétaire,
37290 I. WISEBERG.

Transeuro Steel Corp.

Notice is hereby given that "Transeuro Steel Corp.", incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Québec Companies Act.

Dated at Montreal, this 3rd day of November 1970.

I. WISEBERG,
37290-o *Secretary.*

Vidricaire & Cie ltée
Vidricaire & Co. Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Vidricaire & Cie ltée — Vidricaire & Co. Ltd. » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte.

Le procureur pour la compagnie,
37291-o KENNETH J. HELAL.

Vidricaire & Cie ltée
Vidricaire & Co. Ltd.

Notice is given that "Vidricaire & Cie ltée — Vidricaire & Co. Ltd." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter.

KENNETH J. HELAL,
37291-o *Attorney for the company.*

Paul Descoteaux limitée

Avis est donné que la compagnie « Paul Descoteaux limitée », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte.

Le procureur de la compagnie,
37327-o ME GILLES BOUCHER, *notaire.*

Paul Descoteaux limitée

Notice is given that "Paul Descoteaux limitée", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its charter.

ME GILLES BOUCHER, *Notary,*
37327-o *Attorney for the company.*

Librairie Ste-Marie inc.

Avis est donné que la compagnie « Librairie Ste-Marie inc. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Ste-Agathe-des-Monts, ce 9 novembre 1970.

Les procureurs de la compagnie,

37328-o MES GODARD & ROY.

Librairie Ste-Marie inc.

Notice is given that "Librairie Ste-Marie inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Ste-Agathe-des-Monts, November 9, 1970.

GODARD & ROY,

37328-o *Attorneys for the company.*

St Henry Construction Inc.

Avis est donné que la compagnie « St Henry Construction Inc. » fera une requête au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Le président,

37329-o GASTON LAFRANCE.

St Henry Construction Inc.

Notice is given that "St Henry Construction Inc.", shall apply to Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

GASTON LAFRANCE,

37329-o *President.*

Josmar Inc.

La compagnie « Josmar Inc. », donne avis qu'elle s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte à une date qu'il lui plaira de fixer.

Les procureurs

37358 LOUIS & BERGER.

Josmar Inc.

Notice is hereby given that "Josmar Inc.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter at a date to be fixed.

LOUIS & BERGER,

37358-o *Attorneys.*

Antil Realty Inc.

La compagnie « Antil Realty Inc. », ayant son siège social en les ville et district de Montréal, province de Québec, demandera la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, 10 novembre 1970.

Le secrétaire,

37375 ANNA POLISUK.

Antil Realty Inc.

Notice is hereby given that "Antil Realty Inc.", which has its head office in the city and district of Montreal, Province of Québec, will make application for leave to surrender its charter in accordance with the provisions of the Companies Act.

Montreal, November 10, 1970.

ANNA POLISUK,

37375-o *Secretary.*

Compagnie M.P.N. inc.

Avis est donné que la « Compagnie M.P.N. Inc. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Le procureur de la compagnie,

37376-o ME MICHEL DÉCARY.

Compagnie M.P.N. inc.

Notice is given that "Compagnie M.P.N. Inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

ME MICHEL DÉCARY,

37376 *Attorney for the company.*

Le Groupe Uni Inc.

Avis est donné que la « Compagnie Le Groupe Uni Inc. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Le procureur de la compagnie,

37377-o ME MICHEL DÉCARY.

Le Groupe Uni Inc.

Notice is given that "Le Groupe Uni Inc.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

ME MICHEL DÉCARY,

37377 *Attorney for the company.*

Sièges sociaux

A.C. Canadian Electric Corporation

Avis est par les présentes donné que « A.C. Canadian Electric Corporation », une corporation constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies par lettres patentes datées du 8 septembre 1970 et ayant son siège social à Laval, a établi son bureau au 233, rue Cousineau, Laval, P.Q.

Laval, ce 22e jour de septembre 1970.

Le président,

ALBERT CHEVRIER.

37306-o 2903-70

Head Offices

A.C. Canadian Electric Corporation

Notice is hereby given that "A.C. Canadian Electric Corporation" incorporated under Part I of the Companies Act, by letters patent dated on September 8th, 1970 and having its head office in Laval, has established its office at 233 Cousineau Street, Laval, P.Q.

Laval, this 22nd day of September, 1970.

ALBERT CHEVRIER,

President.

37306-o 2903-70

Adelco Investments Inc.
Placements Adelco inc.

La compagnie « Adelco Investments Inc.— Placements Adelco inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 8101 boulevard Parkway, Anjou au numéro 370 est, rue Jean-Talon, Montréal.

Le secrétaire,
MAURICE D. GODBOUT.

37307-o 2669-67

Barnea Enterprises Ltd.

La compagnie « Barnea Enterprises Ltd. » constituée en corporation par lettres patentes, le 4e jour de mai 1959, et ayant son siège social à Montréal, où son bureau était situé à 4060, boulevard St-Laurent, l'a transporté à 4334, de Bullion, ville et district de Montréal, province de Québec.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 28e jour de septembre 1970.

Le secrétaire,
MUSZKE CUKIERMAN.

37308 12672-59

Renald Cyr inc.

Avis est donné que la compagnie « Renald Cyr inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-sixième jour de janvier 1970, et ayant son siège social dans la municipalité de Melocheville, a établi son bureau au numéro 16, Première Avenue.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Melocheville, ce dix-huitième jour de février 1970.

37309-o GUY PERREAULT.

Forest Auto Body Inc.

Avis est donné que la compagnie « Forest Auto Body Inc. », constituée en corporation par lettres patentes émises en date du quatorzième jour du mois de septembre 1970, et ayant son siège social à Montréal-Nord, a établi son bureau au numéro 4847, de la rue Forest.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce quinzième jour de septembre 1970.

(Sceau) *Le président,*
WILLIAM G. MORRIS.

37310-o 3997-70

L'Information de l'Est, inc.

Avis est donné que la compagnie « L'Information de l'est, inc. » constituée en corporation par lettres patentes émises en date du deuxième jour de septembre 1970, et ayant son siège social dans la ville de Montréal, y a établi l'endroit de son bureau au numéro 6335, de la rue De Carignan

À compter de la date du présent avis, l'adresse ci-dessus est considérée par la compagnie comme étant l'endroit de son siège social.

Donné à Montréal, ce quatrième jour de septembre 1970.

(Sceau) *Le président,*
ROLAND BÉLISLE.

37311-o 3812-70

Adelco Investments Inc.
Placements Adelco inc.

Notice is given that "Adelco Investments Inc.— Placements Adelco inc." has transferred its head office from 8101 Parkway Boulevard, Anjou to 370 Jean-Talon Street East, Montreal.

MAURICE D. GODBOUT,
Secretary.

37307-o 2669-67

Barnea Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that "Barnea Enterprises Ltd.", incorporated by letters patent on the 4th day of May, 1959, and having its head office in Montreal, where its office was situated at 4060 St. Lawrence Blvd., has moved it to 4334 de Bullion, city and district of Montreal, Province of Québec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 28th day of September, 1970.

MUSZKE CUKIERMAN,
Secretary.

37308-o 12672-59

Renald Cyr inc.

Notice is given that "Renald Cyr inc.", company incorporated by letters patent, the twenty-sixth day of January 1970, and having its head office in the municipality of Melocheville, has established its office at number 16, First Avenue.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Melocheville, this eighteenth day of February 1970.

37309-o GUY PERREAULT.

Forest Auto Body Inc.

Notice is given that "Forest Auto Body Inc.", incorporated by letters patent issued on the fourteenth day of the month of September 1970, and having its head office in Montreal-North has established its office at number 4847 Forest Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, this fifteenth day of September, 1970.

(Seal) WILLIAM G. MORRIS,
President.

37310 3997-70

L'Information de l'Est, inc.

Notice is given that "L'Information de l'est, inc." incorporated by letters patent issued on the second day of September, 1970, and having its head office in the city of Montreal, has established therein the place of its office at number 6335 De Carignan Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this fourth day of September, 1970.

(Seal) ROLAND BÉLISLE,
President.

37311 3812-70

Monolen ltée
Monolen Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Monolen ltée — Monolen Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes, en date du 21e jour d'août 1970 et ayant son siège social dans la ville de Montréal a établi son bureau au 4996, Place de la Savane.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 28e jour de septembre 1970.

(Sceau) *Le président*,
MAURICE K. CARRETTE.

37312-o 3608-70

Monolen ltée
Monolen Ltd.

Notice is hereby given that "Monolen ltée — Monolen Ltd.", a company incorporated by letters patent on the 21st day of August, 1970 and having its head office in the city of Montreal has established its office at number 4996 Place de la Savane.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, this 28th day of September, 1970.

(Seal) MAURICE K. CARRETTE,
President.

37312-o 3608-70

Pavco ltée

Avis est donné que la compagnie « Pavco ltée » constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies en date du dix juin mil neuf cent soixante-dix, et ayant son siège social dans la cité de Bromont, P.Q. a établi son bureau sur la rue Shefford.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Granby, ce vingt-deuxième jour de juillet mil neuf cent soixante-dix.

Le président,
GUY LAROCHELLE.

37313-o 2524-70

Pavco ltée

Notice is given that "Pavco ltée" incorporated under Part I of the Companies Act on June tenth, one thousand nine hundred and seventy, and having its head office in the city of Bromont, P.Q., has established its office on Shefford Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being the head office of the company.

Given at Granby, this twenty-second day of July, one thousand nine hundred and seventy.

GUY LAROCHELLE.
President.

37313 2524-70

Seka Impex Co. Ltd.

La compagnie « Seka Impex Co. Ltd. » donne avis qu'elle a transporté son siège social de 975, boulevard Saint-Laurent, Montréal à 1800, boulevard Fortin, cité de Laval.

Le secrétaire-trésorier,
JOSEPH WEIDEN.

37314 15592-61

Seka Impex Co. Ltd.

Notice is given that "Seka Impex Co. Ltd." has transferred its head office from 975 St. Lawrence Blvd., Montreal to 1800 Fortin Blvd., city of Laval.

JOSEPH WEIDEN,
Secretary-Treasurer.

37314-o 15592-61

E. Daccord ltée

Avis est donné que la compagnie « E. Daccord ltée » a transféré son siège social de 5227, rue Globert, Montréal, à 900, Montée de Liesse, Saint-Laurent.

Le secrétaire,
EMMANUEL DACCORD.

37340 6570-46

E. Daccord ltée

Notice is given that "E. Daccord ltée" transferred its head office from 5227 Globert Street, Montreal, to 900 Montée de Liesse, St-Laurent.

EMMANUEL DACCORD,
Secretary.

37340-o 6570-46

Form-Fit Garments Ltd.

La compagnie « Form-Fit Garments Ltd. » donne avis qu'elle a transporté son siège social de 5182, avenue Westbury, Montréal à 210, Eton Crescent, Hampstead. 254.

Le secrétaire,
VICTOIRE JONCAS.

37341 1742-45

Form-Fit Garments Ltd.

Notice is given that "Form-Fit Garments Ltd." has transferred its head office from 5182 Westbury Avenue, Montreal to 210 Eton Crescent, Hampstead. 254.

VICTOIRE JONCAS,
Secretary.

37341-o 1742-45

Merceries Normandie Men's Wear Inc.

Avis est donné que la compagnie « Mercerie Normandie Men's Wear Inc. » a transféré son siège social du 407, rue McGill, bureau 604, Montréal, au village Lafontaine, Saint-Jérôme.

La secrétaire,
Mme PEARL HERF.

37342 11807-60

Merceries Normandie Men's Wear Inc.

Notice is given that "Merceries Normandie Men's Wear Inc." transferred its head office from 407 McGill Street, Suite 604, Montreal, to Village Lafontaine, St. Jérôme.

Mrs. PEARL HERF,
Secretary.

37342-o 11807-60

Vitrerie Metro inc.
Metro Glass Inc.

Avis est donné que la compagnie « Vitrerie Métro inc. — Metro Glass Inc. », constituée en corporation par lettres patentes octroyées le 8 août 1970, et ayant son siège social dans la ville et district de Montréal, province de Québec, a établi son bureau au 2385 est, rue Bélanger.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 10e jour d'août 1970.

Le président,
ANDRÉ DALPÉ.

37343-o 3464-70

Vitrerie Metro inc.
Metro Glass Inc.

Notice is hereby given that the company "Vitrerie Métro inc. — Metro Glass Inc. ", incorporated by letters patent dated August 8, 1970 and having its head office in the city and district of Montreal, province of Québec, has established its office at 2385 Bélanger Street East.

From the date of the present notice, the said office is considered by the Company as being its head office.

Given at Montreal, this 10th day of August, 1970.

ANDRÉ DALPÉ,
President.

37343-o 3464-70

Québec Dragway Inc.

La compagnie « Québec Dragway Inc. », donne avis qu'elle a transporté son siège social de 3490, boulevard Ivan Franko, appartement 111, Lachine à 1940 boulevard Taschereau, Lamoyne.

Le président,
JAMES BURT.

37344 1806-70

Québec Dragway Inc.

Notice is given that "Québec Dragway Inc." has transferred its head office from 3490 Ivan Franko Blvd., Apartment 111, Lachine to 1940 Taschereau Blvd. Lemoyne.

JAMES BURT,
President.

37344-o 1806-70

Bermont Mines Ltd.
(Libre de responsabilité personnelle)

La compagnie « Bermont Mines Ltd. » (Libre de responsabilité personnelle) donne avis qu'elle a changé son siège social de Val d'Or au numéro 800 ouest, boulevard Dorchester, suite 2610, Montréal.

Le secrétaire,
ARMAND GILBERT.

37364 14855-62

Bermont Mines Ltd.
(No Personal Liability)

Notice is given that "Bermont Mines Ltd." (No personal liability) has transferred its head office from Val d'Or to 800 Dorchester Boulevard West, Suite 2610, Montreal.

ARMAND GILBERT,
Secretary.

37364-o 14855-62

Executive Investments Incorporated
Les Placements exécutifs incorporée

La compagnie « Executive Investments Incorporated — Les Placements exécutifs incorporée », constituée en corporation par lettres patentes le 22e jour d'août 1968, et ayant son siège social à Montréal, où son bureau était situé à 1, Place Ville Marie, local 3635, donne avis qu'elle l'a transporté à 1545, avenue McGregor, local 805, en les ville et district de Montréal, province de Québec.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 6e jour de novembre 1970.

Le secrétaire-trésorier,
JOHN CIACCIA.

37365 3702-68

Executive Investments Incorporated
Les Placements exécutifs incorporée

Notice is hereby given that "Executive Investments Incorporated — Les Placements exécutifs incorporée", incorporated by letters patent on the 22nd day of August, 1968, and having its head office in Montreal where its office was situated at 1 Place Ville-Marie, suite 3635, has moved it to 1545 McGregor Avenue, suite 805, in the city and district of Montreal, province of Québec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 6th day of November, 1970.

JOHN CIACCIA,
Secretary-Treasurer.

37365-o 3702-68

Montex Realties Ltd.
Les immeubles Montex ltée

La compagnie « Montex Realties Ltd. — Les immeubles Montex ltée », donne avis qu'elle a transporté son siège social de 769, avenue Ball, Montréal, à 2523, boulevard Keller, cité de Saint-Laurent.

Le secrétaire,
THÉRÈSE MICHALKO.

37366 5619-64

Montex Realties Ltd.
Les immeubles Montex ltée

Notice is given that "Montex Realties Ltd. — Les immeubles Montex ltée", has transferred its head office from 769 Ball Avenue, Montreal to 2523 Keller Boulevard, city of Saint-Laurent.

THÉRÈSE MICHALKO,
Secretary.

37366-o 5619-64

Les Immeubles Riverains ltée

La compagnie « Les Immeubles Riverains ltée », donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 6, rue Mont-Marie, Lévis, au numéro 1109, Route de l'Église, Sainte-Foy.

Le secrétaire,
CLAUDE LESSARD.

37367-o 129-69

Lallouz ltée
Lallouz Ltd.

La compagnie « Lallouz ltée — Lallouz Ltd. » donne avis qu'elle a transporté son siège social de 5900, boulevard Décarie, Montréal à a/s de Boutique Céline Soria, Shopping Concourse, 1, carré Westmount, Westmount.

Le secrétaire-trésorier,
ALBERT LALLOUZ.

37368 213-66

Spathodia Homes Inc.
Les Maisons Spathodia inc.

La compagnie « Spathodia Homes Inc.— Les Maisons Spathodia inc. », constituée en corporation par lettres patentes le 2e jour de mai 1968, et ayant son siège social à Montréal, où son bureau était situé à 1, place Ville Marie, local 3635, donne avis qu'elle l'a transporté à 3333, chemin de la Reine Marie, local 310, ville et district de Montréal, province de Québec.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 2e jour de novembre 1970.

Le secrétaire-trésorier,
BARBARA ELAINE BRADY.

37369 1602-68

Poliplastic Inc.

Avis est donné que la compagnie « Poliplastic Inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec en date du 24e jour de novembre 1966 et ayant son siège social dans la ville de Granby, où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 246, de la rue Mullin, l'a transporté au numéro 415, rue St-Valier.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Granby, ce 14 septembre 1970.

(Sceau) *Le président,*
ANDRÉ C. NADEAU.

37370-o 4835-66

Les Immeubles Riverains ltée

"Les Immeubles Riverains ltée", gives notice that it changed its head office from 6 Mont-Marie Street, Lévis to 1109 Route de l'Église, St. Foy.

CLAUDE LESSARD,
Secretary.

37367 129-69

Lallouz ltée
Lallouz Ltd.

Notice is given that "Lallouz ltée — Lallouz Ltd." has transferred its head office from 5900 Decarie Boulevard, Montreal to c/o Boutique Céline Soria, Shopping Concourse, 1 Westmount Square, Westmount.

ALBERT LALLOUZ,
Secretary-Treasurer.

37368-o 213-66

Spathodia Homes Inc.
Les Maisons Spathodia inc.

Notice is hereby given that "Spathodia Homes Inc.— Les Maisons Spathodia inc.", incorporated by letters patent on the 2nd day of May, 1968, and having its head office in Montreal, where its office was situated at 1 Place Ville Marie, suite 3635, has moved it to 3333 Queen Mary Road, suite 310, city and district of Montreal, Province of Québec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 2nd day of November, 1970.

BARBARA ELAINE BRADY,
Secretary-Treasurer.

37369-o 1602-68

Poliplastic Inc.

Notice is given that "Poliplastic Inc.", incorporated under Part I of the Companies Act on November 24, 1966, and having its head office in the town of Granby, where its office was situated until to-day at number 246 Mullin Street, has moved it to number 415 St-Valier Street.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Granby, September 14, 1970.

(Seal) ANDRÉ C. NADEAU,
President.

37370 4835-66

Ventes pour taxes

Ville de Dorion

Avis est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la ville de Dorion, que les immeubles ci-dessous désignée seront vendus à l'enchère publique, à l'Hôtel de Ville, 190 rue St-Charles, dans ladite ville, MERCREDI, le NEUVIÈME jour de DÉCEMBRE 1970, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et/ou scolaires ainsi que des intérêts courus et des frais, à moins que ces taxes, intérêts courus et frais ne soient payés avant la vente. La Commission Municipale de Québec par décision en date du 19 octobre 1970 a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles sous l'autorité de la Loi des « Cités et Villes » article 550, (S.R.Q. 1964, ch. 193).

Sales for Taxes

Town of Dorion

Notice is hereby given by the undersigned, secretary-treasurer of the town of Dorion, that the hereinafter described immovables will be sold by public auction, at the Town Hall, 190 St-Charles Street, in the said town, on WEDNESDAY, the NINTH day of DECEMBER, 1970, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy to the payment of municipal and/or school taxes with accrued interests and costs incurred thereon, unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale. The Québec Municipal Commission by decision dated October 19, 1970, has authorized an abriged enumeration of the cadastral numbers of the immovables under the authority of the article 550 of the "Cities and Towns Act", (S.R.Q., 1964, ch. 193).

Cadastre de la paroisse de Saint-Michel de Vaudreuil
Cadastre of the parish of Saint-Michel of Vaudreuil

Propriétaires / Owners	Cadastre	Subdivision
Besner, Maurice	237	Pt-11.
	237	Pt-12.
	237	Pt-13.
	237	14.
	237	15.
	237	16.
	237	17.
	237	18.
	237	19.
À distraire la partie expropriée par le Ministère de la Voirie du Québec suivant acte enregistré à Vaudreuil, sous le numéro 97087.	Less the part expropriated by the Department of Roads of Québec by deed registered at Vaudreuil under the number 97087.	
Avec bâtisses dessus érigées.	With buildings thereon erected.	
Gauthier, Bernard	Pt-144	
Mesurant 85 pieds de largeur dans ses lignes sud-est et nord-ouest et 210 pieds de profondeur dans ses lignes sud-ouest et nord-est, mesure anglaise et plus ou moins, et borné en front vers le sud-est par la route No 20, en arrière vers le nord-ouest par le résidu dudit lot No 144, d'un côté vers le nord-est par le résidu d'une partie dudit lot No 144 et de l'autre côté vers le sud-ouest par le lot 144-15, à distraire la partie vendue au Ministère de la Voirie du Québec suivant acte enregistré à Vaudreuil sous le numéro 113432.	Measuring 85 feet in width in the southeast and northwest lines and 210 feet in length in the southwest and northeast lines, English measure and more or less, and bounded in front towards the southeast by Route No. 20, in the back towards the northwest by the residue of lot No. 144, on one side towards the northeast by the residue of part of lot No. 144 and on the other side towards the southwest by lot No. 144-15, less the part sold to the Department of Road of Québec by deed registered at Vaudreuil under the number 113432.	
Avec bâtisses dessus érigées.	With buildings thereon erected.	
Vaudreuil Entreprises Inc.	Pt-368	
Mesurant 25 pieds de largeur par 100 pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et borné comme suit: en front par la 1ère Avenue (368-60), au sud par la résidu du lot 368, à l'est par le résidu du lot 368 et au nord par le lot No 458-144.	Measuring 25 feet in width by 100 feet in length English measure, and more or less, and bounded as follows: in front by the 1st Avenue (368-60) towards the south side by the residue of lot 368 towards the east side by the residue of lot 368 and towards the north side by lot No. 458-144.	

Cadastre de la paroisse de Sainte-Jeanne de l'Ile Perrot
Cadastre of the parish of Sainte-Jeanne de l'Ile Perrot

Besner, Maurice	374	
Avec bâtisses dessus érigées.	With buildings thereon erected.	

Donné à Dorion, ce 4e jour de novembre 1970.

Le secrétaire-trésorier,
ANDRÉ CHARTRAND, O.M.A.

37226-46-2-o

Given at Dorion, this 4th day of November 1970.

ANDRÉ CHARTRAND, C.M.O.,
Secretary-Treasurer.

37226-46-2-o

Cité de Montréal-Nord

Comté de Bourassa

Avis public est, par les présentes, donné que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère à l'Hôtel de Ville de Montréal-Nord, MERCREDI, le NEUVIÈME jour de DÉCEMBRE, 1970 à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêts, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

City of Montreal-North

County of Bourassa

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by auction at the office of the Council of the city of Montreal-North, on WEDNESDAY, the NINTH day of DECEMBER, 1970 at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy the payment of the municipal and school taxes, plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

Noms des propriétaires / Names of proprietors	Cadastre	Subdivisions
Chapitre Inc.	63	255.
Avec bâtisse dessus érigée.	With building thereon erected.	
Dame-Mrs. Marthe Beaulieu, épouse séparée de biens de-wife separate as to property of Pierre Rodrigue	115	48-1-1, 48-1-2, 49-1, 49-2.
Avec bâtisse dessus érigée.	With building thereon erected.	
Mme-Mrs. Ida Schwartz Feifer	97	533, 534, 535, 554P, 55P.
Avec bâtisse dessus érigée.	With building thereon erected.	
97-554P: Une partie du lot cinq cent cinquante-quatre (554P) subdivision du lot originaire quatre-	97-554P: Part of lot five hundred fifty-four (554P) subdivision of original lot ninety-seven (97) of the	

vingt-dix-sept (97) cadastre de la paroisse du Sault-au Récollet en la municipalité de la cité de Montréal-Nord. De figure trapézoïdale. Borné vers le sud-ouest par partie dudit lot 97-554 (boulevard St-Michel, vers le nord-ouest par partie du lot 97-553 et le lot 97-536, vers le nord-est par partie du lot 97-535, et vers le sud-est par partie du lot 97-555. Mesurant vingt-huit (28′) pieds de largeur par une profondeur de quatre-vingt-onze pieds et quarante-cinq centièmes de pied (91.45′) dans sa limite nord-ouest et une profondeur de quatre-vingt-onze pieds et trente-deux centièmes de pied (91.32′) dans sa limite sud-est et contenant une superficie de deux mille cinq cent cinquante-huit pieds carrés et soixante-cinq centièmes de pied, mesure anglaise. (2,558.65 p.c. m.a.).

97-555P: Une partie du lot cinq cent cinquante-cinq (555P) subdivision du lot originaire quatre-vingt-dix-sept (97) cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet en la municipalité de la cité de Montréal-Nord. De figure trapézoïdale. Borné vers le sud-ouest par partie dudit lot 97-555 (boulevard St-Michel), vers le nord-ouest par partie du lot 97-554, vers le nord-est par partie du lot 97-535, vers le sud-est par le lot 97-556 (rue Mont Joly). Mesurant trente (30′) pieds de largeur par une profondeur de quatre-vingt-onze pieds et trente-deux centièmes de pied (91.32′) dans sa limite nord-ouest et une profondeur de quatre-vingt-onze pieds et deux dixièmes de pied (91.2′) dans sa limite sud-est et contenant une superficie de deux mille sept cent trente-sept pieds carrés et huit dixièmes de pied, mesure anglaise. (2,737.8 p.c. m.a.).

official cadastre of the parish of Sault-au-Récollet in the municipality of the city of Montreal-North. Of trapezoidal form. Bounded towards the southwest by part of lot 97-554 (St. Michel Boulevard), towards the northwest by part of lot 97-553 and lot 97-536, towards the northeast by part of lot 97-535, and towards the southeast by part of lot 97-555. Measuring twenty-eight feet (28′) in width by a depth of ninety-one feet and fourty-five hundredths of a foot (91.45′) in its northwest line and a depth of ninety-one feet and thirty-two hundredths of a foot (91.32′) in its southeast limit and containing an area of two thousand five hundred and fifty-eight square feet and sixty-five hundredths of a foot, English measure. (2,558.65 s.f. e.m.).

97-555P: Part of lot five hundred and fifty-five (555P) subdivision of the original lot ninety-seven (97) of the cadastre of the parish of Sault-au-Récollet in the municipality of the city of Montreal-North. Of trapezoidal form. Bounded towards, the southwest by part of said lot 97-555 (St. Michel Boulevard), towards the northwest by part of lot 97-554, towards the northeast by part of lot 97-535, and towards the southeast by part of lot 97-556 (Mont Joly Street). Measuring thirty (30′) feet in width by a depth of ninety-one feet and thirty-two hundredths of a foot (91.32′) in its northwest line and a depth of ninety-one feet and two tenths (91.2′) in its southeast line and containing an area of two thousand seven hundred and thirty-seven square feet and eight tenths of a foot, English measure. (2,737.8 s.f. e.m.).

Noms des propriétaires Names of proprietors	Cadastre	Subdivisions
Jacques Bernier	97	2-1, 3-1, 4-1, 1A1.
Avec bâtisse dessus érigée.	With building thereon erected.	
Giuseppe Fagnani	86	395.
Avec bâtisse dessus érigée.	With building thereon erected.	
Jean-Marie Tessier	23	176.
Avec bâtisse dessus érigée.	With building thereon erected.	
John Chris Papachristou	29	1688.
Avec bâtisse dessus érigée.	With building thereon erected.	
Colibri Construction Ltée	15	612.
Avec bâtisse dessus érigée.	With building thereon erected.	
Colibri Const. Ltée	14-3 15	77. 557.
Avec bâtisse dessus érigée.	With building thereon erected.	
Colibri Construction Ltée	14-3 15	99. 617.
Avec bâtisse dessus érigée.	With building thereon erected.	
Colibri Construction Ltée	14-3 15	100. 618.
Avec bâtisse dessus érigée.	With building thereon erected.	
Colibri Construction Ltée	14-3 15	101. 619.
Avec bâtisse dessus érigée.	With building thereon erected.	
Colibri Construction Ltée	15	616.
Avec bâtisse dessus érigée.	With building thereon erected.	
Monita Administration Company	5	323.
Avec bâtisse dessus érigée.	With building thereon erected.	
Monita Administration Company	5	322.
Avec bâtisse dessus érigée.	With building thereon erected.	
Arnel Construction Inc. Building Materials Corp.	97 28	495, 496, 497, 498. 449-3.
Avec bâtisse dessus érigée.	With building thereon erected.	
Building Materials Corp.	27	245-2.
Avec bâtisse dessus érigée.	With building thereon erected.	
Building Materials Corp.	27	245-1.
Avec bâtisse dessus érigée.	With building thereon erected.	

Noms des propriétaires Names of proprietors	Cadastre	Subdivisions
Place Belfort Inc.	15..... 16..... 17.....	2. 1. 1P.

Avec bâtisse dessus érigée.

17-1P: Une partie du lot un (1P) subdivision du lot originaire dix-sept (17) cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet en la municipalité de la cité de Montréal-Nord. De figure irrégulière. Borné vers le nord-ouest par partie dudit lot 17-1 (Élargissement du boulevard Gouin) vers le nord par partie du lot 17-14, vers le nord-est par les lots 16-1 et 15-2, vers le sud-est par le lot 17-13 et vers le sud-ouest par partie du lot 18-671, partie du lot originaire 18, et partie du lot 18-629. Mesurant soixante et cinq pieds et soixante et quinze centièmes de pieds (65.75′) dans une de ses limites nord-ouest et vingt et un pieds et un centième de pied (21.01′) dans l'autre limite nord-ouest, quarante-huit pieds et quatre-vingt-huit centièmes de pied (48.88′) dans sa limite nord, quatre-vingt-sept (87′) pieds plus ou moins dans sa limite nord-est, quatre-vingt-dix-neuf pieds et sept dixièmes de pied (99.7′) dans sa limite sud-est, et cent trente-deux pieds et sept dixièmes de pied (132.7′) dans sa limite sud-ouest et contenant une superficie de douze mille cinq cent quarante-six pieds carrés et trente-cinq centièmes, mesure anglaise. (12,546.35 p.c. m.a.).

With building thereon erected.

17-1P: Part of lot one (1P) subdivision of original lot seventeen (17) of the cadastre of the parish of Sault-au-Récollet in the municipality of the city of Montreal-North. Of irregular form. Bounded towards the northwest by part of said lot 17-1 (the widening of Gouin Boulevard), towards the north by part of lot 17-14, towards the northeast by lots 16-1 and 15-2, towards the southeast by lot 17-13, and towards the southwest by part of lot 18-671, part of original lot 18, and part of lot 18-629. Measuring sixty-five feet and seventy-five hundredths of a foot (65.75′) in one of its northwest line, and twenty-one feet and one hundred of a foot (21.01′) in its other northwest line, fourty-eight feet and eighty-eight hundredths of a foot (48.88′) in its north line, eighty-seven (87′) feet, more or less, in its northeast line, ninety-nine feet and seven tenths of a foot (99.7′) in its southeast line, and one nundred and thirty-two feet and seven tenths of a foot (132.7′) in its southwest line, and containing an area of twelfe thousand five hundred and fourty-six square feet and thirty-five hundredths of a foot, English measure. (12,546.35 s.f. e.m.).

Mlle-Miss Mary Louise Missette	31.....	1007P.

31-1007P: Étant la partie nord-ouest non subdivisée du lot 31-1007, du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet en la municipalité de la cité de Montréal-Mord. De figure rectangulaire, borné au sud-ouest par le lot 31-1014 (Avenue Georges Picket), au nord-ouest par le lot 31-1008 (rue Amiens), au nord-est par une partie non subdivisée du lot 31-985 (ruelle), faisant maintenant partie de la rue Amiens et au sud-est par le lot 31-1163; mesurant dix-neuf pieds et cinq dixièmes de pied (19.5′) de largeur par une longueur de quatre-vingt-un pieds (81′); contenant en superficie mille cinq cent soixante-dix-neuf pieds carrés et cinq dixièmes de pied carré, mesure anglaise. (1,579.5 p.c. m.a.).

31-1007P: Part of lot one thousand and seven (1007P) subdivision of original lot thirty-one (31) of the official cadastre of the parish of Sault-au-Récollet in the municipality of the city of Montreal-North. Of rectangular figure. Bounded towards the southwest by lot 31-1014 (Georges Picket Avenue), towards the northwest by lot 31-1008 (Amiens Street), towards the northeast by part of lot 31-985 (lane), now part of Amiens Street, and towards the southeast by lot 31-1163. Measuring nineteen feet and five tenths of a foot (19.5′) in width by a depth of eighty-one feet (81′), and containing an area of one thousand five hundred and seventy-nine square feet and five tenths, English measure. (1,579.5 s.f. e.m.).

MM. Paul Welsh & Réjean Bellemare	62.....	93P, 94P.

62-93P: Étant le résidu non subdivisé du lot 62-93 du cadastre officiel de la paroisse du Sault-au-Récollet en la municipalité de la cité de Montréal-Nord. De figure rectangulaire. Borné au nord-ouest par le lot 62-92 (rue Amos), au nord-est par le lot 62-115 (Avenue Hébert), au sud-est par le lot 62-589, au sud-ouest par une partie non subdivisée du lot 62-94 (partie sous-décrite-partie requise pour l'élargissement de la rue Amos) mesurant sept pieds et cinq dixièmes de pied (7.5′) de largeur par une longueur de trente-deux pieds (32′); contenant en superficie deux cent quarante pieds carrés, mesure anglaise. (240 p.c. m.a.).

62-94P: Étant le résidu non subdivisé du lot 62-64 du cadastre officiel de la paroisse du Sault-au-Récollet en la municipalité de la cité de Montréal-Nord. De figure rectangulaire, borné au nord-ouest par le lot 62-92 (rue Amos), au nord-est par une partie non subdivisée du lot 62-93 (partie sus-décrite-partie requise pour l'élargissement de la rue Amos), au sud-est par le lot 62-589, au sud-ouest par le résidu non subdivisé du lot 62-95 (partie requise pour l'élargissement de la rue Amos); mesurant sept pieds et cinq dixièmes de pied (7.5′) de largeur par une longueur de trente-deux pieds (32′) contenant en superficie deux cent quarante pieds carrés, mesure anglaise (240 p.c. m.a.).

62-93P: Part of lot ninety-three (93P), subdivision of original lot sixty-two (62) of the official cadastre of the parish of Sault-au-Récollet in the municipality of the city of Montreal-North. Of rectangular figure. Bounded towards the northwest by lot 62-92 (Amos Street), towards the northeast by lot 62-115 (Hébert Avenue), towards the southeast by lot 62-589, and towards the southwest by part of lot 62-94. Measuring seven feet and five tenths of a foot (7.5′) in width by a depth of thirty-two feet (32′), and containing an area of two hundred and fourty square feet, English measure. (240 s.f. e.m.).

62-94P: Part of lot ninety-four (94P) subdivision of original lot sixty-two (62) cadastre of the parish of Sault-au-Récollet, in the municipality of the city of Montreal-North. Of rectangular figure. Bounded towards the northwest by lot 62-92 (Amos Street) towards the northeast by part of lot 62-93, towards the southeast by lot 62-589, towards the southwest by part of lot 62-95. Measuring seven feet and five tenths of a foot (7.5′) in width by a depth of thirty-two (32′) feet, and containing an area of two hundred and fourty square feet. English measure. (240 s.f. e.m.).

Irenée et Réal Lacroix	97.....	598P, 599P, 600P, 601P.

Avec bâtisse dessus érigée.

97-598P: Une partie du lot cinq cent quatre-vingt-dix-huit (598P) subdivision du lot originaire quatre-vingt-dix-sept (97) cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet en la municipalité de la cité de Montréal-Nord. Borné vers le sud-ouest par partie dudit lot 97-598 (Boulevard St-Michel) vers le nord-ouest par partie du lot 97-597, vers le nord-est par partie du lot 97-587 (ruelle) et vers le sud-est par partie du lot 97-599. De figure trapézoïdale. Mesurant vingt-cinq (25′) pieds de largeur par une profondeur de cent vingt-huit pieds et soixante-cinq centièmes de pieds (128.65′) dans sa limite nord-ouest et cent vingt-quatre pieds et quatre-vingt-huit centièmes de pied (124.88′) dans sa limite sud-est et contenant une superficie de trois mille cent soixante et neuf pieds carrés, mesure anglaise. (3,169 p.c. m.a.).

97-599P: Une partie du lot cinq cent quatre-vingt-dix-neuf (599P) subdivision du lot originaire quatre-

With building thereon erected.

97-598P: Part of lot five hundred and ninety-eight (598P) subdivision of original lot ninety-seven (97) cadastre of the parish of Sault-au-Récollet in the municipality of the city of Montreal-North. Of trapezoidal figure. Bounded towards the southwest by part of said lot 97-598 (St. Michel Boulevard) towards the northeast by part of lot 97-587 (lane) and towards the southeast by part of lot 97-599. Measuring twenty-five (25′) feet in width by a depth of one hundred and twenty-eight feet and sixty-five hundredths of a foot (128.65′) in its northwest line, and one hundred and twenty-four feet and eighty-eight hundredths (124.88′) in its southeast line and containing an area of three thousand one hundred and sixty-nine square feet, English measure. (3,169 s.f. e.m.).

97-599P: Part of lot five hundred and ninety-nine (599P) subdivision of original lot ninety-seven (97)

vingt-dix-sept (97) cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet en la municipalité de la cité de Montréal-Nord. Borné vers le sud-ouest par partie dudit lot 97-599 (Boulevard St-Michel) vers le nord-ouest par partie du lot 97-598, vers le nord-est par partie du lot 97-587 (ruelle) et vers le sud-est par partie du lot 97-600. De figure trapézoïdale. Mesurant vingt-cinq (25′) pieds de largeur par une profondeur de cent vingt-quatre pieds et quatre-vingt-huit centièmes de pied (124.88′) dans a limite nord-ouest et cent vingt et un pieds et un centième de pied (121.01′) dans sa limite sud-est et contenant une superficie de trois mille soixante et treize pieds carrés, mesure anglaise. (3,073 p.c. m.a.).

97-600P: Une partie du lot six cent (600P) subdivision du lot originaire quatre-vingt-dix-sept (97) cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet en la municipalité de la cité de Montréal-Nord. Borné vers le sud-ouest par partie dudit lot 97-600 (Boulevard St-Michel) vers le nord-ouest par partie du lot 97-599, vers le nord-est par partie du lot 97-587 (ruelle) et vers le sud-est par partie du lot 97-601. De figure trapézoïdale. Mesurant vingt-cinq pieds (25′) de largeur par une profondeur de cent vingt et un pieds et un centième de pied (121.01′) dans sa limite nord-ouest et cent dix-sept pieds et quatorze centièmes de pied (117.14′) dans sa limite sud-est et contenant une superficie de deux mille neuf cent soixante-seize pieds carrés, mesure anglaise. (2,976 p.c. m.a.).

97-601P: Une partie du lot six cent un (601P) subdivision du lot originaire quatre-vingt-dix-sept (97) cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet en la municipalité de la cité de Montréal-Nord. Borné vers le sud-ouest par partie dudit lot 97-601 (Boulevard St-Michel) vers le nord-ouest par partie du lot 97-600, vers le nord-est par partie du lot 97-587 (ruelle) et vers le sud-est par partie du lot 97-602. De figure trapézoïdale. Mesurant vingt-cinq pieds (25′) de largeur par une profondeur de cent dix-sept pieds et quatorze centièmes de pied (117.14′) dans sa limite nord-ouest et cent treize pieds et vingt-sept centièmes de pied (113.27′) dans sa limite sud-est et contenant une superficie de deux mille huit cent soixante-dix-neuf pieds carrés, mesure anglaise. (2,879 p.c. m.a.).

cadastre of the parish of Sault-au-Récollet in the municipality of the city of Montreal-North. Bounded towards southwest by part of said lot 97-599 (St. Michel Boulevard) towards the northwest by part of lot 97-598, towards the northeast by part of lot 97-587 (lane) and towards the southeast by part of lot 97-600. Of trapezoidal figure. Measuring twenty-five feet (25′) in width by a depth of one hundred and twenty-four feet and eighty-eight hundredths of a foot (124.88′) in its northwest line and one hundred and twenty-one feet and one hundredth of a foot (121.01′) in its southeast line and containing an area of three thousand seventy-three square feet, English measure. (3,073 s.f. e.m.).

97-600P: Part of lot six hundred (600P) subdivision of original lot ninety-seven (97) cadastre of the parish of Sault-au-Récollet in the municipality of the city of Montreal-North. Bounded towards the southwest by part of said lot 97-600 (St. Michel Boulevard), towards the northwest by part of lot 97-599, towards the northeast by part of lot 97-587 (lane) and towards the southeast by part of lot 97-601. Of trapezoidal figure. Measuring twenty-five (25′) feet in width by a depth of one hundred and twenty-one feet and one hundredth of a foot (121.01′) in its northwest line and one hundred and seventeen feet and fourteen hundredths of a foot (117.14′) in its southeast line and containing an area of two thousand nine hundred and seventy-six square feet, English measure. (2,976 s.f. e.m.).

97-601P: Part of lot six hundred and one (601P) subdivision of original lot ninety-seven (97) cadastre of the parish of Sault-au-Récollet in the municipality of the city of Montreal-North. Bounded towards the southwest by part of said lot 97-601 (St. Michel Boulevard), towards the northwest by part of lot 97-600, towards the northeast by part of lot 97-587 (lane) and towards the southeast by part of lot 97-602. Of trapezoidal figure. Measuring twenty-five feet (25′) in width by a depth of one hundred and seventeen feet and fourteen hundredths of a foot (117.14′) in its northwest line and one hundred and thirteen feet and twenty-seven hundredths of a foot (113.27′) in its southeast line and containing an area of two thousand eight hundred and seventy-nine square feet, English measure. (2,879 p.c. e.m.).

Noms des propriétaires Names of proprietors	Cadastre	Subdivisions
Irenée et-and Réal Lacroix	97	566, 567, 568.
Paul Lefebvre	46	11, 12, 13, 14, 15, 16-1.

Les immeubles susdits sont tous du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet et situés dans la cité de Montréal-Nord.

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives ou occultes, attachées auxdits immeubles.

Donné en la cité de Montréal-Nord, ce 11e jour de novembre 1970.

Le secrétaire-trésorier,
37271-46-2-o RENÉ BERGERON, C.A.

Ville de St-Bruno de Montarville

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, trésorier et assistant-greffier de la ville de St-Bruno de Montarville, que les immeubles ci-dessous désignés seront vendus à l'enchère public, à l'Hôtel de Ville de la ville de St-Bruno de Montarville, 1585, rue Montarville, le LUNDI, le VINGT ET UNIÈME jour de DÉCEMBRE, 1970, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires et répartition, avec intérêt plus les frais subséquemment encourus à moins que ces taxes, intérêts et dépenses ne soient payées avant la vente.

La Commission municipale de Québec, par décision en date du 22 octobre 1970, a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles, sous l'autorité de la Loi des cités et villes, article 550, tel qu'amendé par 24, George V, chapitre 33, section 3.

The above immoveables are all in the plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet and situated in the city of Montreal-North.

The said sale will be made with all active and passive servitudes apparent or occult, attached to the said properties.

Given at the city of Montreal-North, this 11th day of November, 1970.

RENÉ BERGERON, Q.C.,
37271-46-2-o *Secretary-Treasurer.*

Town of St-Bruno de Montarville

Public notice is hereby given by the undersigned, Treasurer and Assistant Town-Clerk of the Town of St-Bruno de Montarville, that the hereinafter described immoveables will be sold by public auction, at the Town Hall of the Town of St-Bruno de Montarville, 1585 Montarville Street, on MONDAY, TWENTY-FIRST day of DECEMBER, 1970, at TEN o'clock in the forenoon to satisfy the payment of the municipal and school taxes plus the costs which shall subsequently be incurred unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

The Québec Municipal Commission by a decision dated October 22, 1970, has authorized and abridged enumeration of the cadastral numbers of the immoveables under the authority of the article 550 of Cities and Towns Act, as amended by 24, George V, chapter 33, section 3.

Noms des Propriétaires Name of Proprietors	Cadastre	Subdivision
M.-Mr. et-and Mme-Mrs. Henrik Freund	91	87.
M.-Mr. et-and Mme-Mrs. Henrik Freund	91	129.
Ferenc Haar	126	31.
Mt-Bruno Realties Inc.	P131	
Cette partie du lot originaire cent trente et un du cadastre officiel de la paroisse de St-Bruno, bornée en front cent cinq pieds et trente-sept centièmes (105.37) pieds, sur le boulevard Clairevue; borné à l'est sur la rue De Carillon; borné au nord par le lot 492-81-2-1, appartenant à Jean-Guy Lessard; d'une superficie de mille cent soixante-deux pieds carrés et sept centièmes (1,662.07) pieds carrés.	This part of original lot number one hundred thirty-one (P131) of the cadastre of the parish of St-Bruno, bounded in front one hundred five feet and thirty-seven hundredth (105.37) feet, on Clairevue Boulevard; bounded on the east on De Carillon street; bounded on the north by lot number 492-81-2-1, belonging to Mr. Jean-Guy Lessard; having a total area of one thousand six hundred and sixty-two square feet and seven hundredth (1,662.07) square feet.	
Jules Mangin	131	243-21.
Avec bâtisse portant numéro civique 1784 rue Verdun.	With building bearing civic number 1784 Verdun Street.	
Benoit Comtois	172	1-1.
Maurice Massicotte	172	1-10.
Richard M. Blais	221	83.
Z & Z Inc.	231	13.
Claud A. Akkaoui	314	8-2-2.
Avec bâtisse portant numéro civique 1975 Place Nightingale.	With building bearing civic number 1975 Nightingale Place.	
Claud A. Akkaoui	314	9.
Avec bâtisse portant numéro civique 1975 Place Nightingale.	With building bearing civic number 1975 Nightingale Place.	
Daniel F. Adler	492	149.
Mme-Mrs. Anna Schubert	492	150.
Mme-Mrs. Alzbeta Emmer	492	151.

Les immeubles susdits sont tous aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Bruno maintenant Ville de St-Bruno de Montarville et situés dans ladite ville, le bureau d'enregistrement de la ville est situé au 201 Place Charles LeMoyne, Longueuil.

Ladite vente sera en outre faite avec tous les droits de subrogation, toutes les servitudes actives ou passives apparentes ou occultes attachées auxdits immeubles.

Donné en la Ville de St-Bruno de Montarville, ce 9e jour du mois de novembre, 1970.

Le trésorier et l'assistant-greffier,
J. P. R. BOISSY.

37321-47-2-o

The above immoveables are all on the plan and book of reference of the parish of St-Bruno now Town of St-Bruno de Montarville and situated in the said town, the registration office of the said town is situated at 201 Place Charles LeMoyne, Longueuil.

The said sale will be made with all subrogation rights, and all active and passive servitudes, apparent or occult attached to the said properties.

Given at the Town of St-Bruno de Montarville, this 9th day of November, 1970.

J. P. R. BOISSY,
Treasurer and Assistant Town-Clerk.

37324-47-2-o

Cité de Ste-Thérèse

Avis est par le présent donné par le soussigné, Charles-Édouard Desjardins, greffier de la cité de Sainte-Thérèse, que les immeubles ci-dessous désignés seront vendus à l'enchère en la salle municipale de l'Hôtel de Ville, de la cité de Ste-Thérèse, 38 ouest, rue Blainville, LUNDI, le DIX-HUITIÈME jour de JANVIER 1971, à DEUX heures de l'après-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires, avec intérêts et les frais subséquemment encourus à moins que ces taxes, intérêts et dépenses ne soient payés avant la vente. Toutefois, seront exclus de la vente des immeubles sur lesquels les taxes municipales devenues exigibles, le ou avant le 31 décembre 1969 auront été payées avant le moment de la vente.

La Commission municipale de Québec, par une décision en date du 14 octobre 1970, a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux d'immeubles à être vendus par la Cité pour non-paiement de taxes. d'ici le 28 février 1971, à condition que ladite énumération abrégée ne s'applique qu'aux numéros cadastraux d'immeubles qui sont consécutifs et qui appartiennent au même propriétaire, le tout conformément aux dispositions de l'article 550 de la Loi des cités et ville (S.R.Q. 1964, chapitre 193).

City of Ste-Thérèse

Notice is hereby given by the undersigned, Charles-Édouard Desjardins, City-Clerk of the city of Ste. Thérèse, that the immovable properties hereunder described will be sold by public auction in the Municipal Hall of the city of Ste. Thérèse, 38 Blainville Street West, on MONDAY, the EIGHTEENTH day of JANUARY, 1971, at TWO o'clock in the afternoon to satisfy, the payment of the municipal and school taxes with interest, plus the cost which have been or may incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before sale. However the immovables on which the taxes exigible on or before December 31, 1969, shall be paid before the time of the sale, shall be excluded from the sale.

The Québec Municipal Commission by a decision dated October 14, 1970, has authorized an abridged enumeration of the cadastral lots numbers to be sold by the aforesaid City for taxes before February 28, 1971, on condition that the said abridged enumeration applied itself only to the cadastral lot numbers of immovables which are consecutive and are belonging to the same owner, according to the provisions of article 550 of the Towns and Cities Act (S.R.Q. 1964, chapter 193).

Noms Names	Adresse Address	Cadastre
Lebeau, Paul-Émile	437, Blainville Est, Ste-Thérèse	234-4, -5 (P).
Lebeau, Paul-Émile	437, Blainville Est, Ste-Thérèse	234-12 (P).
Mercure, André	46, Côte St-Louis, Ste-Thérèse	541-141, 547-1 (P). 546-168.
Degongre, Jean	104, Desjardins Est, Ste-Thérèse	61-62, 61-63 (P) 61-64.
Gagnon, Alfred	4, rue Hogue, Ste-Thérèse	267-25, -26 (P).
Charron, Léopold	516, Boul. Du Côteau, Ste-Thérèse	554-393 (P).
Charron, Léopold	516, Boul. Du Côteau, St-Thérèse	554-392 (P).
Les Habitations Denco	1047, Val Martin, Chomedey, Laval	550-118, 548-106 (P).
"	"	548-107.
"	"	548-108.
"	"	548-109, 546-134.
"	"	550-116.
"	"	550-117, 548-100.
"	"	548-101.
"	"	548-102.
"	"	548-103.
"	"	550-165, 551-511.
"	"	550-164, 551-510.
"	"	550-163, 551-509.
"	"	550-162, 551-508.
"	"	550-161, 551-507.
"	"	550-160, 551-506.
"	"	550-159, 551-505.
"	"	551-504, 550-158.
"	"	551-503.
"	"	551-370, 550-114.
"	"	550-115.
"	"	550-148, -149.
"	"	548-153, -154.
"	"	550-150, -151.
"	"	548-155, -156.
"	"	550-152, 548-157.
"	"	550-153, 548-158.
"	"	550-154, 548-159.
"	"	550-155, 548-160.
"	"	551-480, 550-156.
"	"	551-481, 550-157.
"	"	551-482, -483.
Filiatrault, Nolan	50 ouest, Blainville, Ste-Thérèse	115-250 (V).
Matte, Marcel	7781, St-Denis, Montréal	244 (V).
Goller, Mme Fernand	33, rue St-Louis, Ste-Thérèse	P27 (V).

Désignation: Un emplacement situé rue St-Louis, en la cité de Sainte-Thérèse, connu et désigné comme étant une partie du lot originaire numéro vingt-sept (Ptie 27) aux plan et livre de renvoi officiel du village de Ste-Thérèse de Blainville, et contenu dans les bornes suivantes: En avant vers le nord-est, par la rue St-Louis, en arrière vers le sud-ouest, par la propriété de M. Herménégilde Thibault, représentant Dame Veuve Guillaume Thibault; d'un côté vers le nord-ouest par la propriété de Dame A. Debien, représentant M. J.-A. Perron; et de l'autre côté vers le sud-est, par la propriété de M. J. O'Reilly, représentant Dame Veuve Léger Jérôme.

Designation: A lot situated in front of St-Louis Street in the city of Sainte-Thérèse known and designated as being a part of the original lot number twenty-seven (Pt 27) of the official cadastre of the parish of Ste. Thérèse de Blainville and included in the following boundaries: in front to the northeast, by St-Louis Street, in the back line to the southwest, by the property of Mr. Herménégilde Thibault representing Mrs. Guillaume Thibault, widow; on one side to the northwest, by the property of Mrs. A. Debien, representing Mr. J.-A. Perron and on the other side to the southeast by the property of Mr. J. O'Reilly, representing Mrs. Léger Jérôme, widow.

Jacques Denault Inc.	1070, rue Tessier, Chomedey, Laval	551-554 (P).
"	"	551-553.
"	"	551-552.
"	"	551-555, 553-520.
"	"	551-556, 553-521.
"	"	551-557, 553-522.
"	"	551-558, 553-523.
"	"	551-560, 553-525.
"	"	551-561, 553-526.
"	"	553-515, -516.
"	"	553-517.
"	"	553-518.
"	"	553-519, -531.
"	"	551-528.
"	"	551-527.
"	"	551-525.
"	"	551-524.
"	"	551-523.
"	"	551-522.
"	"	551-521.
"	"	551-520.
"	"	551-519.
"	"	551-518.
"	"	551-517.
"	"	551-516.
"	"	551-512, -513.
"	"	553-535, -536.
"	"	553-537.
"	"	553-538.
"	"	551-542, -543.
"	"	551-544.
"	"	551-546.
"	"	551-547, -548.
"	"	551-550, -551.

Noms Names	Adresse Address	Cadastre
Jacques Denault Inc.	1070, rue Tessier, Chomedey, Laval	
"	"	553-466.
"	"	553-464.
"	"	551-316.
"	"	553-528.
"	"	553-533, -534.
Lachance, Fernand	124, 36e Rue, St-Georges Est, comté de Beauce	67-179 (P).
Lachance, Madeleine	263, 4e Rue, Laval des Rapides	67-180 (P).
Lachance, Emmanuel	263, 4e Rue, Laval des Rapides	67-181 (P).

Les immeubles ci-haut mentionnés désignés par la lettre (P) sont du cadastre de la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville et ceux désignés par la lettre (V) sont du cadastre du Village Inc. de Ste-Thérèse de Blainville, division d'enregistrement de Terrebonne, et situés dans la cité de Ste-Thérèse.

Ladite vente sera en outre faite avec tous les droits de subrogation, toutes les servitudes actives ou passives apparentes ou occultes attachées auxdits immeubles.

Donné en la cité de Ste-Thérèse, ce 10 novembre 1970.

Le greffier de la cité,
CHARLES-ÉDOUARD DESJARDINS.

37322-47-2-o

The above mentioned immovables designated by the letter (P) are from the official cadastre of the parish of Ste-Thérèse de Blainville and the owns designated by the letter (V) are of the official cadastre of the Village Inc. of Ste. Thérèse de Blainville, Terrebonne, registration division and situated in the city of Ste. Thérèse.

The said sale will be made with all subrogation rights, and all active and passive servitudes, apparent or occult, attached to the said immovables.

Given in the city of Ste. Thérèse, this November, 10, 1970.

CHARLES-ÉDOUARD DESJARDINS,
City Clerk.

37322-47-2-o

Avis divers

Ville de Pointe Claire

Avis de correction

Dans l'avis de rachat partiel pour obligations à fonds d'amortissement, publié à la page 6226 de la *Gazette officielle du Québec* du 31 octobre 1970, relativement au rachat le 15 décembre 1970 de certaines obligations de l'émission de $1,750,000 de la Ville de Pointe Claire dues le 15 décembre 1985, le numéro de l'obligation MO262 y apparait deux fois. À cet endroit, les numéros doivent se lire comme suit: MO261, MO262.

Tous les autres détails contenus dans ledit avis demeurent inchangés.

Ville de Pointe Claire, ce 12e jour de novembre 1970.

Le greffier,
36965-x MME S. C. LARUE, O.M.A.

Miscellaneous Notice

City of Pointe Claire

Notice of correction

In the notice of partial redemption for sinking fund debentures, published on page 6226 of the *Québec Official Gazette* of October 31, 1970, relative to the redemption on December 15, 1970 of certain debentures of the $1,750,000 issue of the City of Pointe Claire due December 15, 1985, debenture number MO262 appears twice. At this place, the numbers should read as follows: MO261, MO262.

All the other details contained in the said notice remain unchanged.

City of Pointe Claire, this 12th day of November 1970.

MRS. S. C. LARUE, C.M.O.,
36965-x *City Clerk.*

Vente d'effets non-réclamés

Messageries Canadien Pacifique

Avis est par les présentes donné que tous les effets reçus avant le 1er jour de novembre 1969, et non reclamés aux bureaux des Messageries Canadien Pacifique a divers endroits de la province de Québec, seront vendus aux enchères publiques au plus haut enchérisseur par Frank Waddington, encanteur, 189 est rue Queen, Toronto, Ontario, à onze heures du matin, le 26e jour de novembre 1970, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

La Cie des Messageries Canadien Pacifique
Le vice-président et gérant-général,
36779-42-6-o K. E. MCLINN.

Sale of Unclaimed Baggage

Canadian Pacific Express Company

Notice is hereby given that all goods received previous to the first day of November 1969, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Express Company, at different point in the Province of Québec, will be sold at Public Auction to the highest bidder by Frank Waddington, auctioneer, at 189 Queen St. East. Toronto, Ontario, at 11:00 o'clock in the forenoon, on the 26th day of November 1970, unless same shall be called for before that date, and all charges paid thereon.

Canadian Pacific Express Company
K. E. MCLINN,
36779-42-6-o *Vice-President & General Manager*

Changement de nom — Loi du
Demandes

Claudette Huard Massey

Avis est par les présentes donné que Claudette Huard Massey, de résidence au 338 rue Bégin, à Granby, P. Qué., demandera au lieutenant-gouverneur en conseil de changer son nom en celui de Marie Claude Huard Massey, ledit changement ne devant s'appliquer qu'à elle-même.

Granby, ce 16 octobre 1970.

Les procureurs de la requérante,

37230-46-2-o MASSEY, POULIN & ST-ONGE.

Joseph Henri Louis Ballet

Avis est donné qu'en vertu de la Loi du changement de nom, M. Joseph Henri Louis Ballet, hôtellier, résidant au 98, 1ère rue à St-Fabien, district de Rimouski, s'adressant au ministre de la Justice, en son propre nom et en celui de son épouse Éliane Thériault, afin d'obtenir un décret leur permettant de changer respectivement leurs noms en ceux de Joseph Henri Bellemare et Éliane Bellemare.

Rimouski, ce 27 octobre 1970.

Les procureurs du requérant,

37269-46-2-o GENDREAU & PELLETIER.

Peter Lichtig

Avis est par les présentes donné que le soussigné, Peter Lichtig, étudiant, demeurant à 2040 rue Barclay, en la ville et district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir un décret lui permettant de changer son nom en celui de Peter Light.

Montréal.

Le pétionnaire,

37325-47-2-o PETER LICHTIG.

William Nikolof

Willian Nikolof, serveur, résidant et domicilié au 895 Dollard, Outremont, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, afin d'obtenir un décret lui permettant de changer son nom en celui de William Nichols.

Montréal, le 11 novembre 1970.

Le procureur du requérant,

37326-47-2-o ME GAÉTAN LAGARDE.

Change of name — Act
Applications

Claudette Huard Massey

Notice is hereby given that Claudette Huard Massey, of 338 Bégin Street, Granby, P. Qué., will present to the Lieutenant-Governor in Council an application to change her name to Marie Claude Huard Massey, which change will benefit her alone.

Granby, October 16, 1970.

MASSEY, POULIN & ST-ONGE,

37230-46-2-o *Attorneys for applicant.*

Joseph Henri Louis Ballet

Notice is hereby given pursuant to the change of name Act that Mr. Joseph Henri Louis Ballet, landlord residing at 98, 1st, Street, St-Fabien, district of Rimouski, will apply to the Minister of Justice, on is own behalf and on behalf of his wife, Éliane Thériault, for and order changing their names to Joseph Henri Bellemare and Éliane Bellemare respectively.

Rimouski, October 27, 1970.

GENDREAU & PELLETIER,

37269-46-2-o *Attorneys for applicant.*

Peter Lichtig

Notice is hereby given that the undersigned, Peter Lichtig, student, residing at 2040 Barclay Avenue, in the city and district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council in order to obtain a decree to change his name to Peter Light.

Montreal.

PETER LICHTIG,

37325-47-2-o *Petitioner.*

William Nikolof

Willian Nikolof, waiter, residing and domiciled at 895 Dollard Avenue, Outremont, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council of the province of Québec for an order changing his name into that of William Nichols.

Montreal, October 19, 1970.

ME GAÉTAN E. LAGARDE,

37326-47-2-o *Attorney for the petitioner.*

Changement de nom — Loi du
Accordés

Joseph Louis Jacques Gélineau

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 4040, du 4 novembre 1970, d'effectuer le changement de nom de Joseph Louis Jacques en celui de Joseph Louis Jacques Gélineau.

Québec, le 11 novembre 1970.

LUCIEN DARVEAU, C.R.,

37281-o *Sous-ministre associé de la justice.*

Raymond James Graham

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 4041, du 4 novembre 1970,

Change of name — Act
Granted

Joseph Louis Jacques Gélineau

The Lieutenant-Governor in Council was pleased to effect, by Order number 4040 of November 4, 1970, the change of name of Joseph Louis Jacques to that of Joseph Louis Jacques Gélineau.

Québec, November 11, 1970.

LUCIEN DARVEAU, Q.C.,

37281 *Associate Deputy Minister of Justice.*

Raymond James Graham

The Lieutenant-Governor in Council was pleased to effect, by Order number 4041 of

d'effectuer le changement de nom de Raymond Joseph Belliveau en celui de Raymond James Graham.

Québec, le 11 novembre 1970.

LUCIEN DARVEAU, C.R.,
37281-o *Sous-ministre associé de la justice.*

Grigorios Gregoryu

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 4043, du 4 novembre 1970, d'effectuer le changement de nom de Grigorios Xynogalas en celui de Grigorios Gregoryu.

Québec, le 11 novembre 1970.

LUCIEN DARVEAU, C.R.,
37281-o *Sous-ministre associé de la justice.*

Joseph Malcolm Mireil Hébert

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 4042, du 4 novembre 1970, d'effectuer le changement de nom de Joseph Malcolm Mirèle Allen en celui de Joseph Malcolm Mireil Hébert.

Québec, le 11 novembre 1970.

LUCIEN DARVEAU, C.R.,
37281-o *Sous-ministre associé de la justice.*

Abram Krusner

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 4044, du 4 novembre 1970, d'effectuer le changement de nom de Abram Krusner vel Grunbaum en celui de Abram Krusner.

Québec, le 11 novembre 1970.

LUCIEN DARVEAU, C.R.,
37281-o *Sous-ministre associé de la justice.*

Laurent Laurence

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 4045, du 4 novembre 1970, d'effectuer le changement de nom de Joseph Noé Laurence en celui de Laurent Laurence.

Québec, 11 novembre 1970.

LUCIEN DARVEAU, C.R.,
37281-o *Sous-ministre associé de la justice.*

Betty Gaye McCrindle

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil par le décret numéro 4047, du 4 novembre 1970, d'effectuer le changement de nom de Mary Betty Gaye McDonald en celui de Betty Gaye McCrindle.

Québec, le 11 novembre 1970.

LUCIEN DARVEAU, C.R.,
37281-o *Sous-ministre associé de la justice.*

Perry Meyer

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 4046, du 4 novembre 1970, d'effectuer le changement de nom de Peretz Nathan Cyril Meyerovitch en celui de Perry Meyer.

Québec, le 11 novembre 1970.

LUCIEN DARVEAU, C.R.,
37281-o *Sous-ministre associé de la justice.*

Neil Miller

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 4048, du 4 novembre 1970, d'effectuer le changement de nom de Nissim Mooshe en celui de Neil Miller.

Québec, le 11 novembre 1970.

LUCIEN DARVEAU, C.R.,
37281-o *Sous-ministre associé de la justice.*

November 4, 1970, the change of name of Raymond Joseph Belliveau to that of Raymond James Graham.

Québec, November 11, 1970.

LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
37281 *Associate Deputy Minister of Justice.*

Grigorios Gregoryu

The Lieutenant-Governor in Council was pleased to effect, by Order number 4043 of November 4, 1970, the change of name of Grigorios Xynogalas to that of Grigorios Gregoryu.

Québec, November 11, 1970.

LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
37281 *Associate Deputy Minister of Justice.*

Joseph Malcolm Mireil Hébert

The Lieutenant-Governor in Council was pleased to effect, by Order number 4042 of November 4, 1970, the change of name of Joseph Malcolm Mirèle Allen to that of Joseph Malcolm Mireil Hébert.

Québec, November 11, 1970.

LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
37281 *Associate Deputy Minister of Justice.*

Abram Krusner

The Lieutenant-Governor in Council was pleased to effect, by Order number 4044 of November 4, 1970, the change of name of Abram Krusner vel Grunbaum to that of Abram Krusner.

Québec, November 11, 1970.

LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
37281 *Associate Deputy Minister of Justice.*

Laurent Laurence

The Lieutenant-Governor in Council was pleased to effect, by Order number 4045 of November 4, 1970, the change of name of Joseph Noé Laurence to that of Laurent Laurence.

Québec, November 11, 1970.

LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
37281 *Associate Deputy Minister of Justice.*

Betty Gaye McCrindle

The Lieutenant-Governor in Council was pleased to effect, by Order number 4047 of November 4, 1970, the change of name of Mary Betty Gaye McDonald into that of Betty Gaye McCrindle.

Québec, November 11, 1970.

LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
37281 *Associate Deputy Minister of Justice.*

Perry Meyer

The Lieutenant-Governor in Council was pleased to effect, by Order number 4046 of November 4, 1970, the change of name of Peretz Nathan Cyril Meyerovitch to that of Perry Meyer.

Québec, November 11, 1970.

LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
37281 *Associate Deputy Minister of Justice.*

Neil Miller

The Lieutenant-Governor in Council was pleased to effect, by Order number 4048 of November 4, 1970, the change of name of Nissim Mooshe to that of Neil Miller.

Québec, November 11, 1970.

LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
37281 *Associate Deputy Minister of Justice.*

Joseph Robert Parenteau

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 4049, du 4 novembre 1970, d'effectuer le changement de nom de Joseph Robert Hamel en celui de Joseph Robert Parenteau.

Québec, le 11 novembre 1970.

LUCIEN DARVEAU, C.R.,
37281-o *Sous-ministre associé de la justice.*

Michael Peter Ray

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 4050, du 4 novembre 1970, d'effectuer le changement de nom de Michael Peter Ravitsky en celui de Michael Peter Ray.

Québec, le 11 novembre 1970.

LUCIEN DARVEAU, C.R.,
37281-o *Sous-ministre associé de la justice.*

Derek Hans Steede

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 4051, du 4 novembre 1970, d'effectuer le changement de nom de Derek Hans Runciman en celui de Derek Hans Steede.

Québec, 11 novembre 1970.

LUCIEN DARVEAU, C.R.,
37281-o *Sous-ministre associé de la justice.*

Joseph Robert Parenteau

The Lieutenant-Governor in Council was pleased to effect, by Order number 4049 of November 4, 1970, the change of name of Joseph Robert Hamel to that of Joseph Robert Parenteau.

Québec, November 11, 1970.

LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
37281 *Associate Deputy Minister of Justice.*

Michael Peter Ray

The Lieutenant-Governor in Council was pleased to effect, by Order number 4050 of November 4,1970, the change of name of Michael Peter Ravitsky to that of Michael Peter Ray.

Québec, November 11, 1970.

LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
37281 *Associate Deputy Minister of Justice.*

Derek Hans Steede

The Lieutenant-Governor in Council was pleased to effect, by Order number 4051 of November 4, 1970, the change of name of Derek Hans Runciman to that of Derek Hans Steede.

Québec, November 11, 1970.

LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
37281 *Associate Deputy Minister of Justice.*

Demandes à la Législature

Cité de Laflèche

Avis public est par les présentes donné que la « Cité de Laflèche » s'adressera à l'Assemblée Nationale de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte sur les matières suivantes:

pour autoriser le conseil de la cité à modifier par règlements les clauses de taxation des règlements nos 59, 65, 84, 112, 115, 129, 130, 137, 167 et 220, tels règlements, avant d'entrer en vigueur et devenir exécutoires, devant être approuvés par les propriétaires d'immeubles concernés, conformément aux dispositions de l'article 593 de la Loi des cités et villes, par le ministre des Affaires municipales et la Commission municipale de Québec;

pour ratifier la vente intervenue le 14 juin 1968 entre la Cité de Laflèche et M. Lionel Payeur, par contrat passé devant le notaire Marcel Héral, sous le numéro 1760 de ses minutes et enregistré sous le numéro 300026 le 21 juin 1968 au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Chambly;

et pour toutes autres fins.

Montréal, ce 4 novembre 1970.

Les procureurs de la Cité de Laflèche,
LACROIX, VIAU, BÉLANGER, HÉBERT,
37270-46-4-o MAILLOUX & BEAUREGARD.

Mme Rachel Epstein

Avis est par les présentes donné que Mme Rachel Epstein, du 7800, Kildare, Côte St-Luc, district de Montréal, s'adressera à la Législature de Québec pendant la présente session pour demander l'adoption d'une loi autorisant le Collège des Pharmaciens à l'admettre à titre d'assistant-pharmacien.

Les procureurs de la requérante,
DU MESNIL, MAILHOT
36909-44-4-o & DÉSAULNIERS.

Applications to Legislature

City of Laflèche

Public notice is hereby given that the "City of Laflèche" will apply to the National Assembly of Québec at its present session, for the adoption of an Act amending its charter, for the following purposes:

to authorize the council of the City of Laflèche to pass by-laws modifying taxation clauses of by-laws nos. 59, 65, 84, 112, 115, 129, 130, 137, 167 et 220, said by-laws, before coming into force, shall be approved by the owners of taxable immoveables concerned, according to article 593 of the Cities and Towns Act, by the Minister of Municipal Affairs and by the Québec Municipal Commission;

to ratify the deed of sale passed between the City of Laflèche and Mr. Lionel Payeur, on the 14th of June 1968, before notary Marcel Héral, under No. 1760 of his minutes and registered under No. 300026 on the 21st of June 1968 at the Registrary Office of the Registry Office of Chambly.

and for all other purposes.

Montreal, November 4th, 1970.

LACROIX, VIAU, BÉLANGER, HÉBERT,
MAILLOUX & BEAUREGARD,
37270-46-4-o *Attorneys for the City of Laflèche.*

Mrs. Rachel Epstein

Notice is hereby given that Mrs. Rachel Epstein of 7800, Kildare, Côte St-Luc, district of Montreal, will apply to the Legislature of Québec, during the present session to ask for the adoption of an act, to authorize the College of Pharmacists of the Province of Québec, to admit her as assistant-pharmacist.

DU MESNIL, MAILHOT
& DÉSAULNIERS,
36909-44-4-o *Attorneys for petitioner.*

Mme Minh-Minh Quach

Avis est par les présentes donné que Mme Minh-Minh Quach du 2970, boulevard Édouard-Montpetit, app. 12, à Montréal, district de Montréal, s'adressera à la Législature de Québec pendant la présente session pour demander l'adoption d'une loi autorisant le Collège des Pharmaciens à l'admettre à titre d'assistant-pharmacien.

Les procureurs de la requérante,
DU MESNIL, MAILHIOT
36911-44-4-o & DÉSAULNIERS.

Nguyen Huu Ban

Avis est par les présentes donné que Nguyen Huu Ban de 198, Champs Élysées, app. 12, à Chicoutimi, district de Chicoutimi, s'adressera à la Législature de Québec pendant la présente session pour demander l'adoption d'une loi autorisant le Collège des Pharmaciens de la Province de Québec à l'admettre à titre d'assistant-pharmacien.

Les procureurs du requérant,
DU MESNIL, MAILHIOT
36938-44-4-o & DESAULNIERS.

Ville de Québec

Nous donnons avis public complémentaire que la Ville de Québec s'adressera à l'Assemblée Nationale du Québec, à sa présente session, pour demander des amendements additionnels à sa charte, le chapitre 95 des lois de 1929, et notamment pour modifier certaines dispositions concernant le territoire de la municipalité de la paroisse du Sacré-Coeur de Jésus; pour augmenter la contribution de certaines personnes aux dépenses encourues pour l'administration du commissariat des incendies; pour modifier la juridiction du comité exécutif concernant certains virements de fonds ou de crédits; pour modifier les dispositions concernant la vente à l'encan de certains biens mobiliers non réclamés; pour modifier les dispositions concernant la taxation des terres en culture; concernant l'intérêt payable à la suite d'un jugement du Bureau de Revision; pour demander l'autorisation d'imposer une taxe spéciale sur certaines enseignes; pour demander l'autorisation d'adopter un budget spécial; pour modifier les dispositions concernant certains crédits que le Conseil peut voter dans son budget annuel; pour augmenter le pouvoir d'emprunt annuel pour les pavages permanents, et les dépenses d'immobilisation; pour demander l'autorisation d'emprunter annuellement une somme de $100,000 pour effectuer des études en vue de l'aménagement du territoire; pour augmenter ses pouvoirs de réglementation concernant la pollution par le bruit; pour diminuer les privilèges accordés à certaines personnes concernant le paiement du coût de l'enlèvement de la neige; pour modifier les dispositions concernant les infractions à ses règlements; pour augmenter ses pouvoirs de règlementation concernant les enseignes; pour augmenter les pénalités dans les cas de pollution de son bassin d'alimentation d'eau potable; pour modifier certains privilèges accordés à certaines institutions concernant la taxe de l'eau; pour modifier les dispositions concernant la procédure à suivre dans le cas de contravention aux règlements municipaux relatifs à la circulation et au stationnement et pour demander le pouvoir d'hausser le maximum de la pénalité à $25.00; pour réglementer l'abattage et la plantation des arbres et arbustes dans un arrondisse-

Mrs. Minh-Minh Quach

Notice is hereby given that Mrs. Minh-Minh Quach of 2970, Édouard-Montpetit Boulevard, Apt. 12, Montreal, district of Montreal, will apply to the Legislature of Québec, during the present session to ask for the adoption of an act, to authorize the College of Pharmacists of the Province of Québec, to admit her as assistant-pharmacist.

DU MESNIL, MAILHIOT
& DÉSAULNIERS,
36911-44-4-o *Attorneys for petitioner.*

Nguyen Huu Ban

Notice is hereby given that Nguyen Huu Ban of 198, Champs Élysées, Apt. 12, Chicoutimi, district of Chicoutimi, will apply to the Legislature of Québec, during the present session to ask for the adoption of an act, to authorize the College of Pharmacists of the Province of Québec, to admit him as assistant-pharmacist.

DU MESNIL, MAILHIOT,
& DESAULNIERS,
36938-44-4-o *Attorneys for the Petitioner.*

City of Québec

We are giving further public notice that the City of Québec will apply to the Québec National Assembly, at its present session, for new amendments to its charter (Chapter 95 of the Statutes of 1929), and, particularly: to modify certain provisions respecting the territory of the municipality of the parish of Sacré-Coeur de Jésus; to increase the contribution of certain persons towards the expenses incurred by the administration of the Fire Commissioner's Office; to change the Executive Committee's jurisdiction over certain transfers of funds or of estimates; to amend the provisions concerning the auction sale of certain unclaimed immovables; to amend taxation on farm land; interest payable following a judgment of the Revision Bureau; to request permission to levy a special tax on certain signs; to request permission to adopt a special budget; to amend the provisions respecting credits which may be voted by the Council in its annual budget; to increase the annual borrowing potential to cover permanent pavements and immobilization costs; to request permission to borrow each year a sum of $100,000 for research on territory planning; to increase its powers of control over noise pollution; to restrict the privileges granted to certain persons for the payment of the snow removal costs; to amend the provisions respecting infringements of its regulations; to increase its powers of control over signs; to increase fines imposed in cases of pollution of its drinking water reservoir; to amend certain privileges on water taxes granted to certain institutions; to amend the procedure to be followed in cases of infringement of municipal traffic and parking regulations, and to be authorized to increase to $25 the maximum fine; to set rules for the cutting down and the planting of trees and schrubs in historical sites; to ask permission to grant a tax commutation in fabour of the hotel to be erected on subdivisions 119 to 148 of lot 4437 of the Montcalm Ward cadastre; to obtain permission to borrow $2,500,000 to build snowmelting plants and to purchase the immovables requested for this purpose, $2,500,000 to build arenas and to provide for leisure activities, $1,000,000 to build swimming pools, $500,000 to build underground access roads to the Youville parking lot; to

ment historique; pour demander l'autorisation d'accorder une commutation de taxes à l'Hôtel qui sera érigé sur les subdivisions 119 à 148 du lot 4437 du cadastre quartier Montcalm; pour obtenir l'autorisation d'emprunter $2,500,000 pour la construction de fondeuses à neige et l'acquisition des immeubles requis à cette fin, $2,500,000 pour la construction d'arénas et pour fins de loisirs, $1,000,000 pour la construction de piscines, $500,000 pour la construction de voies d'accès souterraines au stationnement d'Youville; pour extensionner les pouvoirs d'expropriation sur certains lots en dehors de son territoire, pour l'aménagement des berges de la rivière St-Charles; pour demander la ratification des règlements No 1855 de la Ville de Québec et No 461 de la Ville de Neufchâtel concernant la fusion des territoires de la Ville de Québec et de la Ville de Neufchâtel; et tous autres amendements qu'elle jugera nécessaires ou utiles pour la bonne administration de ses affaires et pour l'intérêt de ses citoyens.

Québec, le 2 novembre 1970.

Les procureurs de la Ville de Québec,
PELLETIER, GODBOUT,
37163-45-4-o BROCHU & SIMARD.

extend expropriation powers to certain lots bordering its territory, for the landscaping of the St. Charles River banks; to request approval of By-law No. 1855 of the City of Québec and By-law No. 461 of the town of Neufchâtel respecting the amalgamation of the City of Québec with that of the Town of Neufchâtel; and for any other amendments deemed necessary or expedient to the good administration of its affairs and in the best interests, of its citizens.

Québec, November 2, 1970.

PELLETIER, GODBOUT,
BROCHU & SIMARD,
37163-45-4 *Attorneys for the City of Québec.*

Succession Benny Sadovnik

Avis est par les présentes donné que Nathan Feifer, homme d'affaires et Hubert Feifer, architecte, s'adresseront à l'Assemblée Nationale du Québec, à sa présente session, afin d'obtenir l'adoption d'une loi pour:

Confirmer, malgré les dernières volontés et testament de feu Benny Sadovnik, le titre de propriétaire transféré à Nathan Feifer et Herbert Feifer en vertu d'un jugement de la Cour supérieure du district de Montréal, no 781 875, daté du 11 décembre 1969 et enregistré dans la division d'enregistrement du district de Montréal sous le numéro 2186933, et rendu contre Dame Sarah Sadovnik Beck, Dame Helen Sadovnik Spungin et Harry Abramovitch, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de feu Benny Sadovnik, lequel jugement déclare Nathan Feifer et Herbert Feifer les propriétaires de cet immeuble à savoir:

Les lots portant les numéros un et deux de la subdivision du lot originaire cent cinquante-trois (153-1-2) et la partie nord-est du lot originaire numéro cent cinquante-quatre (154) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Centre de la Ville de Montréal, avec la bâtisse dessus construite, portant les numéros 53 à 57 ouest, de la rue Saint-Jacques.

Montréal, le 3 novembre 1970.

Les procureur des requérants,
37213-46-4-o AWADA, GAREAU & FEIFER.

Estate of Benny Sadovnik

Notice is hereby given that Nathan Feifer, Business Executive and Herbert Feifer, Architect, will apply to the National Assembly of Québec, at its present session to obtain the adoption of an act so as:

To confirm, notwithstanding the last will and testament of the late Benny Sadovnik, the title of ownership transferred to Nathan Feifer and Herbert Feifer in virtue of a judgment of the Superior Court, district of Montreal, under number 781 875 dated December 11, 1969 and registered in the registration division of the district of Montreal under number 2186933, and rendered against Dame Sarah Sadovnik Beck, Dame Helen Sadovnik Spungin, and Harry Abramovitch, in their quality of sole testamentary executors of the late Benny Sadovnik, which judgment declared Nathan Feifer and Herbert Feifer absolute owners of that immoveable property namely:

Lots numbers one and two of the subdivision of original lot one hundred and fifty-three (153-1-2) and the northeasterly part of original lot number one hundred and fifty-four (154) of the official plan and book of reference for the Centre Ward of the City of Montreal, with a building thereon erected bearing numbers 53 to 57 St. James Street West.

Montreal, November 3, 1970.

AWADA, GAREAU & FEIFER,
37213-46-4-o *Attorneys for petitioners.*

M. Georges Howitt

Avis est par les présentes donné que M. Georges Howitt du 250, avenue Jourdan, à Dollard-des-Ormeaux, district de Montréal, s'adressera à la Législature de Québec pendant la présente session pour demander l'adoption d'une loi autorisant le Collège des Pharmaciens à l'admettre à titre d'assistant-pharmacien.

Les procureurs du requérant,
DU MESNIL, MAILHOT
36910-44-4-o & DÉSAULNIERS.

Mr. Georges Howitt

Notice is hereby given that Mr. Georges Howitt of 250 Jourdan Avenue, Dollard-des-Ormeaux, district of Montreal, will apply to the Legislature of Québec, during the present session to ask for the adoption of an act, to authorize the College of Pharmacists of the Province of Québec, to admit him as assistant-pharmacist.

DU MESNIL, MAILHOT
& DÉSAULNIERS,
36910-44-4-o *Attorneys for petitioner.*

Compagnies dissoutes

The Corporation of the Seven Wardens

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « The Corporation of the Seven Wardens », constituée en corporation le 18 mars 1938, à compter du 13 novembre 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37279-o 506-38

Goulet Construction Cie ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Goulet Construction Cie ltée », constituée en corporation le 18 juillet 1960, à compter du 13 novembre 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37279-o 12760-60

Companies Dissolved

The Corporation of the Seven Wardens

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "The Corporation of the Seven Wardens", incorporated on March 18, 1938, on and from November 13, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37279 506-38

Goulet Construction Cie ltée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Goulet Construction Cie ltée", incorporated on July 18, 1960, on and from November 13, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37279 12760-60

Divers
Compagnies

Club des Contremaîtres Beloit inc. Beloit Foreman's Club Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 14 octobre 1970, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Club des Contremaîtres Beloit inc. — Beloit Foreman's Club Inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37292-o 4947-69

L. R. D'Anjou inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro VII, de la compagnie « L. R. D'Anjou & Cie inc. », constituée par lettres patentes en date du 6e jour de mai 1930, changeant son nom en celui de « L. R. D'Anjou inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37294-o 900-30

Les Distributions Clément inc.

La compagnie « Les Distributions Clément inc. », donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire,
ROSAIRE ARCHAMBAULT.

37295-o 5419-68

Fondation Richelieu Trois-Rivières

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 30 octobre 1970, il a approuvé le règlement numéro 1 (règlements généraux) de la corporation « Fondation Richelieu Trois-Rivières », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37296-o 18-70

Miscellaneous
Companies

Club des Contremaîtres Beloit inc. Beloit Foreman's Club Inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on October 14, 1970, he approved the general by-laws of "Club des Contremaîtres Beloit inc. — Beloit Foreman's Club Inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37292 4947-69

L. R. D'Anjou inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number VII, of the company "L. R. D'Anjou & Cie inc.", incorporated by letters patent dated the 6th day of May, 1930, changing its name into that of "L. R. D'Anjou inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37294-o 900-30

Les Distributions Clément inc.

Notice is given that "Les Distributions Clément inc.", has changed the number of its directors from 3 to 5.

ROSAIRE ARCHAMBAULT,
Secretary.

37295 5419-68

Fondation Richelieu Trois-Rivières

Notice is given by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives that on October 30, 1970, he approved regulation number 1 (general regulations) of the corporation "Fondation Richelieu Trois-Rivières", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37296 18-70

Bienville Leaseholds Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 7, de la compagnie « Bienville Concordia inc. », constituée par lettres patentes en date du 11e jour de mars 1965, changeant son nom en celui de « Bienville Leaseholds Inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37293-o 1112-65

Gestor Inc.

La compagnie « Gestor Inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire,
GILLES VEILLEUX.

37297-o 3377-69

Le Secours aux Lépreux
Help for the Leper

La compagnie « Le Secours aux Lépreux — Help for the Leper », donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 7 à 5.

Le secrétaire-trésorier,
PIERRE E.-THÉORÊT.

37298-o 2231-64

Hôpital de la Providence de Magog

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 30 octobre 1970, il a approuvé le règlement général numéro 2 de la corporation « Hôpital de la Providence de Magog », et ce, en vertu de l'article 6 de l'arrêté en conseil numéro 288 adopté le 31 janvier 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives.
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37299-o 13-64

Montreal Fashion Industry I.L.G.W.U. Health Services Plan Inc.
Plan de Services de Santé de l'Industrie de la Mode de Montréal U.I.O.V.D. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, donne avis que le 4 novembre 1970, il a approuvé les règlements de la corporation « Montreal Fashion Industry I.L.G.W.U. Health Services Plan Inc.— Plan de Services de Santé de l'Industrie de la Mode de Montréal U.I.O.V.D. inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37301-o 1722-70

La Société d'Obstétrique et de Gynécologie de Langue Française du Canada

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 29 juillet 1970, il a approuvé le règlement numéro 3 de « La Société d'Obstétrique et de Gynécologie de Langue Française du Canada », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37303-o 6896-1949

Bienville Leaseholds Inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 7, of the company "Bienville Concordia inc.", incorporated by letters patent dated the 11th day of March 1965, changing its name into that of "Bienville Leaseholds Inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37293-o 1112-65

Gestor Inc.

Notice is hereby given by "Gestor Inc." company that it has changed the number of its directors from 3 to 5.

GILLES VEILLEUX,
Secretary.

37297 3377-69

Le Secours aux Lépreux
Help for the Leper

Notice is given by the company "Le Secours aux Lépreux — Help for the Leper" that it has changed the number of its directors from 7 to 5.

PIERRE E.-THÉORÊT,
Secretary-Treasurer.

37298 2231-64

Hôpital de la Providence de Magog

Notice is given by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives that on October 30, 1970 he approved general regulation number 2 of the corporation "Hôpital de la Providence de Magog", and such, pursuant to section 6 of Order in Council number 288 of January 31, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37299 13-64

Montreal Fashion Industry I.L.G.W.U. Health Services Plan Inc.
Plan de Services de Santé de l'Industrie de la Mode de Montréal U.I.O.V.D. inc.

Notice is given by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives that on November 4, 1970 he approved the regulations of the corporation "Montreal Fashion Industry I.L.G.W.U. Health Services Plan Inc.— Plan de Services de Santé de l'Industrie de la Mode de Montréal U.I.O.V.D. inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37301 1722-70

La Société d'Obstétrique et de Gynécologie de Langue Française du Canada

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on July 29, 1970, he approved by-law number 3 of "La Société d'Obstétrique et de Gynécologie de Langue Française du Canada", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37303 6896-1949

Hôpital Général de Shefford
Shefford General Hospital

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 6 octobre 1970, il a approuvé les règlements numéros 1, 2, de la corporation « Hôpital Général de Shefford — Shefford General Hospital », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37300-o 594-68

Hôpital Général de Shefford
Shefford General Hospital

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on October 6, 1970, approved by-laws numbers 1, 2, of "Hôpital Général de Shefford — Shefford General Hospital", and such, pursuant to section 226 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of Companies Branch.

37300 594-68

Service des Loisirs de Ste-Jeanne-D'Arc

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 30 octobre 1970, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Service des Loisirs de Ste-Jeanne-D'Arc », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37302-o 14242-62

Service des Loisirs de Ste-Jeanne-D'Arc

Notice is given by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives that on October 30, 1970, he approved the general regulations of the corporation "Service des Loisirs de Ste-Jeanne-D'Arc", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37302 14242-62

Société Terres Armées inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 24, de la « Compagnie Terre Armée T.N. inc. », constituée par lettres patentes en date du 16e jour d'avril 1970, changeant son nom en celui de « Société Terres Armées inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37304-o 1658-70

Société Terres Armées inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number 24, of the "Compagnie Terre Armée T.N. inc.", incorporated by letters patent dated the 16th day of April, 1970, changing its name into that of "Société Terres Armées inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37304-o 1658-70

L'Académie de Ballet du Saguenay inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que, le 9 novembre 1970, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « L'Académie de Ballet du Saguenay inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37330-o 4321-70

L'Académie de Ballet du Saguenay inc.

Notice is given that, on November 9, 1970, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the general by-laws of "L'Académie de Ballet du Saguenay inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37330 4321-70

Catholic Men's Hostel Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 28 octobre 1970, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Catholic Men's Hostel Inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37331-o 6126-69

Catholic Men's Hostel Inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on October 28, 1970, he approved the general by-laws of "Catholic Men's Hostel Inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37331 6126-69

Centre de Récréation Lac Notre-Dame inc.
Recreation Centre Lac Notre-Dame Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 23 septembre 1970, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Centre de Récréation Lac Notre-Dame inc. — Recreation Centre Lac Notre-Dame Inc. », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37332-o 87-70

Centre de Récréation Lac Notre-Dame inc.
Recreation Centre Lac Notre-Dame Inc.

Notice is given that, on September 23, 1970, the Minister of Financial Isntitutions, Companies and Cooperatives approved the general by-laws of "Centre de Récréation Lac Notre-Dame inc. — Recreation Centre Lac Notre-Dame Inc.", and such, pursuant to section 226 of the Companies Act.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37332 87-70

Verbois inc.

La compagnie « Verbois inc. », donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 3.

Le secrétaire,
MICHEL DOYON.

37305-o 2445-68

Verbois inc.

Notice is given that "Verbois inc.", changed the number of its directors from 5 to 3.

MICHEL DOYON,
Secretary.

37305 2445-68

Corporation « Les Deux Rives »

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 15 octobre 1970, il a approuvé les amendements aux articles 14 et 15 des règlements généraux de la « Corporation « Les Deux Rives », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37333-o 1000-67

Corporation "Les Deux Rives"

Notice is given that, on October 15, 1970, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the amendments to sections 14 and 15 of the general by-laws of "Corporation "Les Deux Rives" ", and such under section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37333 1000-67

Fibro Sport inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne vais qu'il a approuvé le règlement numéro 3, de la compagnie « Marc-André Beaudin inc. », constituée par lettres patentes en date du 30e jour de septembre 1964, changeant son nom en celui de « Fibro Sport inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37334-o 4350-64

Fibro Sport inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 3, of the company "Marc-André Beaudin inc.", incorporated by letters patent dated the 30th day of September 1964, changing its name into that of "Fibro Sport inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

37334-o 4350-64

Hôpital Cloutier

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que, le 5 novembre 1970, il a approuvé le règlement général numéro 1 de la corporation « Hôpital Cloutier », et ce, en vertu de l'article 6 de l'arrêté en conseil numéro 288 adopté le 31 janvier 1969.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37335-o 2-69

Hôpital Cloutier

Notice is given that, on November 5, 1970, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved general By-law number 1 of "Hôpital Cloutier", and such, pursuant to section 5 of Order in Council number 288 adopted on January 31, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

37335 2-69

Service d'éducation Pré-Natale de Rimouski inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que, le 30 octobre 1970, il a approuvé le règlement numéro 1 de la corporation « Service d'éducation Pré-Natale de Rimouski inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37336-o 5114-69

Service d'éducation Pré-Natale de Rimouski inc.

Notice is given that, on October 30, 1970, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved By-law number 1 of "Service d'éducation Pré-Natale de Rimouski inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37336 5114-69

245 Victoria Corporation

Avis est donné que la compagnie « 245 Victoria Corporation » a changé le nombre de ses administrateurs de 6 à 4.

Le secrétaire,
BEN SASH.

37337 1182-65

245 Victoria Corporation

Notice is given that "245 Victoria Corporation" changed the number of its directors from 6 to 4.

BEN SASH,
Secretary.

37337-o 1182-65

Weedon Sports Inc.

La compagnie « Weedon Sports Inc. », donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
RUSSELL CHAMPAGNE.

37338-o 4704-69

Weedon Sports Inc.

Notice is given that "Weedon Sports Inc." has changed the number of its directors from 3 to 4.

RUSSELL CHAMPAGNE,
Secretary.

37338 4704-69

Westside Apartments Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Westside Apartments Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le secrétaire,
HENRY STEINBERG.

37339 14663-59

L'Action Civique de Sherbrooke inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 28 octobre 1970, il a approuvé le règlement numéro 1 de la corporation « L'Action Civique de Sherbrooke inc. », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37359-o 175-67

Atlantic Tungsten Corporation Limited (No Personal Liability)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 8, de la compagnie « Bermont Mines Ltd. » (No personal liability), constituée par lettres patentes en date du 21e jour de décembre 1962, changeant son nom en celui de « Atlantic Tungsten Corporation Limited » (No personal liability).

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37360-o 14855-62

J. & P. Coats (Canada) Limited

La compagnie "J. & P. Coats (Canada) Limited » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 9 à 10.

Le secrétaire,
A. C. HONE.

37361 2081-01

Marmerstein Ltd.

La compagnie « Marmerstein Ltd. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le secrétaire,
S. TENENBAUM.

37362 2210-51

The Polish Canadian Mutual Aid Society
La Société Polonaise-Canadienne d'Aide Mutuelle

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 15 octobre 1970, il a approuvé les règlements numéros 2 à 6 inclusivement de 1940, les règlements de 1943, les règlements numéros à 1 9 inclusivement de 1950, les règlements 1960 et les règlements numéros 1 à 15 de 1969 formant une refonte de ces règlements de la corporation « The Polish Canadian Mutual Aid Society — La Société Polonaise-Canadienne d'Aide Mutuelle », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37363-o 3121-39

Les Immeubles Riverains ltée

La compagnie « Les Immeubles Riverains ltée » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire,
CLAUDE LESSARD.

37367-o 129-69

Westside Apartments Ltd.

Notice is given that "Westside Apartments Ltd." changed the number of its directors from 4 to 3.

HENRY STEINBERG,
Secretary.

37339-o 14663-59

L'Action Civique de Sherbrooke inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives on October 28, 1970, has approved by-law number 1 of "L'Action Civique de Sherbrooke inc.", and such, pursuant to section 226 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37359 175-67

Atlantic Tungsten Corporation Limited (No Personal Liability)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 8, of the company "Bermont Mines Ltd." (No personal liability), incorporated by letters patent dated the 21st day of December 1962, changing its name into that of "Atlantic Tungsten Corporation Limited" (No personal liability).

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37360-o 14855-62

J. & P. Coats (Canada) Limited

Notice is given that "J. & P. Coats (Canada) Limited" has changed the number of its directors from 9 to 10.

A. C. HONE,
Secretary.

37361-o 2081-01

Marmerstein Ltd.

Notice is given that "Marmerstein Ltd." has changed the number of its directors from 4 to 3.

S. TENENBAUM,
Secretary.

37362-o 2210-51

The Polish Canadian Mutual Aid Society
La Société Polonaise-Canadienne d'Aide Mutuelle

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on October 15, 1970, he approved by-laws numbers 2 to 6 inclusively of 1940, the by-laws of 1943, by-laws numbers 1 to 9 inclusively of 1950, the by-laws of 1960 and by-laws numbers 1 to 15 of 1969 forming a revision of these by-laws of "The Polish Canadian Mutual Aid Society — La Société Polonaise-Canadienne d'Aide Mutuelle", and such, pursuant to section 226 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37363 3121-39

Les Immeubles Riverains ltée

"Les Immeubles Riverains ltée" gives notice that it changed the number of its directors from 3 to 5.

CLAUDE LESSARD,
Secretary.

37367 129-69

Hôtel-Dieu de Sorel Incorporée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 6 novembre 1970, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Hôtel-Dieu de Sorel Incorporée », et ce, en vertu de l'article 6 de l'arrêté en conseil numéro 288 adopté le 31 janvier 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37383-o 1759-32

Hôtel-Dieu de Sorel Incorporée

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on November 6, 1970, he approved the general by-laws of "Hôtel-Dieu de Sorel Incorporée", and such, pursuant to section 6 of Order in Council number 288 adopted January 31, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37383 1759-32

Miss Edgar's and Miss Cramp's School, inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 5 novembre 1970, il a approuvé l'amendement au règlement numéro 5 de la corporation « Miss Edgar's and Miss Cramp's School, inc.", et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37384-o 3353-10

Miss Edgar's and Miss Cramp's School, inc.

Notice is given that, on November 15, 1970, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the amendment to by-law number 5 of "Miss Edgar's and Miss Cramp's School, inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37384 3353-10

Companie étrangère
Permis

Loomis Armored Car Service, Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Loomis Armored Car Service, Ltd. » a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. R.C.T. Harris, de l'étude légale McDougall, Hemens, Campbell, Harris, Thomas & Mason, 505 ouest, rue Dorchester, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 505 ouest, boulevard Dorchester en la ville de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37279 56-70

Williams Creek Gold Quartz Mining Co. Limited (No Personal Liability)

La compagnie « Williams Creek Gold Quartz Mining Co. Limited » (No personal liability) donne avis qu'elle a été autorisée à vendre ou autrement aliéner dans la province de Québec, ses actions, titres, certificats-actions, obligations et autres valeurs.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, sont Me Boisvert & Pickel, du bureau 2610, 800 ouest, boulevard Dorchester, Montréal.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province est le bureau 2610, 800 ouest, boulevard Dorchester, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37279 14-70

Extra-Provincial Company
License

Loomis Armored Car Service, Ltd.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Loomis Armored Car Service, Ltd.", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. R.C.T. Harris, of the law firm McDougall, Hemens, Campbell, Harris, Thomas & Mason, 505 Boulevard Dorchester West, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at 505 Dorchester Boulevard West, in the city of Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279-o 56-70

Williams Creek Gold Quartz Mining Co. Limited (No Personal Liability)

Notice is given that "Williams Creek Gold Quartz Mining Co. Limited" (No personal liability), has been authorized to sell, or otherwise alienate in the Province of Québec, its shares, stocks, stock-certificates, debentures and other securities.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceeding against the said company, are Mes. Boisvert & Pickel, of suite 2610, 800 Dorchester Boulevard West, Montreal.

The principal office of the said company in the Province is at suite 2610, 800 Dorchester Boulevard West, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions Companies and Cooperatives.

37279-o 14-70

Safari Explorations Limited

La compagnie « Safari Explorations Limited », donne avis qu'elle a été autorisée à vendre, ou autrement aliéner dans la province de Québec, ses actions, titres, certificats-actions, obligations et autres valeurs.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est I. David Fleming, de Bernstein, Fleming, DiClementi, Gagnon & Bernstein, 500 ouest, rue St-Jacques, bureau 800, Montréal.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province est à 500 ouest, rue St-Jacques, bureau 800, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37279 15-70

Safari Explorations Limited

Notice is given that "Safari Explorations Limited", has been authorized to sell, or otherwise alienate in the Province of Québec, its shares, stocks, stock-certificates, debentures and other securities.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceeding against the said company, is Mr. I. David Fleming, of Bernstein, Fleming, DiClementi, Gagnon & Bernstein, 500 St. James Street West, Suite 800, Montreal.

The principal office of the said company in the Province is at 500 St. James Street West, Suite 800, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279-o 15-70

Lettres patentes

Glencairn Snack Bars Ltd. Casse-Croûte Glencairn ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a corrigé les lettres patentes, en date du 4 juin 1970, de la compagnie « Glencairn Snack Bar Ltd. — Casse-Croûte Glencairn ltée », en y ajoutant dans la version anglaise du nom un « s » au mot « Bar » de manière que le nom se lise: « Glencairn Snack Bars Ltd. — Casse-Croûte Glencairn ltée ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37279-o 2576-70

Parnelli Juniors inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a corrigé les lettres patentes, en date du 10 août 1970, de la compagnie « Parnelli Juniors inc. », en y changeant la date des lettres patentes du 10 août 1970, par celle du 6 août 1970.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37279-o 3443-70

Letters Patent

Glencairn Snack Bars Ltd. Casse-Croûte Glencairn ltée

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that under Part I of the Companies Act, he corrected letters patent, dated June 4, 1970, of "Glencairn Snack Bar Ltd. — Casse-Croûte Glencairn ltée", by adding in the English version of the name an "s" to the word "Bar" in order that it read as: "Glencairn Snack Bars Ltd. — Casse-Croûte Glencairn ltée".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 2576-70

Parnelli Juniors inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that under Part I of the Companies Act, he corrected letters patent dated August 10, 1970, of "Parnelli Juniors inc.", by changing the date of the letters patent from August 10, 1970, by that of August 6, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37279 3443-70

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 4224

Québec, le 11 novembre 1970.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la réduction du montant de la rente et du coût des travaux requis payables par la compagnie Consolidated Developments Limited.

ATTENDU QUE la compagnie Consolidated Developments Limited détient vingt-deux (22) permis de recherche pour le pétrole et le gaz naturel, soit les permis portant les numéros 345,

Orders in Council

Order in Council Executive Council Chamber

Number 4224

Québec, November 11, 1970.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the reduction in the amount of the rental and the cost of the required work payable by the company Consolidated Developments Limited.

WHEREAS the company Consolidated Developments Limited holds twenty-two (22) natural gas and petroleum exploration licences, licences bearing numbers 345, 366, 378 to 388 inclusively,

366, 378 à 388 inclusivement, 399, 407 à 411 inclusivement émis entre le 20 mai 1969 et le 10 mars 1970 et les permis numéros 438, 439 et 440 depuis le 11 août 1970;

ATTENDU QU'en vertu de l'alinéa « *e* » de l'article 268 de la Loi des mines (13-14 Elizabeth II, chapitre 34), le lieutenant-gouverneur en conseil peut déterminer les conditions des permis de recherche suivant l'article 144 de cette loi;

ATTENDU QU'en vertu dudit article 144, une société constituée en vertu des lois de la province peut faire réduire jusqu'à concurrence de 75% pour la première année et de 50% pour toute année subséquente le montant de la rente et le coût des travaux requis si elle détient au moins cinq (5) permis contigus d'une superficie globale d'au moins 250,000 acres dans les districts électoraux de Rimouski, Matapédia, Matane, Gaspé-Nord, Gaspé-Sud, Bonaventure et des Iles de la Madeleine, l'Ile d'Anticosti, le territoire d'Abitibi et le Nouveau-Québec;

ATTENDU QUE les vingt-deux (22) permis de recherche précités sont tous situés sur l'Ile d'Anticosti et ont une superficie totale de 1,219,280 acres;

ATTENDU QU'en vertu de l'arrêté en conseil numéro 2754 du 15 juillet 1970, l'article 144 de la Loi des mines est applicable aux dix-neuf (19) permis de recherche émis entre le 20 mai 1969 et le 10 mars 1970;

ATTENDU QUE les trois (3) permis de recherche émis le 11 août 1970 sont contigus aux dix-neuf (19) autres permis de recherche.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre des Richesses naturelles:

QUE, conformément à l'article 144 de la Loi des mines (13-14 Elizabeth II, chapitre 34), le montant de la rente et le coût des travaux requis soient réduits jusqu'à concurrence de 75% pour la première année et de 50% pour toute année subséquente pour les permis de recherche numéros 438, 439 et 440 accordés à la compagnie Consolidated Developments Limited et couvrant une superficie de 134,150 acres;

QUE ce règlement ait force de loi à compter de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
37351-o JULIEN CHOUINARD.

399, 407 to 411 inclusively granted between May 20, 1969 and March 10, 1970 and licences numbers 438, 439 and 440 since August 11, 1970;

WHEREAS pursuant to paragraph "*e*" of section 268 of the Mining Act (13-14 Elizabeth II, chapter 34), the Lieutenant-Governor in Council may prescribe the conditions for exploration licences under section 144 of this Act;

WHEREAS pursuant to the said section 144, a company incorporated under the laws of the Province may have reduced to the extent of 75% for the first year and 50% for each subsequent year the amount of the rental and the cost of the required work if the company holds at least five or more contiguous licences of a total area of at least 250,000 acres in the electoral districts of Rimouski, Matapédia, Matane, Gaspé-North, Gaspé-South, Bonaventure and the Magdalen Islands, the Island of Anticosti, the territory of Abitibi and New Québec.

WHEREAS the twenty-two (22) exploration licences mentioned above are all situated on the Island of Anticosti and comprise a total area of 1,219,280 acres;

WHEREAS pursuant to Order in Council 2754 of July 15, 1970, section 144 of the Mining Act applies to the nineteen (19) exploration licences held since granted between May 20, 1969 and March 10, 1970;

WHEREAS the three (3) exploration licences granted August 11, 1970 are contiguous to the nineteen (19) other exploration licences.

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Minister of Natural Resources:

THAT, in accordance with section 144 of the Mining Act (13-14 Elizabeth II, chapter 34), the amount of the rent and the cost of the required work be reduced to the extent of 75% for the first year and 50% for all subsequent years for exploration licences numbers 438, 439 and 440 granted to Company Consolidated Developments Limited and covering an area of 134,150 acres;

THAT this regulation have force of law from and after the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
37351 *Clerk of the Executive Council*.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 4225

Québec, le 11 novembre 1970.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la réduction du montant de la rente et du coût des travaux requis payables par La Société Acadienne de Recherches Pétrolières Ltée

ATTENDU QUE La Société Acadienne de Recherches Pétrolières Ltée détient treize (13) permis de recherche pour le pétrole et le gaz naturel, soit les permis portant les numéros 349, 350, 352 à 355 inclusivement, 357 à 361 inclusivement depuis le 30 mai 1969 et les permis numéros 269 et 270 depuis le 1er octobre 1970;

ATTENDU QU'en vertu de l'alinéa «*e*» de l'article 268 de la Loi des mines (13-14 Elizabeth II, chapitre 34), le lieutennat-gouverneur en conseil peut déterminer les conditions des permis de recherche suivant l'article 144 de cette loi;

Order in Council
Executive Council Chamber

Numéro 4225

Québec, November 11, 1970.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the reduction in the amount of the rental and the cost of the required work payable by La Société Acadienne de Recherches Pétrolières Ltée

WHEREAS La Société Acadienne de Recherches Pétrolières Ltée holds thirteen (13) natural gas and petroleum exploration licences, licences bearing numbers 349, 350, 352 to 355 inclusively, 357 to 361 inclusively since May 30, 1969 and licenses numbers 269 and 270 since October 1, 1970;

WHEREAS pursuant to paragraph "*e*" of Section 268 of the Mining Act (13-14 Elizabeth II, chapter 34), the Lieutennat-Governor in Council may prescribe the conditions for exploration licenses under Section 144 of this Act;

ATTENDU QU'en vertu dudit article 144, une société constituée en vertu des lois de la province peut faire réduire jusqu'à concurrence de 75% pour la première année et de 50% pour toute année subséquente le montant de la rente et le coût des travaux requis si elle détient au moins cinq (5) permis contigus d'une superficie globale d'au moins 250,000 acres dans les districts électoraux de Rimouski, Matapédia, Matane, Gaspé-Nord, Gaspé-Sud, Bonaventure et des Iles de la Madeleine, l'Ile d'Anticosti, le territoire d'Abitibi et le Nouveau-Québec;

ATTENDU QUE les treize (13) permis de recherche précités sont tous situés dans les districts électoraux de Matapédia et de Matane et ont une superficie totale de 720,300 acres;

ATTENDU QU'en vertu de l'arrêté en conseil numéro 3861 du 10 décembre 1969, l'article 144 de la Loi des mines s'applique aux onze (11) permis de recherche détenus depuis le 30 mai 1969;

ATTENDU QUE les deux (2) permis de recherche détenus depuis le 1er octobre 1970 sont contigus aux onze (11) autres permis de recherche.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre des Richesses naturelles:

QUE, conformément à l'article 144 de la Loi des mines (13-14 Elizabeth II, chapitre 34), le montant de la rente et le coût des travaux requis soient réduits jusqu'à concurrence de 75% pour la première année et de 50% pour toute année subséquente pour les permis de recherche numéros 269 et 270 accordés à La Société Acadienne de Recherche Pétrolières Ltée et couvrant une superficie de 112,800 acres;

QUE ce règlement ait force de loi à compter de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

37351-o

WHEREAS pursuant to the said Section 144, a company incorporated under the laws of the Province may have reduced to the extent of 75% for the first year and 50% for each subsequent year the amount of the rental and the cost of the required work if the company holds at least five or more contiguous licences of a total area of at least 250,000 acres in the electoral districts of Rimouski, Matapédia, Matane, Gaspé-North, Gaspé-South, Bonaventure and the Magdalen Islands, the Island of Anticosti, the territory of Abitibi and New Québec.

WHEREAS the thirteen (13) exploration licenses mentioned above are all situated in the electoral districts of Matapédia and Matane and cover a total area of 720,300 acres;

WHEREAS pursuant to Order in Council 3961 of December 10, 1969, section 144 of the Mining Act applies to the eleven (11) exploration licences held since May 30, 1969;

WHEREAS the two (2) exploration licenses held since October 1, 1970 are contiguous to the eleven (11) other exploration licenses.

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Minister of Natural Resources:

THAT, in accordance with section 144 of the Mining Act (13-14 Elizabeth II, chapter 34), the amount of the rent and the cost of the required work be reduced to the extent of 75% for the first year and 50% for all subsequent years for exploration licences numbers 269 and 270 granted to La Société Acadienne de Recherches Pétrolières Ltée and covering an area of 112,800 acres;

THAT this regulation will have force of law from and after the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

37351

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 4115

Québec, le 4 novembre 1970.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les modifications à la réglementation des ciné-parcs.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre des Affaires culturelles:

QUE soient approuvées les modifications apportées au règlement numéro 2 concernant l'aménagement et l'exploitation d'un ciné-parc; lequel règlement avait été publié dans la *Gazette officielle* numéro 37 du 13 septembre 1969.

Le règlement se lira dorénavant comme suit: voir Annexe.

QUE l'arrêté en conseil numéro 2522 du 27 août 1969 soit amendé en conséquence.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

ANNEXE

Règlements concernant l'aménagement et l'exploitation d'un ciné-parc

Règlement no 2

Article 3-A

Pour l'aménagement d'un ciné-parc, le requérant doit joindre à la formule « A » ci-annexée, les documents suivants:

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 4115

Québec, November 4, 1970.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the regulations respecting outdoor cinemas

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Cultural Affairs:

THAT the amendments brought to regulation number 2 respecting the setting-up and operation of outdoor cinemas be approved; the said regulation was published in volume number 37 of the *Québec Official Gazette* dated September 13, 1969.

The regulation will henceforth read as follows: See annex.

THAT Order in Council number 2522 of August 27, 1969 be amended accordingly.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

ANNEX

Regulations respecting the setting-up and operation of an outdoor cinema

Regulation Number 2

Section 3-A

When applying for a permit to set up an outdoor cinema, the applicant must attach to form "A", hereto annexed, the following documents:

a) Tel que requis par l'article 22 de la Loi, une copie certifiée de la résolution du Conseil de la municipalité indiquant si, dans un rayon de deux (2) milles du site proposé, se trouvent des institutions publiques et privées, ou services publics;

b) plan et description cadastrale du terrain où se trouvera le ciné-parc;

c) une copie de son titre au terrain;

d) un plan préliminaire d'aménagement du ciné-parc;

e) si le requérant est une corporation:

1° photocopie de ses lettres patentes;

2° bilan d'ouverture, dûment certifié par un comptable agréé pour une nouvelle corporation; un bilan pro forma donnant effet à l'aménagement du ciné-parc pour une corporation déjà en exploitation;

3° le nom des actionnaires et le nombre et la catégorie d'actions possédées par chacun d'eux;

4° les modalités et les sources du financement;

5° une déclaration assermentée à l'effet:

qu'au moins $20,000 du capital-actions a été souscrit et payé pour des actifs de $100,000, au moins $40,000 pour des actifs de $200,000 et au moins $50,000 pour des actifs de $300,000 et plus.

si le requérant est une personne physique:

1° bilan certifié par un comptable agréé;

2° déclaration assermentée à l'effet:

aa) que le surplus des actifs sur le passif est d'au moins $20,000 sur un coût estimé de $100,000, au moins $40,000 sur un coût estimé de $200,000 et au moins $50,000 sur un coût estimé de $300,000 et plus.

bb) qu'il est citoyen canadien domicilié au Québec.

Article 3-B

Le permis d'aménagement est nul si le requérant n'a pas commencé les travaux d'aménagement dans les huit (8) mois de la date de l'émission du permis d'aménagement ou de l'adoption des présents règlements.

Article 4

Pour la modification d'un permis d'aménagement d'un ciné-parc, le requérant doit joindre à la formule « A » ci-annexée, les documents suivants:

a) une copie certifiée de la résolution du Conseil de la municipalité, autorisant les modifications projetées;

b) le plan de modifications du ciné-parc.

Article 4-A

Pour la modification d'un ciné-parc, le requérant doit joindre à la formule « A » ci-annexée, les documents suivants:

a) une copie certifiée de la résolution du Conseil de la municipalité, autorisant les modifications projetées;

b) le permis requis par l'article 4, paragraphe 3, concernant la Loi de sécurité dans les édifices publics (S.R.Q. 1964, chap. 149);

c) le plan de modifications du ciné-parc.

Article 6

Le requérant doit joindre à la formule « B » ci-annexée, les documents suivants:

a) le certificat requis à l'article 6 de la Loi de la sécurité dans les édifices publics (S.R.Q. 1964, chap. 149) attestant que le ciné-parc pour lequel on demande un permis d'exploitation

(*a*) As required under section 22 of the Act, a certified copy of the resolution of the Council of the municipality, indicating if, there are any public and private institutions, or public services within a radius of two miles of the proposed site;

(*b*) a plan and cadastral description of the land on which will be located the outdoor cinema;

(*c*) a copy of his title-deed to the land;

(*d*) a preliminary plan of the setting-up of the outdoor cinema;

(*e*) if the applicant is a corporation:

1. a photocopy of his letters patent;

2. in the case of a new corporation, the opening balance-sheet, duly certified by a chartered accountant; in the case of a corporation already doing business, a *pro forma* balance-sheet making effective the setting-up of an outdoor cinema;

3. the names of the shareholders and the number and classes of shares held by each one;

4. the terms and conditions of payment and the sources of its financing;

5. a sworn statement to the effect that:

a minimum of $20,000 of the share-capital has been subscribed to and paid for out of a total of $100,000, at least $40,000 for assets of $200,000, and at least $50,000 for assets of $300,000 or more.

if the applicant is an individual:

1. a balance-sheet duly certified by a chartered accountant;

2. a sworn statement to the effect that:

(*aa*) the assets exceed the liabilities by at least $20,000 on an estimated cost of $100,000; at least $40,000 on an estimated cost of $200,000, and at least $50,000 on an estimated cost of $300,000 or more.

(*bb*) he is a Canadian citizen domiciled in the Province of Québec.

Section 3-B

The permit to set up an outdoor cinema shall be declared invalid if work on the cinema grounds has not been started within the eight (8) months following the date of issue of the permit or following the date on which these regulations were adopted.

Section 4

In order to alter a permit to set up an outdoor cinema, the applicant must annex the following documents to form "A", hereto attached:

(*a*) a certified copy of the resolution of the Council of the municipality, authorizing the proposed alterations;

(*b*) the plans for altering an outdoor cinema.

Section 4-A

In order to alter an outdoor cinema, the applicant must annex the following documents to form "A", hereto attached:

(*a*) a certified copy of the resolution of the Council of the municipality, authorizing the proposed alterations;

(*b*) a permit as required under section 4, paragraph 3 respecting the Public Buildings Safety Act (R.S.Q. 1964, Chapter 149);

(*c*) the plan for altering an outdoor cinema.

Section 6

The applicant must annex to form "B", hereto attached, the following documents:

(*a*) a certificate as required under section 6 of the Public Buildings Safety Act (R.S.Q. 1964, Chapter 149), attesting to the fact that the outdoor cinema, for which an operating permit

a été aménagé conformément aux dispositions de la loi et des règlements faits sous son empire;

b) une copie du contrat intervenu entre le propriétaire du ciné-parc et le requérant, si ce dernier n'est pas le propriétaire;

c) le bilan certifié du dernier exercice financier daté de moins de six (6) mois;

d) un état détaillé des principales créances;

e) copie du rapport annuel présenté au Service des compagnies au ministère des institutions financières, compagnies et coopératives;

f) s'il s'agit d'une corporation, une déclaration assermentée à l'effet:

qu'au moins $20,000 du capital-actions a été souscrit et payé pour des actifs de $100,000, au moins $40,000 pour des actifs de $200,000 et au moins $50,000 pour des actifs de $300,000 et plus.

s'il s'agit d'une personne physique, une déclaration assermentée à l'effet:

1° que le surplus des actifs sur le passif est d'au moins $20,000 sur un coût estimé de $100,000, au moins $40,000 sur un coût estimé de $200,000 et au moins $50,000 sur un coût estimé de $300,000 et plus;

2° qu'il est citoyen canadien domicilié au Québec.

Article 7

Le ministre ou une personne autorisée par lui peut, en tout temps, exiger de toute personne qui sollicite ou a obtenu un permis d'aménagement ou d'exploitation d'un ciné-parc, des renseignements et des documents requis en vertu de lois ou autres règlements, ou tous autres jugés utiles.

Le premier alinéa de l'article 6 et les articles 9, 10, 11, 12 et 13 de la Loi des commissions d'enquête (Statuts refondus 1964, chapitre 11) s'appliquent, *mutatis mutandis*, aux enquêtes faites en vertu du présent règlement.

Toute personne autorisée par le ministre à faire ces enquêtes doit, avant d'agir, prêter devant un juge de la Cour provinciale le serment prévu par ladite loi, *mutatis mutandis*.

Article 10

L'écran d'un ciné-parc doit être garanti par un ingénieur professionnel comme pouvant résister à une pression minimum de 30 livres au pied carré. La structure supportant l'écran doit être faite de béton armé ou d'acier.

Si le ciné-parc est construit en bordure d'une voie rapide, l'image ne doit jamais être visible de celle-ci.

Dans tous les autres cas, l'écran ne doit jamais être construit à moins de 200 pieds de la voie publique et lorsque l'image est visible de la voie publique, la distance devra être d'au moins 1000 pieds.

Article 18

Tout permis d'aménagement ou d'exploitation émis en vertu des présents règlements n'est pas transférable.

Article 19

Les présents règlements entrent en vigueur à compter de la date de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

REQUÊTE

À l'honorable ministre des Affaires culturelles,

La requérante.....
(indiquer le nom de la compagnie)
dont le siège social est situé à.....
et dont l'adresse du bureau principal au Québec est.....

is required, has been equipped according to the provisions of the Act and of its regulations;

(*b*) copy of the contract drawn up between the proprietor of the outdoor cinema and the applicant, if the latter is not the proprietor;

(*c*) a certified balance-sheet of the last financial year dating back not more than six (6) months;

(*d*) a detailed account of the principal debts;

(*e*) copy of the annual report presented to the Companies Branch of the Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives;

(*f*) if a corporation is involved, a sworn statement of the effect that:

a minimum of $20,000 of the share-capital has been subscribed to and paid for out of a total of $100,000; at least $40,000 for assets of $200,000; and at least $50,000 for assets of $300,000 or more.

if an individual is involved, a sworn statement to the effect that:

1. the assets exceed the liabilities by at least $20,000 on an estimated cost of $100,000; at least $40,000 on an estimated cost of $200,000; and at least $50,000 on an estimated cost of $300,000 or more.

2. he is a Canadian citizen domiciled in the Province of Québec.

Section 7

The Minister or such person as authorized by him may, at any time, demand of any person applying for or having obtained a permit to set up or to operate an outdoor cinema, information and documents required by law or other regulations, or any other relevant documents.

The first paragraph of section 6 and sections 9, 10, 11, 12 and 13 of the Public Inquiry Commission Act (Revised Statutes 1964, Chapter 11) apply, *mutatis mutandis*, to the inquiries made pursuant to this regulation.

Any person authorized by the Minister to make such inquiries shall, before undertaking them, be sworn in before a judge of the Provincial Court as required by the said Act, *mutatis mutandis*.

Section 10

The screen of an outdoor cinema must be guaranteed by a professional engineer as being capable of sustaining a pressure of 30 pounds per square foot. The supporting structure shall be made of reinforced concrete or steel.

If the outdoor cinema is built next to an express highway, the picture must not be visible from the road.

In all other cases, the screen must be built not less than 200 feet from the public highway and when the picture is visible from the highway, the distance between the latter and the screen should cover at least 1,000 feet.

Section 18

A permit to set up or to operate an outdoor cinema issued under these regulations is not transferable.

Section 19

These regulations shall come into force from and after the date of their publication in the *Québec Official Gazette*.

REQUEST

To the Honourable Minister of Cultural affairs

Applicant.....
(name of the company)
Head office.....
Main office in the Province of Québec.....
.....

Une résolution des administrateurs dont copie est annexée à l'effet de demander un permis d'aménagement ou de modifidation d'un ciné-parc, a été adoptée par les administrateurs à une assemblée tenue le .....

Ce ciné-parc sera aménagé dans la municipalité de .....
district électoral de .....
Le nom du ciné-parc sera .....
La capacité du ciné-parc sera .....

Le nom et l'adresse du propriétaire du terrain, où sera aménagé le ciné-parc, sont: .....
.....

Les noms, adresses et occupations des administrateurs de la corporation sont les suivants:
.....
.....
.....

C'est pourquoi, votre requérante, demande qu'il plaise à l'honorable ministre des Affaires culturelles, de lui émettre un permis d'aménagement ou de modification d'un ciné-parc.

Signé à ....., ce .....
jour de ..... 19....

.....
Président

.....
Secrétaire

A resolution, proposed by the directors, copy of which is annexed, and requesting a permit to set up or to modify an outdoor cinema, was adopted by the directors at a meeting held on .....

The outdoor cinema will be set up in the municipality of .....
in the electoral district of .....
It will be called .....
and its capacity will be .....

Name and address of the owner of the land on which will be located the outdoor cinema .....
.....

Name, address and occupation of each of the directors of the company .....
.....
.....
.....

The applicant therefore begs the Honourable Minister of Cultural Affairs to grant it a permit to set up and to modify an outdoor cinema.

Given at ....., this ..... day of
..... 19..

.....
President

.....
Secretary

REQUÊTE

À l'honorable ministre des Affaires culturelles,

Monsieur (ou Messieurs) .....
.....

ci-après appelé le requérant (ou les requérants) demande au ministre des Affaires culturelles, un permis spécial d'aménagement ou de modification d'un ciné-parc, et, en vue de l'obtention d'un tel permis, le soussigné fait les déclarations suivantes:

Je fais affaires sous mon nom personnel ou sous le nom de .....
(Dans ce dernier cas, fournir
.....
une photocopie de la déclaration de raison sociale)
Nous faisons affaires sous nos noms personnels ou sous le nom de .....
(fournir une photocopie de la déclaration
.....
de raison sociale et une copie authentique du contrat de société)

L'adresse de mon bureau d'affaires au Québec est
.....
L'adresse de notre bureau principal au Québec est
.....

Ce ciné-parc sera aménagé dans la municipalité de .....district électoral de
.....
Le nom du ciné-parc sera .....
La capacité du ciné-parc sera .....
Le nom et l'adresse du propriétaire du terrain, où sera aménagé le ciné-parc, sont:
.....
Signature de tous les intéressés:
.....
.....

REQUEST

To the Honourable Minister of Cultural Affairs

Mr. (or Messrs.) .....
.....

hereinafter called the applicant (or applicants) begs (beg) the Honourable Minister of Cultural Affairs to grant him (them) a special permit to set up or to modify an outdoor cinema, and in view thereof the undersigned declare:

I carry on business under my personal name or under the name of .....
(in the latter case, give
.....
a photocopy of the incorporation certificate)
We carry on business under our personal names or under the name of .....
(attach photocopy of the
.....
incorporation certificate or a true copy of the company contract)

My business address in the Province of Québec is .....
The address of our main office in the Province of Québec is .....

The outdoor cinema will be set up in the municipality of .....
in the electoral district of .....
It will be called .....
and its capacity will be .....
Name and address of the owner of the land on which will be located the outdoor cinema .....
.....
Signatures of all interested parties:
.....
.....

REQUÊTE

À l'honorable ministre des affaires culturelles,

Monsieur (ou Messieurs).....
.....

ci-après appelé le requérant (ou les requérants) demande au ministre des Affaires culturelles, un permis annuel d'exploitation de ciné-parc, et, en vue de l'obtention d'un tel permis le soussigné fait les déclarations suivantes:

Je fais affaires sous mon nom personnel ou sous le nom de.....
Nous faisons affaires sous nos noms personnels ou sous le nom de.....

L'adresse de mon bureau d'affaires au Québec est
.....
L'adresse de notre bureau principal au Québec est
.....

Le nom du ciné-parc est.....
Le nom et l'adresse du propriétaire du terrain, où sera aménagé le ciné-parc, sont:.....
.....
La date d'émission du permis d'aménagement est
.....
Le nombre de véhicules que peut contenir le ciné-parc est.....
Le début des opérations est prévu pour:.....
.....

Signature de tous les intéressés:
.....
.....

REQUEST

To the Honourable Minister of Cultural Affairs

Mr. (or Messrs.).....
.....

hereinafter called the applicant (or applicants) begs (beg) the Honourable Minister of Cultural Affairs to grant him (them) an annual permit to operate an outdoor cinema, and in view thereof the undersigned declare:

I carry on business under my personal name or under the name of.....
We carry on business under our personal names, or under the name of.....

My business address in the Province of Québec
.....
The address of our main office in the Province of Québec is.....

The outdoor cinema is called.....
Name and address of the owner of the land on which will be located the outdoor cinema.....
.....
Permit to set up an outdoor cinema was issued on
.....
Number of vehicles which may be admitted....
.....
The opening is scheduled for.....
.....

Signatures of all interested parties:
.....
.....

REQUÊTE

À l'honorable ministre des Affaires culturelles,

La requérante.....
(indiquer le nom de la compagnie)
dont le siège social est situé à.....
et dont l'adresse du bureau principal au Québec est.....

Une résolution des administrateurs dont copie est annexée à l'effet de demander un permis annuel d'exploitation de ciné-parc, a été adoptée par les administrateurs à une assemblée tenue le
.....

Le nom du ciné-parc est.....

La date d'émission du permis d'aménagement du ciné-parc est.....
Le nombre de véhicules que peut contenir ce ciné-parc est.....
Le début des opérations est prévu pour.....

Les noms, adresses et occupations des administrateurs de la corporation sont les suivants:
.....
.....
.....

C'est pourquoi, votre requérante, demande qu'il plaise à l'honorable Ministre des affaires culturelles, de lui émettre un permis annuel d'exploitation de ciné-parc.

Signé à..... le.....

.....
Président

.....
Secrétaire

37350-o

REQUEST

To the Honourable Minister of Cultural Affairs

Applicant.....
(name of the company)
Head office.....
Main office in the Province of Québec.....
.....

A resolution proposed by the directors, copy of which is annexed, and requesting an annual permit to operate an outdoor cinema was adopted by the directors at a meeting held on.....
.....

Name of the outdoor cinema.....

Date of issue of the permit to set up and outdoor cinema.....
Number of vehicles which may be admitted....
.....
The opening is scheduled for.....

Name, address and occupation of each of the directors of the company.....
.....
.....
.....

The applicant therefore begs the Honourable Minister of Cultural Affairs to grant him an annual permit to operate an outdoor cinema.

Given at....., this.....day of.....
1970.

.....
President

.....
Secretary

37350-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 4145

Québec, le 11 novembre 1970.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la réserve de Kipawa.

ATTENDU QUE le paragraphe *r*) de l'article 77 de la Loi de la Conservation de la faune (Lois du Québec 1969, chapitre 58) stipule que le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter des règlements pour établir des réserves de chasse et de pêche et y prohiber complètement ou partiellement la chasse ainsi que le port d'armes et déterminer les conditions auxquelles la chasse est permise dans ces réserves;

ATTENDU QU'il est opportun de diminuer la superficie de la réserve, à cause de nombreux baux de villégiature qui existent autour du lac Kipawa.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre du Tourisme, de la chasse et de la pêche:

QUE la réserve de Kipawa soit maintenant décrite comme suit:

Un territoire d'une superficie d'environ 2,170 milles carrés faisant partie des comtés de Témiscamingue et de Rouyn-Noranda, et dont le périmètre peut se décrire comme suit:

Partant d'un point situé au coin nord-ouest du canton Casson; de là, vers l'ouest puis dans une direction générale sud suivant la limite ouest du Parc de la Vérendrye, soit une distance approximative de 66 milles, la limite sud du Parc de la Vérendrye, jusqu'à la rive est de la baie de l'Orignal du lac Dumoine, d'une distance approximative de 5.8 milles; de là, en direction générale sud suivant les rives est et sud du lac Dumoine, jusqu'au dépôt « Dumoine », de là, sud 88° ouest, 3.5 milles; de là, nord 55° 30′ ouest, jusqu'à sa rencontre avec la ligne séparative des cantons Dièreville et La Chaudière, soit une distance approximative de 8.5 milles; de là, direction franc sud longeant la ligne séparative des cantons La Chaudière et Calcar des cantons Dièreville et Giroux, contournant le lac qui s'y rencontre par la rive est, jusqu'au petit lac soit une distance approximative de 7.1 milles; de là, nord 55° 30′ ouest jusqu'à sa rencontre avec la rivière Pin-Blanc; sur une distance approximative de 5.4 milles en contournant la rive nord du premier lac qui s'y rencontre et la rive sud du deuxième; de là, sud 63° 30′ ouest, jusqu'au lac Pombert d'une distance approximative de 3.8 milles; de là; sud 86° 30′ ouest jusqu'au lac Clair, d'une distance approximative de 2.9 milles; de là, contournant ledit lac par la rive nord jusqu'à son extrémité ouest; de là, sud 61° ouest, jusqu'à la rivière Desjardins sur une distance approximative de 2 milles; de là, la rive sud du lac Sairs, la rive sud de la rivière Kipawa jusqu'au portage (ragged chute); de là, traversant ladite rivière jusqu'à sa rive nord; de là, les rives nord et nord-est des rivières Kipawa et Birch Creek, jusqu'au lac McKillop; de là, nord 50° ouest, 2 milles; de là, nord 18° 30′ ouest, 5.3 milles; de là, sud 65° ouest, 2.5 milles; de là, nord 17° ouest, 2 milles; de là, nord 82° ouest, 2.5 milles; de là, nord 4° 30′ ouest, 2.5 milles; de là, nord 30° est, jusqu'à la décharge du petit lac Bouleau d'une distance approximative de 2.3 milles; de là, nord 73° ouest, jusqu'à l'extrémité sud-est du lac Ostaboningue d'une distance approximative

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 4145

Québec, November 11, 1970.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING the Kipawa Reserve.

WHEREAS paragraph (*r*) of section 77 of the Wild-life Conservation Act (Statutes of Québec, 1969, chapter 58) stipulates that the Lieutenant-Governor in Council may make regulations to establish game and fish reserves and totally or partially prohibit hunting and the carrying of arms therein and determine the conditions upon which hunting is permitted in such reserves;

WHEREAS it is expedient to reduce the area of the reserve because of the numerous leases which were granted to people vacationing around the Kipawa Lake.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Game:

THAT the Kipawa Reserve be now described as follows:

A territory having an area of about 2,170 square miles, being part of the counties of Témiscamingue and Rouyn-Noranda, and the perimeter of which may be described as follows:

Starting from a point situated in the north-western extremity of the township of Casson; thence, westwards and in a general southerly direction, following the western boundary line of de la Vérendrye Park, that is an approximate distance of 66 miles, the southern boundary line of de la Vérendrye Park, to the east shore of Baie de l'Orignal in Dumoine Lake, an approximate distance of 5.8 miles; thence, in a general southerly direction, following the east and south shores of Dumoine Lake, to "dépôt Dumoine"; thence, south 88° west, 3.5 miles; thence, north 55° 30′ west until it joins the boundary line between the townships of Dièreville and La Chaudière, that is a distance of approximately 8.5 miles; thence, going due south, along the line separating the townships of La Chaudière and Calcar from the townships of Dièreville and Giroux, skirting the lake which lies there and, by the east shore to the small lake, that is, an approximate distance of 7.1 miles; thence, north 55° 30′ west to join Pin-Blanc River, an approximate distance of 5.4 miles, skirting the north shore of the first lake that is encountered and the south shore of the second; thence, south 63° 30′ west, to Pombert Lake, a distance of approximately 3.8 miles; thence, south 86° 30′ west to Clair Lake, an approximate distance of 2.9 miles; thence, skirting the said lake by the north shore to its western extremity; thence, south 61° west, to Desjardins River a distance of approximately 2 miles; thence, the south shore of Sairs Lake, the south shore of Kipawa River to the portage (ragged chute); thence, crossing the said river, to its north shore; thence, the north and north-east shores of the Kipawa and Birch Creek Rivers, to McKillop Lake; thence, north 50° west, 2 miles; thence, north 18° 30′ west, 5.3 miles; thence, south 65° west, 2.5 miles; thence, north 17° west, 2 miles; thence, north 82° west, 2.5 miles; thence, north 4° 30′ west, 2.5 miles; thence, north 30° east, to the dam of small Bouleau Lake, a distance of approximately 2.3 miles; thence, north 73° west, to the southeastern

de 2.25 milles; de là, longeant les rives sud et ouest du lac Ostaboningue jusqu'à son extrémité nord; de là, nord 70° est, jusqu'à la ligne séparative des cantons Blondeau et Guillet, en contournant la rive sud des lacs qui s'y rencontrent, soit une distance approximative de 10.7 milles; de là, nord 56° 30′ est, jusqu'au lac Soufflot, en contournant la rive sud des lacs qui s'y rencontrent, soit une distance approximative de 9.8 milles; la rive ouest du lac Soufflot, la rive ouest de la rivière Marécageuse, les rives ouest et nord du lac des Fourches jusqu'à sa rencontre avec la ligne séparative des cantons Delbreuil et Hallé, cettelite ligne séparative jusqu'à sa rencontre avec la ligne séparative des cantons Delbreuil et Guy, d'une distance approximative de 1.5 mille, la ligne séparative des cantons Guy et Delbreuil jusqu'à sa rencontre avec la rive sud du lac Nodier, en contournant à l'ouest le lac rencontré, soit une distance approximative de 2.8 milles, les rives sud et ouest du lac Nodier, jusqu'à sa rencontre avec la rive ouest du ruisseau « Fly Creek », la rive ouest dudit ruisseau, la limite nord du réservoir du lac Decelles, la rive droite de la rivière Outaouais jusqu'à sa rencontre avec la ligne séparative des cantons Pélissier et Casson; de là, ladite ligne séparative jusqu'au point de départ.

QUE l'arrêté en conseil numéro 698 du 2 avril 1965, concernant la réserve de Kipawa, soit abrogé;

QUE publication soit faite dans la *Gazette officielle du Québec.*

Le greffier du Conseil exécutif,
37378-0 JULIEN CHOUINARD.

extremity of Ostaboningue Lake, an approximate distance of 2.25 miles; thence, along the south and west shores of Ostaboningue Lake to its north extremity; thence, north 70° east, to the boundary line of the townships of Blondeau and Guillet, skirting the south shore of the lakes that are encountered, that is an approximate distance of 10.7 miles; thence, north 56° 30′ east, to Soufflot Lake, skirting the south shore of the lakes that are encountered, that is an approximate distance of 9.8 miles; the west shore of Soufflot Lake, the west shore of the Marécageuse River, the west and north shores of des Fourches Lake to join the line separating the townships of Delbreuil and Hallé, the said boundary line until it joins the boundary line between the townships of Delbreuil and Guy, an approximate distance of 1.5 mile, the boundary line between the townships of Guy and Delbreuil until it joins the south shore of Nodier Lake, skirting the west of the lake that is encountered, that is an approximate distance of 2.8 miles, the south and west shores of Nodier Lake until it joins the west shore of "Fly Creek", the western shore of the said creek, the northern boundary line of the Decelles Lake reservoir, the right shore of the Outaouais River until it joins the boundary line between the townships of Pélissier and Casson, then, the said boundary line to the starting point.

THAT order in council number 698 of April 2, 1965 concerning the Kipawa Reserve be abrogated.

THAT publication be made in the *Québec Official Gazette.*

JULIEN CHOUINARD,
37378 *Clerk of the Executive Council.*

Liquidation — Loi de la

Les Placements Coopératifs de Magog Incorporé

(*Loi des syndicats coopératifs*)

Avis est donné que lors d'une assemblée générale spéciale des membres du syndicat coopératif « Les Placements Coopératifs de Magog Incorporé », tenue à Magog le 19 octobre 1970, il a été résolu à l'unanimité que les affaires dudit syndicat soient liquidées et que celui-ci soit dissous, en vertu de la Loi des Syndicats coopératifs et de la Loi de la liquidation des compagnies.

Québec, le 21 octobre 1970.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
37315-0 LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Placement Arvic

(*Loi des syndicats coopératifs*)

Avis est donné que lors d'une assemblée générale spéciale des membres du syndicat coopératif « Placement Arvic », tenue à Victoriaville le 26 octobre 1970, il a été résolu à l'unanimité que les affaires dudit syndicat soient liquidées et que celui-ci soit dissous, en vertu de la Loi des Syndicats coopératifs et de la Loi de la liquidation des compagnies.

Québec, le 11 novembre 1970.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
37319-0 LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Winding up Act

Les Placements Coopératifs de Magog Incorporé

(*Cooperative Syndicates Act*)

Notice is given that at a special general meeting of the members of "Les Placements Coopératifs de Magog Incorporé", held in Magog on October 19, 1970, a resolution was passed unanimously stating that the affairs of the said syndicate be wound up and that it be dissolved, pursuant to the Cooperative Syndicates Act and the Winding-Up Act.

Québec, October 21, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
37315 *Companies and Cooperatives.*

Placement Arvic

(*Cooperative Syndicates Act*)

Notice is given that on the occasion of a special general meeting of the members of the cooperative syndicate "Placement Arvic", held at Victoriaville on October 26, 1970, a resolution was unanimously passed that the affairs of the said syndicate be liquidated and that it be dissolved, in accordance with the Cooperative Syndicates Act and the Winding-Up Act.

Québec, November 11, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
37319 *Companies and Cooperatives.*

Chantier coopératif de l'U.C.C. de Bagotville (Association coopérative)

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que lors d'une assemblée générale spéciale des membres du « Chantier coopératif de L'U.C.C. de Bagotville (Association coopérative), tenue à Bagotville », le 3 novembre 1970, il a été résolu que les affaires de ladite association coopérative soient liquidées et que celle-ci soit dissoute, ce en vertu des dispositions de la Loi des associations coopératives et de la Loi de la liquidation des compagnies, et que MM. Jacquelin Girard, Anatole Simard et Raymond Jean ont été nommés liquidateurs.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
37385-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Chantier coopératif de l'U.C.C. de Bagotville (Association coopérative)

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is given that at a special general meeting of the members of "Chantier coopératif de l'U.C.C. de Bagotville (Association coopérative)" held in Bagotville, on November 3, 1970, it has been resolved that the affairs of the said cooperative association be liquidated and that it be dissolved, such pursuant to the provisions of the Cooperative Associations Act and the winding-Up Act, and that Messrs Jacquelin Girard, Anatole Simard and Raymond Jean have been appointed liquidators.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
37385

Association coopérative

La Garderie Coopérative « Les Moucherons de Longueuil »

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a approuvé la formation de l'association coopérative « La Garderie Coopérative « Les Moucherons de Longueuil ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à Longueuil, Québec, dans le district électoral de Chambly.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives.
37380-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Cooperative Association

La Garderie Coopérative "Les Moucherons de Longueuil"

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the formation of the co-operative association "La Garderie Cooperative "Les Moucherons de Longueuil".

The head office of this co-operative association is established at Longueuil, Québec, in the electoral district of Chambly.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
37380

Caisses d'épargne et de crédit

La Caisse d'Économie des Éducateurs de St-Laurent

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé le règlement adopté le 29 septembre 1970, par « La Caisse d'Économie des Éducateurs de St-Laurent », changeant son groupe qui était « tous les éducateurs de St-Laurent », en celui de « les éducateurs de St-Laurent, les éducateurs de Ville Mont-Royal et les éducateurs d'Outremont ».

Québec, le 11 novembre 1970.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
37320-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Caisse Populaire Ste-Jeanne d'Arc de Shawinigan Sud

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé le règlement adopté le 20 octobre 1970, par la « Caisse Populaire Ste-Jeanne d'Arc de Shawinigan Sud », changeant son nom en celui de « Caisse Populaire Val-Mauricie ».

Québec, le 11 novembre 1970.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives.
37321-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Savings and Credit Unions

La Caisse d'Économie des Éducateurs de St-Laurent

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the regulation adopted on September 29, 1970 by "La Caisse d'Économie des Éducateurs de St-Laurent", changing the group which consisted of "all the educators of St-Laurent", into that of "the educators of St-Laurent, the educators of the Town of Mount Royal and the educators of Outremont".

Québec, November 11, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
37320

Caisse Populaire Ste-Jeanne d'Arc de Shawinigan Sud

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the regulation adopted on October 20, 1970 by the "Caisse Populaire Ste-Jeanne d'Arc de Shawinigan Sud", changing its name to that of "Caisse Populaire Val-Mauricie".

Québec, November 11, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

Caisse d'entraide économique Manicouagan

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé le règlement adopté le 28 octobre 1970, par la « Caisse d'épargne et d'entraide économique Hauterive — Baie-Comeau », changeant son nom en celui de « Caisse d'entraide économique Manicouagan ».

Québec, le 12 novembre 1970.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

37381-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Caisse d'entraide économique de St-Jean et Iberville

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a approuvé le règlement adopté le 29 septembre 1790 par la « Caisse d'épargne et d'entraide économique de St-Jean et Iberville », changeant son nom en celui de « Caisse d'entraide économique de St-Jean et Iberville ».

Québec, le 12 novembre 1970.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

37382-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Caisse d'entraide économique Manicouagan

(Savings and Credit Unions Act)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the by-law adopted on October 28, 1970 by the "Caisse d'épargne et d'entraide économique Hauterive — Baie-Comeau", changing its name to that of "Caisse d'entraide économique Manicouagan".

Québec, November 12, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
37381 *Companies and Cooperatives.*

Caisse d'entraide économique de St-Jean et Iberville

(Savings and Credit Unions Act)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the by-law adopted on September 29, 1970 by the "Caisse d'épargne et d'entraide économique de St-Jean et Iberville", changing its name to that of "Caisse d'entraide économique de St-Jean et Iberville".

Québec, November 12, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
37382 *Companies and Cooperatives.*

Ministère de l'Industrie et du Commerce

Loi sur les pêcheries

Règlement de pêche du Québec

Avis de pêche aux coquillages

Vu la décision du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social à l'effet que les coquillages des régions coquillières situées le long des côtes et des eaux:

G-21.1 quai du havre de pêche de Newport Pointe — quai de Chandler

sont toxiques à un point qui les rend dangereux pour la consommation *à l'état cru et la mise en conserve.*

À ces causes et conformément à l'article 6, paragraphe 1, du Règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au ministre de fermer lesdites régions à la pêche et d'interdire à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coquillages provenant desdites régions.

Québec, le 6 novembre 1970.

Le ministre de l'Industrie et du commerce,

37354-o GÉRARD-D. LEVESQUE.

Loi sur les pêcheries

Règlement de pêche du Québec

Avis de pêche aux coquillages

Vu la décision du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social à l'effet que les coquillages des régions coquillières situées le long des côtes et des eaux:

N-6.1 région s'étendant de la Pointe aux Outardes ouest — Grosse Pointe

sont toxiques à un point qui les rend dangereux pour la consommation *à l'état cru et la mise en conserve.*

Department of Industry and Commerce

Fisheries Act

Québec Fishery Regulation

Notice respecting the fishing of shellfish

In view of the decision rendered by the Minister of National Health and Welfare to the effect that shellfish in and along the shores and waters of:

G-21.1 the wharf of the fishing harbour of Newport Point to Chandler wharf

are toxic to a degree which makes them unsafe for use as a *raw food and for canning purposes.*

Therefore, pursuant to section 6, paragraph 1 of the Québec Fisheries Act, the Minister hereby closes the said areas to fishing and forbids whomsoever to fish for, take or possess shellfish from the said areas.

Québec, November , 1970.

GÉRARD-D. LEVESQUE.
37354 *Minister of Industry and Commerce.*

Fisheries Act

Québec Fishery Regulation

Notice respecting the fishing of shellfish

In view of the decision rendered by the Minister of National Health and Welfare to the effect that shellfish in and along the shores and waters of:

N-6.1 the region extending from the Pointe aux Outardes west to Grosse Pointe

are toxic to a degree which makes them unsafe for use as a *raw food and for canning purposes:*

À ces causes et conformément à l'article 6, paragraphe 1, du Règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au ministre de fermer lesdites régions à la pêche et d'interdire à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coquillages provenant desdites régions.

Québec, le 11 novembre 1970.

Le ministre de l'Industrie et du commerce,

37354-o GÉRARD-D. LEVESQUE.

Therefore, pursuant to section 6, paragraph 1 of the Québec Fisheries Act, the Minister hereby closes the said areas to fishing and forbids whomsoever to fish for, take or possess shellfish from the said areas.

Québec, November 11, 1970.

GÉRARD-D. LEVESQUE,

37354 *Minister of Industry and Commerce.*

Loi sur les pêcheries

Règlement de pêche du Québec

Avis de pêche aux coquillages

Vu la décision du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social à l'effet que les coquillages des régions coquillières situées le long des côtes et des eaux:

N-7.1.1 région s'étendant de Pointe Lebel (extrémité sud de la route, millage 10.4) — borne située sur le lot 15, Canton Manicouagan

sont toxiques à un point qui les rend dangereux pour la consommation *à l'état cru.*

À ces causes et conformément à l'article 6, paragraphe 1, du Règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au ministre de fermer lesdites régions à la pêche et d'interdire à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coquillages provenant desdites régions.

La présente interdiction ne s'applique pas cependant aux producteurs licenciés (Arrêté en Conseil Québec (1963-779) pour la mise en conserve seulement.

Québec, le 11 novembre 1970.

Le ministre de l'Industrie et du commerce,

37354-o GÉRARD-D. LEVESQUE.

Fisheries Act

Québec Fishery Regulation

Notice respecting the fishing of shellfish

In view of the decision rendered by the Minister of National Health and Welfare to the effect that shellfish in and along the shores and waters of:

N-7.1.1. the region extending from Lebel Point (southern tip of the road, mile No. 10.4) to the boundary-mark situated on lot 15, Manicouagan township

are toxic to a degree which makes them unsafe for use as a *raw food.*

Therefore, pursuant to section 6, paragraph 1, of the Québec Fisheries Act, the Minister hereby closes the said areas to fishing and forbids whomsoever to fish for, take or possess shellfish from the said areas.

This interdiction does not apply, however, to licensed producers (Order in Council, Québec, 1963-779) for canning purposes only.

Québec, November 11, 1970.

GÉRARD-D. LEVESQUE,

37354 *Minister of Industry and Commerce.*

Ministère des Richesses naturelles

Canton de Pershing, région de Val d'Or
Comté d'Abitibi-Est

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumission pour claims dans le canton Pershing, région de Val d'Or », seront reçues par le soussigné, le docteur J.-E. Gilbert, sous-ministre adjoint (Mines), ministère des Richesses naturelles, 1620, boulevard de l'Entente, Québec, province de Québec, jusqu'à deux heures de l'après-midi mercredi le 2 décembre 1970 pour l'obtention d'un bloc de quatre (4) claims jalonnés pour la Couronne sur l'ancienne concession minière No 339 dans le canton de Pershing, région de Val d'Or.

La carte indiquant la localisation du bloc de claims peut être obtenue au ministère des Richesses naturelles.

Chaque soumission doit être accompagnée d'un chèque certifié payable à l'ordre du ministre des Finances.

Le ministre des Richesses naturelles se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions qui ne devront cependant pas être inférieures à $200.

Québec, le 2 novembre 1970.

Le sous-ministre adjoint (Mines),

37170-46-2-o J.-E. GILBERT.

Department of Natural Resources

Pershing Township, Val d'Or area
County of Abitibi-East

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for claims in Pershing township, Val d'Or area", will be received by the undersigned Dr. J.-E. Gilbert, Associate Deputy-Minister (Mines), Department of Natural Resources, 1620 de l'Entente Boulevard, Québec, Province of Québec, until 2:00 o'clock, p.m., on Wednesday, December 2, 1970, for the purchase of a block of four (4) claims staked for the Crown on part of the former mining concession number 339 located in Pershing township, Val d'Or area.

A map locating the staked claims can be obtained at the Department of Natural Resources.

Each tender must be accompanied by a certified cheque payable to the order of the Minister of Finance.

The Minister of Natural Resources does not bind himself to accept the highest or any of the tenders which shall not however be less than $200.

Québec, November 2, 1970.

J.-E. GILBERT,

37170-46-2-o *Associate Deputy Minister (Mines),*

Avis de révocation de concession minière

Conformément aux articles 206 (*a*), 207 et 208 de la Loi des mines (S.Q. 1965, chapitre 34) permettant au lieutenant-gouverneur en conseil de révoquer les concessions minières dont les lettres patentes ont été délivrées avant le 1er juillet 1911 lorsqu'aucune exploitation minière n'a été faite dans les dix (10) années précédant la première publication des présentes, avis est présentement donné au propriétaire de la concession minière ci-dessous mentionnée, qu'après un délai de 90 jours de la dernière publication des présentes, le ministre des Richesses naturelles en recommandera au lieutenant-gouverneur en conseil la révocation:

La concession minière numéro sept (7), superficiaire et souterraine pour métaux supérieurs, émise le 19 mars 1908 sur le lot dix-sept (17), (138 acres) et sur la partie nord du lot dix-huit (18), (88 acres) de l'augmentation (Gore) du canton de Templeton, district électoral de Papineau, province de Québec.

Québec, 6 novembre 1970.

Le sous-ministre,
P.-E. AUGER.

37353-47-2-o

Notice of Revocation of Mining Concession

Pursuant to Sections 206 (*a*), 207 and 208 of the Mining Act (S.Q. 1965, chapter 34) entitling the Lieutenant-Governor in Council to revoke mining concessions for which letters patent were issued before July 1st, 1911, where no mining operations have been carried on during the ten (10) years preceding the first publication of the presents, notice is hereby given to the owner of the hereunder mining concession that, 90 days after the last publication of this notice, the Minister of Natural Resources will recommend to the Lieutenant-Governor in Council the revocation:

The mining concession number seven (7), surface and underground for superior metals, issued on the 19th day of March 1908, on the lot seventeen (17), (138 acres), and on the North part of lot eighteen (18), (88 acres) of Gore of Templeton township, electoral district of Papineau, Province of Québec.

Québec, November 6, 1970.

P.-E. AUGER,
Deputy-Minister.

37353-47-2-o

Proclamation

Canada,
Province de Québec.

HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE, conformément aux articles 2174 et 2174A du Code civil, et au paragraphe 1-A de l'article 3, chapitre 104 des lois de 1930-31, le ministre des Terres et Forêts a fait préparer des plan et livre de renvoi revisés d'une partie de la paroisse de Saint-Georges, comprenant une partie de la municipalité de la ville de Saint-Georges-Ouest décrite comme suit:

Borné vers le nord-est par la rivière Chaudière, vers le sud-est par la limite sud-est de la ville de St-Georges-Ouest, vers le sud-ouest par la 6e Avenue, et vers le nord-ouest par la limite nord-ouest de la ville de St-Georges-ouest;

ATTENDU QUE ces plan et livre de renvoi revisés font maintenant partie des archives du ministère des Terres et Forêts et qu'une copie exacte en a été déposée au bureau de la division d'enregistrement de Beauce;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 1-C, article 3, chapitre 104 des lois de 1930-31, il y a maintenant lieu d'annoncer par une proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, le dépôt de ces plan et livre de renvoi revisés et de fixer en même temps la date où le paragraphe 1-C, article 3, chapitre 104 des lois de 1930-31 y devriendra en vigueur relativement à cette

Proclamation

Canada,
Province of Québec,

HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS, pursuant to section 2174 and 2174A of the Civil Code and to paragraph 1-A of section 3, chapter 104, of the Statutes of 1930-31, the Minister of Lands and Forests had a revised plan and book of reference prepared of a part of the parish of Saint-Georges, containing a part of the municipality of the town of Saint Georges West described as follows:

Bounded towards the north-east by the Chaudière River, towards the south-east by the south-eastern boundary line of the town of Saint Georges West, towards the south-west by 6th Avenue, and towards the north-west by the north-western boundary line of the town of Saint Georges West.

WHEREAS the said revised plan and book of reference are now on record in the Department of Lands and Forests, and that a true copy thereof has been deposited in the office of the registration division of Beauce;

WHEREAS, pursuant to paragraph 1-C, section 3, chapter 104 of the Statutes of 1930-31, it is now expedient to announce by a proclamation of the Lieutenant-Governor in Council that the said revised plan and book of reference has been deposited and, at the same time, to fix the date on which paragraph 1-C, section 3, chapter 104 of the Statutes of 1930-31 shall come into force

partie revisée du cadastre de la paroisse de St-Georges;

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 2980, en date du 5 août 1970, Nous avons décrété et ordonné, et, par les présentes, décrétons et ordonnons qu'une proclamation soit émise:

a) pour annoncer le dépôt des plan et livre de renvoi revisés de cette partie du cadastre de la paroisse de St-Georges située dans la division d'enregistrement de Beauce;

b) pour fixer, à la date de publication de la proclamation susdite, le jour où le paragraphe 1-C, article 3, chapitre 104 des lois de 1930-31, sera en vigueur relativement à cette partie revisée dudit cadastre;

c) pour inviter toute personne intéressée, à peine de perdre la priorité conférée par la loi, à renouveler dans l'année qui suit la date fixée ci-dessus, toutes les hypothèques affectant particulièrement aucun des lots aux plan et livre de renvoi, et non compris les hypothèques affectant tout le terrain subdivisé.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce cinquième jour d'août en l'année mil neuf cent soixante-dix de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-neuvière année.

Par ordre,

Le sous-procureur général adjoint,
LUCIEN DARVEAU.

37281-o

with respect to that revised part of the cadastre of the parish of Saint-Georges;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 2980 and dated August 5, 1970, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order that a proclamation be issued:

(*a*) to announce the deposit of the said revised plan and book of reference of that part of the cadastre of the parish of Saint-Georges situated in the registration division of Beauce;

(*b*) to fix the date of publication of the aforementioned proclamation as the day on which paragraph 1-C, section 3, chapter 104 of the Statutes of 1930-31 shall become effective, with respect to the said revised part of the said cadastre;

(*c*) to invite all interested parties, under pain of losing the priority conferred by law, to renew, within the year following the above-fixed date, all hypothecs particularly affecting any of the lots mentioned in the said plan and book of reference, and not including the hypothecs affecting the whole property so subdivided.

OF ALL OF WHICH, all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved, the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our city of Québec, in Our Province of Québec, this fifth day of August, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy, and in the nineteenth year of Our Reign.

By command,

LUCIEN DARVEAU,
Assistant Deputy Attorney General.

37281

Syndicats professionnels

Syndicat des Employés du Transport Public du Québec Métropolitain, inc.

(*Loi des syndicats professionnels*)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que, le 19 octobre 1970, il a autorisé le changement de nom de « La Fraternité Nationale Catholique du Transport de Québec inc. », dont la constitution, sous le nom originaire de « La Fraternité National et Catholique des Employés de Tramways de Québec », a été autorisée le 16 octobre 1925, et dont le siège social est situé à Québec, en celui de « Syndicat des Employés du Transport Public du Québec Métropolitain, inc. », et ce, en vertu de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus, 1964, Chapitre 146.

Québec, le 21 octobre 1970.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives.
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37345-o 1836-25

Professional Syndicates

Syndicat des Employés du Transport Public du Québec Métropolitain, inc.

(*Professional Syndicates Act*)

Notice is given that, on October 19, 1970, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives authorized the change of name of "La Fraternité Nationale Catholique du Transport de Québec inc.", the incorporation of which was authorized on October 16, 1925, under the original name of "La Fraternité National et Catholique des Employés de Tramways de Québec" and the head office of which is in Québec, into that of "Syndicat des Employés du Transport Public du Québec Métropolitain, inc.", and such, pursuant to the Professional Syndicates Act, Revised Statutes, 1964, Chapter 146.

Québec, October 21, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37345 1836-25

Syndicat des Employés de Dennison

(Loi des syndicats professionnels)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 29 septembre 1970: il a autorisé le changement de nom de « Le Syndicat des Employés de la Dennison Manufacturing Company of Canada, Limited », dont la constitution, sous le nom originaire de « Syndicat des Employés de Dennison Mfg., Co. Ltd. », a été autorisée le 5 juin 1952, et dont le siège social est situé à Drummondville, en celui de « Syndicat des Employés de Dennison », et ce, en vertu de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus, 1964, chapitre 146.

Québec, le 30 septembre 1970.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives.

J.-ALBERT GAGNON.

37316-o 1270-52

Syndicat des Employés de Dennison

Notice is given that on September 29, 1970 the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives authorized the changing of name of "Le Syndicat des Employés de la Dennison Manufacturing Company of Canada, Limited", of which the constitution, under the original name of "Syndicat des Employés de Dennison Mfg., Co. Ltd.", was authorized on June 5, 1952, and the head office of which is located at Drummondville, to that of "Syndicat des Employés de Dennison", and this, in accordance with the Professional Syndicates Act, 1964, Revised Statutes, Chapter 146.

Québec, September 30, 1970.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatiers.

37316 1270-52

Syndicat Professionnel des Infirmières de Montréal

(Loi des syndicats professionnels)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 11 novembre 1970, il a autorisé la constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Syndicat Professionnel des Infirmières de Montréal », avec siège social situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37388-o 58-70

Syndicat Professionnel des Infirmières de Montréal

(Professional Syndicates Act)

The Minister of Financial Institutions, Compagnies and Cooperatives gives notice that on November 11, 1970, he authorized the incorporation of a professional syndicate, under the name of "Syndicat Professionnel des Infirmières de Montréal", with its head office situated at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37388 58-70

Société d'habitation du Québec

Ville de Ste-Agathe-des-Monts

Modification au Programme de Rénovation

Conformément aux articles 33 et 34 de la Loi de la Société d'Habitation du Québec (15-16 Elizabeth II, chapitre 55), avis public est par les présentes, donné que le Conseil municipal de Ste-Agathe-des-Monts a adopté, lors d'une assemblée spéciale tenue au lieu ordinaire des séances du Conseil, le 9 octobre 1970, un règlement No 448 modifiant le zonage d'une partie de la zone de rénovation délimitée comme suit: un quadrilatère situé entre les rues Corbeil, Saint-Jacques, le prolongement de St-Jacques et Notre-Dame d'une part et la partie est de Saint-Jacques et la partie nord du prolongement de Saint-Jacques d'autre part. Dans ce territoire, le zonage RA est modifié et devient RC.

Les intéressés pourront consulter les documents constituant les modifications au programme à l'hôtel de ville de Sainte-Agathe-des-Monts aux heures normales d'ouverture des bureaux.

De plus, les intéressés pourront se procurer au même endroit une ou des copies du Règlement de modification au prix unitaire de $1.00.

Enfin, les intéressés peuvent transmettre par écrit leurs objections à cette modification à la Société d'Habitation du Québec, 1995 boulevard Charest ouest, Sainte-Foy, Québec 10, et ce pas plus tard que le 30e jour de novembre 1970.

Québec Housing Corporation

Town of Ste-Agathe-des-Monts

Change in the Program of Renoration

In conformity with article 33 and 34 of the Law concerning the Québec Housing Corporation (15-16 Elizabeth II, chapter 55), public notice is given by these presents that the municipal council of Ste. Agathe des Monts has adopted, at a special meeting held at the usual place of meeting of the council on October 9, 1970, a by-law No. 448 modifying the zonage of a part of the renovation zone bounded as follows: a quadrilateral situated between Corbeil Street St. James Street, and the Extension St. James and Notre-Dame Streets on one side, and the eastern section of St. James and the northern part of the extension of St. James on the other side. In this section the zonage RA is changed to become RD.

Interested parties may consult the documents constituting the changes to the program, at the Town Hall of Ste. Agathe-des-Monts, during the usual opening hours of the offices.

Further, interested parties may have at the same place a copy of the by-law changing the zoning, for the unit price of $1.00.

Finally, interested parties may submit in writing their objections to this change, to the Québec Housing Corporation, 1995 Charest Boulevard West, Ste. Foy, Québec 10, on or before the 30th day of November, 1970.

Donné à Sainte-Agathe-des-Monts, ce 10e jour d'octobre 1970.

(Sceau) *Le secrétaire-trésorier,*
37284-o GEORGES VANIER.

Given at Ste. Agathe-des-Monts, this 10th day of October, 1970.

(Seal) GEORGES VANIER,
37284-o *Secretary-Treasurer.*

Office municipal d'habitation des Monts
Des Monts Municipal Housing Bureau

Avis est donné qu'en vertu de l'article 55 de la loi de la Société d'habitation du Québec (1966-1967, chapitre 55), le lieutenant-gouverneur a délivré, sous le grand sceau de la province, des lettres patentes, en date du deuxième jour d'octobre 1970, constituant en corporation sans but lucratif: Charles-Eugène Morin, médecin, Ste-Anne-des-Monts, Jean-Louis Goupil, médecin, Ste-Anne-des-Monts, Léopold Fournier, directeur de l'Hôpital, Ste-Anne-des-Monts, J. François Lepage, secrétaire de la Commission Scolaire, Ste-Anne-des-Monts, Jules L'Italien, instituteur, Ste-Anne-des-Monts, Rosaire St-Laurent, inspecteur sanitaire, Ste-Anne-des-Monts et Régis Caron, coordonnateur, Ste-Anne-des-Monts, pour les fins suivantes:

Acquérir, construire et administrer des immeubles d'habitations à loyer modique pour personnes à faible revenu.

Le siège social de la corporation est à Ste-Anne-des-Monts, district judiciaire de Gaspé.

La société d'habitation du Québec
Le président,
37379-o HENRI DION, C.R.

Office municipal d'habitation des Monts
Des Monts Municipal Housing Bureau

Notice is given that under article 55 of the Québec Housing Corporation Act (1966-1967, chapter 55), the Lieutenant-Governor has issued letters patent under the Great Seal of the Province, bearing date the 2nd day of October 1970, incorporating as a non-profit corporation: Charles-Eugène Morin, doctor, Ste-Anne-des-Monts, Jean-Louis Goupil, doctor, Ste-Anne-des-Monts, Léopold Fournier, Hospital director, Ste-Anne-des-Monts, J. François Lepage, secretary (Ste-Anne-des-Monts School Commission), Ste-Anne-des-Monts, Judes L'Italien, teacher, Ste-Anne-des-Monts, Rosaire St-Laurent, sanitary inspector, Ste-Anne-des-Monts, and Régis Caron, coordinating, Ste-Anne-des-Monts, for the following purposes:

To acquire, to construct and to administer low rental lodging buildings for persons of low income.

The head office of the corporation is at Ste-Anne-des-Monts, judicial district of Gaspé.

Québec Housing Corporation
HENRI DION, C.R.,
37379-o *President.*

Office municipal d'habitation de Matane
Municipal Housing Bureau of Matane

Avis est donné qu'en vertu de l'article 55 de la loi de la Société d'habitation du Québec (1966-1967, chapitre 55), le lieutenant-gouverneur a délivré, sous le grand sceau de la province, des lettres patentes, en date du 15e jour de septembre 1970, constituant en corporation sans but lucratif: Roger Dion, industriel, 177, avenue Fraser, Matane, Eddy Gauthier, marchand, 198, avenue St-Rédempteur, Matane, Raymond Meunier, administrateur, 145, avenue St-Jérôme, Matane, Victor Bélanger, agent de relocalisation, 383, Bellevue, Matane, et Olivier Philibert, secrétaire-trésorier, 47, Desjardins, Matane, pour les fins suivantes:

Acquérir, construire et administrer des immeubles d'habitations à loyer modique pour personnes à faible revenu.

Le siège social de la corporation est à Matane, district judiciaire de Rimouski.

La société d'habitation du Québec
Le président,
37379-o HENRY DION, C.R.

Office municipal d'habitation de Matane
Municipal Housing Bureau of Matane

Notice is given that under article 55 of the Québec Housing Corporation Act (1966-1967, chapter 55), the Lieutenant-Governor has issued letters patent under the Great Seal of the Province, bearing date the 15th day of September 1970, incorporating as a non-profit corporation: Roger Dion, manufacturer, 177, Fraser Avenue, Matane, Eddy Gauthier, merchant, 198, St-Rédempteur Avenue, Matane, Raymond Meunier, administrator, 145, St-Jérôme Avenue, Matane, Victor Bélanger, relocating agent, 383 Bellevue, Matane, and Olivier Philibert, secretary-treasurer, 47, Desjardins, Matane, for the following purposes:

To acquire, to construct and to administer low rental lodging buildings for persons of low income.

The head office of the corporation is at Matane, judicial district of Rimouski.

Québec Housing Corporation
HENRI DION, C.R.,
37379-o *President.*

Soumissions — Demandes de

Cité de Chicoutimi-Nord
Comté de Dubuc

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jean-Guy Boucher, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 2589, rue Roussel, Chicoutimi-Nord, comté de Dubuc, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 7 décembre 1970, pour l'achat de $386,000 d'obligations de la cité de Chicoutimi-Nord, comté de Dubuc, datées du 1er janvier 1971 et remboursables par séries du

Tenders — Requests for

City of Chicoutimi-North
County of Dubuc

Notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Jean-Guy Boucher, Secretary-Treasurer, City Hall, 2589 Roussel Street, Chicoutimi-North, county of Dubuc, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Monday, December 7, 1970, for the purchase of an issue of $386,000 of bonds for the city of Chicoutimi-North, county of Dubuc, dated January 1, 1971 and redeemable serially from January 1,

1er janvier 1972 au 1er janvier 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er janvier 1971.

Tableau d'amortissement — $386,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er janvier 1972	$14,000
1er janvier 1973	14,000
1er janvier 1974	14,000
1er janvier 1975	16,000
1er janvier 1976	17,000
1er janvier 1977	19,000
1er janvier 1978	19,000
1er janvier 1979	21,000
1er janvier 1980	22,000
1er janvier 1981	23,000
1er janvier 1982	13,000
1er janvier 1983	15,000
1er janvier 1984	17,000
1er janvier 1985	18,000
1er janvier 1986	20,000
1er janvier 1987	21,000
1er janvier 1988	23,000
1er janvier 1989	25,000
1er janvier 1990	27,000
1er janvier 1991	28,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en séries avec courte échéance 10 ans ou 15 ans.

2° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

3° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $28,000 et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, et en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Chicoutimi-Nord.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en série et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de $28,000. Toutefois, si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $28,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er janvier de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortis-

1972 to January 1, 1991 inclusively, with interest at a rate not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or more complete annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

For adjudication only, interest shall be calculated as from January 1, 1971.

Table of redemption — $386,000 — 20 years

Year	*Capital*
January 1, 1972	$14,000
January 1, 1973	14,000
January 1, 1974	14,000
January 1, 1975	16,000
January 1, 1976	17,000
January 1, 1977	19,000
January 1, 1978	19,000
January 1, 1979	21,000
January 1, 1980	22,000
January 1, 1981	23,000
January 1, 1982	13,000
January 1, 1983	15,000
January 1, 1984	17,000
January 1, 1985	18,000
January 1, 1986	20,000
January 1, 1987	21,000
January 1, 1988	23,000
January 1, 1989	25,000
January 1, 1990	27,000
January 1, 1991	28,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. Ten-year or 15-year short-term serial bonds.

2. Ten-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

3. Ten-year serial bonds with the balance as 10-year short-term bonds for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

However, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $28,000 and if higher than the latter amount, the said part must comprise only one or several complete annual amortizations, taking into account the table of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of maturity.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any by certified cheque payable at par at Chicoutimi-North.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and as 20-year fixed-term bonds for an amount equal to or less than $28,000. However, should they be issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount higher than $28,000, the bonds so issued shall be redeemable by anticipation, at par, on January 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accor-

sement de l'émission conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 190 — $86,000 — renouvellement d'emprunt; 305 — $200,000 — aqueduc, égouts, voirie; 319 — $100,000 — aqueduc, égouts, voirie.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 7 décembre 1970, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 2589, rue Roussel, Chicoutimi-Nord, comté de Dubuc, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Chicoutimi-Nord (Comté de Dubuc), ce 11 novembre 1970.

Le secrétaire-trésorier,
JEAN-GUY BOUCHER.

Hôtel de ville, 2589, rue Roussel,
Chicoutimi-Nord, comté de Dubuc, P.Q.
Téléphone: 543-0237, code 418. 37346-o

Paroisse de Saint-Raphaël-de-l'Ile-Bizard
Comté de Jacques-Cartier

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Charles-Émile Brodeur, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 350, rue de l'Église, Ile-Bizard, comté de Jacques-Cartier, P.Q., jusqu'à 9 heures du soir, mercredi, le 9 décembre 1970, pour l'achat de $420,000 d'obligations de la paroisse de St-Raphaël-de-l'Ile-Bizard, comté de Jacques-Cartier, datées du 1er janvier 1971 et remboursables par séries du 1er javnier 1972 au 1er janvier 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er janvier 1971.

Tableau d'amortissement — $420,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er janvier 1972	$11,000
1er janvier 1973	11,000
1er janvier 1974	12,000
1er janvier 1975	12,000
1er janvier 1976	13,000
1er janvier 1977	13,000
1er janvier 1978	14,000
1er janvier 1979	14,000
1er janvier 1980	15,000
1er janvier 1981	16,000
1er janvier 1982	17,000
1er janvier 1983	19,000
1er janvier 1984	20,000
1er janvier 1985	20,000
1er janvier 1986	24,000
1er janvier 1987	25,000
1er janvier 1988	29,000
1er janvier 1989	30,000
1er janvier 1990	32,000
1er janvier 1991	73,000

dance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 190 — $86,000 — loan renewal; 305 — $200,000 — aqueduct, sewers, roads; 319 — $100,000 — aqueduct, sewers, roads.

Tenders will opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, December 7, 1970, at 8:00 o'clock p.m., City Hall, 2589 Roussel Street, Chicoutimi-North, county of Dubuc, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Chicoutimi-North (County of Dubuc), November 11, 1970.

JEAN-GUY BOUCHER,
Secretary-Treasurer.

City Hall, 2589 Roussel Street,
Chicoutimi-North, county of Dubuc, P.Q.
Telephone: 543-0237, code 418. 37346

Parish of Saint-Raphaël-de-l'Ile-Bizard
County of Jacques-Cartier

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Charles-Émile Brodeur, Secretary-Treasurer, Town Hall, 350 de l'Église Street, Ile Bizard, county of Jacques-Cartier, P.Q., until 9:00 o'clock p.m., Wednesday, December 9, 1970, for the purchase of an issue of $420,000 of bonds for the parish of Saint-Raphaël-de-l'Ile-Bizard, county of Jacques-Cartier, dated January 1, 1971 and redeemable serially from January 1, 1972 to January 1, 1991 inclusively, with interest at a rate not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or more complete annual amortizations, as shown on the tables of redemption in this notice.

For adjudication only, interest will be calculated as from January 1, 1971.

Table of redemption — $420,000 — 20 years

Year	*Capital*
January 1, 1972	$11,000
January 1, 1973	11,000
January 1, 1974	12,000
January 1, 1975	12,000
January 1, 1976	13,000
January 1, 1977	13,000
January 1, 1978	14,000
January 1, 1979	14,000
January 1, 1980	15,000
January 1, 1981	16,000
January 1, 1982	17,000
January 1, 1983	19,000
January 1, 1984	20,000
January 1, 1985	20,000
January 1, 1986	24,000
January 1, 1987	25,000
January 1, 1988	29,000
January 1, 1989	30,000
January 1, 1990	32,000
January 1, 1991	73,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en séries avec courte échéance 10 ans ou 15 ans.

2° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

3° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $5,000 et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, et en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er janvier 1991 au montant de $73,000 comprend un solde de $37,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er janvier 1992	$3,000
1er janvier 1993	3,000
1er janvier 1994	3,000
1er janvier 1995	3,000
1er janvier 1996	4,000
1er janvier 1997	4,000
1er janvier 1998	4,000
1er janvier 1999	4,000
1er janvier 2000	4,000
1er janvier 2001	5,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Geneviève.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de $73,000. Toutefois, si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $73,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er janvier de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément aux tableaux d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 77 — $60,000 — aqueduc et égouts; 78 — $60,000 — aqueduc et égouts; 79 — $250,000 — aqueduc et égouts; 80 — $50,000 — aqueduc et égouts.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 9 décembre 1970, à 9 heures du soir, Hôtel de Ville, 350, rue de l'Église, Ile-Bizard, comté de Jacques-Cartier, P.Q.

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. Ten-year or 15-year short-term serial bonds.

2. Ten-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

3. Ten-year serial bonds with the balance as 10-year short-term bonds for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

However, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $5,000, and if higher than the latter amount, said part must comprise only one or several complete annual amortizations, taking into account the tables of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of maturities of the renewable part hereinafter mentioned.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and they shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The January 1, 1991 maturity, in the amount of $73,000 includes a balance of $37,000, renewable for an additional 10-year period and maturing as follows:

Year	*Capital*
January 1, 1992	$3,000
January 1, 1993	3,000
January 1, 1994	3,000
January 1, 1995	3,000
January 1, 1996	4,000
January 1, 1997	4,000
January 1, 1998	4,000
January 1, 1999	4,000
January 1, 2000	4,000
January 1, 2001	5,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Ste-Geneviève.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

Tha said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and as 20-year fixed-term bonds for an amount equal to or less than $73,000. However, if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount higher than $73,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on January 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the tables of maturities appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued under the following by-laws: 77 — $60,000 — aqueduct and sewers; 78 — $60,000 — aqueduct and sewers; 79 — $250,000 — aqueduct and sewers; 80 — $50,000 — aqueduct and sewers.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Wednesday, December 9, 1970, at 9:00 o'clock p.m., Town Hall, 350 de l'Église Street, Ile-Bizard, county of Jacques-Cartier, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ile-Bizard (Comté de Jacques-Cartier), ce 13 novembre 1970.

Le secrétaire-trésorier,
CHARLES-ÉMILE BRODEUR.

Hôtel de Ville, 350, rue de l'Église,
Ile-Bizard (Comté de Jacques-Cartier), P.Q.
Téléphone: 626-5005, code 514. 37355-o

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Ile-Bizard (County of Jacques-Cartier), November 13, 1970.

CHARLES-ÉMILE BRODEUR,
Secretary-Treasurer.

Town hall, 350 de l'Église Street,
Ile-Bizard (County of Jacques-Cartier), P.Q.
Telephone: 626-5005, code 514. 37355

La commission scolaire régionale Le Gardeur

Siège social: 777, boulevard Iberville,
Repentigny, P.Q.

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Maurice Dufort, secrétaire-trésorier, Bureau de la commission, 777, boulevard Iberville, Repentigny, comté de L'Assomption, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 8 décembre 1970, pour l'achat de $440,000 d'obligations pour la commission scolaire régionale Le Gardeur, datées du 1er janvier 1971 et remboursables par séries du 1er janvier 1972 au 1er janvier 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er janvier 1971.

Tableau d'amortissement — $440,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er janvier 1972	$ 8,000
1er janvier 1973	9,000
1er janvier 1974	10,000
1er janvier 1975	11,000
1er janvier 1976	12,000
1er janvier 1977	13,000
1er janvier 1978	14,000
1er janvier 1979	15,000
1er janvier 1980	17,000
1er janvier 1981	18,000
1er janvier 1982	20,000
1er janvier 1983	22,000
1er janvier 1984	24,000
1er janvier 1985	26,000
1er janvier 1986	29,000
1er janvier 1987	32,000
1er janvier 1988	35,000
1er janvier 1989	38,000
1er janvier 1990	42,000
1er janvier 1991	45,000

La commission scolaire régionale Le Gardeur se prévalant de l'article 1 de la Loi modifiant la Loi des subventions aux commissions scolaires (17 Elizabeth II, Bill 64, sanctionnée le 5 juillet 1968), demandera au ministre de l'Éducation d'effectuer à même les subventions à être versées par lui annuellement à ladite corporation scolaire le dépôt en fidéicommis, entre les mains du ministre des Finances, des sommes suffisantes pour acquitter en totalité le principal et les intérêts de la présente émission d'obligations et de tout renouvellement d'icelle si requis.

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

The Regional School Board of Le Gardeur

Head Office: 777 Iberville Boulevard,
Repentigny, P.Q.

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Maurice Dufort, Secretary-Treasurer, Office of the Board, 777 Iberville Boulevard, Repentigny, county of L'Assomption, P.Q., until 8:00 o'clock, p.m., on Tuesday, December 8, 1970, for the purchase of an issue of $440,000 of bonds for the Regional School Board of Le Gardeur, dated January 1, 1971 and redeemable serially from January 1, 1972 to January 1, 1991 inclusively, with interest at a rate not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

For adjudication only, interest shall be calculated as from January 1, 1971.

Table of redemption — $440,000 — 20 years

Year	*Capital*
January 1, 1972	$ 8,000
January 1, 1973	9,000
January 1, 1974	10,000
January 1, 1975	11,000
January 1, 1976	12,000
January 1, 1977	13,000
January 1, 1978	14,000
January 1, 1979	15,000
January 1, 1980	17,000
January 1, 1981	18,000
January 1, 1982	20,000
January 1, 1983	22,000
January 1, 1984	24,000
January 1, 1985	26,000
January 1, 1986	29,000
January 1, 1987	32,000
January 1, 1988	35,000
January 1, 1989	38,000
January 1, 1990	42,000
January 1, 1991	45,000

The Regional School Board of Le Gardeur availing itself of section 1 of the Act to amend the School Board Grants Act (17 Elizabeth II, Bill 64 assented to on July 5, 1968), has requested the Minister of Education to effect, from the grants to be paid annually by him to the said school board, the deposit in trust, in the hands of the Minister of Finance, of sums sufficient to pay entirely the principal and the interest of the present bonds and of any renewal thereof if required.

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1° Obligations échéant en séries avec courte échéance 10 ans ou 15 ans.

2° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

3° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $45,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, et en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Repentigny.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de $45,000. Toutefois, si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $45,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er janvier de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu de la résolution d'emprunt datée du 7 mai 1969 — $440,000 — construction et aménagement d'un complexe polyvalent à Repentigny.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue, mardi, le 8 décembre 1970, à 8 heures du soir, Bureau de la commission, 777, boulevard Iberville, Repentigny, comté de L'Assomption, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Repentigny (Comté de L'Assomption), ce 17 novembre 1970.

Le secrétaire-trésorier,
MAURICE DUFORT.

Bureau de la commission,
777, boulevard Iberville,
Repentigny (Comté de L'Assomption), P.Q.
Téléphone: 581-1320, code 514. 37386-o

1. Ten-year or 15-year short-term serial bonds.

2. Ten-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

3. Ten-year serial bonds with the balance as 10-year short-term bonds for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

However, 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $45,000, and if greater than the latter amount, the said part must comprise one only or several complete annual amortizations, taking into account the table of maturities appearing in this notice, and starting with the last years of maturities.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Repentigny.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and as 20-year fixed-term bonds for an amount equal to or less than $45,000. However, should they be issued partly as 20-year fixed-term for an amount greater than $45,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on January 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued pursuant to a loan resolution dated May 7, 1969 — $440,000 — construction and planning of a Polyvalent Complex at Repentigny.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Tuesday, December 8, 1970, at 8:00 o'clock, p.m., at the Office of the Board, 777 Iberville Boulevard, Repentigny, county of L'Assomption, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Repentigny (County of L'Assomption), November 17, 1970.

MAURICE DUFORT,
Secretary-Treasurer.

Office of the Board,
777 Iberville Boulevard,
Repentigny (County of L'Assomption), P.Q.
Telephone: 581-1320, code 514. 37386

Ville de Warwick
Comté d'Arthabaska

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Wilfrid Mailhot, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 8, rue Hôtel de ville, case postale 70, Warwick, comté d'Arthabaska, P.Q.,

Town of Warwick
County of Arthabaska

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Mr. Wilfrid Mailhot, Secretary-Tresurer, Town Hall, 8 Town Hall street, P.O. Box 70, Warwick, county of Arthabaska, P.Q., up to 8:00 p.m., Monday,

jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 7 décembre 1970, pour l'achat de $150,000 d'obligations de la ville de Warwick, comté d'Arthabaska, datées du 15 décembre 1970 et remboursables par séries du 15 décembre 1971 au 15 décembre 1990 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 15 juin et 15 décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 décembre 1970.

Tableau d'amortissement — $150,000 — 20 ans

Année	*Capital*
15 décembre 1971	$ 2,500
15 décembre 1972	3,000
15 décembre 1973	3,500
15 décembre 1974	3,500
15 décembre 1975	4,000
15 décembre 1976	4,500
15 décembre 1977	5,000
15 décembre 1978	5,000
15 décembre 1979	5,500
15 décembre 1980	6,000
15 décembre 1981	7,000
15 décembre 1982	7,500
15 décembre 1983	8,000
15 décembre 1984	9,000
15 décembre 1985	10,000
15 décembre 1986	11,000
15 décembre 1987	12,000
15 décembre 1988	13,000
15 décembre 1989	14,500
15 décembre 1990	15,500

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en séries avec courte échéance 10 ans ou 15 ans.

2° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

3° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $15,500 et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, et en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Warwick.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de $15,500. Toutefois, si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $15,500 les obligations ainsi

December 7, 1970, for the purchase of a issue of $150,000 of bonds for the town of Warwick, county of Arthabaska, dated December 15, 1970 and redeemable serially from December 15, 1971 to December 15, 1990 inclusively, with interest at a rate not less than 8½%, and not more than 9½%, payable semi-annually on June 15 and December 15 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount at each different rate must cover one or several complete annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

For adjudication only, interest will be calculated as from December 15, 1970.

Table of redemption — $150,000 — 20 years

Year	*Capital*
December 15, 1971	$ 2,500
December 15, 1972	3,000
December 15, 1973	3,500
December 15, 1974	3,500
December 15, 1975	4,000
December 15, 1976	4,500
December 15, 1977	5,000
December 15, 1978	5,000
December 15, 1979	5,500
December 15, 1980	6,000
December 15, 1981	7,000
December 15, 1982	7,500
December 15, 1983	8,000
December 15, 1984	9,000
December 15, 1985	10,000
December 15, 1986	11,000
December 15, 1987	12,000
December 15, 1988	13,000
December 15, 1989	14,500
December 15, 1990	15,500

Moreover, only the following terms and conditions shall be considered:

1. Ten-year short-term or 15-year short-term serial bonds.

2. Ten-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

3. Ten-year serial bonds with the balance partly as 10-year short-term and partly as 20-year fixed-term bonds.

However, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $15,500 and if higher than this latter amount, the said part must comprise only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the table of maturities of the issue appearing in this notice and starting with the last years of maturities.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at Warwick.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank at Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and as 20-year fixed-term bonds for an amount equal to or less than $15,500. However, should they be issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount higher than $15,500, the bonds so issued

émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 15 décembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 403 — $150,000 — égouts.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 7 décembre 1970, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 8, rue de l'Hôtel de ville, case postale 70, Warwick, comté d'Arthabaska, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Warwick (Comté d'Arthabaska), ce 16 novembre 1970.

Le secrétaire-trésorier,
WILFRID MAILHOT.

Hôtel de ville,
8, rue Hôtel de ville, Case postale 70,
Warwick (Comté d'Arthabaska), P.Q.
Téléphone: 358-2323, code 819. 37387-o

shall be redeemable by anticipation, at par, on December 15 of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued pursuant to the following regulations: 403 — $150,000 — sewers.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held Monday, December 7, 1970, at 8:00 p.m., Town Hall, 8 Town Hall Street, P.O. Box 70, Warwick, Arthabaska County, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Warwick (County of Arthabaska), November 16, 1970.

WILFRID MAILHOT,
Secretary-Treasurer.

Town Hall,
8 Town Hall Street, P.O. Box 70,
Warwick (County of Arthabaska), P.Q.
Telephone: 358-2323, code 819. 37387

Ministère des Terres et Forêts
Cadastre

Avis

Concernant la mise à jour partielle du cadastre dans les paroisses de Sainte-Dorothée, Saint-François de Sales, Saint-Martin, Saint-Vincent-de Paul, Sainte-Rose et du village de Sainte-Rose faisant partie de la division d'enregistrement de Laval.

Les propriétaires concernés par les travaux de mise à jour du cadastre dans les paroisses de Sainte-Dorothée, Saint-François de Sales, Saint-Martin, Saint-Vincent de Paul, Sainte-Rose et du Village de Sainte-Rose, faisant partie de la division d'enregistrement de Laval, qui ne se sont pas présentés à l'examen, en séance publique des documents relatifs aux subdivisions de certains lots faisant partie des entités cadastrales mentionnées plus haut et qui, par la suite, n'ont pas signé la requête prévue au paragraphe de la section 3, chapitre 104 des lois 1930-1931, sont invités, s'il y a lieu, à me faire valoir par écrit ou verbalement les motifs qu'ils allèguent à l'encontre de cette requête. Ces motifs devront être exposés pendant la période se terminant le 31 décembre 1970.

Par la suite, si je considère que je peux donner suite à la requête, avec ou sans modification, après avoir, s'il y a lieu, examiné les motifs exposés de part et d'autre ou entendu les parties intéressées qui auront comparu devant moi, je pourrai permettre qu'un plan et un livre de renvoi de la subdivision de ce terrain ou partie de terrain soient faits, pourvu que les formalités prévues aux paragraphes 1*a*, 1*b*, 1*c* et 1*d* de la section 4, chapitre 104 des lois 1930-1931 soient observées.

Québec, le 30 octobre 1970.

Le ministre des Terres et forêts,
37123-45-4-o KEVIN DRUMMOND.

Department of Lands and Forests
Cadastre

Notice

Concerning the partial updating of the cadastre in the parishes of Sainte-Dorothée, Saint-François de Sales, Saint-Martin, Saint-Vincent de Paul, Sainte Rose and Sainte-Rose village forming part of the Laval registration division

Those landowners affected by the updating of the cadastre in the parishes of Sainte-Dorothée, Saint-François de Sales, Saint-Martin, Saint-Vincent de Paul, Sainte-Rose and Sainte-Rose village forming part of the Laval registration division, and who failed to attend the open meeting at which the study of documents relating to the subdivisions of certain lots forming part of the above-mentioned cadastral entities and who, later, failed to sign the petition set forth in the paragraph of Section 3, Chapter 104 of the Statutes of 1930-31, are called upon, if need be, to state either verbally or in writing the reasons they advance against the petition. These reasons must be set forth prior to December 31, 1970.

If, subsequently, I consider that I can grant the petition, with or without amendment, after having examined the reasons, if there are any, advanced on the one side or the other, or heard the interested parties who have appeared before me, I may permit a plan and book of reference of the subdivision of such property or portion of property to be made, provided that the formalities appearing in paragraphs 1*a*, 1*b*, 1*c* and 1*d* of Section 4, Chapter 104 of the Statutes of 1930-31 be observed.

Québec, October 30, 1970.

KEVIN DRUMMOND,
37123-45-4 *Minister of Lands and Forests.*

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre

Avis de modification aux statuts

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, l'honorable Jean Cournoyer, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.Q. 1964, chapitre 143, modifiée par le chapitre 49, S.Q. 1969), que les statuts du Comité paritaire des détaillants d'essence du Saguenay déjà approuvés par l'arrêté en conseil numéro 2011-A du 28 novembre 1962 ont été modifiés par l'arrêté en conseil numéro 4127 du 4 novembre 1970.

Le sous-ministre,
ROBERT SAUVÉ.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 21 novembre 1970. 37352-o

Avis d'approbation de règlements

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre l'honorable Jean Cournoyer, donne avis par les présentes, conformément aux paragraphes « *g* » et « *h* » de l'article 20 de la Loi des décrets de convention collective (S.Q. 1964, chapitre 143, modifiée par le chapitre 49, S.Q. 1969), que le règlement numéro 2 relatif à la tenue du registre et au raport mensuel du Comité paritaire des détaillants d'essence du Saguenay a été approuvé par l'arrêté en conseil numéro 4131 du 4 novembre 1970.

COMITÉ PARITAIRE DES DÉTAILLANTS D'ESSENCE DU SAGUENAY

Règlement numéro 2
Tenue du registre — Rapport mensuel

Tenue du registre:

Le comité paritaire rend obligatoire pour tout employeur professionnel régi par le décret numéro 1905 du 7 novembre 1962, publié dans la *Gazette officielle du Québec* du 17 novembre 1962 y compris toutes modifications ultérieures, la tenue d'un registre où sont indiqués les nom, prénoms, adresse et numéro d'assurance sociale de chaque salarié à son emploi, la qualification ou classification, l'heure précise à laquelle le travail a débuté, fut, selon le cas, interrompu, repris et terminé chaque jour, la nature de tel travail et le salaire payé, avec mention du mode et de l'époque de paiement, ainsi que tous autres renseignements jugés utiles à l'application du décret. Ce registre doit être gardé disponible à la place d'affaires de l'employeur.

Rapport mensuel:

Le comité paritaire oblige tout employeur professionnel régi par le décret numéro 1905 du 7 novembre 1962, publié dans la *Gazette officielle du Québec* du 17 novembre 1962 y compris toutes modifications ultérieures, à lui transmettre, à son siège social, un rapport mensuel par écrit, signé par lui-même ou par une personne responsable qu'il désigne, sur lequel doivent être indiqués les nom, prénoms, adresse et numéro d'assurance sociale de chaque salarié à son emploi, la qualification ou classification, le nombre d'heures de travail régulières et supplémentaires effectuées chaque mois, la nature de ce travail et le salaire payé. Ledit rapport doit être transmis au comité paritaire le ou avant le 10 de chaque mois et doit couvrir le mois précédent.

Department of Labour and Manpower

Notice of Amendment to Constitution

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (S.Q. 1964, chapter 143, amended by S.Q. 1969, chapter 49), the Honourable Jean Cournoyer, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the constitution of the *Comité paritaire des détaillants d'essence du Saguenay* already approved by Order in Council No. 2011-A of November 28, 1962, and amendments, have been amended by Order in Council No. 4127 of November 4, 1970.

ROBERT SAUVÉ,
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,
Québec, November 21, 1970. 37352-o

Notice of Approval of Regulations

Pursuant to the provisions of subsections "*g*" and "*h*" of section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (S.Q. 1964, chapter 143, amended by S.Q. 1969, chapter 49), the Honourable Jean Cournoyer, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that Regulation No. 2, respecting the keeping of the register and the monthly report of the *Comité paritaire des détaillants d'essence du Saguenay* has been approved by Order in Council number 4131 of November 4, 1970.

COMITÉ PARITAIRE DES DÉTAILLANTS D'ESSENCE DU SAGUENAY

Regulation No. 2
Keeping of a register — Monthly report

Keeping of a register:

The Parity Committee makes it obligatory for any professional employer governed by Decree No. 1905 of November 7, 1962, published in the *Québec Official Gazette* of November 17, 1962, and all subsequent amendments, to keep a register in which are shown: the name, first names, address and Social Insurance number of each employee in his service, such employee's competency or classification, the exact time work was begun and, as the case may be, interrupted, resumed and ceased each day, the nature of such work and the wage paid, with mention of the method and time of payment and all other information deemed useful in the application of the decree. Such register shall be available at the employer's place of business.

Monthly report:

The Parity Committee makes it obligatory for any professional employer governed by Decree No. 1905 of November 7, 1962, published in the *Québec Official Gazette* of November 17, 1962, and all subsequent amendments, to forward a written monthly report to the Committee's corporate seat. Such report is to be signed by himself, or by some responsible person designated by him, and shall give: the name, first names, address and Social Insurance number of each employee in his service, the employee's competency or classification, the regular and overtime hours worked each month, the nature of such work and the wage paid. The said report shall be forwarded to the Parity Committee on or before the 10th of each month and shall cover the previous month.

L'employeur professionnel doit demander au comité paritaire les formules nécessaires à la préparation et à la soumission dudit rapport.

Tout employeur professionnel ayant sa place d'affaires dans la juridiction territoriale dudit décret doit soumettre ce rapport, même dans le cas où aucun travail n'a été exécuté; le comité paritaire n'étant pas tenu d'établir une preuve quelconque de travail.

Le sous-ministre,
ROBERT SAUVÉ.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 21 novembre 1970. 37352-o

Avis de modification

Employés de garages — Région de Drummond

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre l'honorable Jean Cournoyer, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux salariés de garages dans la région de Drummond rendue obligatoire par le décret numéro 2535 du 20 septembre 1967, lui ont présenté une requête à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur-en-conseil certaines modifications audit décret;

1° L'énumération des parties contractantes sera remplacée par la suivante:

« L'Association des Marchands d'Automobile Richelieu Inc.;

L'Association Indépendante des Détaillants d'Essence du comté de Drummond, d'une part et

L'Association des Employés de Garage de Drummondville Inc. (CSN), d'autre part. »

2° Les articles I à XVIII inclusivement seront remplacés par les suivants:

« Article 1. *Définitions:*

Aux fins du présent décret, les mots et les termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a) Apprenti: Le mot « apprenti » désigne toute personne qui apprend un des métiers mentionnés dans le présent décret.

b) Artisan: Le mot « artisan » désigne toute personne faisant seule, ou en société, un travail régi par le présent décret pour son propre bénéfice. Il désigne aussi tout employeur ou employeur professionnel lorsqu'il fait un pareil travail.

c) Atelier de mécanique: Le terme « atelier de mécanique » désigne tout établissement où l'on refait, remonte avec des morceaux neufs ou usagés, remet en bon état, répare, règle ou travaille les moteurs ou diverses autres pièces de véhicules à moteur pour le public ou dans le but de les revendre au gros, ou au détail, que ces moteurs ou ces pièces soient séparés du véhicule ou non.

d) Compagnon: Le mot « compagnon » désigne toute personne qui a terminé son apprentissage ou obtenu son certificat de qualification après examen dans l'un des métiers de l'industrie de l'automobile tels que: carrossier, carrossier-peintre, peintre, mécanicien, machiniste, électricien, soudeur, spécialiste en radiateur, aligneur de roues, spécialiste de la boite automatique, spécialiste du réchappage, vulcanisateur, spécialiste de la cuisson, spécialiste du râpage général des pneus et préposé aux pièces.

e) Commissionnaire: Le mot « commissionnaire » désigne tout salarié qui fait, comme prin-

Professional employers shall ask the Parity Committee for the forms required to prepare and submit the said report.

Any professional employer having his place of business within the territorial jurisdiction of the said decree shall submit such report, even if no work has been carried out, as the Parity Committee is not obliged to give any proof of work.

ROBERT SAUVÉ,
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,
Québec, November 21, 1970. 37352-o

Notice of Amendment

Garage employees — Drummond region

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143), the Honourable Jean Cournoyer, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting Garage Employees in the Drummond region, rendered obligatory by Decree number 2535 of September 20, 1967, have petitioned him to submit certain amendments to the said decree to the Lieutenant-Governor in Council for consideration and decision;

1. The enumeration of the contracting parties will be replaced by the following:

"ON THE ONE PART:

L'Association des Marchands d'Automobile Richelieu Inc.;

L'Association indépendante des Détaillants d'Essence du comté de Drummond;

AND ON THE OTHER PART:

L'Association des Employés de Garages de Drummondville Inc. (CSN)."

2. Sections I to XVIII inclusively will be replaced by the following:

"Section 1. *Definitions:*

For the purposes of the present decree, the following words and terms have the meaning hereinafter given to them:

(*a*) "apprentice" means anyone who is learning one of the trades mentioned in the present decree;

(*b*) "artisan" means any person who, for his own profit, performs alone or in partnership any work subject to the present decree. It also means any employer or professional employer performing such work.

(*c*) "machine shop" means any establishment were motors or various other motor vehicle components or parts are remade, reassembled with new or used parts, reconditioned, restored to working order, repaired, adjusted or worked upon for the public or for wholesale or retail trade purposes, whether such motors or parts be separated from the motor vehicle or not.

(*d*) "journeyman" means any person who has completed the apprenticeship of his trade or obtained his certificate of competency following examination in one of the automobile industry trades, such as: bodyman, bodyman-painter, painter, mechanic, machinist, electrician, welder, radiator specialist, wheel aligner, automatic transmission specialist, retreader, vulcanizer, curing specialist, general tire-rasping specialist and partsman.

(*e*) "messenger" means any employee whose work mainly consists in delivering or transporting

cipal travail, la livraison ou le transport des marchandises avec un véhicule dont il a la charge.

f) Démonteur: Le mot « démonteur » désigne toute personne qui fait le démontage de véhicule à moteur dans le but de vendre, de réparer, d'emmagasiner les pièces ou de vendre le métal comme rebut.

g) Gardien de nuit: Le terme « gardien de nuit » désigne tout salarié dont les fonctions consistent à garder l'établissement ou la place d'affaires, ouvrir les portes, garer les voitures, nettoyer et entretenir l'établissement.

h) Garage: Le mot « garage » désigne tout endroit où l'on fait la réparation, la transformation, le démontage, le remontage ou le remisage des véhicules à moteur ou des pièces s'y rapportant. Sont considérés comme garages et par conséquent assujettis au présent décret, tous les établissements où se fait exclusivement ou en partie, la réparation ou le remontage des pièces ou accessoires nécessaires à la conduite ou au fonctionnement d'un véhicule à moteur, que ces accessoires ou pièces soient séparées du véhicule à moteur ou non, qu'elles soient pour être vendues au gros ou au détail.

i) Magasin de pièces: Le terme « magasin de pièces » désigne tout endroit où se fait du déballage, de l'emballage, de l'emmagasinage, de la vente, de la livraison des pièces à moteur, des accessoires d'automobile ou des pièces d'équipement de garage neufs ou usagés.

Les établissements détachés des garages ou ateliers de mécanique sont aussi régis par le présent décret.

j) Concierge: Le mot « concierge » désigne tout salarié qui surveille le chauffage et fait le nettoyage et l'entretien d'un établissement couvert par le présent décret.

k) Réparateur de pièces ou accessoires: Le terme « réparateur de pièces ou accessoires » désigne tout salarié affecté à la réparation de batteries, parechocs ou tout autre pièce ou accessoire d'un véhicule à moteur non énuméré au présent décret.

l) Préposé au service: Le terme « préposé au service » désigne tout salarié qui vend de l'essence ou des lubrifiants, graisse, lave, nettoie ou conduit les véhicules à moteur, change ou répare les pneus, les courroies de ventilateur et de dynamo, les accumulateurs, les boyaux, les essuie-galce, les phares, les filtres, les interrupteurs de clignotants et effectue toute réparation mineure d'urgence qui se présente en dehors des heures de travail et qui ne peut être reportée au jour ouvrable suivant. Le montage des postes de radio, des appareils de climatisation, le montage des clignotants doit être fait par un compagnon.

m-1) Préposé aux stations de service: Le terme « Préposé aux stations de service » désigne un préposé au service travaillant dans une station de service distincte d'un garage.

m-2) Débit d'essence: Le terme « débit d'essence » désigne tout endroit fixe ou mobile où l'on fait exclusivement la vente d'essence ou de lubrifiants pour l'usage des véhicules à moteur, que ledit établissement soit exploité par un propriétaire ou un locataire, comme annexe d'un établissement principal.

n) Préposé aux pièces de rechange: Le terme « préposé aux pièces de rechange » désigne tout salariés affecté à la réception, au déballage, à l'emmagasinage, à la préparation ou à l'expédition des commandes, à l'identification ou à la vente des pièces ou accessoires d'un véhicule à moteur.

goods with a vehicle of which he is in charge.

(*f*) "dismantler" means any employee who dismantles motor vehicles for the purpose of selling, repairing or storing the parts thereof or of selling the scrap-metal obtained therefrom.

(*g*) "night watchman" means any employee whole duties consist in watching the establishment or place of business, opening doors, watching over automobiles and cleaning and tending the establishment.

(*h*) "garage" means any place where motor vehicles or parts thereof are repaired, transformed, disassembled, reassembled or stored. Shall be considered as a garage, and, therefore, shall be subject to the present decree, any establishment exclusively or partly engaged in the repair or reassembly of parts or accessories required for the driving or operation of motor vehicles, whether or not such parts or accessories be attached to the motor vehicle and whether or not they be intended for resale on the wholesale or retail market.

(*i*) "parts store" means any place where motor-vehicle parts, automobile accessories and parts as well as new or used garage equipment parts are unpacked, packed, stored, sold and delivered;

Establishments that are separate from garages or machine shops are also subject to the provisions of the present decree;

(*j*) "janitor" means any employee who supervises the heating, does the cleaning up and maintenance work in an establishment covered by the present decree;

(*k*) "parts or accessories repairman" means any employee whose work consists in repairing batteries, bumpers or any other motor vehicle part or accessory not mentioned in the present decree;

(*l*) "serviceman" means any employee who sells gasoline or lubricants, greases, washes, cleans or drives motor vehicles, changes or repairs tires, fan and generator belts, batteries, hoses, windshield wipers, headlights, lights, filters, signal light switches and does any emergency minor repair work outside standard working hours when such work cannot be postponed until the next working day. However, radios, air conditioners and signal lights must be installed by a journeyman;

(*m*-1) "service station attendant" means a serviceman working in a service station which is distinct from a garage;

(*m*-2) "gasoline station" means any mobile or stationary establishment where motor vehicle gasoline or lubricants are sold exclusively, whether such establishment be operated by the owner thereof or by a leaseholder and whether or not such establishment be operated as a secondary business concern;

(*n*) "parts man" means any employee who receives, unpacks, stores, labels or sells motor vehicle parts or accessories, fills out orders or ships goods ordered;

o) *Salarié:* Le mot « salarié » désigne tout apprenti, ouvrier qualifié ou compagnon, artisan, tout manoeuvre ou ouvrier non qualifié, tout préposé aux pièces de rechange, toute personne qui travaille individuellement, en équipe ou en société. Ce terme s'applique aussi aux personnes de sexe féminin.

(o) "employee" means any apprentice, skilled worker or journeyman, artisan, labourer or unskilled worker, parts man or person who works individually, in a crew or in partnership. This term also applies to female persons;

p) *Station-service:* Le terme « station-service » désigne tout endroit où l'on exécute un ou plusieurs des travaux ci-après mentionnés:

1) On vend de l'essence et des lubrifiants;
2) On vend, monte et répare les pneus;
3) On lave, nettoie, polit, lubrifie ou remise les véhicules à moteur;
4) On donne un service de dépannage;
5) On vend et monte les pièces d'équipement énumérées au paragraphe « *l* » du présent article;
6) On fait toutes réparations mineures d'urgence qui se présentent en dehors des heures de la journée normale du compagnon et qui ne peuvent être reportées aux jours suivants;
7) On fait le remorquage de véhicules à moteur.

(p) "service station" means any place where work of one or several of the kinds mentioned below is performed:

(1) sale of gasoline and lubricants;
(2) sale, fitting on, removal and repair of tires;
(3) washing, cleaning, polishing, lubrication or storing of motor vehicles;
(4) break-down service;
(5) sale and installation of the equipment parts mentioned in subsection "*l*" of the present section:
(6) any emergency minor repairs required outside the journeyman's standard working hours and which cannot be postponed to any following working day;
(7) towing of motor vehicles;

Toutefois, si une station-service possède une section de mécanique ou de réparations de véhicules à moteur, ladite section est considérée comme garage et assujettie aux conditions de travail des garages ou ateliers de mécanique.

However, when a service station includes a motor vehicle mechanical or repair department, such department is considered as a garage and is subject to the working conditions set forth for garages or machine shops;

q) *Terrain de démontage:* Le terme « terrain de démontage » désigne tout endroit où les véhicules à moteur ou certaines de leur pièces sont démontées pour être emmagasinées, réparées ou vendues comme matériel utilisable ou comme ferraille.

(q) "wrecking yard" means any place where motor vehicles or certain parts thereof are dismantled in view of being stored, repaired or sold as used parts or as scrap;

r) *Terrain ou garage de stationnement:* Le terme « terrain ou garage de stationnement » désigne tout endroit réservé au stationnement, au remisage des véhicules à moteur.

(r) "parking lot or parking garage" means any area reserved to park or store motor vehicles;

Toutefois, les établissements qui ne donnent aucun service sur les véhicules à moteur sont exclus.

However, establishments giving no motor vehicle service are excluded;

s) *Vendeur de service:* Le terme « vendeur de service » désigne tout salarié préposé à la réception de la clientèle, à la distribution et à la coordination du travail, à l'inscription des commandes et de façon générale, le salarié qui assure le service à la clientèle dans un atelier de mécanique ou de réparations, ou un garage assujetti au présent décret.

(s) "customer service supervisor" means any employee whose work consists in greeting customers; distributing and co-ordinating work: writing out customers' requests and, in general, making certain that customers are properly served in a machine shop, repair shop or garage subject to the present decree;

t) *Vérificateur:* Le mot « vérificateur » désigne tout salarié préposé à la vérification des véhicules à moteur et à l'estimation de toutes les réparations.

(t) "checker" means any employee who checks over motor vehicles and makes estimates on all repair jobs;

Note: Aux fins d'application des deux paragraphes *s*) et *t*) précédents, les vérificateurs et vendeurs de service ne sont pas assujettis au présent décret tant et aussi longtemps qu'ils n'exécutent aucun travail de métier.

Note: For the purposes of subsections "*s*" and "*t*" above, checkers and customer service supervisors are not covered by this decree so long as they perform no trade work.

u) *Chasseur de pièces de véhicules à moteur:* Le terme « chasseur de pièces de véhicules à moteur » désigne tout salarié dont la fonction est strictement limitée à la réception, au déballage, à l'emmagasinage, à la préparation ou à l'expédition des commandes, à la maintenance, à l'entretien de l'établissement ou au nettoyage de pièces de véhicules à moteur.

(u) "parts jockey" means any employee whose work is strickly limited to receiving, unpacking, storing or cleaning motor vehicle parts, preparing or shipping orders, doing maintenance work or maintaining the establishment;

Cette permission est consentie aux étudiants entre le 1er mai et le 30 septembre, tant et aussi longtemps que cet étudiant ne déplace pas un salarié embauché d'une façon permanente.

Students may perform such work between May 1st and September 30th, provided they do not take a regular employee's place.

v) *Poste de lavage:* Le terme « poste de lavage » désigne tout endroit public où le travail principal exécuté est le nettoyage, le lavage, le polissage ou l'essuyage des véhicules à moteur.

(v) "car wash" means any public place where the main work performed consists in cleaning, washing polishing and wiping motor vehicles;

w) *Poste de vente ou de remontage de pièces ou accessoires:* Le terme de « poste de vente ou de remontage de pièces ou accessoires » désigne et comprend tout endroit où l'on répare, fait l'assemblage des pièces ou accessoires utilisés sur les véhicules à moteur usagés, remonte ou démonte, remet en état des dynamos, des démarreurs ou autres pièces ou accessoires nécessaires à la conduite ou au fonctionnement d'un véhicule à moteur, que ces pièces ou accessoires soient séparés du véhicule à moteur ou non, qu'ils soient neufs ou usagés, qu'ils soient pour être vendus, au gros ou au détail.

x) *Chasseur de véhicules à moteur:* Le terme « chasseur de véhicules à moteur » désigne tout salarié dont la fonction est strictement limitée à la conduite et au déplacement des véhicules à moteur des clients ou de la maison, et aux services de peu d'importance tels que: vérifier le gonflement des pneus, vérifier le niveau du liquide dans le radiateur et le niveau du liquide dans la batterie, nettoyer le pare-brise, nettoyer l'intérieur ou l'extérieur des véhicules à moteur, que ce travail soit fait à l'intérieur ou à l'extérieur de l'établissement.

Cette permission est consentie aux étudiants entre le 1er mai et le 30 septembre, tant et aussi longtemps que cet étudiant ne déplace pas un salarié embauché d'une façon permanente. (Cet article ne s'applique pas aux postes de lavage).

y) *Atelier de vulcanisation:* Le terme « atelier de vulcanisation » désigne tout endroit où l'on se spécialise dans l'identification, le classage, la cuisson, le réchappage, la vulcanisation, le polissage ou le remontage des pneus.

z) *Spécialiste en pneus et cuisson:* Le terme « spécialiste en pneus et cuisson » désigne toute personne qui dans un établissement spécialisé dans l'industrie du pneu, en plus de monter des pneus de voitures, et camions de toutes grandeurs, équilibre et graisse les roues, remplace les goujons de roues, met le calcium dans les roues du tracteur et coupe les goujons de roues au chalumeau.

Article 2. *Champ d'application professionnelle:*
Le présent décret s'applique aux employeurs, aux employeurs professionnels, aux artisans et aux salariés (hommes ou femmes) de garages, de postes d'essence, de stations-service, de terrain ou garage de stationnement, d'atelier de mécanique, de postes de lavage, de postes de vente, de réparation ou de remontage de pièces ou accessoires, de terrains de démontage, d'atelier de vulcanisation, d'établissement de vente ou de montage de pneus et de magasins de pièces situés dans le champ d'application territoriale dans le présent décret.

Exceptions: Le présent décret n'est pas applicable:

1) À un garage municipal aussi longtemps que les conditions de travail y sont fixées par une convention collective particulière;

2) Aux établissements industriels exploitant de façon accessoire à un garage, un atelier mécanique, une station-service pour autant qu'ils limitent leur services exclusivement à leurs propres véhicules ou accessoires et qu'ils n'accomplissent aucun travail pour autrui, moyennant rémunération ou non:

3) Aux ateliers qui font exclusivement le montage ou la réparation de machinerie agricole;

4) Aux chefs ou gérants de département des pièces et accessoires, ni aux chefs ou gérants de service, ni aux chefs de départements de carrosserie, de peinture ou de mécanique. Pour l'appli-

(*w*) "parts or accessories store or shop" means and includes any place where parts or accessories used on used cars are repaired and assembled: generators, starters and any other part or accessory required for the operation of a motor vehicle are assembled, dismantled or reconditioned, whether or not such parts or accessories be detached from the motor vehicle, be new or used or intended to be sold on a wholesale or retail basis;

(*x*) "car jockey" means any employee whose work consists solely in driving or moving motor vehicles belonging to customers or to the enterprise and in performing minor services such as: checking tire pressure; checking the liquid level in the radiator or battery; cleaning the windshield and the outside or inside of motor vehicles, whether or not such work is performed inside or outside the establishment;

Students may perform such work between May 1st and September 30, provided they do not take a regular employee's place; (This section does not apply to car washes.)

(*y*) "vulcanizing shop" means any place specialized in the labelling, classification, curing, retreading, vulcanizing, buffing, and installation of tires.

(*z*) "tire and burning specialist": means any person who, in a tire-specializing firm: mounts tires on motor vehicles and trucks of all sizes, balances and lubricates wheels, replaces wheel studs, puts calcium in tractor wheels, torcheuts wheel studs.

Section 2. *Professional jurisdiction:*
This decree covers employers, professional employers, artisans and employees (male and female) in garages, gasoline stations, service stations, parking lots or garages, machine shops, car washes, parts or accessories stores or repair or assembly shops, wrecking yards, vulcanizing shops, tire shops, tire installation shops and parts stores within the territorial jurisdiction of this decree.

Exceptions: This decree does not cover:

(1) a municipal garage, so long as working conditions therein are governed by a private collective agreement;

(2) industrial establishments operating a garage, a machine shop, a service station as an accessory thereto, provided they restrict their services to their own vehicles or accessories and do no work for outsiders either for payment or gratuitously;

(3) shops exclusively assembling or repairing agricultural equipment;

(4) the parts and accessories department head or manager; the service department head or manager; the body shop, paint shop or machine shop head. For the purposes of the present para-

cation du présent paragraphe, les chefs ou gérants seront considérés comme tels s'ils ont chacun au moins quatre (4) salariés assujettis au présent décret sous leurs ordres.

5) Aux établissements industriels fabriquant ou manufacturant en série des pièces pour véhicules à moteur.

Article 3. *Champ d'application territoriale:*

Le présent décret s'applique au district électoral de Drummond.

Article 4. *Salaires et mode de rémunération:*

4.01 Les taux de salaires sont ceux mentionnés à l'annexe « A » pour chacune des classifications qui y sont mentionnées, et le mode de rémunération pour le travail régi par le présent décret est à base de taux horaire ou hebdomadaire sous réserve des dispositions de l'article 4.05.

4.02 Les taux de salaires supérieurs à ceux prévus dans le présent décret ne doivent pas être réduits à l'occasion de sa mise en vigueur, ni pendant sa durée, pourvu que le salarié occupe encore les mêmes fonctions pour lesquelles ce supplément lui a été accordé.

4.03 *Pourboires:* Le pourboire est la propriété du salarié et l'employeur ne peut le retenir ou s'en servir, même avec le consentement du salarié, comme partie du salaire en autant qu'il n'est pas au détriment du patron ou de son établissement.

4.04 *Travail d'une catégorie inférieure:* L'employeur peut exiger de tout salarié de son établissement, l'exécution de tout travail d'une catégorie inférieure à celle déterminée dans son certificat de qualification ou classification pourvu que ce salarié continue de recevoir le salaire qui s'applique à la catérogorie des salariés à laquelle il appartient d'après son certificat de qualification ou classification.

4.05 *Taux fixe:* Le travail au temps standard « Taux fixe » sera possible mais l'employeur ne pourra l'exiger d'aucun salarié.

Le montant total pour le travail exécuté sera établi avec le salarié avant que le travail débute.

Le taux horaire applicable prévu pour chaque occupation constitue une garantie minimum pour tout travail exécuté à « Taux fixe ». Le temps détaillé et les montants payés devront être comptabilisés par l'employeur, de façon à pouvoir être vérifiés par le Comité Paritaire.

Article 5. *Durée du travail et horaires:*

5.01 *Compagnons, apprentis, préposés aux pièces, commissionnaires, préposés au service:* La semaine normale de travail est de quarante-cinq (45) heures réparties du lundi au vendredi inclusivement. La journée normale de travail est d'un minimum de neuf (9) heures réparties entre 8 a.m. et midi et entre 1 p.m. et 6 p.m.

5.02 *Spécialistes en pneus:* La semaine normale de travail pour les spécialistes en pneus est de quarante-huit (48) heures réparties du lundi au vendredi inclusivement. La journée normale de travail est d'un minimum de neuf (9) heures réparties entre 7 a.m. et midi et entre 1 p.m. et 6 p.m.

La réduction d'heures pour les spécialistes en pneus s'effectuera avec pleine compensation.

5.03 *Démonteurs:* La semaine normale de travail pour les démonteurs est de quarante-huit (48) heures réparties du lundi au samedi matin à 11 a.m. La journée normale de travail est d'un

graph, department or shop heads or managers shall be considered as such, provided they respectively have, under their orders, at least four (4) employees subject to the present decree;

(5) industrial establishments that make or mass-produce motor vehicle parts.

Section 3. *Territorial jurisdiction:*

The present decree covers the electoral district of Drummond.

Section 4. *Wages and method of payment:*

4.01 Appendix "A" mentions the wages rates for each of the classifications listed therein; the method of payment for all work governed by the present decree shall be on an hourly or weekly basis, subject to the provisions of section 4.05.

4.02 Wage rates higher than those provided for in the present decree shall not be lowered because of the coming into force of the said decree, nor during the term thereof, provided that the employee still carries out the duties for which they were granted.

4.03 *Tips:* Tips belong to the employee and the employer may not withhold them nor use them as part of the wages, even with the employee's consent, provided that this is not detrimental to either the employer or his establishment.

4.04 *Work of a category lower:* Employers may have an employee perform work of a category lower than that called for by his competency certificate or classification, provided such employee continues to be paid according to the category his competency certificate or classification classifies him in.

4.05 *Flat rate:* Flat rate work shall be permissible, but no employer may require his employee to perform work on a flat rate basis.

The total amount for the flat rate work to be performed shall be established with the employee before the said flat rate work is begun.

The hourly rate provided for each occupation constitutes a minimum guarantee for any flat rate work performed. The time taken to perform flat rate work and the amounts paid for such work shall be kept on record by the employer in such a manner as to enable the Parity Committee to verify same.

Section 5. *Standard working hours:*

5.01 *Journeymen, apprentices, parts men, messengers and servicemen:*

The standard working week consists of forty-five (45) working hours scheduled Monday through Friday.

The standard working day consists of nine working hours scheduled between 8:00 a.m. and noon, and between 1:00 p.m. and 6:00 p.m.

5.02 *Tire specialists:* The standard working week consists of forty-eight (48) working hours scheduled Monday through Friday. The standard working day consists of nine (9) working hours scheduled between 7:00 a.m. and noon, and berween 1:00 p.m. and 6:00 p.m.

Tire specialists shall receive full compensation in wages for any shortening of working hours.

5.03 *Dismantlers:* The standard working week consists of forty-eight (48) working hours scheduled Monday through Saturday morning, 11:00 a.m. The standard working day consists of nine

minimum de neuf (9) heures réparties entre 8 a.m. et midi et entre 1 p.m. et 6 p.m.

La réduction d'heures pour les démonteurs s'effectura avec pleine compensation.

5.04 *Deuxième équipe:* Nonobstant les heures régulières de travail inscrites à la présente clause, il sera loisible dans le cas des compagnons, apprentis, préposés aux pièces, préposés au service et autres salariés nécessaires, d'organiser une deuxième équipe.

Dans un tel cas, la journée régulière de la deuxième équipe sera d'un minimum de neuf (9) heures réparties entre 1 p.m. et 4 a.m. du lundi au vendredi inclusivement.

Les salariés auront droit à une période de repas sans paie d'une demi-heure à une heure. La prime d'une telle équipe sera de dix pour cent (10%) de plus du taux réel du salarié ainsi affecté.

5.05 *Préposés aux stations de service:* La semaine normale de travail des préposés aux stations de service est de cinquante (50) heures, du lundi au dimanche inclusivement et ces heures sont réparties entre 7 a.m. et 10 p.m. du lundi au vendredi et entre 7 a.m. et 8 p.m. le samedi et le dimanche.

5.06 L'article 5.05 ne s'applique pas pour les préposés aux stations de service et débits d'essence qui sont ouverts vingt-quatre (24) heures par jour, sept (7) jours par semaine. Par contre, une prime de dix pour cent (10%) sera attribuée à ces préposés au service entre 10 p.m. et 7 a.m.

5.07 Tout salarié a droit à un jour complet (vingt-quatre (24) heures) de repos chaque semaine, qui doit lui être donné autant que possible le dimanche. Pour tout travail exécuté pendant ces vingt-quatre (24) heures de repos, le taux de salaire normal doit être majoré de 100%.

Article 6. *Heures supplémentaires:*

6.01 *Travail rémunéré à taux et demi:* Tout travail exécuté en plus ou en dehors des heures normales de la journée ou de la semaine normale de travail, sera rémunéré au taux de temps et demi.

6.02 Tout travail exécuté par le salarié le dimanche sera rémunéré au taux de temps double. Ceci ne s'applique pas aux préposés au service dans les stations de service et les débits d'essence.

6.03 Tout travail exécuté les jours chômés et payés sera rémunéré au taux de temps double, en plus du paiement de l'indemnité du jour férié.

Dans les stations de service et débits d'essence, les salariés doivent être rémunérés au taux normal en plus du paiement de l'indemnité du jour férié.

6.04 Le même principe que celui qui est énoncé à 6.01 6.02 et 6.03 s'applique aux salariés rémunérés sur une base hebdomadaire.

6.05 Toute majoration de salaire pour le temps supplémentaire doit être calculée sur le salaire payé et non sur le salaire minimum.

Article 7. *Vacances:*

7.01 *Droit aux vacances:* Tout salarié qui, au premier (1er) mai de chaque année, a moins d'un (1) an de service continu pour la même employeur, aura droit à des vacances dont la durée est déterminée à raison de un (1) jour par mois de service sans que la durée totale du congé exigible excède deux (2) semaines.

Tout salarié qui, au premier (1er) mai de chaque année, a un (1) an de service continu pour le même employeur, a droit à deux (2) semaines complètes de vacances.

(9) working hours scheduled between 8:00 a.m. and noon, and between 1:00 p.m. and 6:00 p.m.

Dismantlers shall receive full compensation in wages for any shortening of working hours.

5.04 *Second shift:* Notwithstanding the standard working hours provided for in this clause, it will be permissible to organize a second shift for journeymen, apprentices, parts men, servicemen, and other necessary employees. The standard working day of the second shift shall consist of nine (9) hours scheduled between 1:00 p.m. and 4:00 a.m., Monday through Friday.

Employees shall be entitled to a mealtime off period without pay which shall last between one half (½) hour and one full hour. The shift differential of the workers on such shift shall be ten per cent (10%) of their respective regular rate.

5.05 *Service station attendants:* The standard working week consists of fifty (50 hours scheduled Monday through Sunday and the said working hours are scheduled between 7:00 a.m. and 10:00 p.m. Monday through Friday, and between 7:00 a.m. and 8:00 p.m. on Saturday and Sunday.

5.06 Section 5.05 does not apply to service station attendants working in service stations or gasoline stations open twenty-four (24) hours a day, seven (7) days a week. However, a ten per cent (10%) differential shall be paid to service station attendants working between 10:00 p.m. and 7:00 a.m.

5.07 Every employee is entitled to one full day's (24 hours) rest each week which should be given him as far as possible on Sunday. Double time shall be paid for all work performed during such day's rest.

Section 6. *Overtime:*

6.01 *Time and a half:* Time and a half shall be paid to the employee for any work performed over and above or outside the standard working day or standard working week.

6.02 Double time shall be paid for any work performed by the employee on Sunday.

This does not apply to servicemen in service stations or gasoline stations.

6.03 Double time plus the holiday pay for the general holiday with pay shall be paid for any work performed on a general holiday with pay.

Besides payment for the holiday, employees in service stations and gasoline stations shall be paid straight time.

6.04 The provisions of subsections « 6.01 », « 6.02 and « 6.03 » above shall apply to weekly-paid employees.

6.05 Calculation of overtime rates shall be based on the actual wage rate and not on the minimum wage rate.

Section 7. *Vacation:*

7.01 *Entitlement to vacation:* Any employee who, on the 1st of May of each year, has at least one (1) year's continuous service with the same employer is entitled to one (1) day's annual vacation with pay per month of continuous service. However, the said annual vacation shall not exceed two (2) weeks.

Any employee who, on the 1st of May of each year, has one (1) year's continuous service with the same employer is entitled to two (2) full weeks' annual vacation with pay.

Tout salarié qui, au premier (1er) mai de l'année 1970, a douze (12) ans, au premier (1er) mai 1971 a onze (11) ans et au premier (1er) mai 1972 a dix (10) ans ou plus de service continu pour le même employeur, aura droit à trois (3) semaines complètes de vacances.

Cependant, les salariés de la Zone 2 n'auront pas droit à cette troisième semaine de vacances.

7.02 *Rémunération de vacances:* Tout salarié qui a droit à deux (2) semaines ou moins, recevra une rémunération de vacances égale à quatre pour cent (4%) des gains qu'il a effectués entre le premier (1er) mai et la trente (30) avril précédant la qualification aux vacances.

Tout salarié qui a droit à trois (3) semaines de vacances, recevra une rémunération de vacances égale à six pour cent (6%) des gains qu'il a effectués entre le premier (1er) mai et le trente (30) avril précédant la qualification aux vacances.

7.03 *Prise de vacances:* À moins d'entente contraire entre un salarié et son employeur, les vacances annuelles seront prises de la façon suivante:

La première et la deuxième semaines prises consécutivement entre le premier (1er) mai et le premier (1er) décembre.

La troisième semaine par entente.

Au cours du mois de mai, l'employeur affichera la cédule des vacances.

Il est entendu que si l'employeur désire fermer partiellement ou totalement son entreprise pour fins de vacances, il devra organiser les vacances de ses salariés en pas plus de deux groupes, entre le 24 juin et le 15 août. L'employeur affichera au plus tard le premier (1er) mai les dates de fermeture.

7.04 *Paiement de vacances:* Tout salarié doit recevoir sa rémunération de vacances avant son départ en vacances.

7.05 *Départ:* Tout salarié qui quitte volontairement son emploi ou qui est congédié pour juste cause, reçoit, au moment de la prochaine paie après son départ, la rémunération de vacances acquises avant le premier (1er) mai précédent qui n'ont pas été prises, plus quatre pour cent (4%) ou six pour cent (6%) des gains réalisés depuis tel premier (1er) mai, selon qu'il a droit à deux ou trois semaines de vacances.

7.06 *Fêtes pendant les vacances:* Si une ou plusieurs fêtes chômées et payées tombent pendant la période de prise de vacances annuelles de tout salarié, celui-ci a droit à autant de jours additionnels qu'il y a de telles fêtes.

Article 8. *Jours fériés et payés:*

8.01 Les jours suivants sont des jours chômés et payés quel que soit le jour de la semaine avec lequel ils coïncident:

Jour de l'An,
Le 2 janvier,
St-Jean-Baptiste,
Confédération,
Fête du Travail,
Noël,
Lendemain de Noël.

8.02 *Éligibilité:* Pour avoir droit à ces congés chômés et payés, le salarié devra avoir travaillé le dernier jour ouvrable précédant le jour férié et le premier jour ouvrable suivant le jour férié.

Any employee who, on the 1st of May 1970, has twelve (12) years continuous service with the same employer, or on the 1st of May 1971 has eleven (11) years, or on the 1st of May 1972 has ten (10) or more years of such service, is entitled to three (3) full weeks' annual vacation with pay.

However, Zone II employees will not be entitled to this third week's vacation.

7.02 *Vacation pay:* Any employee entitled to two (2) weeks' annual vacation or less shall receive vacation pay equal to four per cent (4%) of his earnings between the 1st of May and the 30th of April preceding his entitled to his vacation.

Any employee entitled to three (3) weeks vacation shall receive vacation pay equal to six per cent (6%) of his earnings between the 1st of May and the 30th of April preceding his entitlement to his vacation.

7.03 *Taking of vacation:* Unless otherwise agreed upon between the employer and the employee, annual vacations shall be taken as follows:

The first and second weeks' annual vacation with pay shall be taken consecutively between the 1st of May and the 1st of December.

The third week shall be taken by mutual agreement.

During the course of the month of May, the employer shall post the annual vacation with pay schedule.

It is understood that if the employer wishes to close down his establishment, entirely or partly, for vacation purposes, he shall divide his employees into not more than two groups that will take their vacation between the 24th of June and the 15th of August. The employer shall post the closing dates by the 1st of May at the very latest.

7.04 *Payment of vacation pay:* Before he leaves on vacation, the employee shall be given his vacation pay by his employer.

7.05 *Severance:* Any employee who voluntarily quits his employment or who is dismissed for good reason shall receive, on the pay-day following his departure, the vacation pay for the vacation to which he had become entitled prior to the preceding 1st of May and which he had not yet taken, plus four per cent (4%) or six per cent (6%) of his earnings since such 1st of May, according as he is entitled to two (2) or three (3) week's vacation.

7.06 *General holidays within vacation:* If one or several general holidays with pay fall within any employee's annual vacation with pay, such employee shall be entitled to as many additional days' vacation with pay as there are such general holidays in his said vacation.

Section 8. *General holidays with pay:*

8.01 The following days are general holidays with pay, regardless of the day on which they fall:

New Year's Day,
January 2nd,
St. John the Baptist Day.
Canada Day (Confederation),
Labour Day,
Christmas Day,
December 26th.

8.02 *Entitlement:* To be entitled to any general holiday with pay, the employee must have worked on the working day immediately before such general holiday with pay and on the working

Le salarié dont l'absence est autorisée ou motivée aura également droit à ces congés chômés et payés.

8.03 *Paiement:* Tout salarié recevra pour chaque fête susmentionnée une somme égale à son gain pour une journée régulière de travail comprenant les primes d'équipe.

8.04 Tout arrêté en conseil, ordonnance ou loi fédérale, provinciale ou municipale qui transporte la célébration de l'une ou l'autre de ces fêtes chômées susmentionnées, s'applique de droit.

8.05 Nonobstant ce qui précède, le 2 janvier et le 26 décembre seront des congés garantis et seront reportés au premier jour ouvrable qui suit le Jour de l'An et/ou le jour de Noël, si le 2 janvier et/ou le 26 décembre tombent un jour non ouvrable.

Article 9. *Vacances décrétées par le gouvernement:*

9.01 Si le Gouvernement décrète un régime de vacances comportant des avantages supérieurs à ceux prévus dans la présente convention, le présent décret devient amendé de façon à prévoir les bénéfices supérieurs prévus dans le régime décrété par le Gouvernement.

Article 10. *Rappel au travail:*

10.01 Tout salarié rappelé au travail après avoir quitté l'établissement sera payé au taux de temps supplémentaire applicable et il aura droit à un minimum de paye équivalent à deux (2) heures à taux régulier. Il est entendu que l'employé ne sera pas obligé de retourner au travail.

Article 11. *Sécurité et hygiène:*

11.01 L'employeur fournira le savon et l'eau chaude pour permettre aux salariés de se nettoyer de façon à quitter les lieux de leur travail dans une tenue convenable.

Tout véhicule enneigé ou glacé devra être déneigé et déglacé à l'eau chaude avant d'être travaillé par un employé et ceci dans le but de protéger la santé des travailleurs.

Tout employeur doit installer dans son garage, dans chaque département, et maintenir en bon ordre par la suite, un système de ventilation suffisamment perfectionné pour permettre l'évaporation à l'extérieur du gaz et des autres produits dont la présence en trop grande quantité dans son garage est nuisible à la santé des employés salariés spécialement durant les mois d'hiver.

Article 12. *Accidents de travail:*

12.01 L'employeur paie à tout salarié accidenté au travail:

a) le salaire perdu lors de la journée même de l'accident.

b) les heures prises durant sa journée de travail s'il doit quitter l'atelier pour des visites faites et exigées par l'employeur ou le médecin pour lesquelles la Commission des Accidents du Travail ne verse aucune compensation. Ceci jusqu'à concurrence de une (1) heure.

Article 13. *Congés sociaux:*

13.01 Tout salarié éprouvé par le décès de son conjoint, son père, sa mère, son enfant, sa belle-mère, son beau-père, a droit à un (1) jour de congé payé à son taux de salaire régulier, si le jour des funérailles tombe un jour ouvrable.

day immediately after such general holiday with pay. The employee who is absent with leave shall also be entitled to the above general holidays with pay.

8.03 *General holiday pay:* For each of the above-mentioned general holidays with pay, the employee shall receive holiday pay equal to his earnings for a standard day's work, his shift differential included, if any.

8.04 Any federal, provincial or municipal order in council, ordinance or law transferring the celebration of any of the above general holidays with pay shall apply as of right.

8.05 Notwithstanding the foregoing, January 2nd and December 26th shall be guaranteed holidays with pay, and their observance shall be transferred to the first working day following them, should they fall on non-working days.

Section 9. *Vacations decreed by the government:*

9.01 If the Government decrees a vacation plan offering benefits any greater than those provided for in the present decree, the said decree is automatically amended in such a manner as to provide the greater benefits provided for in the plan decreed by the Government.

Section 10. *Call-back:*

10.01 Any employee called back to work after having left the establishment shall be paid the overtime rate applicable and shall receive at least an amount equal to two (2) hours' wages at straight time. It is understood that the employee is not compelled to return to work.

Section 11. *Safety and hygiene:*

11.01 The employer shall furnish the soap and hot water the employees need to wash themselves after work so as to be able to leave their place of work properly dressed in clean clothes.

Any vehicle covered with snow or ice must be cleaned of snow and ice with hot water before being worked upon, so as to safeguard the workers' health.

Any employer shall install in his establishment a ventilation system capable of evacuating all gases and other fumes whose presence in to great a concentration in the establishment is detrimental to the health of the workers, specially during winter months.

Section 12. *Industrial accidents:*

12.01 The employer shall pay, to any injured employee:

(*a*) the wages lost the day during which the accident occured, and

(*b*) the maximum of one (1) hour's wages for the hours taken during his day's work, should he be obliged to leave the shop for examinations made or required by the employer or the physician, and for which the Workmen's Compensation Commission does not pay any compensation.

Section 13. *Compassionate leave:*

13.01 Any employee, bereaved the death of his spouse, father, mother, child, mother-in-law, or father-in-law, shall be entitled to one (1) day's leave with regular pay, should the funeral fall on working days.

Article 14. *La paie:*

14.01 La paie sera accompagnée des informations écrites suivantes:

a) Le nom et prénom de l'employé,
b) La date de la période de paie,
c) Le taux de salaire,
d) Le temps supplémentaire,
e) Les déductions,
f) Le montant net.

Article 15. *Réduction de la semaine de travail:*

15.01 Si, par suite d'une décision gouvernementale ou de l'employeur, les heures de la semaine normale de travail sont réduites, les salariés recevront pleine compensation de salaire pour telle réduction d'heures. Cependant la décision « ou de l'employeur » ne s'applique pas aux Stations de Service.

Article 16. *Garantie de travail:*

16.01 Tout employé qui est mis-à-pied et qui n'a pas reçu au préalable un avis que ses services n'étaient pas requis et qui se rapporte pour sa tâche régulière habituelle, devra recevoir un montant équivalent à quatre (4) heures de son travail régulier.

16.02 *a*) L'employeur qui veut se libérer des services d'un salarié doit lui donner une (1) semaine d'avis si tel salarié a trois (3) mois de service pour l'employeur. Si l'employeur ne donne pas un avis de mise-à-pied d'une (1) semaine, ce salarié peut réclamer l'équivalent de son salaire régulier pour cette semaine régulière de travail.

De même, le salarié qui a trois (3) mois de service et qui veut quitter son emploi, doit donner une semaine d'avis à moins d'entente contraire avec l'employeur.

b) Pour les salariés possédant une carte de compétence, l'employeur devra leur donner une semaine d'avis si tel salarié a un mois de service pour l'employeur.

16.03 L'employeur n'est pas tenu de donner une semaine d'avis au salarié qui est renvoyé pour cause.

Article 17. *Certificat:*

17.01 Dès son entrée dans l'industrie assujettie au présent décret, tout salarié doit s'enregistrer au Comité paritaire afin d'obtenir son certificat de qualification ou classification rendant ainsi possible la compilation des différents stages de son apprentissage et/ou expérience. L'employeur ne peut faire travailler un salarié qui ne s'est pas conformé à cette disposition.

Article 18. *Heures de présence:*

18.01 Tout salarié sera rémunéré selon les dispositions de cette convention pour toutes les heures où il aura été présent et disponible durant la journée régulière de travail, que son temps ait été vendu ou non. Toutefois, ceci n'implique pas que l'employeur n'a pas le droit de faire de mise-à-pied.

Article 19. *Apprentissage:*

19.01 La durée de l'apprentissage est de quatre (4) ans. Cependant, à la fin de sa troisième (3e) année, tout apprenti devra passer un examen qui, s'il est réussi lui donne droit à la carte correspondante de compagnon.

Il ne doit pas y avoir plus d'un (1) apprenti par deux (2) compagnons.

Aucun apprenti ne peut être accepté avant d'avoir atteint l'âge de seize (16) ans. Il doit

Section 14. *Payment of wages:*

14.01 The following written publication particulars shall appear on the pay envelope or on the pay slip accompanying the wages paid:
(*a*) employee's full namd,
(*b*) date of pay period,
(*c*) employee's wage rate,
(*d*) number of overtime hours worked,
(*e*) amounts and nature of deductions made,
(*f*) net take-home pay.

Section 15. *Shortening of working week:*

15.01 If the Government or the employer decide to reduce the number of standard working hours in the standard working week, the employees shall receive full compensation in wages for such reduction in the number of working hours. However, the provision "or the employer" does not apply to service stations.

Section 16. *Work guarantee:*

16.01 Any employee who is laid-off without being notified beforehand that his services would not be required and who reports in to work as usual, shall receive an amount equal to four (4) hours' work at his regular wage rate.

16.02 (*a*) Any employer who wishes to lay off an employee shall give him a week's notice if he has three (3) months' service with the said employer. Failing this, the employee may claim the equivalent of one week's wages.

Likewise, the employee who has three (3) months' service and who wishes to quit his job shall give his employer one week's notice, unless otherwise agreed upon.

(*b*) The employer shall give one week's notice to employees who hold a competency certificate if they have one month's service with the said employer.

16.03 The employer is not bound to give a week's notice to the employee who is dismissed for good reason.

Section 17. *Certificate:*

17.01 Immediately upon taking up employment in the industry subject to this decree, the employee must register with the Parity Committee in order to obtain his competency or classification certificate, so that his various stages of apprenticeship or experience or of both may be recorded. No employer may not employ any employee who has not complied with this clause.

Section 18. *Presence at work:*

18.01 Every employee shall be remunerated according to the provisions of this decree for all hours during which he shall have been present and available during the standard working day, whether his time was sold or not. However, this does not imply that the employer is not allowed to lay off employees.

Section 19. *Apprenticeship:*

19.01 The term of apprenticeship lasts four (4) years. However, at the end of the third year, any apprentice shall sit for an examination which, if he is successful in it, shall entitle him to the journeyman's card corresponding thereto.

There shall not be more than one (1) apprentice for every two (2) journeymen.

No apprentice shall be accepted unless he is at least sixteen (16) years of age and has com-

avoir au moins terminé sa cinquième année du cours élémentaire.

Tout apprenti qui a fréquenté une école régie par la loi de l'enseignement spécialisé ou qui a acquis de l'expérience ailleurs, doit recevoir un crédit proportionné à la durée de ses études et aux résultats de ses examens. Cependant, en cas de conflits, le comité paritaire fera un examen afin d'établir sa classification.

Tout salarié qui a failli son examen aura droit de reprise après neuf (9) mois à compter de la date où il s'est présenté à son dernier examen.

Tout salarié devra posséder une carte du Comité Paritaire de l'Industrie de l'Automobile du Comté de Drummond.

Les parties aux présentes reconnaissent les cartes déjà émises par le Comité Paritaire de l'Industrie de l'Automobile du Comté de Drummond.

Article 20. *Costumes et uniformes:*

20.01 Les costumes et uniformes habituels ainsi que les salopettes et sarraux (chiennes) doivent être fournis et payés par l'employeur à raison de cinquante pour cent (50%). L'employeur doit également payer le blanchissage à raison de cinquante pour cent (50%). Le tout sans préjudice à ceux dont le costume et le blanchissage sont payés entièrement par l'employeur, lesquels salariés continueront de bénéficier ce cet avantage. Lorsque le salarié paie cinquante pour cent (50%) du costume, uniforme, salopette, etc. tels costumes, uniformes, salopettes seront sa propriété.

Si l'employeur préfère le système de location, cinquante pour cent (50%) des frais seront payés par le salarié et cinquante pour cent (50%) par l'employeur.

Le salarié devra porter le costume que lui indiquera son employeur.

L'employeur fournira les couvertures protégeant les autos et les sièges et le salarié les paiera s'il les perd. L'employeur déduira de la paie du salarié les montants à cette fin.

Nonobstant ce qui précède, si l'employeur exige un costume spécial, il le paiera à cent pour cent (100%) et en restera le propriétaire. Le coût du blanchissage sera réparti à raison de 50% par l'employeur et 50% par l'employé.

Le costume qui identifie une compagnie d'essence dans les stations de service est considéré comme uniforme habituel.

Article 21. *Périodes de repos:*

21.01 Tout salarié a droit à une période de repos de dix (10) minutes au milieu de chaque demi-journée de travail.

21.02 Dans le but de permettre aux salariés d'obtenir une collation convenable, l'employeur prendra les mesures nécessaires pour que les salariés bénéficient des services d'une cantine convenable.

Article 22. *Assurance collective:*

22.01 Chaque employeur s'engage à maintenir ou améliorer le plan d'assurance collective en vigueur, en participant dans la proportion de ½ du coût de tel plan par l'employeur et ½ du coût par l'employé.

pleted at least his fifth (5th) year of primary school.

Any apprentice who has attended a school governed by the Specialized Schools Act or who has gained experience elsewhere shall be granted credits proportionate to the length of studies and to his examination results.

In the event of doubt as to proficiency acquired elsewhere, the Parity Committee may have the apprentice take an examination so as to determine his classification.

Any employee who failed in his examination shall be entitled to sit for a supplemental examination nine (9) months after the date of the examination in which he failed.

Every employee shall have a card issued by the Parity Committee of the Automobile Industry of Drummond County.

The contracting parties to the present decree recognize the cards already issued by the Parity Committee of the Automobile Industry of Drummond County.

Section 20. *Uniforms:*

20.01 The employer shall supply regular uniforms, overalls and smocks, and shall pay for fifty per cent (50%) of their cost. The employer shall also pay fifty per cent (50%) of the cost of the cleaning of such working clothes. However, employees whose employer already pays the entire purchase price and cleaning costs of such uniforms shall continue to be given such benefit. On the other hand, when the employee must pay fifty per cent (50%) of the purchase price of any uniform, overall, etc., such working clothes items shall be his individual property.

If the employer prefers to rent such uniforms, etc., he shall pay fifty per cent (50%) of the cost of such rental, and the employees shall pay the remaining fifty per cent (50%) thereof.

The employee shall wear the uniform his employer tells him to wear.

The employer shall supply protective coverings for automobiles and seats, and the employee shall pay for their loss. The amounts covering such losses shall be deducted from the wages of the employees involved therein.

Notwithstanding the above provisions, if the employer requires the employee to wear a special uniform, the employer shall pay the entire purchase price thereof. In such case, the said special uniform remains the individual property of the employer, but the cleaning of such special uniform is paid by the employer and employee on a fifty-fifty (50-50) basis.

The uniform identifying a gasoline company in service stations is considered as regular uniform.

Section 21. *Rest periods:*

21.01 Every employee is entitled to a ten-minute (10-minute) rest period at the middle of each half-day's work.

21.02 In order to enable his employees to have a snack of suitable quality, the employer shall take such steps as necessary to make available to his employees the services of a suitable cantine.

Section 22. *Group insurance:*

22.01 Every employer agrees to maintain or improve the group insurance plan in force and to pay the premiums thereof on a 50%-50% basis with the employee.

22.02 Advenant l'adoption d'un plan d'assurance maladie provincial ou fédéral, les parties conviennent de se rencontrer pour négocier un plan modifié d'assurance.

Ce nouveau plan ne devra pas entraîner de coûts additionnels aux salariés ni à l'employeur, compte tenu des contributions des salariés et de l'employeur à tout plan provincial ou fédéral.

Article 23. *Convention interdite:*

23.01 Il est illégal, nul et non avenu, aux fins du présent décret, que toute entente ou convention entre employeur et salarié qui porte sur la location d'une surface couverte disponible ou d'une place d'affaire ou qui touche aux conditions de travail de même que toute autre formule qui aurait pour effet de diminuer le montant de salaire fixé par le présent décret.

Article 24.

24.01 Le taux de salaire et l'horaire de travail de tout salarié qui exécute des travaux non autrement désignés sont les mêmes que le commissionnaire dans sa zone respective.

Article 25. *Classification:*

25.01 Les salariés suivants devront posséder un certificat de classification et à moins qu'il ne soit expressément établi au présent décret, auront droit, d'après la zone à laquelle ils appartiennent, aux taux horaires correspondants pour l'apprenti 1ère année, 2ième année, 3ième année, 4ième année, compagnon « C », compagnon « B » ou compagnon « A », selon le cas et seront sujets aux horaires établis à l'article 5, paragraphe 5.01 du présent décret: charron, forgeron, spécialiste des freins, spécialiste de la suspension, spécialiste du différentiel, spécialiste du chassis, spécialiste du silencieux, vitrier, spécialiste du polissage, remonteur de pièces ou accessoires, réparateur de pare-chocs, réparateur de batteries, démonteur commissionnaire, préposé au service, ainsi que tout autre salarié faisant l'objet du présent décret mais dont le comité paritaire ne dispose pas de l'examen qui lui donnerait droit à un certificat de qualification.

Article 26.

26.01 Tout salarié qui, à l'entrée en vigueur du présent décret, détient un certificat de « pompiste » aura droit, sans charge, à un certificat de préposé au service correspondant à ses années de service, s'il en fait la demande par écrit au Comité paritaire.

Article 27. *Durée et renouvellement du décret:*

27.01 Le présent décret est valable à compter de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* et il demeure en vigueur jusqu'au 30 septembre 1972.

Article 28. *Administration du décret:*

28.01 Le Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile du comté de Drummond, ayant agréé la requête des parties contractantes à la convention collective, est chargé de surveiller et d'assurer l'observance du présent décret.

Tableau des occupations professionnelles et des salaires

Pour les fins d'application des taux de salaire, le champ d'application territoriale est divisé en deux (2) zones.

22.02 Should a provincial or federal health insurance plan be adopted, parties agree to meet and negotiate an amended insurance plan thereupon.

The said new plan shall not result in any additional costs for the employees or the employer, taken into account the premiums paid by the employees and the employer for any provincial or federal plan.

Section 23. *Forbidden agreement:*

23.01 For the purposes of this decree, the following are null and void: any agreement between employer and employee dealing with the rental of an available covered surface or place of business or dealing with working conditions; any other formula whose effect would be to decrease the wage rates herein set forth.

Section 24.

24.01 Wage rates and working hours schedule of any employee performing work not otherwise classified are the same as those of the messenger in the zone in which he works.

Section 25. *Classification:*

25.01 The following employees must be the holders of a classification certificate, and, unless otherwise explicitly established in the present decree, shall be entitled, according to the zone into which they fall, to the hourly wage rates fixed for 1st year, 2nd year, 3rd year or 4th year apprentices, Class "C", Class "B" or Class "A" journeymen, as the case may be, and shall be subject to working hour schedules established in section 5.00, subsection 5.01 of the present decree; wheelwrights, blacksmiths, brake specialists, suspension specialists, differential specialists, chassis or frame specialists, muffler specialists, glass specialists, polishing specialists, parts or accessories assemblers, bumper repairers, battery repairers, wreckers, messengers, servicemen and any other employee referred to in this decree, and for whom the Parity Committee has provided no special examination that would entitle him to a competency certificate.

Section 26.

26.01 Upon the coming into force of this decree, any employee holding a Pump attendant's certificate may obtain, free of charge, a Serviceman's certificate according to his years of service, provided he sends written application therefor to the Parity Committee.

Section 27. *Term and renewal of the decree:*

27.01 The present decree shall become effective on the date of its publication in the *Québec Official Gazette* and shall remain in force until September 30, 1970.

Section 28. *Administration of the decree:*

28.01 Having accepted the petition addressed to it by the contracting parties to this collective agreement, the Parity Committee of the Automobile Industry of Drummond County is entrusted with the supervision and enforcement of the present decree.

Schedule of professional occupations and wage rates:

For purposes of enforcing wage rates, the territorial jurisdiction is divided into two (2) zones.

Zone 1: La cité de Drummondville et un rayon de trois (3) milles de ses limites.

Zone 2: Le reste du champ d'application territoriale.

Zone I: The city of Drummondville and a 3-mile radius of its limits.

Zone II: The remainder of the territorial jurisdiction.

ANNEXE « A » — APPENDIX "A"

Taux de salaire minima — Minimum wage rates

Occupations professionnelles:— Professional occupations:	*Signature Date of signature*	*1er janv. Jan. 1, 1971*	*1er juil. July 1, 1971*	*1er janv. Jan. 1, 1972*	*1er juil. July 1, 1972*
		Zone 1			
Compagnons « A » — Journeymen "A"....	$2.89	$3.04	$3.19	$3.34	$3.49
Compagnons « B » — Journeymen "B"....	2.67	2.77	2.92	3.07	3.22
Compagnons « C » — Journeymen "C"....	2.50	2.60	2.70	2.85	3.00
Apprentis 1ère année — Apprentices 1st year	1.76	1.86		1.96	
Apprentis 2e année — Apprentices 2nd year	1.92	2.07		2.22	
Apprentis 3e année — Apprentices 3rd year.	2.10	2.25		2.40	
Apprentis 4e année — Apprentices 4th year.	2.30	2.50		2.70	
Préposés au service dans les stations de service et débits d'essence — Servicemen in service stations and gasoline stations:					
Augmentation minimum sur les taux réellement payés — Minimum increase in rates actually paid.....	0.15	0.10		0.10	
Moins de 6 mois — Less than 6 months.	1.50	1.60		1.70	
De 6 mois à un an — From 6 months	0.15	0.10		0.10	
to one year.....	1.60	1.70		1.80	
2e année — 2nd year.....	0.15	0.10		0.10	
	1.70	1.80		1.90	
3e année — 3rd year.....	0.15	0.10		0.10	
	1.80	1.90		2.05	
Préposés aux pièces — Parts men:					
1ère année — 1st year.....	66.70	70.00		75.00	
2e année — 2nd year.....	70.00	75.00		80.00	
3e année — 3rd year.....	75.00	80.00		85.00	
4e année — 4th year.....	90.00	95.00		100.00	
5e année — 5th year.....	107.50	112.50		117.50	
6e année — 6th year.....	112.50	122.50		127.50	
Spécialistes en pneus: Réduction de 54 à 48 heures avec pleine compensation plus: — Tire specialists: Working hours reduced from 54 to 48, including full compensation, plus:					
1ère année — 1st year.....	1.76	1.86		1.96	
2e année — 2nd year.....	1.92	2.07		2.22	
3e année — 3rd year.....	2.10	2.25		2.40	
4e année — 4th year.....	2.30	2.50		2.70	
Commissionnaires, concierges, gardiens — Messengers, maintenance men, watchmen	75.00	77.50		80.00	

Zone 2: Les taux minimaux ci-haut mentionnés sont réduits de $0.10 l'heure. »
Zone 2: Hourly minimum wage rates are ten cents (10¢) lower than the above-mentioned."

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec.*

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec,* l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre,
ROBERT SAUVÉ.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 21 novembre 1970. 37352-o

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an order in council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette.*

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette,* the Honourable Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

ROBERT SAUVÉ,
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,
Québec, November 21, 1970. 37352-o

Avis de modification

Confection pour dames — Province

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre l'honorable Jean Cournoyer, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.Q. 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la confection pour dames dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 523 du 11 mai 1955 et modifications, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° L'article I « Champ d'application industriel » sera modifié en remplaçant le paragraphe 1. par le suivant:

« 1. Le décret s'applique à tous les employeurs, les manufacturiers et les personnes s'occupant de la fabrication, pour les personnes du sexe féminin, de mantes, manteaux (coats, overcoats, topcoats), costumes, pélerines, capes, imperméables, trench coats, ensembles de ski, anoraks et canadiennes (station-wagon), jupes, pantailleurs et pantalons, que ceux-ci forment un tout par eux-mêmes ou qu'ils fassent partie d'un deux-pièces ou d'un ensemble, que telle fabrication soit faite où que ce soit, de quelque façon que ce soit ou par qui que ce soit dans la province de Québec, et qu'elle constitue l'occupation principale ou accesoire de tel employeur, manufacturier ou individu. Le décret régit aussi l'emploi de toute personne s'occupant de ladite fabrication, soit en entier ou en partie, n'importe où dans la province de Québec, soit dans des fabriques ou autres locaux de l'employeur ou de ses agents, ou en quelqu'endroit que ce soit. »

2° L'article V-A « Durée du travail: vêtements de la classe « A »: sera modifié en remplaçant le sous-paragraphe 1. par le suivant:

« 1. La semaine normale de travail sera de trente-cinq (35) heures réparties sur cinq (5) jours, du lundi au vendredi. La journée de travail commencera à 8 h. et se terminera à 16 h. avec une interruption d'une (1) heure pour le repas du midi, de midi à 13 h.;

Tout travail en dehors des heures mentionnées ci-dessus est considéré comme travail supplémentaire;

Les samedis et dimanches sont des jours non ouvrables. »

3° L'article V-B « Durée du travail: vêtements de la classe « B »: sera modifié en remplaçant le sous-paragraphe 1. par le suivant:

« 1. La semaine de travail sera de trente-cinq (35) heures réparties sur cinq (5) jours, du lundi au vendredi. La journée de travail commencera à 8 h. et se terminera à 16 h., avec une interruption d'une (1) heure pour le repas du midi, de midi à 13 h.;

Tout travail en dehors des heures mentionnées ci-dessus est considéré comme travail supplémentaire;

Les samedis et dimanches sont des jours non ouvrables. »

4° L'article VI-C « Augmentation des salaires effectivement payés »: sera remplacé par le suivant:

Les salaires effectivement payés pour le travail de confection des vêtements des classes « A » et « B » définis ci-dessus, doivent être augmentés de la façon suivante:

Notice of Amendment

Ladies' Cloak and Suit Industry — Québec

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Jean Cournoyer, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the contrating parties to the collective labour agreement respecting the Ladies' Cloak and Suit Industry in Québec (made binding by Decree number 523 of May 11, 1955, as amended) have petitioned him to submit the following amendments to the said decree to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision:

1. Section I, entitled "Industrial Jurisdiction" will be amended by replacing the first section thereof, with the following, to wit:

"1. The decree shall apply to all employers, manufacturers and persons engaged in producing for female persons, cloaks, coats, suits, overcoats, topcoats, wraps, capes, raincoats, trench coats, ski ensembles, parkas, and station-wagon coats and skirts, pant suits and pants, the whole whether as a unit or part of a set or ensemble and wheresoever, howsoever, or by whomsoever manufactured in the Province of Québec, or whether the making of such garment is principal or incidental to the business of such employer, manufacturer or person. The decree shall likewise govern the employment of all persons engaged in the entire or partial production as aforesaid anywhere in the Province of Québec, whether in factories or other premises of the employer or its agent, or in any place wheresoever."

2. Section V-A entitled "working hours: class "A" garments" will be amended by replacing sub-section 1 thereof with the following, to wit:

"1. A week's work shall consist of thirty-five (35) hours, divided into five (5) working days, from Monday to Friday each week and work shall begin at 8:00 a.m. and shall continue until 4:00 p.m., with an interval of one (1) hour for lunch, from noon to 1:00 p.m. each day;

All work outside of the aforesaid hours shall be considered as overtime;

No work shall be done on Saturday or Sunday."

3. Section V-B entitled "working hours: class "B" garments" will be amended by replacing by replacing sub-paragraph 1 thereof with the following, to wit:

"1. A week's work shall consists of thirty-five (35) hours divided into five (5) working days from Monday to Friday, each week, and work shall begin at 8:00 a.m. and shall continue until 4:00 p.m. with an interval of one hour for lunch from noon to 1:00 p.m. each day;

All work outside the aforesaid hours shall be considered as overtime;

No work shall be done on Saturday or Sunday."

4. Section VI-C entitled: "Increase in actual wages" will be amended and replaced by the following, to wit:

"The wages actually paid for work performed in the manufacturing of Class "A" and Class "B" garments, as herein defined, shall be increased as follows:

À compter de l'entrée en vigueur du présent amendement:

a) Tous les coupeurs sauf les apprentis, doivent être augmentés de $0.23 l'heure, ou $8 par semaine de travail de trente-cinq (35) heures;

b) Tous les autres salariés, y compris les salariés payés à l'heure et à la pièce, devront recevoir une augmentation de 8% de leur rémunération totale.

À compter du 1er juillet 1971:

a) Tous les coupeurs sauf les apprentis devront recevoir une seconde augmentation de $0.16 l'heure ou $5.50 par semaine de travail de trente-cinq (35) heures;

b) Tous les autres salariés, y compris les salariés payés à l'heure et à la pièce devront recevoir une seconde augmentation de 5½% de leur rémunération totale.

À compter du 1er juillet 1972:

a) Tous les coupeurs sauf les apprentis, devront recevoir une autre augmentation de $0.16 l'heure ou $5.50 par semaine de travail de trente-cinq (35) heures;

b) Tous les autres salariés, y compris les salariés payés à l'heure et à la pièce, devront recevoir une autre augmentation de 5½% de leur rémunération totale.

En plus de ce qui précède, à compter de l'entrée en vigueur du présent amendement, tous les salariés à la pièce devront recevoir une augmentation de 2,86% de leur rémunération totale destinée à compenser la réduction de la semaine normale de travail de trente-xix (36) heures à trente-cinq (35) heures, à partir du 1er juillet 1970.

Tous les salariés payés à la pièce et à la semaine devront recevoir les augmentations ci-dessus et plus de leur rémunération totale normale. Ces augmentations seront désignées et inscrites séparément sur l'enveloppe ou bulletin de paie du salarié et dans le rapport mensuel de l'employeur, au comité paritaire et seront indiquées dans une colonne spéciale à cette fin. »

5° L'article VI-D sera remplacé par le suivant:

« VI-D. Toutes les augmentations payées par l'employeur à ses salariés, le ou après le 17 août 1970 devront être prises en considération lors du calcul des augmentation prévues ci-haut. »

6° L'article VII sera remplacé par le suivant:

« VII. *a*) *Taux minimaux de salaires:*

1. Travail de la semaine: Le barème suivant de salaires minimaux s'applique aux salariés des métiers mentionnés ci-dessous. Ces salariés doivent travailler sur une base horaire ou hebdomadaire et ne doivent pas travailler à la pièce:

Effective on the coming into force of this amendment:

(*a*) All cutters, except apprentices, shall receive an increase of $0.23 per hour, or $8 per work week of thirty-five (35) hours;

(*b*) All other employees, including time workers and piece workers, shall receive an increase of 8% of total earnings.

Effective July 1, 1971:

(*a*) All cutters, except apprentices shall receive a further increase of $0.16 per hour or $5.50 per work week of thirty-five (35) hours;

(*b*) All other employees, including time workers and piece workers, shall receive a further increase of 5½% of total earnings;

Effective July 1, 1972:

(*a*) All cutters, except apprentices, shall receive a further increase of $0.16 per hour or $5.50 per work week of thirty-five (35) hours;

(*b*) All other employees, including time workers and piece workers, shall receive a further increase of 5½% of total earnings.

In addition to the foregoing, effective on the coming into force of this amendment, all piece workers shall be compensated for the decrease in the work week from thirty-six (36) to thirty-five (35) hours which occurred on July 1, 1970, by increasing the earnings of each piece worker by 2.86% of total wages.

All piece workers and week workers shall be paid the above-mentioned increases over and above their total earnings. Such increases shall be listed and reported as a separate item on the workers' pay envelopes and in a separate column on the monthly payroll reports submitted by the employers."

5. Section VI-D will be replaced by the following:

"VI-D. In calculating increases in wages as herein provided, employers shall receive due credit for all increases paid to their employees on or after August 17, 1970."

6. Section VII will be amended and replaced by the following:

"VII. (*a*) *Minimum rates for week work:*

1. The following minimum wage scale shall apply to employees in the respective crafts listed below. Such employees shall work on an hourly or weekly work basis, but not on a piece work basis.

VÊTEMENTS DE LA CLASSE « A » — CLASS "A" GARMENTS

	À compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté jusqu'au 30 juin 1971 *From this Order in Council's effective date until June 30, 1971*	*À compter du 1er juillet 1971* *From July 1st, 1971*	*À compter du 1er juillet 1972* *From July 1st, 1972*
	Semaine normale de 35 heures 35-Hour Workweek		
	L'heure Per hour	*L'heure Per hour*	*L'heure Per hour*
Coupeur hautement qualifié (très compétent) — Fully-skilled cutter	$3.34	$3.50	$3.66
Coupeur qualifié (moins compétent) — Semi-skilled cutter	2.87	3.03	3.19
Coupeur de garnitures — Trimmer	2.95	3.11	3.27
Tailleur de fourrures — Fur tailor	2.58	2.72	2.87
Aide (assistant) coupeur de fourrures — Assistant fur tailor	2.10	2.22	2.34
Faufileur à la machine — Machine baster	2.10	2.22	2.34
Faufileur à la main — Hand baster	2.10	2.22	2.34
Opérateur de machine spéciale — Special machine operator	2.10	2.22	2.34
Poseur de boutons — Button sewer	1.73	1.83	1.93
Ouvrier d'atelier — General hand	1.73	1.83	1.93
Examinateur — Examiner	1.73	1.83	1.93

2. Le barème suivant de salaires minimaux s'applique aux salariés des métiers mentionnés ci-dessous. Ces salariés doivent travailler sur une base de travail à la pièce. L'échelle suivante de salaires doit s'appliquer.

Les taux à la pièce doivent être fixés de façon à ce que les salariés des métiers ci-après mentionnés reçoivent au moins les taux horaires ci-dessous. Les taux à la pièce sont les mêmes pour les salariés des deux sexes.

2. The following minimum wage scale shall apply to employees in the respective crafts listed below. Such employees must work on piece-work. The following wage scale shall apply:

Piece-work rates shall be set to yield to the employees in these crafts at least the following minimum hourly rates. Piece-work rates shall be the same for male and female employees.

VÊTEMENTS DE LA CLASSE « A » — CLASS "A" GARMENTS

Travail à la pièce — Piece work

Couseur qualifié — Skilled operator	$3.13	$3.30	$3.48
Couseur en équipe — Section operator	3.13	3.30	3.48
Presseur de dessus — Top presser	3.08	3.25	3.43
Presseur à la machine — Machine pressor	3.08	3.25	3.43
Presseur de dessous — Under presser	2.93	3.09	3.26
Presseur de morceaux — Piece presser	2.37	2.50	2.64
Faiseur de doublure — Lining maker	2.10	2.22	2.34
Jupière — Skirt maker	2.10	2.22	2.34
Finisseur — Finisher	2.04	2.15	2.27

b) Taux minimaux de salaire, vêtements de la classe « B »:

1. Le barème suivant de salaires minimaux s'applique aux salariés des métiers mentionnés ci-dessous. Ces salariés doivent travailler sur une base horaire et ne doivent pas travailler à la pièce.

(b) Minimum rates for class "B" garments:

1. The following minimum wage scale shall apply to employees in the respective crafts listed below. Such employees shall work on an hourly basis but not on a piece-work basis.

VÊTEMENTS DE LA CLASSE « B » — CLASS "B" GARMENTS

Coupeur hautement qualifié (très compétent) — Fully skilled cutter	$2.92	$3.08	$3.24
Coupeur qualifié (moins compétent) — Semi-skilled cutter	2.54	2.70	2.86
Coupeur de garnitures — Trimmer (Trimming cutter)	2.54	2.70	2.86
Assortisseur — Sorter	1.66	1.75	1.85
Opérateur de machine à poser les cols de fourrure — Fur collar machine operator	2.16	2.28	2.40

VÊTEMENTS DE LA CLASSE « B » — CLASS "B" GARMENTS

	À compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté jusqu'au 30 juin 1971 / *From this Order in Council's effective date until June 30, 1971*	*À compter du 1er juillet 1971* / *From July 1st, 1971*	*À compter du 1er juillet 1972* / *From July 1st, 1972*
	Semaine normale de 35 heures / *35-Hour Workweek*		
	L'heure / *Per hour*	*L'heure* / *Per hour*	*L'heure* / *Per hour*
Faufileur à la machine — Machine baster	$ 1.78	$ 1.88	$ 1.98
Faufileur à la main — Hand baster	1.78	1.88	1.98
Opérateur de machine spéciale — Special machine operator	1.78	1.88	1.98
Poseur de boutons — Button sewer	1.66	1.75	1.85
Ouvrier d'atelier — General hand	1.66	1.75	1.85
Examinateur — Examiner	1.66	1.75	1.85

2. Le barème suivant de salaires minimaux s'applique aux salariés de métiers mentionnés ci-dessous. Ces salariés doivent travailler sur une base de travail à la pièce. L'échelle suivante de salaires doit s'appliquer.

Les taux à la pièce doivent être fixés de façon à ce que les salariés des métiers ci-après mentionnés reçoivent au moins les taux horaires ci-dessous. Les taux à la pièce sont les mêmes pour les salariés des deux sexes.

2. The following minimum wage sale shall apply to employees in the respective crafts listed below. Such employees must work on piece-work basis. The following wage scale shall apply.

Piece-work rates shall be set to yield to the employees in these crafts at least the following minimum hourly rates. Piece-work rates shall be the same for male and female employees.

VÊTEMENTS DE LA CLASSE « B » — CLASS "B" GARMENTS

	Travail à la pièce — Piece-work		
Couseur qualifié — Skilled operator	$2.25	$2.37	$2.50
Presseur de dessus et presseur finisseur — Top presser and off presser	2.47	2.60	2.74
Sous-presseur et presseur de morceaux — Under presser and piece presser	1.99	2.10	2.21
Faiseur de doublures — Lining maker	1.79	1.89	1.99
Finisseur — Finisher	1.79	1.89	1.99
Faiseur de garnitures — Trimming maker	1.66	1.75	1.85
Couseur préposé à la préparation élémentaire — Elementary preparatory operator	1.98	2.09	2.20

Note explicative: Les appellations de certains métiers ont été modifiées dans le texte français du présent arrêté uniquement pour les rendre conforme à la terminologie française internationale. Pour éviter toute confusion, les appellations de métiers actuelles sont cependant écrites entre parenthèses et les appellations en langue anglaise sont demeurées les mêmes.

L'utilisation des nouvelles appellations n'a pas pour effet d'affecter les droits acquis et les intérêts en cours ni, en particulier, d'empêcher l'application des nouveaux taux de salaires pour lesdits métiers, ni d'entamer la validité des certificats de qualification et de classification, des certificats d'aptitude restreinte émis selon les appellations antérieures.

VII-A *Taux de salaires minimaux du décret supérieurs de 15% à ceux en vigueur en vertu de la Loi du salaire minimum.*

Sous réserve de toute autre disposition du présent décret tous les taux minimaux de salaires payables aux salariés qualifiés et aux apprentis en vertu dudit décret doivent être supérieurs de 15% à ceux qui sont déterminés par l'ordonnance générale numéro 4 de la Commission du salaire minimum ainsi que toutes modifications ou changements y apportés.

Explanatory note: The names of certain trades (crafts) have been modified in the French text of this Order in Council solely to make them consistent with the internationally accepted French terminology; the English nomenclature remains unchanged. So as to avoid any possible confusion, the usual trade or craft name has been placed between brackets.

Use of the new terms for the old does not affect any vested rights or current interests, nor does it restrain the application of the new rates set forth for the said trades (crafts). Moreover, it does not alter the validity of competency certificates, apprentice certificates and certificates for handicapped workers issued in accordance with the terms previously in use.

VII-A *Minimum wage rates: 15% above those effective under the Minimum Wage Act.*

Notwithstanding any other provision of this decree, all minimum rates payable to crafts and apprentices, as set forth in the present decree, shall be 15% higher than those provided for in the Minimum Wage Commission's Ordinances number 4 and its amendments or replacements.

De plus, les taux minimaux déterminés dans le présent décret pourront être augmentés si les parties contractantes présentent une requête à cette fin, en raison de l'augmentation de l'indice du coût de la vie. »

7° L'article IX sera remplacé par le suivant:

« IX *Apprentissage: 1. Vêtements de la Classe « A »*.

Le nombre d'apprentis ne doit jamais dépasser cinq pour cent (5%) de celui des salariés employés dans tout établissement.

a) Apprenti couseur, Classe « A »:

Un apprenti couseur est un débutant et il doit monter les échelons suivants dans l'espace de dix-huit (18) mois.

Moreover, whenever the cost-of-living index rises, the minimum rates stipulated in this decree may be increased if the contracting parties file a petition requesting such increase."

7. Section IX will be replaced by the following:

"IX. *Apprenticeship: 1. Class "A" garments.*

The number of apprentices shall never exceed five per cent (5%) of the total employees in any establishment.

(a) *Apprentice operator, Class "A".*

An apprentice operator is a beginner and shall graduate in eighteen (18) months under the following schedule.

VÊTEMENTS DE LA CLASSE « A » — CLASS "A" GARMENTS

	À compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté jusqu'au 30 juin 1971 *From this Order in Council's effective date until June 30, 1971*	*À compter du 1er juillet 1971* *From July 1st, 1971*	*À compter du 1er juillet 1972* *From July 1st, 1972*
	Semaine normale de 35 heures 35-Hour Workweek		
	L'heure Per hour	*L'heure Per hour*	*L'heure Per hour*
Premier trimestre — First three months	$1.63	$1.72	$1.81
Après 3 mois — After 3 months	1.79	1.89	1.99
Après 6 mois — After 6 months	1.99	2.10	2.21
Après 9 mois — After 9 months	2.22	2.34	2.46
Après 12 mois — After 12 months	2.49	2.62	2.76
Après 15 mois — After 15 months	2.79	2.94	3.10
Après 18 mois — After 18 months	3.13	3.30	3.48

b) Apprenti presseur, Classe « A »:

Un apprenti presseur est un débutant et il doit monter les échelons suivants dans l'espace de dix-huit (18) mois:

(b) *Apprentice presser, Class "A".*

An apprentice presser is a beginner and shall graduate in eighteen (18) months under the following schedule:

Premier trimestre — First 3 months	$1.63	$1.72	$1.81
Après 3 mois — After 3 months	1.78	1.88	1.98
Après 6 mois — After 6 months	1.96	2.07	2.19
Après 9 mois — After 9 months	2.18	2.30	2.44
Après 12 mois — After 12 months	2.44	2.57	2.73
Après 15 mois — After 15 months	2.74	2.89	3.06
Après 18 mois — After 18 months	3.08	3.25	3.43

c) Apprenti tailleur de fourrure, Classe « A »:

Un apprenti tailleur de fourrure est un débutant et il doit monter les échelons suivants dans l'espace de quinze (15) mois:

(c) *Apprentice fur tailor, Class "A":*

An apprentice fur tailor is a beginner and shall graduate in fifteen (15) months under the following schedule:

Premier trimestre — First 3 months	$1.63	$1.72	$1.81
Après 3 mois — After 3 months	1.78	1.88	1.98
Après 6 mois — After 6 months	1.95	2.06	2.17
Après 9 mois — After 9 months	2.12	2.24	2.36
Après 12 mois — After 12 months	2.32	2.45	2.58
Après 15 mois — After 15 months	2.58	2.72	2.87

d) Apprenti jupière, faiseur de doublures, faufileur à la machine, faufileur à la main et opérateur de machine spéciale, Classe « A »:

Les apprentis jupières, faiseurs de doublures, faufileurs à la machine, faufileurs à la main et les opérateurs de machine spéciale sont des débutants et ils doivent monter les échelons suivants dans l'espace de neuf (9) mois:

(d) *Apprentice skirt makers, lining makers, machine basters, hand basters and special machine operators, Class "A":*

Apprentice skirt makers, lining makers, machine basters, hand basters and special machine operators are beginners and shall graduate in nine (9) months under the following schedule:

VÊTEMENTS DE LA CLASSE « A » — CLASS "A" GARMENTS

	À compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté jusqu'au 30 juin 1971 / *From this Order in Council's effective date until June 30, 1971*	*À compter du 1er juillet 1971* / *From July 1st, 1971*	*À compter du 1er juillet 1972* / *From July 1st, 1972*
	Semaine normale de 35 heures / *35-Hour Workweek*		
	L'heure / *Per hour*	*L'heure* / *Per hour*	*L'heure* / *Per hour*
Premier trimestre — First 3 months	$1.60	$1.69	$1.78
Après 3 mois — After 3 months	1.75	1.85	1.95
Après 6 mois — After 6 months	1.91	2.02	2.13
Après 9 mois — After 9 months	2.10	2.22	2.34

e) Apprenti finisseur, Classe « A »:

Un apprenti finisseur est un débutant et il doit monter les échelons suivants dans l'espace de douze (12) mois:

(e) Apprentice finisher, Class "A":

An apprentice finisher is a beginner and shall graduate in twelve (12) months under the following schedule:

Premier trimestre — First 3 months	$1.60	$1.69	$1.78
Après 3 mois — After 3 months	1.70	1.79	1.88
Après 6 mois — After 6 months	1.81	1.90	2.00
Après 9 mois — After 9 months	1.92	2.02	2.13
Après 12 mois — After 12 months	2.04	2.15	2.27

f) Apprenti coupeur, Classe « A »:

Un apprenti coupeur est un débutant et il doit travailler jusqu'à sa qualification en qualité de coupeur hautement qualifié selon l'échelle suivante:

(f) Apprentice cutter, Class "A":

An apprentice cutter is a beginner and shall work until graduation as a fully-skilled cutter under the following schedule:

Premier trimestre — First 3 months	$1.75	$1.91	$2.07
Après 3 mois — After 3 months	1.88	2.04	2.20
Après 6 mois — After 6 months	2.02	2.18	2.34
Après 9 mois — After 9 months	2.16	2.32	2.48
Après 12 mois — After 12 months	2.30	2.46	2.62
Après 15 mois — After 15 months	2.44	2.60	2.76
Après 18 mois — After 18 months	2.62	2.78	2.94
Après 21 mois — After 21 months	2.83	2.99	3.15
Après 24 mois — After 24 months	2.98	3.14	3.30
Après 27 mois — After 27 months	3.13	3.29	3.45
Après 30 mois — After 30 months	3.34	3.50	3.66

g) Apprenti coupeur de garnitures, Classe « A »:

Un apprenti coupeur de garnitures termine son apprentissage dans deux (2) ans et il doit être rémunéré selon l'échelle suivante:

(g) Apprentice trimming cutter or trimmer Class "A":

An apprentice trimming cutter or trimmer shall graduate in two (2) years and shall be paid as follows:

Premier trimestre — First 3 months	$1.75	$1.91	$2.07
Après 3 mois — After 3 months	1.88	2.04	2.20
Après 6 mois — After 6 months	2.02	2.18	2.34
Après 9 mois — After 9 months	2.16	2.32	2.48
Après 12 mois — After 12 months	2.30	2.46	2.62
Après 15 mois — After 15 months	2.44	2.60	2.76
Après 18 mois — After 18 months	2.62	2.78	2.94
Après 21 mois — After 21 months	2.83	2.99	3.15
Après 24 mois — After 24 months	2.95	3.11	3.27

h) Apprenti coupeur qualifié, Classe « A »:

Un apprenti coupeur qualifié termine son apprentissage dans deux (2) ans et il doit être rémunéré selon l'échelle suivante:

(h) Apprentice semi-skilled cutter, Class "A":

An apprentice semi-skilled cutter shall graduate in two (2) years and shall be paid as follows:

Premier trimestre — First 3 months	$1.75	$1.91	$2.07
Après 3 mois — After 3 months	1.87	2.03	2.19
Après 6 mois — After 6 months	2.01	2.17	2.33

VÊTEMENTS DE LA CLASSE « A » — CLASS "A" GARMENTS

	À compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté jusqu'au 30 juin 1971 / *From this Order in Council's effective date until June 30, 1971*	*À compter du 1er juillet 1971* / *From July 1st, 1971*	*À compter du 1er juillet 1972* / *From July 1st, 1972*
	Semaine normale de 35 heures / *35-Hour Workweek*		
	L'heure / *Per hour*	*L'heure* / *Per hour*	*L'heure* / *Per hour*
Après 9 mois — After 9 months	$2.15	$2.31	$2.47
Après 12 mois — After 12 months	2.29	2.45	2.61
Après 15 mois — After 15 months	2.43	2.59	2.75
Après 18 mois — After 18 months	2.57	2.73	2.89
Après 21 mois — After 21 months	2.71	2.87	3.03
Après 24 mois — After 24 months	2.87	3.03	3.19

i) Apprentis poseurs de boutons, ouvriers d'ateliers, Classe « A »:

Les apprentis poseurs de boutons, ouvriers d'atelier et examinateurs terminent leur apprentissage dans six (6) mois et doivent être rémunérés d'après l'échelle suivante:

(i) Apprentice button sewers, general hands and examiners, Class "A":

Apprentice button sewers, general hands and examiners shall complete their apprenticeship in six months (6) and shall be paid under the following schedule:

Premier trimestre — First 3 months	$1.60	$1.69	$1.78
Après trois mois — After 3 months	1.65	1.74	1.83
Après 6 mois — After 6 months	1.73	1.83	1.93

j) Les apprentis qui ont fréquenté une école régie par la loi d'enseignement spécialisé doivent recevoir un crédit proportionné à la durée de leurs études et aux résultats de leurs examens.

k) Le bureau des examinateurs garde sous observation chaque coupeur qualifié et coupeur de garnitures qui a travaillé dans l'industrie pour au moins trois (3) ans et détermine son admissibilité à la classification de coupeur hautement qualifié.

Lorsque le bureau des examinateurs juge qu'un candidat est qualifié comme coupeur hautement qualifié, conformément à la définition du métier apparaissant au présent décret, ledit candidat est promu au métier de coupeur hautement qualifié et est rémunéré au taux minimal prescrit au présent décret.

Le bureau des examinateurs peut aussi déterminer que le candidat, quoique n'étant pas assez qualifié pour devenir coupeur hautement qualifié, est suffisament qualifié pour obtenir une augmentation de son taux actuel de salaire et ledit bureau détermine le nouveau taux en conséquence.

En tout temps après cette période, le candidat peut demander au bureau des examinateurs d'être promu à la classe de coupeur hautement qualifié et ledit bureau doit prendre sa requête en considération, conformément aux dispositions ci-haut.

2. *Vêtements de la classe « B »:*

Un apprenti est un débutant qui n'a jamais été employé pour exécuter un travail visé par décret.

a) Apprenti(e) couseur qualifié, Classe « B »:

Un(e) apprenti(e) couseur qualifié(e) termine son apprentissage dans dix-huit mois (18) et doit être rémunéré(e) d'après l'échelle suivante:

(*j*) Apprentices who have attended a school under the Specialized Schools Act, shall be granted credits proportionate to the duration of their studies and the results of their examinations.

(*k*) The Board of Examiners shall examine each semi-skilled cutter and trimmer employed in the industry for at least three (3) years and shall determine his ability to become a fully-skilled cutter.

If the Board of Examiners finds the applicant qualified fully-skilled cutter, as defined herein such applicant shall be promoted to the craft of fully-skilled cutter and be paid the minimum rate as provided in the Decree.

The Board of Examiners may also determine that the applicant, although not fully qualified to become a fully-skilled cutter, is sufficiently qualified to obtain an increase over his present rate of pay, and shall determine the revised wage rate accordingly.

At any future time, the applicant may apply to the Board of Examiners for graduation into the class of fully-skilled cutter and the Board of Examiners shall forthwith deal with such request on the aforesaid basis.

2. *Class "B" Garments:*

An apprentice is a beginner who has never been employed as a worker, performing any of the operations covered by this decree.

(*a*) *Apprentice skilled sewing machine operator (Male and Female), Class "B":*

An apprentice skilled sewing machine operator, male or female, shall graduate in eighteen (18) months and shall be paid as follows:

VÊTEMENTS DE LA CLASSE « B » — CLASS "B" GARMENTS

	À compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté jusqu'au 30 juin 1971 / *From this Order in Council's effective date until June 30, 1971*	*À compter du 1er juillet 1971* / *From July 1st, 1971*	*À compter du 1er juillet 1972* / *From July 1st, 1972*
	Semaine normale de 35 heures / *35-Hour Workweek*		
	L'heure / *Per hour*	*L'heure* / *Per hour*	*L'heure* / *Per hour*
Premier trimestre — First 3 months	$1.60	$1.69	$1.78
Après trois mois — After 3 months	1.70	1.79	1.88
Après six mois — After 6 months	1.80	1.89	1.98
Après 9 mois — After 9 months	1.90	1.99	2.08
Après 12 mois — After 12 months	2.00	2.09	2.18
Aprrs 15 mois — After 15 months	2.10	2.19	2.33
Après 18 mois — After 18 months	2.25	2.37	2.50

b) Apprenti faiseur de garnitures: (Conduite de la machine à coudre), Classe « B »:

Un apprenti faiseur de garnitures (conduite de la machine à coudre), Classe « B » termine son apprentissage dans six (6) mois et doit être rémunéré selon l'échelle suivante:

(b) Apprentice trimming maker (Sewing machine Operator), Class "B":

An apprentice trimming maker (sewing machine operator) shall graduate in six (6) months and shall be paid as follows:

Premier trimestre — First 3 months	$1.60	$1.69	$1.78
Après 3 mois — After 3 months	1.63	1.72	1.81
Après 6 mois — After 6 months	1.66	1.75	1.85

c) Apprenti coupeur hautement qualifié, Classe « B »:

Un apprenti coupeur hautement qualifié, Classe « B » termine son apprentissage dans trente (30) mois et doit être rémunéré selon l'échelle suivante:

(c) Apprentice skilled cutter, Class "B":

An apprentice skilled cutter shall graduate in thirty (30) months and shall be paid as follows:

Premier trimestre — First 3 months	$1.60	$1.69	$1.78
Après 3 mois — After 3 months	1.70	1.79	1.88
Après 6 mois — After 6 months	1.80	1.89	1.98
Après 9 mois — After 9 months	1.90	1.99	2.09
Après 12 mois — After 12 months	2.00	2.10	2.19
Après 15 mois — After 15 mois	2.10	2.20	2.30
Après 18 mois — After 18 months	2.20	2.30	2.40
Après 21 mois — After 21 months	2.35	2.45	2.55
Après 24 mois — After 24 months	2.50	2.60	2.70
Après 27 mois — After 27 months	2.70	2.80	2.95
Après 30 mois — After 30 months	2.92	3.08	3.24

d) Apprenti assortisseur (salle de coupe), Classe « B »:

Un apprenti assortisseur (salle de coupe), Classe « B » termine son apprentissage dans six (6) mois et doit être rémunéré selon l'échelle suivante:

(d) Apprentice sorter (Cutting Room), Class "B":

An apprentice sorter (cutting room) shall graduate in six (6) months and shall be paid as follows:

Premier trimestre — First 3 months	$1.60	$1.69	$1.78
Après 3 mois — After 3 months	1.63	1.72	1.81
Après 6 mois — After 6 months	1.66	1.75	1.85

e) Apprenti couseur préposé à la préparation élémentaire, Classe « B »:

Un apprenti couseur préposé à la préparation élémentaire, Classe « B » termine son apprentissage dans six (6) mois et doit être rémunéré selon l'échelle suivante:

(e) Apprentice elementary preparatory operator, Class "B":

An apprentice elementary preparatory operator shall complete his apprenticeship in six (6) months and shall be paid as follows:

Premier mois — First month	$1.60	$1.69	$1.78
Après 1 mois — After 1 month	1.70	1.80	1.90
Après 3 mois — After 3 months	1.80	1.91	2.02
Après 6 mois — After 6 months	1.98	2.09	2.20

f) Apprenti opérateur de machine à poser les cols de fourrure, Classe « B »:

Un apprenti opérateur de machine à poser les cols de fourrure, Classe « B » termine son apprentissage dans un (1) an et doit être rémunéré selon l'échelle suivante:

(f) Apprentice fur collar operator, Class "B":

An apprentice fur collar machine operator shall graduate in one (1) year and shall be paid as follows:

VÊTEMENTS DE LA CLASSE « B » — CLASS "B" GARMENTS

	À compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté jusqu'au 30 juin 1971 *From this Order in Council's effective date until June 30, 1971*	*À compter du 1er juillet 1971* *From July 1st, 1971*	*À compter du 1er juillet 1972* *From July 1st, 1972*
	Semaine normale de 35 heures 35-Hour Workweek		
	L'heure Per hour	*L'heure Per hour*	*L'heure Per hour*
Premier trimestre — First 3 months	$1.60	$1.69	$1.78
Après 3 mois — After 3 months	1.72	1.81	1.90
Après 6 mois — After 6 months	1.84	1.94	2.05
Après 9 mois — After 9 months	1.95	2.10	2.20
Après 12 mois — After 12 months	2.16	2.28	2.40

g) Apprenti coupeur qualifié, Classe « B »:

Un apprenti coupeur qualifié, Classe « B » termine son apprentissage dans deux (2) ans et doit être rémunéré selon l'échelle suivante:

(g) Apprentice semi-skilled cutter, Class "B".

An apprentice semi-skilled cutter shall graduate in two (2) years and shall be paid as follows:

Premier trimestre — First 3 months	$1.60	$1.69	$1.78
Après 3 mois — After 3 months	1.70	1.79	1.88
Après 6 mois — After 6 months	1.80	1.89	1.98
Après 9 mois — After 9 months	1.90	1.99	2.09
Après 12 mois — After 12 months	2.00	2.10	2.19
Après 15 mois — After 15 months	2.10	2.20	2.30
Après 18 mois — After 18 months	2.20	2.30	2.40
Après 21 mois — After 21 months	2.35	2.45	2.55
Après 24 mois — After 24 months	2.50	2.60	2.70

h) Apprenti coupeur de garnitures, Classe « B »:

Un apprenti coupeur de garnitures termine son apprentissage dans deux (2) ans et doit être rémunéré selon l'échelle suivante:

(h) Apprentice trimming cutter or trimmer, Class "B":

An apprentice trimming cutter or trimmer shall graduate in two (2) years and shall be paid as follows:

Premier trimestre — First 3 months	$1.60	$1.69	$1.78
Après 3 mois — After 3 months	1.70	1.79	1.88
Après 6 mois — After 6 months	1.80	1.89	1.98
Après 9 mois — After 9 months	1.90	1.99	2.09
Après 12 mois — After 12 months	2.00	2.10	2.19
Après 15 mois — After 15 months	2.10	2.20	2.30
Après 18 mois — After 18 months	2.20	2.30	2.40
Après 21 mois — After 21 months	2.35	2.45	2.55
Après 24 mois — After 24 months	2.50	2.60	2.70

i) Apprenti sous-presseur et presseur de morceaux, Classe « B »:

Un apprenti sous-presseur et presseur de morceaux termine son apprentissage dans un an et demi (1½) et doit être rémunéré selon l'échelle suivante:

(i) Apprentice under presser and piece presser, Class "B":

An apprentice under presser and piece presser shall graduate in one and a half (1½) years and shall be paid as follows:

Premier trimestre — First 3 months	$1.60	$1.69	$1.78
Après 3 mois — After 3 months	1.66	1.75	1.84
Après 6 mois — After 6 months	1.72	1.81	1.90
Après 9 mois — After 9 months	1.78	1.87	1.96
Après 12 mois — After 12 months	1.84	1.93	2.02
Après 15 mois — After 15 months	1.90	2.00	2.10
Après 18 mois — After 18 months	1.99	2.10	2.21

j) Apprenti presseur de dessus et presseur-finisseur (à la main ou à la vapeur), Classe « B »:

Un apprenti presseur de dessus et presseur-finisseur (à la main ou à la vapeur) termine son apprentissage dans dix-huit (18) mois et doit être rémunéré selon l'échelle suivante:

(j) Apprentice top presser and off presser (by hand or steam machine), Class "B":

An apprentice top presser and off-presser (by hand or steam machine) shall graduate in eighteen (18) months and shall be paid as follows:

VÊTEMENTS DE LA CLASSE « B » — CLASS "B" GARMENTS

	À compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté jusqu'au 30 juin 1971 *From this Order in Council's effective date until June 30, 1971*	*À compter du 1er juillet 1971* *From July 1st, 1971*	*À compter du 1er juillet 1972* *From July 1st, 1972*
	Semaine normale de 35 heures 35-Hour Workweek		
	L'heure Per hour	*L'heure Per hour*	*L'heure Per hour*
Premier trimestre — First 3 months	$1.60	$1.69	$1.78
Après 3 mois — After 3 months	1.70	1.79	1.88
Après 6 mois — After 6 months	1.80	1.89	1.98
Après 9 mois — After 9 months	1.90	1.99	2.08
Après 12 mois — After 12 months	2.05	2.15	2.25
Après 15 mois — After 15 months	2.25	2.35	2.45
Après 18 mois — After 18 months	2.47	2.60	2.74

k) Apprenti faufileur à la machine, opérateur de machine spéciale, faiseur de doublures, finisseur et faufileur à la main, Classe « B »:

Un apprenti faufileur à la machine, opérateur de machine spéciale, faiseur de doublures, finisseur et faufileur à la main, termine son apprentissage en un (1) an et doit être rémunéré selon l'échelle suivante:

(k) Apprentice machine baster, special machine operator, lining maker, finisher and hand baster, Class "B":

An apprentice machine baster, special machine operator, lining maker, finisher and hand baster shall graduate in one (1) year and shall be paid as follows:

Premier trimestre — First 3 months	$1.60	$1.69	$1.78
Après 3 mois — After 3 months	1.64	1.73	1.82
Après 6 mois — After 6 months	1.68	1.78	1.89
Après 9 mois — After 9 months	1.72	1.83	1.92
Après 12 mois — After 12 months	1.79	1.89	1.99

l) Apprenti ouvrier d'atelier, couseur de boutons et examinateur, Classe « B »:

Un apprenti ouvrier d'atelier, couseur de boutons et examinateur termine son apprentissage en six (6) mois et doit être rémunéré selon l'échelle suivante:

(l) Apprentice general hand, button sewer and examiner, Class "B":

An apprentice general hand, button sewer and examiner shall graduate in six (6) months and shall be paid as follows:

Premier trimestre — First 3 months	$1.60	$1.69	$1.78
Après 3 mois — After 3 months	1.63	1.72	1.81
Après 6 mois — After 6 months	1.66	1.75	1.85

m) Apprenti à l'essai, Classe « B »:

Un apprenti à l'essai doit être considéré comme tel pour une période d'un (1) mois et doit être rémunéré durant ledit mois selon les taux suivants:

(m) Trainee, Class "B":

An employee shall be considered as a trainee for a period not exceeding one (1) month, and shall be paid as follows during the said period:

1.48	1.54	1.59

n) Le nombre d'apprentis à l'emploi de chaque employeur classé comme manufacturier de vêtements de la classe « B » ne doit pas dépasser 15% du nombre total de salariés dans chaque métier.

o) Le nombre total d'apprentis dans un établissement ne doit jamais dépasser 15% du

(n) Apprentices shall not exceed 15% of the total workers in each craft employed by each employer classified as a class "B" garment manufacturer.

(o) At no time shall the total number of apprentices in any one shop exceed 15% of the

nombre de salariés des métiers ci-haut mentionnés.

p) Les apprentis qui ont fréquenté une école régie par la Loi de l'enseignement spécialisé doivent recevoir un crédit proportionné à la durée de leurs études et aux résultats de leurs examens.

Dispositions générales:

q) Un apprenti deviendra qualifié dans chaque métier respectif dans lequel il est employé, à la fin de chaque période d'apprentissage, qu'il ait fait son apprentissage dans chaque métier consécutivement ou concurremment.

r) Lorsqu'un apprenti travaille concurremment dans deux ou plusieurs métiers, il doit être qualifié respectivement dans chaque métier à la fin de chaque période d'apprentissage. »

8° L'article XXIII « Durée du décret » sera remplacé par le suivant:

« XXIII. *Durée du décret:* Le présent décret, dans sa teneur modifiée, demeure en vigueur jusqu'au 30 juin 1973. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une ou l'autre des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) jours ni de moins de trente (30) jours avant le 30 juin de l'année 1973 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au ministre du Travail. »

9° L'article 24 sera radié et remplacé par ce qui suit:

« Le Comité conjoint de l'industrie de la confection pour dames, ou ses représentants dûment autorisés, a le droit d'obtenir du Comité conjoint de l'industrie des vêtements d'hommes et de garçons, sur demande, tous les renseignements relatifs aux vêtements de dames fabriqués par les entrepreneurs ou manufacturiers de vêtements pour hommes ou garçons, de nature à fournir la preuve raisonnable quant aux styles et aux quantités ainsi que toute autre information pertinente se rapportant à la fabrication de vêtements qui tombent dans le champ d'application industriel de ce décret.

Si dans l'opinion du Comité conjoint de l'industrie de la confection pour dames, il devient nécessaire, pour atteindre le but fixé par le paragraphe précédent, de faire une inspection chez un manufacturier ou un fabricant assujetti au Comité conjoint de l'industrie des vêtements d'hommes et de garçons, ledit Comité conjoint devra sans délai prendre les mesures nécessaires à la tenue d'une inspection conjointe par un représentant de chacun desdits Comités conjoints. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec.*

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre,
ROBERT SAUVÉ.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 21 novembre 1970. 37352-o

number of employees engaged in the above mentioned crafts.

(*p*) Apprentices who have attended a school under the Specialized Schools Act shall be granted credits proportionate to the duration of their studies and the results of their examinations.

General Provisions:

(*q*) An apprentice shall graduate into each respective craft in which he is employed at the end of each respective term of graduation, whether he has served his time consecutively or concurrently in each craft.

(*r*) Where an apprentice performs work concurrently in two or more different crafts, he shall graduate in each such craft at the end of the respective graduation period."

8. Section XXIII entitled "Term of the Decree" will be replaced by the following, to wit:

"XXIII. *Terms of the decree:* The present Decree, as amended, remains in force until June 30, 1973. It automatically renews itself from year to year thereafter, unless one of the contracting parties gives the other a written notice to the contrary, no more than sixty (60) and no less than thirty (30) days prior to June 30, 1973 or of any subsequent year. Such notice shall also be filed with the Minister of Labour."

9. Section XXIV will be deleted and replaced with the following:

"The Joint Committee of the Ladies' Cloak and Suit Industry or its duly authorized representatives, shall have the right to obtain from The Joint Committee of the Mens' and Boys' Clothing Industry, on request, all information relating to garments for women, manufactured by the Mens' and/or Boys' Clothing Manufacturers and/or Contractors as will afford reasonable proof of the types, quantities, and other relevant information dealing with manufacture of garments within the industrial jurisdiction of this Decree.

If, in the opinion of the Joint Committee of the Ladies' Cloak and Suit Industry, inspection becomes necessary with respect to the foregoing purpose of any manufacturer or producer reporting to the Joint Committee of the Mens' and Boys' Clothing Industry, the latter Joint Committee shall arrange, without delay, for adequate joint inspection by a representative from each of the said Joint Committees."

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an order in council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette.*

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

ROBERT SAUVÉ.
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,
Québec, November 21, 1970. 37352-o

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HwRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ABITIBI

Fieri Facias
Province de Québec — District d'Abitibi
Cour Supérieure, No 14,436. { HENRI BOLDUC, cultivateur, domicilié Route Rurale No 3, Amos, district d'Abitibi; demandeur, *vs* PAUL VALLIÈRES, prospecteur, demeurant à St-Mathieu-sur-Harricana, district d'Abitibi, défendeur.

« Le lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le canton Figury sous le numéro 26 du rang 6, avec circonstances et dépendances y érigées. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement au Palais de Justice d'Amos, le VINGT-NEUVIÈME jour de DÉCEMBRE 1970, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du Shérif, LAVAL GOULET.
Amos, le 6 novembre 1970. 37317-o

BEAUCE

Canada — Province de Québec
District de Beauce
Cour Provinciale, No 6313. { JEAN-MARIE ROUX, East-Broughton, comté de Beauce, demandeur, *vs* ROLAND CLOUTIER, 170, rue Grégoire, East-Broughton, défendeur.

Pour être vendu l'immeuble ci-après décrit:

« Un emplacement ayant soixante (60′) pieds de largeur par cent (100′) pieds de profondeur, étant partie du lot seize-S (Ptie 16-S) rang 6 du canton de Broughton, avec bâtisses, borné en front au nord-ouest par la grande rue des Grégoire, à l'ouest par Arthur Oram Lessard, sujet à une rente emphytéotique de $12 annuelle payable à la Fabrique de Sacré-Coeur de Jésus. Borné au sud par la Fabrique, à l'est par Armand Grégoire.»

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Beauce, à Beauceville-Est, comté de Beauce, le VINGT-DEUXIÈME jour de DÉCEMBRE 1970, à DIX heures de l'avant-midi.

Le député shérif,
Bureau du Shérif, ADALBERT LESSARD.
St-Joseph de Beauce, le 12 novembre 1970.
37356-o

BEDFORD

Canada — Province de Québec
District de Bedford
Cour Supérieure, No 1511. { DAME ALICE RIOUX, demanderesse, *vs* PAUL LOUIS RIOUX, défendeur.

« Une propriété de village située dans les limites du village de Sutton, province de Québec, et composée de:

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Fieri Facias
Province of Québec — District of Abitibi
Superior Court, No. 14,436. { HENRI BOLDUC, farmer, domiciled Rural Route, No. 3, Amos, district of Abitibi, plaintiff; *vs* PAUL VALLIÈRES, prospector, residing at St-Mathieu-sur-Harricana, district of Abitibi, defendant.

"The lot known and designated on plan and book of reference of the official cadastre for the township of Figury under number 26 of Range 6, with circumstances and dependencies thereon erected."

To be sold at the Registry Office at Amos Court House, the TWENTY-NINTH day of DECEMBER, 1970, at TEN THIRTY o'clock in the forenoon.

LAVAL GOULET,
Sheriff's Office, *Sheriff*.
Amos, November 6, 1970. 37317

BEAUCE

Canada — Province of Québec
District of Beauce
Provincial Court, No. 6313. { JEAN-MARIE ROUX, East-Broughton, county of Beauce, plaintiff, *vs* ROLAND CLOUTIER, 170 Grégoire, East-Broughton, defendant.

The building hereafter described to be sold:

"A site measuring sixty (60′) feet wide by one hundred feet (100′) deep, being part of lot sixteen-S (Part 16-S), range 6 of Broughton township, with buildings, bounded in front towards the northwest by the main street des Grégoire, towards the west by Arthur Oram Lessard, subject to a ground-rent of $12 payable annually to la Fabrique de Sacré-Coeur de Jésus, bounded towards the south by la Fabrique, towards the east by Armand Grégoire."

To be sold at the registration office of the division of Beauce, at Beauceville-East, county of Beauce, the TWENTY-SECOND day of DECEMBER, 1970, at TEN a.m.

ADALBERT LESSARD,
Sheriff's Office, *Deputy Sheriff*.
St-Joseph de Beauce, November 12, 1970.
37356

BEDFORD

Canada — Province of Québec
District of Bedford
Superior Court, No. 1511. { DAME ALICE RIOUX, plaintiff, *vs* PAUL LOUIS RIOUX, defendant.

"A village property, situated in the limits of the village of Sutton, province of Québec, and composed of:

1. Lot numéro sept cent dix-huit (718) au cadastre officiel du canton de Sutton, contenant vingt mille cinq cents pieds carrés de superficie, mesure anglaise et plus ou moins.

2. Toute cette partie du lot numéro sept cent vingt-deux (ptie de 722) au cadastre officiel du canton de Sutton, qui peut se trouver sur le côté nord-ouest du lot numéro 718 ci-dessus décrit et seulement entre ledit lot numéro 718 et la rivière qui traverse ledit lot 722 de l'est à l'ouest dans son présent cours; ladite partie dudit lot 722 contenant ce qu'elle peut.

3. Toutes les bâtisses dessus érigées, membres et appartenances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Brome à Knowlton, district de Bedford, MERCREDI, le VINGT-TROISIÈME jour de DÉCEMBRE, 1970 à DEUX heures de l'après-midi.

Cowansville, 10 novembre 1970.

Le shérif,
ANTONIN BOURASSA.

37347

1. Lot number seven hundred and eighteen (718) of the official cadastre of the township of Sutton, containing twenty-thousand and five hundred square feet in superficy, English measure more or less;

2. All that part of lot number seven hundred and twenty-two (Pt. of 722) of the official cadastre of the township of Sutton, which may lie to the northwest side of lot number 718 above described and only between said lot number 718 and the river crossing said lot 722 from east to west under its present course; said part of said lot 722 containing what it may.

3. All the buildings thereon erected, members and appurtenances."

To be sold at the registry office of Brome in Knowlton, district of Bedford, WEDNESDAY, the TWENTY-THIRD day of DECEMBER, 1970, at TWO o'clock in the afternoon.

Cowansville, November 10, 1970.

ANTONIN BOURASSA,
Sheriff.

37347-o

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Joliette

Cour Provinciale, No 6743. { LES COMMISSAIRES D'ÉCOLE pour la municipalité de Repentigny

Les Bains, dont le siège social est à Repentigny, district de Joliette, demandeurs, *vs* LIONEL DESCHAMPS, de Repentigny, district de Joliette, défendeur.

Lot No 128, subdivision 134-1, 2, 3 et 4 (25, rue Léonie, Repentigny), du cadastre officiel de Notre-Dame de L'Assomption de Repentigny, municipalité de la ville de Repentigny, division d'enregistrement de L'Assomption, avec les bâtisses y érigées.

128-134-1:

De forme rectangulaire, borné vers l'est par le boulevard Notre-Dame des Champs, vers le sud par le lot 128-133, vers l'ouest par le lot 128-134-4, vers le nord par le lot 128-134-2, mesurant cinquante pieds (50′) de largeur par soixante pieds (60′) de profondeur, contenant en superficie trois mille pieds carrés, mesures anglaises. 3,000 p.c.

128-134-2:

De forme rectangulaire, borné vers l'est par le boulevard Notre-Dame des Champs, vers le sud par le lot 128-134-1, vers l'ouest par le lot 128-134-3, vers le nord par le lot 128-139, mesurant cinquante pieds (50′) de largeur par soixante pieds (60′) de profondeur, contenant en superficie trois mille pieds carrés, mesures anglaises. 3,000 p.c.

128-134-3:

De forme trapézoïdale, borné vers le sud-ouest par la rue Léonie, 128-132, vers le nord par les lots 128-135 et 128-139, vers l'est par le lot 128-134-2, vers le sud par le lot 128-134-4, mesurant cinquante-six pieds (56′) au sud-ouest, quatre-vingt-dix pieds (90′) au nord, cinquante pieds (50′) à l'est, soixante-six pieds (66′) au sud, contenant en superficie trois mille neuf cents pieds carrés, mesures anglaises. 3,900 p.c.

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Québec
District of Joliette

Provincial Court, No. 6743. { THE SCHOOL COMMISSIONERS of the municipality of Repentigny Les

Bains, of which the head office is at Repentigny, district of Joliette, plaintiffs, *vs* LIONEL DESCHAMPS, of Repentigny, district of Joliette, defendant.

Lot No. 128, subdivision 134-1, 2, 3 and 4 (25 Léonie Street, Repentigny), on the official cadastre of Notre-Dame de L'Assomption de Repentigny, municipality of the town of Repentigny, registration division of L'Assomption, with the buildings thereon erected.

128-134-1:

Of rectangular dimensions, bounded towards the east by Notre-Dame des Champs boulevard, towards the south by lot 128-133, towards the west by lot 128-134-4, towards the north by lot 128-134-2, measuring fifty feet (50′) wide by sixty feet (60′) deep, comprising an area of three thousand square feet, English mesurement. 3,000 square feet.

128-134-2:

Of rectangular dimensions, bounded in the east by Notre-Dame des Champs boulevard, towards the south by lot 128-134-1, towards the west by lot 128-134-3, towards the north by lot 128-139, measuring fifty feet (50′) wide by sixty feet (60′) deep, comprising an area of three thousand square feet, English measurement. 3,000 square feet.

128-134-3:

Of trapezoidal dimensions, bounded towards the southwest by Léonie Street, 128-132, towards the north by lots 128-135 and 128-139, towards the east by lot 128-134-2, towards the south by lot 128-134-4, measuring fifty-six feet (56′) towards the southwest, ninety feet (90′) feet towards the north, fifty feet (50′) towards the east, sixty-six feet (66′) towards the south, comprising an area of three thousand nine hundred square feet, English measurement. 3,900 square feet.

128-134-4:

De forme trapézoïdale, borné vers le sud-ouest par la rue Léonie, 128-132, vers le nord par le lot 128-134-3, vers l'est par le lot 128-134-1, vers le sud par le lot 128-133, mesurant cinquante-six pieds (56′) au sud-ouest, soixante-six pieds (66′) au nord, cinquante pieds (50′) à l'est, quarante-deux pieds (42′) au sud, contenant en superficie deux mille sept cents pieds carrés, mesures anglaises. 2,700 p.c.

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de L'Assomption, à L'Assomption, district de Joliette, MARDI, le VINGT-NEUVIÈME jour de DÉCEMBRE, 1970, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
JEAN-MARC MARION.

Bureau du Shérif,
Joliette, ce 13 novembre 1970. 37389-o

128-134-4:

Of trapezoidal dimensions, bounded towards the southwest by Léonie Street, 128-132, towards the north by lot 128-134-3, towards the east by lot 128-134-1, towards the south by lot 128-133, measuring fifty-six feet (56′) towards the southwest, sixty-six feet (66′) towards the north, fifty feet (50′) towards the east, forty-two feet (42′) towards the south, comprising an area of two thousand seven hundred square feet, English measurement. 2,700 square feet.

To be sold at the office of the registration office of L'Assomption, at L'Assomption, district of Joliette, TUESDAY, the TWENTY-NINTH day of DECEMBER 1970, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JEAN-MARC MARION,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Joliette, November 13, 1970. 37389

KAMOURASKA

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, Kamouraska, No 26437. ADRIEN BÉRUBÉ, entrepreneur général, de Trois-Pistoles, district de Kamouraska, demandeur; *vs* ALBERT VERROEULST, de 56, rue St-Pierre, Québec, en sa qualité de syndic aux biens de la débitrice L'IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC LTÉE, défendeur; et J. M. FOISY, de Rivière-du-Loup, en sa qualité de régistrateur pour la division d'enregistrement de Témiscouata, mis en cause.

« 1° Un terrain étant le lot numéro deux cent quarante-sept-cinquante et un (247-51) du cadastre officiel de la Paroisse de Trois-Pistoles, division d'enregistrement de Témiscouata, et les bâtisses dessus construites;

2° Un terrain étant le lot numéro deux cent quarante-sept-cinquante-deux (247-52) du cadastre officiel de la paroisse de Trois-Pistoles, division d'enregistrement de Témiscouata, et les bâtisses dessus construites;

3° Un terrain étant les lots numéros deux cent quarante-sept-quatre-vingt-dix-neuf, et deux cent quarante-sept-cent (247-99 et 247-100) du cadastre officiel de la paroisse de Trois-Pistoles, division d'enregistrement de Témiscouata, et les bâtisses dessus construites. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, division de Témiscouata, au Palais de Justice, 33, rue de la Cour, Rivière-du-Loup, le VINGT ET UNIÈME jour de DÉCEMBRE 1970, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
MAURICE MORIN.

Bureau du Shérif,
Rivière-du-Loup,
ce 9 novembre 1970. 37318-o

KAMOURASKA

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Québec
District of Kamouraska

Superior Court, Kamouraska, No. 26437. ADRIEN BÉRUBÉ, general contractor, of Trois-Pistoles, district of Kamouraska, plaintiff; *vs* ALBERT VERROEULST, of 56 St-Pierre Street, Québec, in his quality of Trustee to the property of the debtor: L'IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC LTÉE, defendant and J. M. FOISY, of Rivière-du-Loup, in his quality of registrar for the registration division of Témiscouata, mis en cause.

"1. A lot of land being lot number two hundred and forty-seven-fifty-one (247-51) on the official cadastre for the parish of Trois-Pistoles, registration division of Témiscouata, and the buildings thereon erected.

2. A lot of land being lot number two hundred and forty-seven-fifty-two (247-52) on the official cadastre for the parish of Trois-Pistoles, registration division of Témiscouata, and the buildings thereon erected.

3° A lot of land being lots numbers two hundred and forty-seven-ninety-nine and two hundred and forty-seven-one hundred (247-99 and 247-100) on the official cadastre for the parish of Trois-Pistoles, registration division of Témiscouata, and the buildings thereon erected."

To be sold at the registry office, Témiscouata Division, at the Court House, 33 de la Cour Street, Rivière-du-Loup, the TWENTY-FIRST day of DECEMBER, 1970, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff.
MAURICE MORIN,

Sheriff's Office,
Rivière-du-Loup,
November 9, 1970. 37318

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

No 792-466. LA BANQUE D'ÉPARGNE DE LA CITÉ ET DU DISTRICT DE MONTRÉAL, corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires à Montréal, district judiciaire de Montréal, demanderesse, *vs* YVETTE PROVENCHER, résidant autrefois au numéro

MONTREAL

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

No. 792-466. THE MONTREAL CITY AND DISTRICT SAVINGS BANK, corporation legally incorporated, having its principal place of business in Montreal, judicial district of Montreal, plaintiff, *vs* YVETTE PROVENCHER, formerly domiciled at number 6200 Louis-Hébert Street, and

6200, rue Louis-Hébert et maintenant de lieux inconnus, défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR DE MONTRÉAL, des cité et district de Montréal, mis-en-cause.

« Un immeuble sis en la ville de Montréal, rue Louis-Hébert, comprenant:

1° Le numéro neuf cent trente de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent huit (208-930) au cadastre officiel du Village Incorporé de la Côte de la Visitation, mesurant trente-sept pieds et un dixième de pied de largeur en front et quarante et un pieds de largeur en arrière sur cent cinq pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins.

2° Toutes bâtisses dessus construites, notamment celle portant le numéro 6200, rue Louis-Hébert, étant une maison à appartements.

3° Circonstances et dépendances.

4° Toutes servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, légales ou établies.

Tel que le tout se trouve présentement. »

Pour être vendu au bureau du protonotaire, chambre #129, au Vieux Palais de Justice, en la ville de Montréal, le VINGT-DEUXIÈME jour de DÉCEMBRE 1970, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint*,
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, 10 novembre 1970 37371-o

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

No 793-031. { SAMUEL BERNARD BLOOM, gentilhomme, de la ville de Hampstead, numéro 147, chemin Finchley, district de Montréal, demandeur, *contre* HYMAN GARBER, médecin, résidant dans la ville de Montréal, au numéro 4249, avenue Esplanade, district de Montréal, défendeur.

Description

« Un certain emplacement donnant sur l'avenue Esplanade dans la ville de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro deux de la subdivision officielle du lot original numéro quatre cent quatre-vingt-dix-sept (497-2) aux plan et livre de renvoi officiels du Village Incorporé Saint-Jean-Baptiste;

Avec le bâtiment y érigé portant le numéro civique 4249 de ladite avenue Esplanade;

Avec droit de passage sur les lots 497-3 et 4 and sur les lots 497-5 et 6, tous aux plan et livre de renvoi officiels;

Telle que ladite propriété existe présentement, avec tous les droits, membres et appartenances, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes qui s'y rattachent, le tout sans exception ou réserve d'aucune sorte et plus particulièrement, sujette à la servitude enregistrée à Montréal, sous le numéro 941309. »

Pour être vendu au bureau du protonotaire, chambre #129, au Vieux Palais de Justice, dans la ville de Montréal, le VINGT-TROISIÈME jour de DÉCEMBRE 1970, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif, *Le shérif adjoint*,
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, le 10 novembre 1970. 37372

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

No 798-498. { PLACEMENTS POINTE CLAIRE LTÉE, corporation légalement constituée ayant son siège social à 189 Lakeshore, Pointe-Claire, demanderesse, *vs* COLIBRI CONSTRUCTION now of unknown whereabouts, defendant, and THE REGISTRAR OF MONTREAL, of the city and district of Montreal, mis-en-cause.

"An immoveable situated in the city of Montreal, Louis-Hébert Street, being composed of:

1. Number nine hundred and thirty of the official subdivision of original lot number two hundred and eight (208-930) on the official cadastre of the Incorporated Village of Côte de la Visitation, being thirty-seven feet and one tenth wide in front and forty-one feet wide at the back by one hundred and five feet deep, English measure and more or less.

2. All buildings thereon erected, specially that bearing number 6200 Louis-Hébert Street, being an apartment house.

3. Circumstances and dependencies.

4. All servitudes active and passive, apparent or occult, legal or admitted.

As the whole now exists."

To be sold at the office of the Prothonotary, Room #129, at the Old Court House, in the city of Montreal, on the TWENTY-SECOND day of DECEMBER, 1970, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, *Assistant Sheriff*.
Montreal, November 10, 1970. 37371

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

No. 793-031. { SAMUEL BERNARD BLOOM, gentleman, of the city of Hampstead, at number 147 Finchley Road, district of Montreal, plaintiff, *against* HYMAN GARBER, doctor, residing in the city of Montreal, at number 4249 Esplanade Avenue, district of Montreal, defendant.

Description

"That certain emplacement fronting on Esplanade Avenue in the city of Montreal, known and designated as lot number two of the official subdivision of original lot number four hundred and ninety-seven (497-2) on the official plan and book of reference of the Incorporated Village of St-Jean-Baptiste;

With the building thereon erected bearing civic number 4249 of the said Esplanade Avenue;

With the right of passage over lots 497-3 and 4 and over lots 497-5 and 6, all on the said official plan and book of reference;

As the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances, with all servitudes active and passive, apparent or occult thereto attached, the whole without exception or reserve of any kind and more especially subject to the servitude registered at Montreal under the number 941309."

To be sold at the Prothonotary's Office, Room #129, in the Old Court House, in the city of Montreal, the TWENTY-THIRD day of DECEMBER, 1970, at ELEVEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, *Assistant Sheriff*.
Montreal, November 10, 1970. 37372-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal

No. 798-498. { PLACEMENTS POINTE CLAIRE LTÉE, corporation legally incorporated having its head office at 189 Lakeshore, Pointe-Claire, plaintiff, *vs* COLIBRI CONSTRUCTION LTÉE

LTÉE, corporation légalement constituée ayant un bureau d'affaires à 7600 rue Tisserand, à Ville de Brossard, et YVES ST.AMANT, constructeur domicilié à 7600 rue Tisserand, Ville de Brossard, défendeurs.

Comme appartenant au défendeur Yves St. Amant, les immeubles ci-après décrits:

1° « Un emplacement ayant front sur la rue St-Urbain, à Montréal, connu et désigné comme faisant partie du lot quatre-vingt-neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro onze (11 ptie 89) aux plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte St-Louis avec bâtisses portant le numéro civique 4817 rue St-Urbain, Montréal. »

2° « Un emplacement situé à Pointe aux Trembles, connu et désigné comme étant:

a) Le lot trois cent trente-cinq de la subdivision du lot originaire numéro cent quatre-vingt-deux (182-335) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Pointe aux Trembles, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par une profondeur de quatre-vingt-sept (87) pieds mesure anglaise, plus ou moins; »

b) La partie nord-ouest du lot numéro trois cent trente-six de la subdivision originaire numéro cent quatre-vingt-deux (182 PNO 336) desdits plan et livre de renvoi mesurant vingt (20) pieds de largeur par une profondeur de quatre-vingt-sept (87) pieds, mesure anglaise, plus ou moins, bornée au nord-ouest par une ruelle (182-342), au nord-est, par le résidu du lot 182-336, au sud est par la rue Reeves (182-316) et au sud ouest, par le lot 182-335 dudit cadastre. »

3° « Un emplacement connu et désigné comme étant le lot numéro trois (3) de la subdivision officielle du lot originaire soixante-quatorze (74-3) des plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Laprairie, avec bâtisse dessus érigées, portant le numéro civique 7,600 rue Tisserand, en la ville de Brossard, sujet à une servitude en faveur de Bell Telephone et de l'Hydro Québec. »

Pour être vendu « séparément » au bureau du protonotaire, chambre #129, au Vieux Palais de Justice, en la ville de Montréal, le VINGT-TROISIÈME jour de DÉCEMBRE 1970, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint*,
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, 13 novembre 1970. 37373-o

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

No 792-511. RENALDI INCORPORÉE, corps politique légalement constitué ayant son siège social à 6145 rue Louis Sicard, St-Léonard, P.Q., demanderesse, *vs* PIERRETTE LACHAPELLE, épouse de Maurice Roy, résidant et domiciliée au 11045 rue Plaza, Montréal-Nord, district de Montréal, P.Q., défenderesse.

« Un emplacement ayant front à la rue Ste-Gertrude en la cité de Montréal-Nord, et composé:

a) du lot quatre-vingt-quatorze de la subdivision officielle du lot originaire numéro trente-six (36-94) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet.

b) du lot quatre-vingt-quinze de la subdivision officielle du lot originaire numéro trente-six (36-95) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, duquel lot il y a lieu de distraire la partie vendue en la cité de Montréal-Nord suivant acte passé devant

corporation legally incorporated having a business office at 7,600 Tisserand Street, town of Brossard, and YVES ST. AMANT, builder, domiciled at 7600 Tisserand Street, town of Brassard, defendants.

As belonging to the defendant Yves St. Amant, the immovables hereafter described:

1. "An emplacement fronting on Saint-Urbain Street, Montréal, known and designated as being part of lot eighty-nine of the official subdivision of original lot number eleven (11 p. 89) on the official plan and book of reference of the village of Côte Saint-Louis, with buildings bearing civic number 4817 Saint-Urbain Street, Montreal."

2. "An emplacement situated at Pointe-aux-Trembles, known and designated as being:

a) Lot three hundred and thirty-five of the subdivision of original lot number one hundred and eighty-two (182-335) on the official plan and book of reference of the parish of Pointe-aux-Trembles, measuring twenty-five feet in width by a depth of eighty-seven feet (87), English measure more or less;"

b) The northwest part of lot number three hundred and thirty-six of the original subdivision number one hundred and eighty-two (182 p. nw 336) on the said plan and book of reference, measuring twenty feet (20) in width by a depth of eighty-seven feet (87), English measure, more or less, bounded on the northwest by a lane (182-342), on the northeast by the remainder of lot 182-336, on the southeast by Reeves Street (182-316) and on the southwest by lot 182-335 of the said cadastre."

3. "An emplacement known and designated as being lot number three (3) of the official suvdivision of orginal lot seventy-four (74-3) on the official plan and book of reference for the parish of Laprairie, with buildings thereon erected, bearing civic number 7,600 Tisserand Street, in the town of Brossard, subject to a servitude in favour of the Bell Telephone and of Hydro Québec."

To be sold "separately" at the office of the Prothonotary, Room #129, at the Old Court House, in the city of Montreal, on the TWENTY-THIRD day of DECEMBER, 1970, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, *Assistant Sheriff.*
Montreal, November 13, 1970. 37373

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

No. 792-511. RENALDI INCORPORÉE, politic body legally incorporated, having its head office at 6145 Louis-Sicard Street, Saint-Léonard, P.Q., plaintiff, *vs* PIERRETTE LACHAPELLE, wife of Maurice Roy, residing and domiciled at 11045 Plaza Street, Montreal-North, district of Montreal, P.Q., defendant.

"An emplacement fronting on Sainte-Gertrude Street in the city of Montreal-North, and being composed of:

(*a*) of lot ninety-four of the official subdivision of original lot number thirty-six (36-94) on the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet.

(*b*) of lot ninety-five of the official subdivision of original lot number thirty-six (36-95) on the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet, from which lot it is expedient to withdraw the part sold to the city of Montreal-North, pursuant to a deed signed

Me Pierre Bourgouin, notaire, le vingt-sept août mil neuf cent soixante-trois et enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal sous le numéro 1694358.

Avec la bâtisse en voie de construction dessus érigée, portant les numéros civiques 11930, 32, 34, 36, rue Ste-Gertrude, Montréal-Nord.

Ainsi que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et pssives, apparentes et occultes attachées audit immeuble. »

Pour être vendu au bureau du protonotaire, chambre #129, au Vieux Palais de Justice, en la ville de Montréal, le VINGT-DEUXIÈME jour de DÉCEMBRE 1970, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint*,
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, 10 novembre 1970. 37374-o

before Me Pierre Bourgouin, notary, on the twenty-seventh day of August nineteen hundred and sixty-three and registered at the Montreal Registry Office under number 1694358.

With the building being erected thereon, bearing civic numbers 11930, 32, 34, 36 Sainte-Gertrude Street, Montreal-North.

As the whole now exists with all the servitudes active and passive, apparent and occult attached to the said immovable."

To be sold at the Protonotary's Office, Room #129, at the old Court House, in the city of Montreal, on the TWENTY-SECOND day of DECEMBER, 1970, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, *Assistant Sheriff*.
Montreal, November 10, 1970. 37374

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir, Cour Supérieure, No 3804. } SEABOARD SECURITIES CANADIAN LIMITED, corps politique légalement constitué ayant une place d'affaires à 790 D'Youville, Québec, district de Québec, *contre* RAYMOND RENAUD, domicilié au 551, rue Bayard, Québec, district de Québec.

Les lots numéros 561 et 562 du cadastre officiel de la paroisse St-Sauveur à Québec, avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, notamment la maison située à 551, de la rue Bayard, à St-Sauveur de Québec.

Borné vers le nord par la rue Hamel, vers le sud par le lot 560, vers l'est par le lot 562 et vers l'ouest par la rue Bayard, mesurant quarante pieds six pouces sur la rue Hamel, quarante et un pieds dix pouces sur la ligne qui le divise du lot 560, soixante-cinq pieds quatre pouces sur la ligne qui le divise du lot 552 et soixante-cinq pieds six pouces sur la rue Bayard, contenant en superficie deux mille six cent quatre-vingt-seize pieds, mesure anglaise (2,696′) égal à deux mille trois cent soixante-douze pieds français (2,372′).

Borné vers le nord par la rue Hamel, vers le sud par le lot 563, vers l'est par le lot 564 et vers l'ouest par le lot 561, mesurant quarante et un pieds six pouces sur la rue Hamel, quarante-deux pieds trois pouces sur la ligne qui le divise du lot 563, soixante-cinq pieds deux pouces sur la ligne qui le divise du lot 564 et soixante-cinq pieds quatre pouces sur la ligne qui le divise du lot 561, contenant en superficie deux mille sept cent trente-six pieds, mesure anglaise (2,736′) égal à deux mille quate cent sept pieds français (2,407′).

Pour être vendus au bureau du shérif, au Palais de Justice, à Québec, le VINGT-DEUXIÈME jour du mois de DÉCEMBRE 1970, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
Bureau du Shérif, RAYMOND HAINS.
Québec, le 17 novembre 1970. 37390-o

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: Superior Court, No. 3804. } SEABOARD SECURITIES CANADIAN LIMITED, body politic legally incorporated having a place of business at 790 D'Youville, Québec, district of Québec, *versus* RAYMOND RENAUD, domiciled at 551 Bayard Street, Québec, district of Québec.

Lots number 561 and 562 on the official cadastre of the parish of Saint-Sauveur, Québec, with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, especially the house situated at 551 Bayard Street, in Saint-Sauveur, Québec.

Bounded towards the north by Hamel Street, towards the south by lot 560, towards the east by lot 562 and towards the west by Bayard Street, measuring forty feet, six inches on Hamel Street, forty-one feet ten inches on the line which separates it from lot 560, sixty-five feet four inches in the line which separates it from lot 552 and sixty-five feet six inches fronting on Bayard Street, having a surface area of two thousand six hundred and ninety-six feet, English measure (2,696′), the equivalence of two thousand three hundred and seventy-two French feet (2,372′).

Bounded towards the north by Hamel Street, towards the south by lot 563, towards the east by lot 564 and towards the west by lot 561, measuring forty-one feet six inches on Hamel Street, forty-two feet three inches in the line which separates it from lot 563, sixty-five feet two inches in the line which separates it from lot 564 and sixty-five feet four inches in the line which separates it from lot 561, having an area of two thousand seven hundred and thirty-six feet (2,736′), the equivalence of two thousand four hundred and seven French feet (2,407′).

To be sold at the Sheriff's Office, at the Court House, Québec, on the TWENTY-SECOND day of the month of DECEMBER, 1970, at TEN o'clock in the forenoon.

RAYMOND HAINS,
Sheriff's Office, *Assistant Sheriff*.
Québec, November 17, 1970. 37390

RICHELIEU

Canada — Province de Québec
District de Richelieu

Cour Supérieure, No 20-250. } BENOIT BEAUCHEMIN, cultivateur, domicilié et résidant en la paroisse de

RICHELIEU

Canada — Province of Québec
District of Richelieu

Superior Court, No. 20-250. } BENOIT BEAUCHEMIN, farmer, domiciled and residing in the parish of Be-

Beloeil, district de Richelieu, demandeur, *vs* Dame MOLLY WOLOFSKY, veuve de feu David Silverstein, en sa qualité d'exécutrice testamentaire et de fiduciaire de la Succession de feu David Silverstein, domiciliée et résidant au 6280 Place Northcrest, app. 814, en les cité et district de Montréal, HARRY SHEINBERG, SOL SILVERSTEIN, JOSEPH CYMBALISTA, IGNACY HABER, Dame CYLA SCHREIBER, Dame BELA SZMULLEWICZ, ARMAND CYMBALISTA, HENRY BERLACK, BEN SUCHESTWO, SOL SIVERSTEIN, défendeurs.

A) Un lopin de terre de figure irrégulière, étant partie du lot No cent quatre-vingt-quinze (Ptie 195) du cadastre officiel de la paroisse de Beloeil, division d'enregistrement de Verchères. Borné au nord-est, par le lot No 194; au sud-est, par chemin public (rang des Trente);au sud-ouest, dans une autre ligne sud-est et dans une autre ligne nord-est, par partie du lot No 195, réservée par le vendeur; au sud-ouest et dans une autre ligne sud-est, par partie du lot No 195 (paragraphe B), dans une autre ligne sud-ouest, par le chemin public, (Montée des Vingt-quatre) et au nord-ouest, par le chemin public (Rang des Vingt-Quatre), mesurant dans la ligne nord-est, cinq mille sept cent soixante et quinze pieds (5,775.0′), dans la ligne sud-est, cent cinquante pieds (150.0′) dans la ligne sud-ouest, quatre cent vingt-neuf pieds et cinq dixièmes de pied (429.5′), dans une autre ligne sud-est, deux cent soixante et dix sept pieds et six dixièmes de pied (277.6′) dans une autre ligne nord-est, trois cent quatre-vingt-quatorze pieds et cinq dixièmes de pied (394.5′), dans une autre ligne sud-ouest, deux cent cinquante pieds (250.0′), dans une autre ligne sud-est, cent cinquante pieds et huit dixièmes de pied (150.8′), dans d'autres lignes sud-ouest, deux mille six cent quatre pieds (2,604.0′), cent pieds et cinq dixièmes de pied (100.5′), et deux mille huit cent cinquante-trois pieds (2,853.0′), et dans la ligne nord-ouest, six cent quinze pieds (615.0′). Contenant une superficie de quatre-vingt-trois arpents carrés et soixante et cinq centièmes d'arpent carré (83.65).

B) Un lopin de terre de figure irrégulière, étant partie du lot numéro cent quatre-vingt-quinze (Ptie 195) connu et désigné au cadastre officiel de la paroisse de Beloeil, division d'enregistrement de Verchères, borné au nord-est, par partie du lot No 195 (Paragraphe A); au sud-est, par le chemin public (Rang des Trente); au sud-ouest, par le chemin public (Montée des Vingt-Quatre); et au nord-ouest, par partie du lot No 195 (Paragraphe A) mesurant cent quarante pieds (140.0′) de largeur par deux cent cinquante pieds (150.0′) de profondeur, contenant une superficie de trente-cinq mille pieds carrés (35,000.0′) ou quatre-vingt-quinze centièmes d'arpent carré (0.95).

Les dimensions sont en mesures anglaises et les superficies en mesures françaises.

Le lopin de terre « A » ci-haut décrit est indiqué plus en détails par les lettres A-B-K-L-M-G-H-J-D-E-F-A.

Le lopin de terre « B » par les lettres G-H-J-C-G et le tout par un liséré rouge sur un plan en date du onze juin 1959, fait et préparé par Maurice Gaudreault, arpenteur-géomètre, sous un plan No S-590.

Fait à Montréal, ce trentième jour du mois de juin en l'an mil neuf cent cinquante-neuf (le 30 juin 1959) (Signé « Maurice Gaudreault », arpenteur-géomètre.

locil, district of Richelieu, plaintiff, *vs* Mrs. MOLLY WOLOFSKY, widow of the late David Silverstein, in her capacity as testamentary executor and trustee of the estate of the late David Silverstein, domiciled and residing at 6280 Place Northcrest, Apt. 814, in the city and district of Montreal, HARRY SHEINBERG, SOL SILVERSTEIN, JOSEPH CYMBALISTA, IGNACY HABER, Mrs. CYLA SCHREIBER, Mrs. BELA SZMULLEWICZ, ARMAND CYMBALISTA, HENRY BERLACK, BEN SUCHESTWO, SOL SILVERSTEIN, defendants.

(A) A strip of land of an irregular figure, part of lot No. one hundred and ninety-five (Pt. 195) of the official cadastre of the parish of Beloeil, Verchères registration division. Bounded on the northeast by lot No. 194; on the southeast by a public road (Des Trente Range); on the southwest, on another southeast line and another northeast line, by part of lot No. 195, reserved by the vendor; on the southwest and on another southeast line, by part of lot No. 195 (Paragraph B), on another southwest line, by the public road, (Montée des Vingt-Quatre) and on the northwest, by the public road (Vingt-Quatre Range), measuring on the northeast line, five thousand seven hundred and seventy-five feet (5,775.0′), on the southeast line, one hundred and fifty feet (150.0′) on the southwest line, four hundred and twenty-nine feet and five-tenths of a foot (429.5′), on another southeast line, two hundred and seventy-seven feet and six-tenths of a foot (277.6′) on another northeast line, three hundred and ninety-four feet and five-tenths of a foot (394.5′), on another southwest line, two hundred and fifty feet (250.0′), on another southeast line, one hundred and fifty feet and eight-tenths of a foot (150.8′), on other southwest lines, two thousand six hundred and four feet (2,604.0′) one hundred feet and five tenths of a foot (100.5′), and two thousand eight hundred and fifty-three feet (2,853.0′) and on the northwest line, six hundred and fifteen feet (615.0′). Containing an area of eighty-three square arpents and sixty-five hundredths of a square arpent (83.65′).

(B) A strip of land of an irregular figure, part of lot number one hundred and ninety-five (Pt. 195) known and designated on the official cadastre of the parish of Beloeil, Verchères registration division, bounded on the northeast by part of lot 195 (Paragraph A); on the southeast by the public road (Des Trente Range); on the southwest by the public road, (Montée des Vingt-Quatre); and on the northwest by part of lot No. 195 (Paragraph A) measuring one hundred and forty feet (140.0′) in width by two hundred and fifty feet (250.0′) in depth, containing an area of thirty-five thousand square feet (35,000.0′) or ninety-five hundredths of a square arpent (0.95).

The dimensions are English measure and the areas French measure.

Strip of land "A" hereabove described is more fully described by the letters A-B-K-L-M-G-H-J-D-E-F-A.

Strip of land "B" by the letters G-H-J-C-G and the whole by a red strip on a plan dated the eleventh day of June, 1959, made up and prepared by Maurice Gaudreault, land-surveyor, under Plan No. S-590.

Dictated in Montreal, this thirtieth day of the month of June in the year one thousand nine hundred and fifty-nine (June 30, 1959) (Signed) "Maurice Gaudreault" Land-Surveyor.

Laquelle description technique restera annexée à la minute des présentes, après avoir été reconnue véritable et signée par les parties audit acte et le notaire soussigné, *ne varietur*.

Tel et dans l'état que le tout se trouve présentement avec ses servitudes tant actives que passives, apparentes ou occultes, et restrictions attachées audit immeuble, et dont les acquéreurs se déclarent satisfaits. »

Moins les parties suivantes de l'immeuble ci-dessus décrit, qui sont à distraire, soit:

A) La partie du numéro cent quatre-vingt-quinze (ptie 195) dudit cadastre de la paroisse de St-Mathieu de Beloeil, d'une superficie de dix (10) arpents, à être prise sur le front de la propriété et ce, d'une façon continue et contiguë et bornée comme suit: au nord-est par ledit lot 194; au sud-est partie par le chemin public et partie par le terrain réservé par le vendeur; au nord-ouest par partie du même lot 195 présentement achevé par les acquéreurs et ci-dessus décrit et au sud-ouest par la Montée des Vingt-Quatre.

B) Une partie de terrain situé sur le côté nord-est de la route des Vingt-Quatre, dans la municipalité de la paroisse de St-Mathieu de Beloeil, comté de Verchères, étant partie du lot numéro cent quatre-vingt-quinze (Ptie 195) du cadastre officiel de la paroisse St-Mathieu de Beloeil, division d'enregistrement de Verchères, indiquée par les lettres « A-B-C-D-E-F-G-H-I-J-A » sur le plan ci-après mentionné; mesurant trois pieds et trois dixièmes de pied (3.3′) dans la ligne nord-ouest « A-B » mille neuf cents pieds et sept dixièmes de pied (1,900.7′) dans la ligne nord-est « B-C » trois cent quatre-vingt-huit pieds et cinq dixièmes de pied (388.5′) dans la ligne nord-est « C-D », quatre cent soixante-cinq pieds et trois-dixièmes de pied (465.3′) dans la ligne nord-est « D-E », cette dimension étant mesurée parrallèlement à une courbe de 0°.30′, deux cent soixante-douze pieds (272.0′) dans et ligne nord-est « E-F » quatre cent vingt et un pieds et deux dixièmes de pied (421.2′) dans la ligne nord-est « F-G », cette dimension étant mesurée parallèlement à une courbe de 0°.30′, mille trois cent deux pieds et huit dixièmes de pied (1,302.8′) dans la ligne nord-est « G-H », mille cinquante-huit pieds et quatre dixièmes de pied (1,058.4′) dans la ligne nord-est « H-I » dix-neuf pieds et neuf dixièmes de pied (19.9′) dans la ligne sud-est « I-J » cinq mille huit cent dix-sept pieds et deux dixièmes de pied (5,817.2′) dans la ligne sud-ouest « J-A »; contenant une superficie de quatre-vingt-seize mille deux cent quatre-vingt-dix pieds carrés (96,290 p.c.) mesure anglaise, soit deux arpents carrés et six cent seize millièmes d'arpent carré (2.616 arp. c.) et bornée comme suit:

Vers le sud-ouest par la route des Vingt-Quatre;

Vers le nord-ouest par le Chemin des Vingt-quatre;

Vers le-nord-est par la partie du lot 195 restant la propriété des vendeurs;

Vers le sud-est par le Chemin des Trente;

La ligne nord-est « B-C-D-E-F-G-H-I » de cette partie de terrain est située à trente-trois pieds au nord-est de la ligne centrale de la route projetée et fait aux points « C & H » des angles de 0°12′ et 0°15′ vers le sud-ouest.

Tel que le tout est indiqué liséré en rouge sur le plan préparé par M. Gilbert Perras, arpenteur-géomètre, en date du 15 juin 1960, annexé à la minute des présentes, après avoir été reconnu

The said technical description will remain annexed to these minutes, after having been acknowledged as true and signed by the parties of the said deed and the undersigned notary, *ne varietur*.

In and as the whole is found with its servitudes, active as well as passive, apparent or occult, and restrictions attached to the said immovable, and of which the purchasers declare satisfaction.

Less the following parts of the immovable hereabove described, which are to be withdrawn, being:

(A) Part of number one hundred and ninety-five (Pt. 195) of the said cadastre of the parish of St-Mathieu de Beloeil, of an area of ten (10) arpents, to be taken on the front of the property and such, in a continuous and contiguous way and bounded as follows: on the northeast by said lot 194; on the southeast part by the public road and part by the land reserved by the vendor; on the northwest by part of same lot 195 finished by the purchasers and hereabove described and on the southwest by Montée des Vingt-Quatre.

(B) A part of the land situated on the northeast side of Vingt-Quatre Route, in the municipality of the parish of St-Mathieu de Beloeil, county of Verchères, part of lot number one hundred and ninety-five (Pt. 195) of the official cadastre of the parish of St-Mathieu de Beloeil, Verchères registration division, indicated by letters "A-B-C-D-E-F-G-H-I-J-A" on the plan hereafter mentioned; measuring three feet and three tenths of a foot (3.3′) on the northwest line "A-B" one thousand nine hundred feet and seven-tenths of a foot (1,900.7′) on the northeast line "B-C" three hundred and eighty-eight feet and five-tenths of a foot (388.5′) on the northeast line "C-D", four hundred and sixty-five feet and three-tenths of a foot (465.3′) on the northeast line "D-E", this dimension measured in parallel to a curve of 0°.30′, two hundred and seventy-two feet (272.0′) on the northeast "E-F" line four hundred and twenty-one feet and two-tenths of a foot (421.2′) on the northeast "F-G" line, this dimension measured parallel to a curve of 0°.30′, one thousand three hundred and two feet and eight-tenths of a foot (1,302.8′) on the northeast "G-H" line, one thousand fifty-eight feet and four-tenths of a foot (1,058.4′) on the northeast "H-I" line nineteen feet and nine-tenths of a foot (19.9′) on the southeast "I-J" line five thousand eight hundred and seventeen feet and two-tenths of a foot (5,817.2′) on the southwest "J-A" line; containing an area of ninety-six thousand two hundred and ninety square feet (96,290 sq. ft.) English measure, two square arpents and six hundred and sixteen thousandths of a square arpent (2.616 sq. arpents) and bounded as follows:

On the southwest by Vingt-Quatre Route;

On the northwest by Vingt-Quatre Road;

On the northeast by part of lot 195 remaining the property of the vendors;

On the southeast by Des Trente Road;

The northeast line "B-C-D-E-F-G-H-I" of this part of the land is situated at thirty-three feet northeast of the central line of the planned route and made at points "C & H" at angles of 0°12′ and 0°15′ on the southwest.

As the whole is indicated by a red strip on the plan prepared by Mr. Gilbert Perras, land-surveyor, dated June 15, 1960, annexed to these minutes, after having been acknowledged as true

véritable et signé par les parties et le notaire soussigné pour identification.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Verchères, à Verchères, VENDREDI, le HUITIÈME jour de JANVIER 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif*,
Palais de Justice FRANÇOIS GÉLINAS.
Sorel, le 10 novembre 1970. 37348-o

Canada — Province de Québec
District de Richelieu

Cour Provinciale, No 5412. { LA CORPORATION MUNICIPALE DE STE-JULIE DE VERCHÈRES, district de Richelieu, demanderesse; *vs* PAUL LUSSIER, résidant au numéro 1614 rue St-Louis, à Ste-Julie, district de Richelieu, défendeur.

« Un immeuble connu et désigné comme étant la subdivision numéro neuf du lot originaire numéro deux cent soixante-quinze (275-9) de la paroisse de Ste-Julie de Verchères mesurant 46 pieds de front par 112 pieds de profondeur. Avec bâtisses dessus érigées. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Verchères, à Verchères, VENDREDI, le HUITIÈME jour de JANVIER 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif*,
Palais de Justice, FRANÇOIS GÉLINAS.
Sorel, le 10 novembre 1970. 37357-o

and signed by the parties and the undersigned notary for identification.

To be sold at the Verchères Registry Office, at Verchères, on FRIDAY, the EIGHTH day of JANUARY, 1971, at TEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office, FRANÇOIS GÉLINAS,
Court House, *Sheriff.*
Sorel, November 10, 1970. 37348

Canada — Province of Québec
District of Richelieu

Provincial Court, No. 5412. { LA CORPORATION MUNICIPALE DE STE-JULIE DE VERCHÈRES, district of Richelieu, plaintiff; *vs* PAUL LUSSIER, residing at number 1614 St-Louis Street, at Ste-Julie, district of Richelieu, defendant.

"A building known and designated as being subdivision number nine of the original lot number two hundred and seventy-five (275-9) of the parish of Ste-Julie de Verchères measuring 46 feet wide in front by 112 feet deep. With buildings thereon erected."

To be sold at the registration office of Verchères, at Verchères, FRIDAY, the EIGHTH day of JANUARY, 1971, at TEN o'clock, a.m.

Sheriff's Office, FRANÇOIS GÉLINAS,
Court House, *Sheriff.*
Sorel, November 10, 1970. 37357

SAINT—FRANÇOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de St-François

Cour Provinciale, (Magog), No M-2288. { MAGOG MARINE INC., corporation légalement constituée ayant une place d'affaire en la cité de Magog, district de Saint-François, demanderesse, *vs* JOHN WILSON, résidant à R.R. No 1, Ayer's Cliff, district de Saint-François, défendeur.

« Les lots Nos 794 et 795 du canton de Hatley, avec bâtisses dessus construites. »

Pour être vendus « en bloc » au bureau d'enregistrement, à Stanstead Plain, MARDI, le VINGT-DEUXIÈME jour de DÉCEMBRE 1970, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif*,
Palais de Justice, DONAT JACQUES.
Sherbrooke, le 10 novembre 1970. 37349-o

SAINT—FRANÇOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Saint-François

Provincial Court, (Magog) No. M-2288. { MAGOG MARINE INC., a corporation legally constituted, having a place of business in the city of Magog, district of Saint-François, plaintiff, *vs* JOHN WILSON, residing at R.R. No. 1, Ayer's Cliff, district of Saint-François, defendant.

"Lots Nos. 794 and 795 of the township of Hatley, with the buildings thereon erected."

To be sold "en bloc" at the Registry Office, at Stanstead Plain, TUESDAY, the TWENTY-SECOND day of DECEMBER, 1970, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, DONAT JACQUES,
Court House, *Sheriff.*
Sherbrooke, November 10, 1970. 37349

INDEX No 47

ARRÊTÉS EN CONSEIL — ***ORDERS IN COUNCIL***

4063 — Régime de retraite des enseignants, institutions d'enseignement donnant droit aux bénéfices prévus aux articles 10, 10*a* et 11 du Régime de retraite des enseignants.. 6700
4063 — Teachers Pension Plan, teaching institutions which entitle a teacher to profit of the advantages provided for in section 10, 10*a* and 11 of the Teachers Pension Plan.... 6700
4115 — Ciné-parcs (*Modifications aux règlements*)..... 6731
4115 — Outdoor Cinemas (*Amendments to the regulations*)..... 6731
4132 — Commission des accidents du travail de Québec (*Adoption du règlement No 39, 1970 relatif à la constitution du comité consultatif*)..... 6701
4132 — Québec Workmen's Compensation Commission (*Adoption of by-law No. 39, 1970 respecting the institution of the Québec Advisory Committee*)..... 6701
4145 — Réserve de Kipawa (*Règlements*)..... 6736
4145 — Reserve de Kipawa (*Regulations*)..... 6736
4224 — Réduction du montant de la rente et du coût des travaux requis payables par la compagnie Consolidated Developments Limited..... 6729
4224 — Reduction in the amount of the rental and the cost of the required work payable by the company Consolidated Developments Limited..... 6729
4225 — Réduction du montant de la rente et du coût des travaux requis payables par la Société Acadienne de Recherches Pétrolières ltée..... 6730
4225 — Reduction in the amount of the rental and the cost of the required work payable by la Société Acadienne de Recherches Pétrolifères ltée..... 6730

ASSOCIATION COOPÉRATIVE — ***COOPERATIVE ASSOCIATION***

Garderie coopérative « Les Moucherons de Longueuil » (La) (*Formation*) 6738

AVIS DIVERS — ***MISCELLANEOUS NOTICE***

Pointe Claire, ville-city (*Rachat partiel d'obligations — Partial Redemption of Bonds*) (*Correction*) 6717

CHANGEMENT DE NOM — Loi du — ***CHANGE OF NAME ACT***

Demandes: — *Applications:*

Ballet, Joseph Henri Louis 6718
Huard Massey, Claudette 6718
Lichtig, Peter 6718
Nikolof, William 6718

CHANGEMENT DE NOM — Loi du — ***CHANGE OF NAME ACT***

Accordés: — *Granted:*

Gélineau, Joseph Louis Jacques 6718
Graham, Raymond James 6718
Gregoryu, Grigorios 6719
Hébert, Joseph Malcolm Mireil 6719
Krusner, Abram 6719
Laurence, Laurent 6719
McCrindle, Betty Gaye 6719
Meyer, Perry 6719
Miller, Neil 6719
Parenteau, Joseph Robert 6720
Ray, Michael Peter 6720
Steede, Derek Hans 6720

CAISSES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT — ***SAVINGS AND CREDIT UNIONS***

Caisse d'économie des éducateurs de St-Laurent (La) (*Ch. de groupe-Group Ch.*) 6738
Caisse d'entraide économique Manicouagan (*Nom-Name ch.*) 6739
Caisse d'entraide économique de St-Jean et Iberville (*Nom-Name ch.*) 6739
Caisse populaire Ste-Jeanne d'Arc de Shawinigan Sud (*Nom-Name ch.*) 6738

COMPAGNIES ÉTRANGÈRES — ***EXTRA-PROVINCIAL COMPANIES***

Permis: — *Licenses:*

Loomis Armored Car Service, Ltd. 6728
Safari Explorations Limited 6729
Williams Creek Gold Quartz Mining Co. Limited 6728

COMPAGNIES — LOI DES — ***COMPANIES ACT***

Demandes d'abandon de charte — ***Applications for Surrender of Charter***

Antil Realty Inc. 6706
Compagnie M.P.N. inc. 6706
Descoteaux (Paul) limitée 6705
Écuries Rosemont inc. (Les) 6704
Elegant Products Limited 6704
Formec inc. 6705
Groupe Uni Inc. (Le) 6706
Josmar Inc. 6706
Léger (F.) et associés inc. 6705
Librairie Ste-Marie inc. 6706
Produits de Beauté G.L.B. inc (Les) 6705
St Henry Construction Inc. 6706
Transeuro Steel Corp. 6705
Vidricaire & Cie ltée 6705
Vidricaire & Co. Ltd 6705

Dissoutes — ***Dissolved***

A. H. Investment Corp 6693
Abitibi Lumber Limited 6693
Alouette Stables Inc. 6693
Aréna Régional l'Assomption ltée 6693
B. & B. Banana Importers Inc. (The) 6693
Bargael Holdings Limited 6693
Barmac Realty & Investment Inc. 6693
Barnad Investment Co. Ltd. 6694
Beauce Knitting Co. Ltd 6694
Bekmer Corp. 6694
Bosem Corporation 6694
Canadian Stockholders Investment Corporation 6694
Cloutier (Émile) inc. 6694
Copains des Routes Bleues (Les) 6695
Corporation of the Seven Wardens (The) 6723
Dorly Investment Ltd. 6695
Eastern Canada Exhibitions Incorporated 6695
Empress Amusements Limited 6695
Fresh Air Fund, Inc. (The) 6695
G. D. H. Stevens inc. 6695
Garland Investment Ltd. 6695
Goulet Construction Cie ltée 6723
Journal Le Carabin inc. (Le) 6696
Jouvencelle Spécialité inc. (La) 6696
Lacroix Terrazzo & Mosaïque ltée 6696
La Ronde Investments Ltd. 6696
Lawrence Transport & Cartage Corp. 6696
Modern Tobacco Company 6696
Nottingham Place Ltd. 6697
Pensionnat du Sacré-Coeur de Sherbrooke 6697
Pomona inc. 6697
Rodi Construction ltée 6697
S. & Z. Construction inc. 6697
Source de Bienfaisance inc. (La) 6697
Thirty-Seventh Avenue Corporation 6697
Var-Luc Holdings Ltd. 6698
Velva Craft Ltd. 6698
Walton's Lunch Ltd. 6698
Wolfe (D.) Investments Ltd. 6698
Wright Enterprises Limited 6698

Divers *Miscellaneous*

Académie de ballet du Saguenay inc. (L') (*Règl.-By-laws*) ... 6725
Action civique de Sherbrooke inc. (L') (*Règl.-By-laws*) ... 6727
Atlantic Tungsten Corporation Limited (*No personal liability*) (*Nom-Name ch.*) 6727
Beloit Foreman's Club Inc. (*By-laws*) .. 6723
Bienville Leaseholds Inc. (*Nom-Name ch.*) ... 6724
Catholic Men's Hostel Inc. (*Règl.-By-Laws*) ... 6725
Centre de récréation Lac Notre-Dame inc. (*Règl.*) ... 6725
Club des contremaîtres Beloit inc. (*Règl.*) 6723
Coats (J. & P.) (Canada) Limited (*Dir.*) 6727
Corporation « Les deux rives » (*Règl.-By-laws*) ... 6726
D'Anjou (L. R.) inc. (*Nom-Name ch.*) . 6723
245 Victoria Corporation (*Dir.*) ... 6726
Distributions Clément inc. (Les) (*Dir.*). 6723
Fibro Sport inc. (*Nom-Name ch.*) ... 6726
Fondation Richelieu Trois-Rivières (*Règl.-By-laws*) ... 6723
Gestor Inc. (*Dir.*) ... 6724
Help for the Leper (*Dir.*) ... 6724
Hôpital Cloutier (*Règl.-By-laws*) ... 6726
Hôpital de la Providence de Magog (*Règl.-By-laws*) ... 6724
Hôpital général de Shefford (*Règl.*) 6725
Hôtel-Dieu de Sorel incorporée (*Règl.-By-laws*) ... 6728
Immeubles riverains ltée (Les) (*Dir.*) .. 6727
Marmerstein Ltd. (*Dir.*) ... 6727
Miss Edgar's and Miss Cramp's School, inc. (*Règl.-By-laws*) ... 6728
Montreal Fashion Industry I.L.G.W.U. Health Services Plan Inc. (*By-Laws*). 6724
Plan de services de santé de l'industrie de la mode de Montréal U.I.O.V.D. (*Règl.*) ... 6724
Polish Canadian Mutual Aid Society (The) (*By-laws*) ... 6727
Recreation Centre Lac Notre-Dame Inc. (*By-laws*) ... 6725
Secours aux lépreux (Le) (*Dir.*) ... 6724
Service d'éducation pré-natale de Rimouski inc. (*Règl.-By-laws*) ... 6726
Service des loisirs de Ste-Jeanne d'Arc (*Règl.-By-laws*) ... 6725
Shefford General Hospital (*By-laws*) ... 6725
Société d'obstétrique et de gynécologie de langue française du Canada (La) (*Règl.-By-laws*) ... 6724
Société Polonaise-Canadienne d'aide mutuelle (La) (*Règl.*) ... 6727
Société terres armées inc. (*Nom-Name ch.*) ... 6725
Verbois inc. (*Dir.*) ... 6726
Weedon Sports Inc. (*Dir.*) ... 6726
Westside Apartments Ltd. (*Dir.*) ... 6727

Lettres patentes *Letters Patent*

Accessoires pour fenêtres Crotone ltée .. 6644
Acton Fiberglass Inc. ... 6660
Administration & Technique Brandon inc. ... 6644
Adultree Inc. ... 6645
Agence de Sécurité C.C. inc. ... 6645
Agence de ventes Laval ltée ... 6668
Agences Gilles Talbot inc. (Les) ... 6645
Albert Sales Inc. ... 6646
Alliance sportive du Québec inc. ... 6646
Association des Électeurs du quartier Quatre ... 6646
Association (Hellénique) des parents Grecs-Orthodoxes de l'école Algonquin ... 6647
Association (Hellénique) des parents Grecs-Orthodoxes de l'école Bancroft. 6647
Association des parents des élèves du primaire du Mont Notre-Dame inc. .. 6648
Association des propriétaires du Lac Montjoie (APLM) inc. ... 6648
Association des sports et loisirs de St-Malo et Notre-Dame-de-Pitié inc. . 6648
Association de Vendeurs de Pièces d'Autos usagées (AVPAU) inc. ... 6649
Astoria Realties Co. Ltd. ... 6649
Astrologie Pierre Pepin inc. ... 6650
Automobiles Réal Croteau limitée ... 6650
Barrette Petroleum Inc. ... 6650
Beauregard (André) & fils inc. ... 6651
Berger Transport Co. Inc. ... 6651
Bolduc et Bélanger ltée ... 6651
Boutique Mixi Inc. ... 6652
Bureau de Recouvrement Crémazie inc. 6652
Cadri, Royaume de la pizza inc. ... 6652
Canadian Chips Inc. ... 6657
Casse-Croûte Glencairn ltée (*correction*) 6600
Centre de couture de St-Pie ltée ... 6679
Centre de récréation Lac Notre-Dame inc. ... 6653
Chez Jeannette inc. ... 6653
Chez Vincenzo inc. ... 6653
Cie d'Aménagements Touristiques de l'Estrie inc. (La) ... 6654
Cie de transport de Berthierville inc. (La) ... 6654
Citadel Aluminium Inc. ... 6654
Club Copains-Copains Métropolitain ... 6655
Club Étoiles Bleues inc. ... 6655
Club Mer Tranquille inc. ... 6655
Club populaire des consommateurs de la Pointe St-Charles (Le) ... 6656
Comité des loisirs de Frontenac (St-Jean Vianney) ... 6656
Comptoir Paroissial St-Enfant Jésus de Montréal ... 6656
Conard (Marcel) ltée ... 6657
Constructions Maple Grove R.L. ltée (Les) ... 6671
Copeaux canadiens inc. ... 6657
Corporation de Développement industriel de St-Calixte inc. (La) ... 6658
Croteau (Réal) Automobile Limited 6650
Domax Mills Ltd. ... 6658
Donaquin inc. ... 6658
Eastern Public Cold Storage Inc. ... 6659
Elko Holdings Inc. ... 6659
Engel (Myer) Incorporated ... 6659
Engel (Myer) incorporée ... 6659
Entrepôt public frigorifique de l'Est, inc. 6659
Équipement vision photographique ltée 6675
Ferronnerie d'Art inc. (La) ... 6660
Fibres de verre Acton inc. (Les) ... 6660
France (Claire) Shoe Salon Inc. ... 6660
Frank-N-Stein Franchises Ltd. ... 6661
Fugère construction inc. ... 6661
Garage M. Pagé inc. ... 6661
General Mold-Fab Inc. ... 6662
Gestion J.L.T. ltée ... 6662
Gestion Rimouski inc. ... 6662
Gibaska inc. ... 6663
Giletier D.B. inc. (Le) ... 6663
Glenora Realties Inc. ... 6663
Greek Orthodox (Hellenic) Association of Parents of Algonquin School ... 6647
Greek Orthodox (Hellenic) Association of Parents of Bancroft School ... 6647
Grisé (Michel A.) inc. ... 6664

Lettres patentes *Letters Patent*
(suite) *(continued)*

Harts Department Stores (Jacques Cartier) Inc. 6664
Hôtel La Tournée du Moulin inc. 6664
Hublex inc. 6665
Immeubles S.E.B. inc. (Les) 6665
Immeubles St-Benoît inc. (Les) 6665
Immital Investment Inc. 6666
International Clothing & Merchandise Inc. 6683
Isolation Roy incorporée 6666
J.T.G. Auto Center Inc. 6666
Jontec inc. 6667
Laframboise Transport inc. 6667
Lagacé, Roy, Veilleux & Associés inc. 6667
Lallouz Lumber Company Ltd. 6668
Lanvic inc. 6668
Laval Sales Agency Ltd. 6668
Lépine (David) inc. 6669
Lopre inc. 6669
M & E Empire Building Inc. 6669
Magasins d'escompte Mergen Inc. (Les) 6673
Maintech inc. 6670
Manufacturiers de bijoux L.S.M. ltée (Les) 6670
Maple Grove R.L. Construction Ltd. 6671
Mardelco ltée 6671
Marquis (Georges) & Associates Inc. 6671
Master Restaurant Equipment Inc. 6672
Matane Equipment Inc. 6672
Maxi service Laviolette inc. 6672
Mergen Discount Stores Inc. 6673
Messageries Trans-Québec inc. 6673
Meteor Labels and Litho Inc. 6673
Monaco Brick & Stone Ltd. 6674
Morier (Adélard) ltée 6674
Motel-Hôtel Aux Écores inc. 6674
Nashton Investments Ltd. 6675
Park Georges Realty Corp. 6675
Pétroles Barrette inc. (Les) 6650
Photographic Vision Equipment Ltd. 6675
Placements Oregano ltée (Les) 6676
Plante ventilation inc. 6676
Pominville (Roger) ltée 6676
Parnelli Juniors inc. (*corrections*) 6600
Prévention, agence de sécurité spécialisé inc. (La) 6677
Productions Chantal Renaud inc. 6677
Produits Forestiers Carrière inc. 6677
Québec Sports Alliance Inc. 6646
Quick Typesetters Ltd. 6678
Recreation Centre Lac Notre-Dame Inc. 6653
Renaud (Jean) inc. 6678
Restaurant la Grenouille et le Boeuf (Québec) inc. 6678
St. Pie Sewing Centre Ltd. 6679
Salon de chaussures Claire France inc. 6660
Société multidisciplinaire d'études et de recherche de Hull inc. 6679
Stanco Investments Ltd. 6679
Starlon inc. 6680
Star Technical Personnel Inc. 6680
Studio de culture physique Montréal inc. 6680
Super Chrome (Trois-Rivières) inc. 6681
Suprette inc. 6681
TL-SL (Rimouski) ltée 6681
Taverne Chez Ti-Père inc. 6682
Tours Associates Inc. 6682
Trudeau (J. E. Armand) inc. 6682
Ventes Albert inc. (Les) 6646
Vêtements et marchandises internationaux inc. 6683
Vida Welding Inc. 6683
Viva Knitting Mills Limited 6683
Zodiac Disco-Club Inc. 6684
Zoric, Nettoyeur de Luxe inc. 6684

Lettres patentes supplémentaires *Supplementary Letters Patent*

Ampro Oxygen & Welding Supplies Ltd. 6684
Beloit Sorel Walmsley, Ltd. 6685
Berbery Inc. 6685
Blue Bird Restaurant Limited 6685
Boulet (J. C.) limitée 6685
Champagne (Irénée) inc. 6686
Codere, Lévesque & Trudeau inc. 6686
Cogena inc. 6686
Compagnie de Construction Omega ltée (La) 6686
Compagnie Diversifiée St-Laurent (La) 6692
Compagnie T. J. Moore, limitée (La) 6689
Conseil des Loisirs de la Mauricie inc. (Le) 6686
Corporation de Gestion La Vérendrye 6687
Des Rosiers (Armand) inc. 6687
Forage et sondage National, inc. 6687
Giasson (Julien) inc. 6688
Hôpital d'Asbestos inc. 6688
Iron and Metal Incorporated 6688
Kensington Industries Inc. 6688
Larivière Incorporée 6688
Marquis (J.-P.) inc. 6689
Matane Gaspésie Transport inc. 6689
Moore (T. J.) & Company, Limited 6689
Mossos Importing Co. Ltd. 6689
National Boring and Sounding, Inc. 6687
Omega Construction Company Limited 6686
Paradis, Systèmes Hydrauliques limitée 6689
Phoenix Steel Products Ltd. 6690
Pieds Légers (1963) inc. (Les) 6690
Placements Allard inc. 6690
Plomberie, Chauffage et Quincaillerie Moderne inc. 6690
Produits d'acier Phoenix ltée 6690
Produits de Ciment Sherbrooke limitée (Les) 6691
Produits Plastiques & Chimiques Zodiac ltée 6691
R.C.S. Enterprises Inc. 6691
Raycon Inc. 6691
Rosenbloom Paper Supply Co. 6691
St. Lawrence Diversified Company 6692
Sherbrooke Cement Products Limited (The) 6691
Somovex inc. 6692
Terrac inc. 6692
Vérendrye Management Corporation (La) 6687
Zodiac Plastics & Chemicals Ltd. 6691

Sièges sociaux *Head Offices*

A.C. Canadian Electric Corporation 6706
Adelco Investments Inc. 6707
Barnea Enterprises Ltd. 6707
Bermont Mines Ltd. (No personal liability) 6709
Cyr (Renald) inc. 6707
Daccord (E.) ltée 6708
Executive Investments Incorporated 6709
Form-Fit Garments Ltd. 6708
Forest Auto Body Inc. 6707
Immeubles Montex ltée (Les) 6709
Immeubles Riverains ltée (Les) 6710
Information de l'Est inc. (L') 6707
Lallouz Ltd. 6710
Lalloux ltée 6710
Maisons Spathodia inc. (Les) 6710
Merceries Normandie Men's Wear Inc. 6708
Metro Glass Inc. 6709

Sièges sociaux *Head Offices*
(*suite*) (*continued*)
Monolen Ltd. 6708
Monolen ltée 6708
Montex Realties Ltd. 6709
Pavco ltée 6708
Placements Adelco inc. 6707
Placements exécutifs incorporée (Les). 6709
Poliplastic inc. 6710
Québec Dragway Inc. 6709
Seka Impex Co. Ltd. 6708
Spathodia Homes Inc. 6710
Vitrerie Metro Inc. 6709

DEMANDES À LA LÉGISLATURE *APPLICATIONS TO LEGISLATURE*
Epstein, Rachel 6720
Estate of Benny Sadovnik 6722
Howitt, Georges 6722
Huu Ban, Nguyen 6721
Laflèche, cité-city 6720
Quach, Minh-Minh 6721
Québec, ville-city 6721
Succession Benny Sadovnik 6722

LIQUIDATION DES COMPAGNIES — Loi de la *WINDING-UP ACT*
Chantier coopératif de l'U.C.C. de Bagotville 6738
Placement Arvic 6737
Placements coopératifs de Magog incorporé (Les) 6737

MINISTÈRES *DEPARTMENTS*

Industrie et Commerce *Industry and Commerce*
Pêche aux coquillages 6739
Fishing of Shellfish 6739

Richesses naturelles *Natural Resources*
Pershing, canton-township (Région-Area Val d'Or) 6740
Révocation de concession minière 6741
Revocation of Mining Concession 6741

Terres et forêts *Lands and Forests*
Cadastre: *Cadastre:*
Beauport, par. 6698
Beauport, par. 6699
Brompton, canton-township 6699
L'Ancienne Lorette, par. 6699
Laprairie de la Magdeleine, par. 6699
Mégantic, village 6699
Mise à jour partielle du cadastre dans les paroisses de Ste-Dorothée, St-François de Sales, St-Martin, St-Vincent de Paul, Ste-Rose et village de Ste-Rose 6751
Orford, canton-township 6699
Partial updating of the cadastre in the parishes of Ste-Dorothée, St-François de Sales, St-Martin, St-Vincent de Paul, Ste-Rose and Ste-Rose village. 6751
Pointe aux Trembles, par. 6700
Ste-Adèle d'Abercrombie, par. 6700
Ste-Geneviève, par. 6700
St-Jean, par. 6700
St-Philippe, par. 6700

Travail et de la Main-d'oeuvre *Labour and Manpower*
Industrie ou métiers de: *Industry or Trades of:*
Cloak and Suit Industry, Province (*Amend.*) 6765
Confection pour dames, Province (*Mod.*) 6765
Détaillants d'essence, Saguenay (*App. Règl-Regl.*) 6752
Détaillants d'essence, Saguenay (*Mod. Statuts-Amend. Const.*) 6752
Employés de garage, Drummond (*Mod.*) 6753
Garage employees, Drummond (*Mod.*) 6753

PROCLAMATION *PROCLAMATION*
Coming into force of the revised cadastre of a part of the parish of Saint-Georges, situated in the registration division of Beauce 6741
Mise en vigueur du cadastre revisé d'une partie de la paroisse de Saint-Georges, située dans la division d'enregistrement de Beauce 6741

Société d'habitation du Québec *Québec Housing Corporation*
Municipal Housing Bureau of Des Monts (*L.P.*) 6741
Municipal Housing Bureau of Matane (*L.P.*) 6741
Office municipal d'habitation Des Monts (*L.P.*) 6744
Office municipal d'habitation de Matane (*L.P.*) 6741
Ste-Agathe-des-Monts, ville-town (*Mod. au programme de rénovation-Amend. to the Renewal Program*) 6743

SOUMISSIONS — demandes de *TENDERS — Requests for*
Chicoutimi-Nord-North, cité-city 6744
Le Gardeur, c.s.r.-r.s.b. 6748
St-Raphaël-de-l'Ile-Bizard, par. 6746
Warwick, ville-town 6749

SYNDICATS PROFESSIONNELS *PROFESSIONAL SYNDICATES*
Syndicat des employés de Dennison (*Nom-Name ch.*) 6743
Syndicat des employés du transport public du Québec métropolitain inc. (*Nom-Name ch.*) 6742
Syndicat professionnel des infirmières de Montréal (*Const.-Inc.*) 6743

VENTES *SALES*

Effets non-réclamés *Unclaimed Baggage*
Canadian Pacific Express Company 6717
Messageries Canadien Pacifique 6717

Par Shérifs *By Sheriffs*

Abitibi *Abitibi*
Bolduc *vs* Vallières 6776

Beauce *Beauce*
Roux *vs* Cloutier 6776

Bedford *Bedford*
Rioux *vs* Rioux 6776

Joliette *Joliette*
Commissaires d'écoles pour la municipalité de Repentigny les Bains (Les) *vs* Deschamps 6777
School Commissioners for the Municipality of Repentigny les Bains (The) *vs* Deschamps 6777

Kamouraska *Kamouraska*
Bérubé *vs* Verroeulst *et al*..... 6778

Montréal *Montreal*
Banque d'épargne de la cité et du district de Montréal (La) *vs* Provencher..... 6778
Bloom *vs* Garber..... 6779
Montreal City and District Savings Bank (The) *vs* Provencher..... 6778
Placements Pointe Claire ltée *vs* Colibri Construction ltée..... 6779
Remaldi incorporée *vs* Lachapelle..... 6780

Québec *Québec*
Seaboard Securities Canadian Limited *vs* Renaud..... 6781

Richelieu *Richelieu*
Beauchemin *vs* Wolofsky *et al*..... 6781
Corporation municipale de Ste-Julie de Verchères *vs* Lussier..... 6784

Saint-François *Saint-François*
Magog Marine Inc. *vs* Wilson..... 6784

Taxes *Taxes*
Dorion, ville-town..... 6710
Montréal Nord-North, city-city..... 6711
St-Bruno de Montarville, ville-town.... 6714
Ste-Thérèse, cité-city..... 6715

IMPRIMÉ AU CANADA PRINTED IN CANADA

PUBLICATIONS

BUREAU DE
L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
HÔTEL DU GOUVERNEMENT
QUÉBEC
Extraits du catalogue général (troisième tranche)

OFFICE OF
THE QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER
PARLIAMENT BUILDINGS
QUÉBEC
Extracts from the general catalogue (third section)

PUBLICATIONS DES MINISTÈRES

DEPARTMENTAL PUBLICATIONS

Ministère des RN RICHESSES NATURELLES

101 **Loi des mines / Mining Act**

Loi des droits sur les mines / Mining duties Act
(13-14 Eliz. II, chap. 34, 35, 1968)
(ch. 36, 37, 1968)
(ch. 37, 1969) **$ 1.50**

Codification administrative / *Office Consolidation*

129 **Catalogue des publications du ministère des Richesses naturelles depuis 1883**
Québec, 1968, avec index des cartes géologiques publiées **$ 3.00**

129a **Catalogue of publications of the Québec Department of Natural Ressources, since 1883**
Québec, 1968, with an Index of published geological maps **$ 3.00**

142 **Rapport du ministère des Richesses naturelles**
(1966/67), Québec 1968, 130 -., tabl., ill. **$ 1.00**
(1967/68), Québec 1969, 162 p., tabl., ill. **$ 1.50**
(1968/69), Québec 1970, 176 p., tabl., ill. **$ 1.50**

142a **Report of the Québec Department of Natural Ressources**
(1966/67), Québec 1968, 129 p., tabl., ill. **$ 1.00**
(1967/68), Québec 1968, 155 p., tabl., ill. **$ 1.00**
(1968/69), Québec 1969, 167 p., tabl., ill. **$ 1.50**

DIRECTION DES SERVICES HYDROLOGIQUES

53 **Liste des aménagements hydrauliques du Québec de 2,000 chevaux-vapeur (HP) et plus**
(Puissance installée au 1er janvier 1965)
Québec, 1965, 20 p., tabl., (polycopié) **$ 0.50**

233 **Annuaire hydrologique 1964**
Québec, 1966, 302 p., index, tabl., cartes **$ 2.00**

C'est le premier annuaire hydrologique complet des cours d'eau du Québec depuis la résiliation, au 1er avril 1964, de l'entente de 1922 avec le Gouvernement fédéral.

Il contient les renseignements fournis par les 145 stations de jaugeage, les 64 stations limnimétriques, les 27 stations usines et les 30 stations barrages relevant, maintenant, toutes du Service d'Hydrométrie de la Direction générale des Eaux.

Classement numérique des stations; tableaux de correspondance; huit cartes en couleur 5 ½" x 8 ½".

Annuaire hydrologique 1965
Québec 1967, 33 p., index, tabl., cartes **$ 2.00**

Annuaire hydrologique 1967
Québec 1970, 374 p., index, tabl., cartes **$ 2.00**

Annuaire hydrologique 1968
Québec 1970, 108 p., index, tabl., cartes **$ 2.00**

288 **Annuaire hydrologique, Baie James et Baie d'Hudson. Années 1949-1963.**
Québec, 1966, 211 p., index, tabl., carte **$ 2.00**

289 **Annuaire hydrologique, versant de la Baie d'Ungava. Années 1954-1963.**
Québec, 1965, 117 p., index, tabl., carte **$ 2.00**

321 **Répertoire des stations hydrométriques**
— en service au 31 mars 1965
Québec, 1965, 14 p., tabl., carte **$ 0.50**
— en service au 31 mars 1966
Québec, 1966, 24 p., tabl., carte **$ 0.50**
— en service au 31 mars 1967
Québec, 1967, 27 p., tabl., carte **$ 0.50**
— en service au 31 mars 1968
Québec, 1968, 26 p., tabl., carte **$ 0.50**
— en service au 31 mars 1969
Québec, 1969, 34 p., tabl., carte **$ 0.50**

323 **Profils en long des rivières de la Côte Nord à l'est du Saguenay**
(Rapport préliminaire)
Québec, 1965, 38 p., tabl., graph., (polycopié) **$ 0.50**